TRENTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 10581 — 42 PAGES — MARDI 6 FÉVRIER 1979

Le Club Méditerranée mis à l'index en Égypte

(LIRE PAGE 3 l'article de J.-P. Péroncel-Hugoz.)



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 130 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,85; Côte-d'Ivoire, 155 F CFA; Danemark, 3,75 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 25 p.; Grèce, 25 dr.; Iran, 50 ris.; Italie, 400 l.; Liban, 250 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 27 esc.; Sénégal, 150 F CFA; Suède, 2,80 kr.; Suisse, 1,10 fr.; U.S.A., 75 cts; Yougoslavie, 16 din.

Tarif des abonnements page 35

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

LES INITIATIVES DE PÉKIN ET LE CONFLIT INDOCHINOIS

Un succès pour M. Deng Xiaoping

M. Deng Xiaoping peut être satisfait du voyage qu'il vient de terminer aux Etats-Unis : en quelques jours, il a su gagner la sympathie de la *majorité* de l'opinion publique et rassurer la plupart des hommes politiques qui avait accueilli avec inquiétude le « lâchage » de Taiwan par Washington. Comme l'écrit *le « New York Times »*, sous le titre : « Le triomphe de M. Deng », le vice-premier ministre chinois « a évolué dans un monde qui lui était *étranger* avec une habileté politique qui a fait l'admiration des meilleurs spécialistes à Washington et, bien qu'il ait affirmé redouter les ténors de la télévision qui l'ont interviewé, il s'est révélé parfaitement maître de ce média ».

Mais M. Deng a fait plus que séduire : il a sans doute aussi réussi à rallier pas mal d'Américains à la préoccupation majeure de la Chine : la menace de l'U.R.S.S. Certes, le président Carter s'est bien gardé de prendre à son compte les multiples déclarations antisoviétiques faites ici et là par M. Deng Xiaoping. Il n'en a pas moins accepté, finalement, la publication d'un « communiqué de presse » condamnant l'hégémonie, c'est-à-dire, en clair, Moscou. Ce n'est pas un mince succès pour le vice-premier ministre de Pékin, dans la mesure où Washington était bien décidé, *pour éviter justement* cette épineuse question, à ne signer aucun *texte politique à l'occasion de* cette visite.

Quant à M. Carter, il va pouvoir maintenant se concentrer sur l'autre volet de sa politique *à l'égard du monde communiste* en essayant de renouer la négociation sur la limitation des armes stratégiques et de sonder M. Brejnev sur ses intentions de voyage. Il est *clair* que la « diversion chinoise » a fait perdre au moins plusieurs mois à ces négociations et qu'il était parfaitement irréaliste d'espérer la *conclusion* de SALT 2 pour la mi-janvier, du moment qu'on avait décidé à la Maison Blanche de se rapprocher de Pékin. Washington veut croire que les manifestations de la mauvaise humeur du Kremlin ne constituent qu'un baroud d'honneur destiné à sauver la face. Il n'en demeure pas moins que le temps perdu a déjà rompu le « dynamisme » de la négociation et que *des accidents de parcours*, en Asie en particulier, sont toujours à craindre.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que Moscou ait *demandé aux Américains* de clarifier leur position à l'égard de l'Union soviétique. *C'est* la « Pravda » qui remarque : « L'opinion publique soviétique ne peut fermer les yeux sur le fait qu'une large tribune a été offerte à *l'homme de Pékin* pour calomnier l'U.R.S.S. en présence d'officiels américains. » Citant le parti communiste américain, dont les liens avec Moscou sont bien connus, le quotidien du parti soviétique va plus loin encore et écrit : « Si quelqu'un avait des doutes sur les dangers que représentent les contacts sino-américains, la visite de Deng soit les dissiper ; c'est en fait d'une alliance militaire *qu'il s'agit*, quel qu'en soit le nom. Cette alliance renforce le danger d'une guerre nucléaire. »

Comme toute réaction tactique, le *mécontentement* soviétique est peut-être exagéré. Agacé par la signature du traité de paix sino-japonais, puis par la normalisation des relations américano-chinoises, le Kremlin, après *tout*, a marqué un point important en faisant rentrer le Cambodge dans sa *zone* d'influence par Vietnamiens interposés. Sous quelle forme la Chine va-t-*elle* essayer de faire payer ce « mauvais coup » à l'« ours polaire » ? Il y a là un risque d'escalade qu'on ne peut pas négliger, d'autant plus que M. Deng a répété aux Etats-Unis que Pékin ne considérait nullement l'affaire comme terminée. Reste à savoir quel genre de conseils lui ont été prodigués la semaine dernière.

(Lire nos informations page 4.)

Les troupes vietnamiennes se heurtent au Cambodge à une forte résistance

Un membre du comité central du Front uni de salut national du Kampuchéa, M. Prach Sun, affirme dans une interview publiée lundi 5 février par le Nhan Dan, *organe du P.C. vietnamien, que* « le sol cambodgien est totalement contrôlé par le conseil révolutionnaire populaire et l'armée populaire ». *Néanmoins, il ressort d'informations recueillies en Thaïlande, que l'armée vietnamienne se heurte à une forte résistance dans certaines régions du Cambodge.*

Le quotidien japonais Asahi Shimbun, *citant des sources gouvernementales américaines, affirme que Pékin continue à concentrer des troupes à la frontière du Vietnam et qu'il ne faut pas écarter l'éventualité d'une intervention chinoise contre ce pays.*

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — *Un mois* après la prise de Phnom-Penh par les *forces armées du Vietnam* et leurs alliés du FUNSK, la guerre se poursuit. Il reste *difficile* de se faire une idée précise, à partir de Bangkok, de la situation intérieure et surtout du sort des sept à huit millions de Cambodgiens qui entament leur neuvième année consécutive d'épreuves.

La volonté de secret des vainqueurs, la véhémence de propagandes contradictoires et le verrouillage de la frontière thaïlandaise — les rares fugitifs ont été mis au secret dans des camps spéciaux — renforcent la confusion, comme ce fut le cas après la *victoire* des Khmers rouges en avril 1975.

Les troupes de Hanoï et la poignée de Cambodgiens qu'elles ont installés à Phnom-Penh sont loin de contrôler militairement l'ensemble du territoire et de la population. En conséquence, la « *khmérisation* » du fait accompli vietnamien marque le pas. *Il est* vrai que, par ses purges étendues, d'anciens cadres et intellectuels, le régime des Khmers rouges n'a guère facilité la tâche de recrutement à ceux qui lui succèdent dans la capitale.

Il est impossible, depuis un mois, d'entendre la voix d'un peuple dont on affirme qu'il *s'est* « *libéré dans l'enthousiasme des soulèvements populaires* ». En revanche, il suffit de parcourir la *frontière, côté thaïlandais, pour* constater que les bruits de la guerre n'ont pas pris fin.

Chaque adversaire prétend, depuis trois semaines, « *tout contrôler* » ou à peu près tout. Selon la Voix du Kampuchéa démocratique (la radio du régime déchu), les troupes vietnamiennes seraient « *noyées dans un océan de résistance populaire* ».

R.-P. PARINGAUX.

(Lire la suite page 4.)

LE DÉBAT EUROPÉEN ET LA CRISE SOCIALE

Les giscardiens ripostent aux critiques et aux reproches de M. Jacques Chirac

Le conseil national du parti républicain, qui a siégé à huis clos samedi, marque une évolution de l'attitude des giscardiens à l'égard de leurs partenaires gaullistes. Les attaques formulées par ***ces derniers contre la politique européenne du chef de l'Etat*** **sont relevées avec vigueur.**

Jusqu'à présent, les porte-parole des partis non *gaullistes de la majorité*, et en particulier ceux du P.R., avaient donné l'impression qu'ils ne souhaitaient pas répliquer trop vertement aux attaques de M. Jacques *Chirac, de crainte d'envenimer* la situation et de contribuer à la dégradation du climat au sein de la majorité.

Avec le discours prononcé par *M. Jacques Blanc devant les cadres* de sa formation, il semble bien que c'en soit fini de cette prudence. Le secrétaire général du parti républicain avait, de toute évidence, lon*guement préparé* son intervention de samedi. Il avait aussi décidé de lui assurer la plus large audience, comme en témoignent la levée du huis clos pour la séance de clôture, *de même* que la rencontre avec la presse qui a suivi.

Les propos plus que fermes entendus à cette occasion surprenaient quelque peu, venant d'un responsable qui, jusqu'à ce jour, avait donné l'image d'un homme plus soucieux de l'organisation militante de son parti que du débat national, et qui n'avait jamais paru souhaiter se hisser à portée de voix de ses interlocuteurs présumés.

Certes, *bon nombre des flèches* décochées par M. Blanc visaient *plusieurs objectifs à la fois, et le* R.P.R. n'était pas le seul concerné. Ainsi, dans l'opprobre jetée sur ceux qui appellent la France à « *se refermer sur elle-même* », ou qui agitent *de manière « irresponsable »* les « *vieux démons* » et les « *fausses terreurs* » de la « *xénophobie* » anti-allemande, le parti communiste peut trouver son compte autant que le R.P.R. *Mais le ton et* l'environnement du discours ne trompaient pas, même si le nom de *M.* Jacques Chirac n'a pas été prononcé une seule fois. On pourrait même presque dire qu'en l'occurrence le P.C. n'était guère qu'un alibi.

Il y eut aussi des mots qui visaient directement les socialistes, sévèrement critiqués pour l'incompatibilité de leur alliance avec les communistes et de leurs sentiments « *européistes* ».

L'essentiel pourtant n'était pas là. Il était bel et bien dans la volonté appuyée, illustrée tout au long de l'intervention, de s'en prendre à nul *autre aussi fermement qu'au* R.P.R. Certaines des attaques ne pouvaient être destinées qu'au parti gaulliste et à son chef : « *Diviseur de la majorité* », poseur de « *faux problèmes* », *responsable d'une* « *surenchère partisane propre à satisfaire de piètres intérêts et des calculs politiciens* », auteur de « *déclarations outrancières* », promoteur d'une « *Europe des arrière-pensées au service d'ambitions démesurées et de tactiques dérisoires* », inventeur de « *tourniquets (1), toupies et autres girouettes* », « *timide* », « *frileux de l'Europe* » *et, pour tout arranger,* « *faux dur* ».

NOEL-JEAN BERGEROUX.

(Lire la suite page 8.)

(1) Le tourniquet vise l'intention de M. Chrac de faire siéger un an à tour de rôle à l'Assemblée européenne tous les candidats de sa liste à *l'élection du 10 juin.*

L'avenir de la sidérurgie discuté par M. Boulin et les syndicats

« Quitte ou double pour le gouvernement » : *c'est en ces termes que M. Edmond Maire a qualifié, dimanche 4 février, la rencontre de mardi 6 sur la sidérurgie entre M. Boulin et les syndicats des « métallos »* (lire page 39). *Ou bien le ministre du travail* « aura quelque chose dans la poche » *afin d'apporter des solutions aux problèmes des travailleurs menacés de licenciement, ou bien* « ce qui n'aurait été qu'une manœuvre sera ressenti comme un facteur d'accélération de la colère », *a ajouté M. Maire.*

D'autres mises en garde ont été formulées pendant le week-end : M. Marchelli (C.G.C.) a demandé à M. Giscard d'Estaing de « changer de cap » ; *M. Christian Bonnet a déclaré de son côté qu'* « il fallait trouver une solution pour la Lorraine... »

Bien que M. Barre ait répété à plusieurs *reprises* qu'il n'entendait pas revenir sur les suppressions d'emplois annoncées dans la sidérurgie, les syndicats s'apprêtent à poser, mardi 6 février, à M. Boulin trois séries de questions : sur la possibilité de créer des emplois nouveaux en nombre suffisant ; sur les moyens de diminuer le nombre des licenciements prévus (cinquième équipe, semaine de trente-cinq heures) ; enfin sur les solutions sociales (préretraite pour les « métallos » les plus âgés, cours de formation pour les autres) qui permettraient d'atténuer l'incidence sociale du plan gouvernemental.

De leur côté, les ingénieurs et *cadres d'Usinor-Longwy* ont demandé à M. Giraud, ministre de *l'industrie*, de nommer une commission d' « *experts techniques neutres* » pour étudier le dossier industriel de leur entreprise.

Des réponses du ministre du travail dépendra largement l'ampleur de la grève générale décidée par les syndicats de la sidérurgie pour le 16 février. Des actions de solidarité seront menées le même jour en Belgique et au Luxembourg, ainsi qu'il a été décidé au cours d'une rencontre internationale de « métallos » samedi à Athus (Belgique).

A l'Elysée, on ne partage pas les vues pessimistes des milieux *politiques* sur la dégradation du climat social. Certains secteurs connaissent certes des difficultés graves, admet-on à la présidence de la République, *mais* les Français ont conscience que, dans l'environnement international, leur situation est loin d'être la plus mauvaise.

(Lire nos informations page 39.)

CAMEROUN : le culte de la continuité

I. — Un pays sans problèmes ?

M. et Mme Giscard d'Estaing sont attendus jeudi 8 février à Douala, capitale économique du Cameroun, première étape de leur voyage officiel de trois jours dans ce pays. Ils se rendront ensuite à Yaoundé, puis à Garoua, principale ville du nord du Cameroun.

Notre envoyé spécial dresse, dans une série de trois articles, un tableau de la situation ***politique et économique*** **de ce pays, aux destinées duquel M. Ahidjo préside depuis plus de vingt ans.**

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Yaoundé. — Né dans la guerre civile, l'Etat camerounais entend bien, pour préserver la paix, ne plus entendre parler de ces débuts difficiles. Le 1er janvier *1960*, au moment même où l'ancien territoire sous tutelle accédait à l'indépendance, de violentes manifestations éclataient dans les rues de Douala. Et *le 13 septembre* 1958, dans la région de Boumnyebel, un détachement de tirailleurs « sénégalais » avait tué Ruben Nyobe, « l'Ho Chi Minh camerounais » *(1)*, chef de la rébellion en Sanaga maritime, portant ainsi un coup très grave à l'insurrection animée par l'Union des populations du Cameroun (U.P.C.). Ainsi, contrairement à la grande *majorité* des Etats d'Afrique noire, le Cameroun a accédé à la souveraineté internationale dans le *sang* et les larmes.

Vingt ans après la mort d' « Um », la rébellion a laissé de profondes séquelles, mais la plupart des *Camerounais* ne les évoquent qu'à contrecœur : « *Tout est calme désormais... Tout est bel et bien terminé... Il n'y a même plus de banditisme dans les campagnes* », entend-on souvent.

Certains minimisent les aspects politiques du drame et le ramènent, à dessein, aux dimensions d'un simple conflit tribal. Un habitant de Yaoundé, capitale du pays et de la province du centre-sud, qui resta toujours à l'écart des combats, affirme : « *La véritable guérilla se déroula exclusivement en pays Bassa, en Sanaga-Maritime. Et puis, aussi, en pays Mamiléké (2), où il y eut beaucoup de règlements de comptes personnels. Mais le mobile essentiel n'était pas politique. Les hommes de main étaient plus nombreux que les maquisards proprement dits...* »

(Lire la suite page 6.)

(1) Voir « la Mort de l'Ho Chi Minh camerounais », dans les carnets secrets de la décolonisation, Georges Chaffard, tome II, Calmann-Levy, 1967.

(2) Situé dans le sud-ouest du Cameroun, le pays bamiléké constitue la zone de peuplement la plus dense et l'une des régions agricoles les plus riches.

AU JOUR LE JOUR

Merci very much !

Venant après la chevauchée fantastique de Jean-Paul Wayne II, avec tout ce qu'elle a eu d'apaisant pour les populations et de rassurant pour les shérifs du coin, la conquête de l'Ouest entreprise par un autre cow-boy sympathique, Deng Xiaoping, est non moins réconfortante pour les esprits inquiets ou taciturnes que nous étions en train de devenir...

Au moment où nous nous laissions légèrement ronger par le doute sur le bien-fondé d'une société qui détourne le progrès vers la régression humaine, la morale des principes vers l'amoralité réelle, la richesse vers la misère sociale, le discours humaniste vers sa traduction quotidienne dans l'égoïsme sacré et la violence saugrenue..., quel soulagement que d'apprendre de la bouche d'un révolutionnaire bien rangé que ce n'était qu'un petit cauchemar de rien du tout et que nous sommes, en fait, aux pays des merveilles !

Merci very much, mister Deng ! Ah ! si Mao avait su ça, et même, à un niveau plus modeste et un peu plus raté, Cohn-Bendit, on se serait épargné des tas de choses...

PABLO DE LA HIGUERA.

UN NOUVEL AUDITORIUM A MONTE-CARLO

Jeunesse musicale de Paul Paray

Il y a cent ans était inaugurée à Monte-Carlo la salle de théâtre construite par Charles Garnier, qui devait être un des lieux les plus glorieux et les plus pittoresques du théâtre lyrique, avec les créations du *Jongleur de Notre-Dame*, de *Pénélope*, de *l'Enfant et les sortilèges*, et les mille aventures d'un compositeur-directeur d'une longévité exceptionnelle, Raoul Gunsbourg, qui resta en fonctions de 1893 à 1951.

Il y a cinquante et un ans, Paul Paray faisait ses débuts au pupitre de l'Opéra de Monte-Carlo et c'est lui qui, confirmant les vertus de jouvence *musicale du climat* monégasque, vient d'inaugurer, samedi soir, à l'aurore de ses quatre-vingt-treize ans, la belle salle du Centre de congrès-auditorium, en compagnie de Yehudi Menuhin.

Monte-Carlo double ainsi le nombre de ses auditeurs potentiels, mais les mille cent places de cet auditorium semblent encore un chiffre bien modeste à l'échelle du vingt et unième siècle. Il est vrai que la musique ne semble tenir qu'un rôle annexe dans *les préoccupations de ses promoteurs*, comme le prouve le nom même de l'édifice, voué surtout au « *tourisme d'affaires* ».

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

Le Monde

idées

LA FRANCE ET L'EUROPE

Et si Chirac c'était Vichy ?

par GILBERT COMTE

LA passion du bien public éveille parfois d'utiles, de nobles, de souhaitables colères. Mais, dans notre peuple imprégné de querelles gauloises et de vindictes ancestrales, elle ressuscite également les mêmes procès tendancieux, les réquisitoires implacables déjà instruits en maintes circonstances par les chantres de la haine ou les procureurs du chagrin.

De 1954 à 1961, par exemple, les fidèles de l'Algérie française taxèrent systématiquement de trahison tous les plans d'accord avec le F.L.N., sans jamais distinguer entre des projets souvent très divers ni prendre la peine d'en connaître le fond. Dans la logique de ces refus sectaires, une honnête loi-cadre conçue en 1957 par le gouvernement Bourgès-Maunoury au profit de la communauté musulmane passa immédiatement pour un ignominieux modèle de capitulation.

Cinq ans plus tard, la négociation d'Evian imposait des sacrifices autrement sévères. Intraitables jusqu'alors en matière de souveraineté sur les départements du Maghreb, les gaullistes se transformèrent presque sans transition en aimables libéraux prêts à tout comprendre. L'âme fraîche, le cœur libre, ils purent même serrer sans remords la main de ces Arabes que leur intransigeance expédiait un peu plus tôt sous la guillotine. Dans l'intervalle, des malheureux y avaient simplement laissé la tête.

Les sermons de cour n'en souffrirent pas. Sereins, comme d'habitude, les prédicateurs officiels reportèrent à la minute sur les désespérés de l'O.A.S. les flétrissures furibondes qu'ils administraient auparavant à la gauche anticolonialiste. Celle-ci ne dominait d'ailleurs pas le tumulte aussi superbement qu'elle en éprouvait l'impression. Son dogme du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes la familiarisait d'instinct avec les révoltes du tiers-monde. Il lui rendait clairement intelligible l'une des grandes mutations du siècle. Mais dans sa hâte d'aider la bonne cause, elle en épousa souvent les excès, les simplifications désastreuses, quitte à sacraliser le poseur de bombes par dégoût du parachutiste. Dix à quinze ans après les drames de Vichy, les fureurs de l'été 1944, la conscience nationale se déchirait une fois de plus, avec un morne réveil dans le désespoir et, pour quelques-uns, la prison.

Des gibiers de Haute Cour ?

Aucun peuple ne reçoit de pareilles blessures sans souffrir. A défaut d'enseigner la tolérance, leur souvenir pourrait enjoindre aux responsables politiques d'utiliser parcimonieusement certaines invectives, par peur de rameuter des violences, des rancunes qu'ils ne maîtrisent guère. Hélas ! ce genre de scrupules n'encombre personne au R.P.R. « *Comme toujours, quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante* », annonçait récemment M. Jacques Chirac dans une mise en garde solennelle contre le choix européen du gouvernement lancée de son lit d'hôpital ; peut-être pour qu'à l'appel de Londres succède un jour dans les manuels d'histoire l'inoubliable message de Cochin. La modestie vous a de ces délicatesses !

Dans son insatiable soif d'action, le fondateur du Rassemblement n'accorde de valeur aux mots qu'en fonction de leur utilité immédiate. Il jeta donc ceux-là au visage de M. Valéry Giscard d'Estaing sans plus réfléchir à leur conséquence. Huit jours plus tard, cependant, son collaborateur M. Yves Guéna confirmait lourdement la doctrine. Selon lui, une filiation souterraine « *existe en France* » de longue date « *et dans tous les mouvements* » entre certains citoyens et les puissances extérieures. « *On l'a vu, par exemple en 1940. Il y eut un « parti » de l'étranger » dans tous les partis. A droite, bien sûr, avec Maurras ; au sein du parti radical avec les « Munichois », au sein du parti socialiste avec les socialistes qui firent partie du gouvernement de Pétain ; au parti communiste avec Doriot. C'est une attitude, et c'est contre cette attitude que nous nous battrons.* »

Prodigieux, inquiétant morceau d'instruction judiciaire où s'enfle déjà l'orage exterminateur ! Car enfin, en bon français, un partisan de l'étranger, cela s'appelle un traître ! A l'Hôtel de Ville, M. Chirac nuança le propos, parla seulement d'un « *parti du doute* ». Dans les deux cas, les formules s'enchaînent. Elles se rapportent précisément au principal choix diplomatique de M. Valéry Giscard d'Estaing, mis en application par le premier ministre Raymond Barre. Dans son for intérieur, le maire de Paris les prendrait-il déjà pour des gibiers de Haute Cour ? S'il le pense, qu'il le dise. Et s'il ne le croit pas, qu'il se taise.

Bien qu'il certifie n'avoir maintenant « *rien à ajouter et rien à retrancher* » de ses précédentes paroles, sa nouvelle distinction entre « *parti* » et « *agents de l'étranger qui sont par définition des individus catalogués et méprisables* » n'en équivaut pas moins à la piteuse retraite d'un homme embarrassé. Effectivement, un « *parti* », cela faisait beaucoup de monde. Non pas seulement deux ou trois têtes baîes, visées au sommet de l'Etat, mais des millions d'électeurs en accord avec elles. M. Guéna, effectivement, n'y allait pas de main morte. A travers les fantômes de Jacques Doriot et de Charles Maurras, il rapprochait intentionnellement l'actuelle idée européenne des tragédies, des erreurs de l'occupation, dans l'espoir tout simple d'écraser l'une sous le souvenir des autres. Merveille de loyauté intellectuelle, de sagacité historique, comme on va voir !

Quel fendeur de cheveux en quatre osera établir les rapports exacts entre ces deux situations ? Jusqu'à preuve du contraire, aucune armée ennemie ne campe en 1979 dans l'Hexagone, comme en 1940, et ses alliés de Bruxelles ne réduisent pas la France à une sujétion semblable à celle où la reléguait le IIIe Reich. Simultanément, la prépondérance économique, morale, politique de l'empire américain s'appesantit d'année en année sur notre peuple, sans l'affranchir pour autant des ambitions soviétiques. La France doit-elle préférer l'un des rivaux à l'autre, lutter seule contre les deux, ou rechercher l'union avec ses voisins exposés au même péril ? Malgré des appels publicitaires et des discours kilométriques, aucun chef du R.P.R. n'a encore osé répondre à cette question-là, dans toutes ses conséquences. M. Guéna s'en va ressusciter des morts, sans même se souvenir qu'il existe toujours de mauvaises surprises à craindre des revenants.

N'importe quel dictionnaire lui rappellera ainsi que, en 1940, Jacques Doriot animait d'autant moins un « *parti de l'étranger* » chez les communistes, qu'il n'appartenait plus à leur organisation depuis 1934. Son ralliement à Hitler ne pouvait donc engager ni compromettre personne au P.C. Celui-ci, en revanche, essayait d'obtenir des Allemands qu'ils laissent reparaître *l'Humanité*, par fidélité au pacte germano-soviétique. Selon toute vraisemblance, l'ordre en venait de Moscou. M. Guéna n'évoque pas cette fâcheuse aventure, malgré l'incontestable renfort qu'elle apporte à sa thèse, parce que l'action parallèle conduite par les chiraquiens et Georges Marchais contre la politique européenne du président de la République le contraint à disculper par son silence le P.C.F. de tous rapports spéciaux avec l'U.R.S.S.

Quand on vous dit, monsieur, de ne pas crier dans les sépulcres, par crainte du courroux des fantômes ! Et voici que, à son tour, celui de Maurras commence à raconter une étrange histoire.

Il rappelle que, en 1940, le vieux lion royaliste ne songeait qu'à pourfendre lui aussi « *le parti de l'étranger* ». Il ne reprochait pas aux gaullistes de continuer la lutte contre l'Allemagne, mais d'affaiblir par leur dissidence l'autorité du gouvernement légal, seul capable à ses yeux de résis- à Hitler.

Il qualifiait donc tranquillement l'homme du 18 juin de « *traître* » à la solde de la Grande-Bretagne, mais vilipendait aussi « *d'autres tristes êtres à qui il ne suffit pas d'être vaincus, dominés, occupés et qui éprouvent le besoin de se précipiter au-devant des désirs du maître* », autrement dit, les collaborateurs comme Jacques Doriot. Aux résistants de Londres comme aux serviteurs de Berlin, il lançait : « *Nous ne sommes ni Allemands ni Anglais. Nous sommes Français. La France seule ou, si l'on aime mieux, la seule France, tel est l'axiome fondamental.* » (1).

Le soutien absolu, sans nuance, accordé dans cet esprit au maréchal Pétain entraîna *l'Action française* à soutenir ses décisions les plus détestables. Le totalitarisme hitlérien, la lutte entre le nazisme et l'Angleterre promise à des dimensions planétaires au lendemain même de l'armistice rendaient dérisoire, dangereuse, la volonté de maintenir le pays hors du combat. Maurras voulait qu'il reconstitue ses forces, attende l'arme au pied une évolution heureuse des événements. Hélas ! la force des choses contraignait à choisir, à choisir Churchill contre Hitler comme il faut aujourd'hui, et pour les mêmes raisons, bâtir l'union européenne pour sauver la France contre les empires.

L'avion de Londres

Par deux fois, en près de quarante ans, le même nationalisme espère pouvoir tenir seul, hors des grands courants du siècle, sans reconnaître qu'un Etat de taille intermédiaire n'a plus la ressource de se protéger uniquement par ses propres moyens. Dans un monde parcouru d'orages, dans une époque où le duel entre Washington et Moscou répète celui du monde anglo-saxon et de l'Axe, mais sur une échelle autrement périlleuse, des citoyens honnêtes, désireux du bien public, se cramponnent aujourd'hui comme hier à l'idée de l'Etat national, intemporel, immuable, impavide, au milieu des tempêtes. En 1940, ce choix conduisait pratiquement à n'entreprendre aucune action contre l'Allemagne. En 1979, il laisse l'hégémonie américaine s'aggraver, même s'il la dénonce en paroles.

Tout pénétré qu'il fut lui-même de traditions monarchiques, le de Gaulle immortel de la guerre sauta sans hésiter dans l'avion du douteux général Spears, parce que le salut passait par la victoire de l'Angleterre, comme il implique maintenant celle de l'Europe. Dans les deux cas, le choix ressemble à une aventure. Il comporte des risques. Certains hommes n'empruntent jamais l'avion de Londres. Peut-être pour mieux en parler tout le reste de leur existence.

Les maurrassiens officiels ne manquent ni de noblesse ni de conséquence lorsqu'ils approuvent en ce moment la campagne du R.P.R. contre l'Europe. Malgré quelques sommaires outrages contre la mémoire de leur vieux maître, ils y reconnaissent son esprit. Qui l'eût cru ? Et si Chirac c'était Vichy ?

(1) *La Seule France*, page 118, édition Lardachet, Lyon, 1943.

Un nationalisme de bêtes à cornes...

par XAVIER GRALL

SORTONS-NOUS vraiment de l'année des collabos, comme l'écrivait Bertrand Poirot-Delpech ? Ne faudrait-il pas écrire plutôt que nous entrons, de ce côté-ci du Rhin, dans l'année du nationalisme le plus bas, le plus mesquin, le plus hypocrite ? La question européenne est bien évidemment le terrain où se déploie la campagne hargneuse des godillots de droite et des guêtres de gauche. Il est du plus haut comique de voir de prétendus internationalistes parler de l'indépendance nationale dans des termes aussi absolus, aussi fanatiques que ceux de Michel Debré et de Jacques Chirac. On voit se profiler dans les plis du drapeau rouge le clairon de Déroulède. Allons z'enfants...

Que peuvent donc vouloir dire cette raideur, cette crispation, sinon une peur frénétique, voire pathologique, de l'Allemagne ? Que peut vouloir signifier cette frousse déraisonnable sinon qu'une large partie du personnel politique français fonde ses analyses sur une situation parfaitement dépassée ? Quel manque d'imagination ! Quelle petitesse du regard ! Quel rétrécissement de l'âme !

On aurait pu penser que ces antiques culottes de peau se seraient réjouies d'apprendre que la Communauté s'ouvrirait bientôt aux peuples méditerranéens, équilibrant ainsi le poids des puissances nordiques. Même pas ! Chiraquiens et communistes, comme toujours larrons en foire, et contre toute logique, poussèrent de hauts cris dès qu'ils apprirent le préjugé favorable de l'Elysée à l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans le Marché commun. Ils délaissèrent un temps le « *danger allemand* » pour parler du pinard des uns et des abricots des autres. C'est que nos nationalistes sont des corporatistes convaincus et des électoralistes avisés.

Un peu d'air pur !

Comment ne pas être sidéré par un tel déferlement de mauvaise foi, par un tel déploiement d'égoïsmes, par l'absence totale de toute pensée neuve, créatrice ? Il y a dans ce concert de clairons une consternante juxtaposition de jacobinismes rances. N'en déplaise à Michel Debré, ces mesquineries trahissent le gaullisme dans ce que ce mouvement avait d'imaginatif, d'ouvert, de généreux. Et qui n'a pas vu ce que l'« appel de Cochin » pouvait avoir d'enflé, de prétentieux et de dérisoire !

D'abord, on ne lance pas d'appels au peuple quand on marche sur des béquilles. Voilà qui est malséant ! Et qui n'est pas du tout dans la tradition gaullienne... Et puis, n'en déplaise à Georges Marchais, les paysans de l'Alentejo, les métallos madrilènes, les travailleurs athéniens, sont des Européens aussi respectables que les agriculteurs ardéchois ou les employés de Paris. Il est pénible de constater que c'est toujours en France que se trouvent les avorteurs les plus violents de la construction européenne. « *Un peu d'air pur ! Il ne faut pas que cet absurde état de l'Europe continue plus longtemps. Y a-t-il une pensée quelconque derrière ce nationalisme de bêtes à cornes ?* », écrivait Friedrich Nietzsche — déjà — il y a un siècle. Aujourd'hui encore, on chercherait vainement une pensée féconde derrière ce chauvinisme primaire et meurtrier.

Il faut que ces messieurs s'y fassent : l'Allemagne, par-delà la chiennerie nazie, n'est plus notre ennemie. Elle reste la terre de la réflexion métaphysique, de l'invention musicale et du vrai romantisme. Il serait temps qu'elle se souvienne de son propre génie pour ne pas laisser à ses industriels triomphants et à ses touristes nantis donner d'elle même une image bassement matérialiste. Le Roi des aulnes a plus de charme sur un cheval qu'à bord d'une grosse Mercedes...

Quant à la Méditerranée, comment l'Europe pourrait-elle se priver de son soleil, se retrancher de son histoire, s'écarter de ses subtilités tantôt démocratiques, tantôt théologiques ? Quand on a dit Athènes, Madrid, Lisbonne, que n'a-t-on pas dit en fait de lumières et d'aventures terrestres et spirituelles ?

C'est sur les hauteurs que l'Europe s'appréhende, et la chance de la France réside là, car elle est justement le lieu où la pensée du Nord rencontre celle du Midi. Il est navrant de constater que les nationalistes les plus ardents ne semblent pas l'avoir compris. Comme si le patriotisme des porcheries et des chais avait, à leurs yeux, plus d'importance que celui qui se fonde sur l'intelligence et sur l'esprit ! Faut-il donc que ce soit un Breton, un barbare de mon espèce, qui vienne le dire aux Debré et autres Marchais, ces super-poujadistes du Marché commun ? Vous craignez l'Europe ? Eh bien, demandez donc au gouvernement de doubler, de tripler le budget de la culture. A tout prendre, voilà qui serait plus efficace que de vous battre pour le cochon, les fruits, l'acier et les légumes...

Empêcher l'irrémédiable

par PIERRE LEFRANC (*)

LA Grande-Bretagne mise à part, les partenaires de la France dans l'Europe des Neuf sont de jeunes nations. L'on comprend que celles-ci soient moins attachées à leur identité que nous ne le sommes.

Ce que représente notre pays dans le monde est considérable ; il l'a été dans le passé, il peut l'être encore dans l'avenir. L'identification de la France avec la générosité, la culture et la liberté est une réalité pour laquelle, d'ailleurs, nous avons payé très cher.

Notre présence dans le cœur et l'esprit des hommes, qui n'a cessé d'être grande depuis les croisades, c'est davantage à nos pionniers, à nos philosophes et à nos savants que nous la devons plutôt qu'à nos victoires militaires ou à la puissance de notre industrie.

Le monde change. Soit. Le pétrole et les hauts fourneaux jouent aujourd'hui un plus grand rôle. Toutefois, les hommes meurent toujours pour des idées alors que les niveaux de production ne constituent, pour la grande masse d'entre eux, qu'un souci accessoire.

La place de notre pays dans la hiérarchie des nations n'a jamais été calculée en fonction des tonnes d'acier produites, et, pour lui, accepter ce mode de classement, c'est renoncer au rôle que la nature et l'Histoire lui ont attribué.

Il ne s'agit pas là de mots plaisants à écrire, agréables à lire, mais vides de sens. C'est une vérité, reconnue dès nos frontières franchies, que la France possède une personnalité qui a fait naître des liens particuliers entre elle et les hommes qui, où qu'ils se trouvent, luttent pour leur dignité.

Ce fait ne doit pas nous empêche de nous associer à une entreprise dépassant nos limites mais il doit nous interdire de sacrifier ce que nous sommes à un aggloméré dominé par d'autres. Une association, oui, une dissolution, non.

Pour un ensemble indépendant

L'Europe ? L'entreprise n'a de valeur que dans la mesure où il s'agit de bâtir un ensemble indépendant des grandes hégémonies qui aspirent à se partager le monde ; un ensemble nouveau qui apporte un facteur d'équilibre par une politique originale et dont le poids tiendrait à la masse des populations et des productions.

Mais quel intérêt présenterait un groupement attaché à l'Est ou à l'Ouest et s'alignant sur l'un ou l'autre ? Une petite Europe américaine constituerait sans nul doute pour les stratèges d'outre-Atlantique une précieuse avant-garde mais ne nous apporterait rien, au contraire.

De Gaulle a tendu la main à l'Allemagne pour une association sur des bases précises qui impliquaient l'établissement d'une politique étrangère libre de toute ingérence. Cette association, l'Allemagne l'a repoussée et a préféré Washington à Paris. Par un préambule au traité, le Bundestag a vidé la tentative de son contenu. De Gaulle l'a constaté et déploré en déclarant le 28 octobre 1966 : « *Ce n'est pas notre fait si les liens préférentiels contractés en dehors de nous et sans cesse resserrés par Bonn avec Washington ont privé d'inspiration et de substance cet accord franco-allemand.* »

Ce choix de l'Allemagne, on le sait, est dicté par le souci de sa sécurité. Jamais Bonn, privé de l'arme nucléaire, ne se coupera des Etats-Unis, qui promettent leur intervention en cas d'agression venant de l'Est. Ce que vaut cette promesse est une autre affaire.

C'est ainsi qu'aujourd'hui nos partenaires de l'Europe des Neuf, profitant d'un gouvernement français largement inspiré par les champions de l'atlantisme contre lesquels de Gaulle avait tant lutté, poussent notre pays vers la mise en place d'institutions dont ils attendent ouvertement qu'elles prennent un caractère supranational.

Cette évolution, totalement à l'opposé de ce que souhaitait le général de Gaulle (1), est grosse d'une mortelle menace contre notre pays.

En vertu d'une conjoncture provisoire, nous risquons de voir sous nos yeux s'accomplir l'irrémédiable, c'est-à-dire la fusion de la France dans une masse informe, modelée au gré des circonstances par les faucons ou les colombes du Pentagone.

Naturellement, les industries vitales seront réparties sans notre accord ; naturellement, notre force nucléaire se trouvera petit à petit démantelée ; naturellement, notre langue sera éliminée ; sans nul doute les principes et les objectifs de l'éducation de nos enfants seront modifiés, et il est vraisemblable que les inscriptions sur nos monuments seront traduites en « volapük ».

Ce n'est pas se référer à un patriotisme suranné, ou se ranger parmi les nostalgiques des charges en casoar et gants blancs, que de tenir aux traits qui font des Français un peuple différente des autres.

Demeurer attaché à notre collectivité ce n'est pas appartenir au passé, c'est au contraire posséder de l'avenir une vision clairvoyante.

Alors que les nationalités s'éveillent partout, pourquoi accepterions-nous de sacrifier la nôtre ?

Demandons d'ailleurs aux Américains, aux Russes, aux Chinois, s'ils souhaitent se fondre dans un mélange sans saveur ; constatons aussi les précautions prises par les Anglais pour demeurer à l'abri de toute intégration.

C'est pourtant vrai, il y a toujours eu des Français qui ne croyaient pas en la France, et, quoi qu'il en ait été, notre pays est toujours là, et pour beaucoup d'hommes son nom est synonyme de liberté.

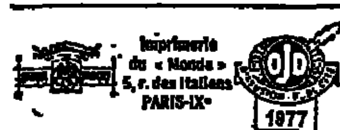
Dès lors, soyons plutôt fiers que honteux, plutôt debouts que couchés, et ne nous laissons pas séduire par l'idée à la mode d'une Europe qui, curieusement, ne demande de sacrifices qu'à la France.

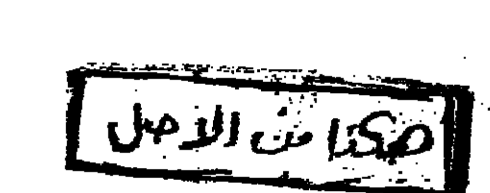
Restons nous-mêmes, farouchement, c'est le moyen de survivre à tous les engouements, de décourager les jalousies comme les appétits, de demeurer à notre rang et de gagner la course du siècle qui n'est pas celle des machines, mais celle de la condition de l'homme.

(*) Président de l'Association de fidélité à l'action du général de Gaulle.

(1) Voir ses déclarations des 5 septembre 1960, 15 mai 1962, 19 avril 1963, 23 juillet 1964, 4 février 1965, 14 décembre 1965, 28 octobre 1966, 9 septembre 1968 et dans le tome I des « Mémoires d'espoir ».

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.





Le Monde

LA R

les contacts auraient eu l

M. BAKHTIAR
SERAIT ANNULÉ D'IMPORTANTES
COMMANDES MILITAIRES
AUX ÉTATS-UNIS

Irlande

مكرر من الاصل

Le Monde

étranger

LA RÉVOLUTION EN IRAN ET SES INCIDENCES

Des contacts auraient eu lieu entre les religieux et certains chefs militaires

De notre envoyé spécial

Bien qu'un porte-parole de l'armée *ait* démenti, lundi 5 février, que de tels contacts aient eu lieu, il semble, selon des sources auxquelles a eu accès notre envoyé spécial à Téhéran, que des conversations soient engagées en Iran entre les chefs religieux et *certains chefs militaires*.

Téhéran. — Depuis que « *le maître est revenu* », comme disent les journaux iraniens en parlant de l'ayatollah Khomeiny, une relative détente règne dans la capitale. Ce lundi *5 février*, les voitures circulent en plus grand *nombre*, l'essence ayant commencé à revenir depuis deux jours. Les magasins — sauf ceux d'alimentation — sont toujours fermés, *mais des marchands ambulants se* multiplient le long des trottoirs, ce qui donne une impression d'activité.

Depuis samedi, l'ayatollah Khomeiny consulte sans arrêt, d'intenses *discussions se déroulent au sein du* mouvement religieux, et de multiples contacts, secrets ou non, sont noués tant avec le premier ministre, M. Bakhtiar, qu'avec l'armée pour tenter de *trouver une solution pacifique*.

Dimanche, on avait l'impression que le chef religieux acceptait de temporiser. On laissait entendre dans son entourage qu'il retarderait son *retour à Qom et qu'il reporterait* de quelques jours la désignation du premier ministre chargé de former le cabinet de transition, en vue *d'organiser le référendum qui consacrerait l'avènement* du nouveau régime. Lundi matin, en revanche, il semblait vouloir presser le mouvement, et les journalistes étaient infor*més qu'il ferait une importante déclaration* en fin d'après-midi.

Le chef *religieux* dispose d'atouts considérables, que reflète la réalité quotidienne. On a l'impression que le chah est parti depuis un an, et *rares sont ceux qui croient* encore à son retour. Ses portraits ont disparu de la plupart des grands hôtels, et le Park Hôtel, qui appartient à *l'oncle de l'impératrice, a collé sur* la grille d'entrée une grande photo de Khomeiny. L'Hôtel Intercontinental a discrètement retiré la plaque commémorant *son inauguration par le* souverain. En revanche, l'effigie du patriarche se trouve sur le pare-brise de tous les taxis, même quand le chauffeur ne *lui est pas favorable*. « *C'est plus prudent* », nous a dit l'un d'eux. Le premier ministre lui-même, lors de la conférence de presse qu'il a tenue lundi dernier, avait fait poser *derrière lui un* écran de *cinéma* qui masquait le portrait du monarque ; *les journaux ne se sont pas privés de le souligner.*

L'ayatollah fait sentir sa présence *et sa puissance de mille et une* façons. Le maire de Téhéran, M. Javad Chahrestani, est allé lui présenter sa démission. « *Ecrivez ce que vous venez de me dire* », lui a-t-il ordonné. La dernière phrase de la lettre précise : « *Maintenant que j'ai démissionné, il revient à l'iman Khomeiny et non au gouvernement de décider si je dois reprendre mon poste.* » Le chef religieux lui a alors *fait savoir qu'il serait informé ultérieurement de la décision*. Toutefois, estimant sans doute qu'il fallait empêcher la multiplication de tels actes *d'allégeance*, le gouvernement de M. Bakhtiar a fait lancer, dimanche, un mandat d'arrêt contre M. Chahrestani pour détournement de fonds (1).

Reprise partielle de l'activité économique

Les noms des rues menant à la demeure provisoire du chef religieux ont été rebaptisées et l'une d'elles a été nommée Neauphle-le-Château. Enfin, le comité de *coordination* des grèves, désigné par l'ayatollah, a appelé les grévistes à dédouaner les produits agricoles, en particulier les *céréales, et annoncé qu'il allait également* demander aux dockers de décharger les bateaux. En outre, la production pétrolière est légèrement *remontée (de 580 000 à 663 000 barils* par jour). Le chef religieux, qui a fait descendre des millions de personnes dans la rue, démontre ainsi qu'il peut aussi à tout moment *ordonner la reprise du travail*.

C'est dans ce contexte que *M. Bazargan joue une nouvelle fois* un rôle de trait d'union. Proche des religieux et ami de longue date de M. Bakhtiar, il l'a rencontré ce dernier samedi. Selon ses collaborateurs, *M. Bazargan avait déjà persuadé* le premier ministre de se rendre à *Paris* remettre sa démission à l'aya*tollah Khomeiny, qui lui aurait alors demandé de demeurer en fonction*. L'armée aurait fait échouer le projet, notamment en tirant sur la foule la veille de son départ pour la France, *dimanche 28 janvier*.

Cette fois, au nom de l'intérêt national, il s'agirait d'obtenir purement et simplement la démission de *M. Bakhtiar* pour éviter *l'effusion de sang que pourrait provoquer* la *mise* en place d'un double pouvoir. Bien qu'isolé et ne disposant d'aucune *assise populaire, le premier ministre a plusieurs cartes en main*. Il bénéficie du soutien de l'armée, même si ce soutien est ambigu. Il a fait *preuve de combativité* et a résisté *avec panache à l'ayatollah*.

Pour leur part, les collaborateurs de M. Bazargan ont apporté des éclaircissements sur les futures institutions *(le Monde* daté 4-5 février). *Le Conseil de la révolution est un* organe politique chargé de fixer les grandes orientations, alors que le gouvernement provisoire aurait un *rôle exécutif. Alors qu'il se trouvait* en France, l'ayatollah avait pensé que le Conseil de la révolution, agissant en son nom, désignerait le nouveau *gouvernement. Se trouvant maintenant* sur place, il se réserve de nommer le premier ministre, qui pourrait bien être M. Bazargan.

Pour éviter un affrontement, les re*ligieux ont entrepris de persuader les chefs* de l'armée d'accepter leur projet et de retirer leur soutien à l'actuel premier ministre. Le plus grand secret est *observé sur* ces *contacts*, et on ignore qui, des religieux ou des généraux, en a pris l'initiative. Le nom de plusieurs officiers *supérieurs ayant la réputation d'être profondément* croyants ont été avancés, notamment ceux du général Najimi, ancien adjoint du général Oveissy, *devenu depuis conseiller du commandement suprême, et* celui du général Qarani, qui avait été arrêté en 1959 à la suite d'un complot contre le chah. Quoi qu'il en soit, *le général Jam, beau-frère du souverain, en disgrâce*, il est vrai, en raison de ses opinions, mais dont M. Bakhtiar voulait faire son ministre *de la défense, vient de déclarer* : « *La solution passe par une entente entre la religion et l'armée.* »

Une telle entente est-elle possible ? Malgré les difficultés, nombre d'attachés militaires étrangers ne l'excluent pas. Ils soulignent que les chefs de *l'armée sont loyalistes, mais aussi* réalistes. « *Il y a trois mois, ils n'auraient jamais accepté M. Bakhtiar* », font-ils remarquer.

On constate également que, si le haut commandement demeure rela*tivement soudé et solidaire, le reste* de l'armée de terre sont considérées thique. Plusieurs milliers de sous-officiers et d'élèves officiers de l'ar*mée de l'air ont manifesté contre le* régime au ministère de la justice et dans les bases de Dezfoul, Ispahan, Vahdati et Chahrokhi près de Hama*dan. La marine et la grande masse* de l'armée de terre sont considérées comme neutres, avec de petits groupes actifs pour et contre le chah. La *garde impériale est divisée : les djavidan* (immortels) sont fidèles au souverain, mais les *lashkar* (qui comprennent de nombreux conscrits) le *sont beaucoup moins*.

L'ayatollah Khomeiny a changé de ton à l'égard de l'armée, *affirment* samedi, lors de sa conférence de presse : « *Tous les militaires sont nos enfants.* » S'agit-il d'un simple repli tactique ? On laisse entendre que les *religieux permettraient aux généraux* de sauver la face — ce qui est très important en Iran, — en les laissant procéder eux-mêmes à l'épuration de l'*armée*.

Pour le moment, alors que la gau*che radicale (mouvements de gué*rilla, comités de grève, groupes marxistes) commence à jouer un rôle réel et à interpeller dans des lettres *ouvertes les chefs religieux, les prin*cipales forces en présence cherchent apparemment à éviter de s'affronter ouvertement. Ainsi le gouverneur militaire de Téhéran a *annoncé qu'en raison du retour* au calme les rassemblements et manifestations sont autorisés à condition d'être disciplinés.

PAUL BALTA.

(1) Trois anciens ministres, *MM. Houchang Nahavandi*, Madjid Madjidi et Gholam Reza Kianpour, ont été arrêtés pour malversations et abus de pouvoir, de même que de nombreuses personnes n'ayant pas occupé de fonctions ministérielles.

M. BAKHTIAR AURAIT ANNULÉ D'IMPORTANTES COMMANDES MILITAIRES AUX ÉTATS-UNIS

Washington *(A.F.P.)*. — Le gouvernement *iranien* a annulé la plus grande partie des 12 milliards de dollars de commandes d'*armes américaines* passées par le chah, rapporte le *Washington Post* dans ses éditions du dimanche 4 *février*. Selon le journal, le gouvernement de M. Bakhtiar a décidé de ne pas donner suite à des *ordres d'achat portant* sur 8 à 10 milliards de dollars en raison des difficultés financières *auxquelles il doit* faire face après l'arrêt des exportations de pétrole.

Le gouvernement américain avait dépêché à Téhéran un haut fonctionnaire du Pentagone, *M. Erich von Marbod*, précise le *Washington Post*. Interrogé sur cet article, M. Thomas Ross, *porte-parole* du Pentagone, a refusé de le commenter avant de disposer du rapport de *M.* von *Marbod*.

La liste des achats annulés comprend, selon *le Washington Post*, les 7 radars volants (AWACS), un des systèmes d'armement les plus *perfectionnés* commandés par le chah à Boeing (1,3 milliard de dollars), 160 chasseurs F-16 de la *General* Dynamics (3,5 milliards de dollars), 2 destroyers (1,4 milliard de dollars), 400 missiles *Phoenix* (1 *milliard* de dollars) et environ 20 avions de reconnaissance McDonnell-Douglas *F-4* (500 millions de dollars). Une base navale d'un coût de 1 milliard de dollars, construite sous la direction de la firme texane Brown and Root, aurait été aussi sacrifiée aux économies budgétaires.

● *Un millier de juifs iraniens* sont arrivés vendredi en Israël, a rapporté dimanche le journal *Maariv*. Le quotidien du soir souligne qu'une *partie* seulement de ces juifs iraniens ont l'intention d'immigrer, les autres veulent attendre en Israël *que la situation* se stabilise en Iran. Depuis le début des événements en Iran, huit mille juifs sont arrivés de ce pays en *Israël*, *dont le quart* environ comme immigrants. — *(A.F.P.)*

Le président Sadate lance une mise en garde aux intégristes musulmans

De notre correspondant

Le Caire. — *Ressentie* avec délice depuis plusieurs mois dans les cercles intégristes islamiques d'Egypte, l'onde de choc de la « *révolution chiite* » en Iran a atteint la classe politique égyptienne *au sein de laquelle* elle suscite réflexions et remises en cause.

Avec une netteté dont il n'était guère coutumier jusqu'à présent dans ce domaine le raïs a tracé, le *31 janvier, à l'occasion d'une* rencontre avec la jeunesse de son parti, la frontière entre le spiri*tuel et le temporel. « Je suis opposé à toute ingérence religieuse dans les affaires politiques », s'est-il écrié devant ses auditeurs* médusés, avant de paraphraser le célèbre « *rendez à César ce qui est à César* », de Jésus-Christ, en affirmant avec force : « *Que celui qui veut prier le fasse dans les lieux du culte et que celui qui veut faire de la politique le fasse par le canal des institutions légales.* »

Visant vraisemblablement les Frères musulmans qui, s'appuyant *sur une pratique fréquente* dans l'histoire islamique, politisent à fond la religion, le président a *conclu : « Je mets en garde quiconque utiliserait la religion pour prétendre être le lieutenant de Dieu sur terre et par conséquent le seul habilité à gouverner et à être obéi.* »

Ces déclarations sont étudiées par tous les courants politiques et religieux qui, au grand jour ou dans l'obscurité, travaillent le pays à la faveur du climat plus libéral instauré en Egypte, après la guerre d'octobre 1973 et qui s'est maintenu vaille que vaille malgré la « reprise en main » de 1978. La conclusion est que les *évènements* d'Iran ont précipité une évolution, déjà perceptible depuis longtemps, dans l'attitude du raïs à l'égard de la force représentée par l'islam.

Après son accession au pouvoir, en 1970, le successeur de Nasser, succombant aux chants des sirènes libyennes et saoudiennes, crut que le meilleur moyen de préserver le pays du communisme était de laisser agir, en toute quiétude, les divers courants islamiques, y compris les Frères musulmans. Ceux-ci ne se le firent pas dire deux fois, et on assista à une superbe *floraison*, dans les villes et les campagnes, de groupes et associations musulmans souvent rivaux entre eux, mais marqués, pour la plupart, du sceau du « fondamentalisme ».

Dans cet état, certes confessionnel, mais soumis depuis le vice-roi Mehemet Ali (1804-1849) et *ses successeurs*, les khédives, à une lente modernisation, comportant certains aspects laïcisants, *on vit le pouvoir se prêter nolens, volens* au jeu des tenants de l'application, à la lettre, de la loi *coranique*.

Des violents

Dès 1974 cependant, la sanglante tentative de *coup de main* de l'Organisation de libération islamique sur l'Académie du génie militaire d'Héliopolis mit en évidence le potentiel de violence des intégristes. Mais ce n'est qu'après l'enlèvement et l'assassinat, en 1977, d'un cheikh modéré, ancien ministre des biens religieux, *que le régime* semble avoir commencé à vraiment prendre conscience du danger constitué par les intégristes islamiques. En 1978, les prises de position des Frères musulmans contre la paix avec *Israël* et en *faveur* des ayatollahs iraniens, alors que le chah était soutenu par le raïs, achevèrent de montrer à celui-ci qu'aux yeux des fondamentalistes « *qui n'est pas avec eux à 100 %, est contre eux à 100 %* ».

Les Frères musulmans, qui ont, en Egypte, leurs publications et leurs activités, mais qui ne bénéficient d'aucune reconnaissance officielle, savent sans équivoque possible que le gouvernement ne *voit plus en eux* que des adversaires. Contre l'islam intransigeant, ultranationaliste et antijuif des Frères musulmans, le raïs veut jouer un islam plus modéré, plus ouvert, pro-occidental et *anticommuniste*. « *L'ennui*, remarquait un observateur musulman du Caire, *c'est qu'actuellement, en Egypte et ailleurs la frontière entre les intégristes et les mahométans modérés ou modernistes est pratiquement impossible à discerner* ».

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

A TRAVERS LE MONDE

Équateur

● LES ELECTIONS LEGISLATIVES prévues pour le 8 avril sont repoussées au 28 avril afin de permettre l'enregistrement des candidats, a-t-on appris à *Quito de source officielle*, le samedi 3 février. Le remplacement de l'actuelle *junte militaire par un gouvernement* civil est toujours fixé au 10 août. — *(Reuter)*.

Grèce

● UN RESEAU TERRORISTE NEOFASCISTE DE TREIZE MEMBRES, accusé de soixante-dix attentats à la *bombe* au cours des deux dernières années, a été démantelé à Athènes. Neuf des membres de *ce* réseau, qui s'intitulait Organisation de redressement national, ont été déférés devant le procureur d'Athènes. Les quatre autres sont activement recherchés.

Ce réseau est responsable, selon la sûreté, des attentats commis notamment *dans deux* cinémas athéniens, dans les locaux du P.C. grec, ainsi que contre une *boutique d'articles* soviétiques. Trente-sept personnes avaient été blessées à *la suite de ces attentats*. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● UN GARDIEN DE PRISON en *retraite* et *sa femme ont* été assassinés à leur domicile de Belfast, dans la nuit du 3 au 4 *février*. *L'IRA provisoire* avait lancé, en novembre dernier, une série d'attentats contre des *membres* de l'administration pénitentiaire. D'autre part, l'IRA provisoire a rejeté toute responsabilité *dans* les attentats à la bombe commis en France le 29 janvier contre le Centre culturel bri*tannique* à Paris, le consulat de Grande-Bretagne à Marseille, et un garage « British *Petroleum* » à *Lyon*. Un groupe se dénommant « Nouvelle Brigade internationale » a revendiqué la responsabilité de ces attentats. — *(A.F.P.)*

Italie

● UNE *OPERATION* DE POLICE a eu lieu à Rome dimanche matin 4 février, au cours de laquelle vingt-sept personnes *ont* été arrêtées. Des policiers ont fait irruption dans les locaux de Radio Proletaria, station privée d'extrême gauche liée aux « autonomes ». La plupart des personnes présentes participaient à un débat *sur « les prisons spéciales, la lutte armée et la clandestinité* ». Elles ont toutes été emmenées, seules deux d'entre elles devant être ensuite relâchées. La police affirme avoir saisi de faux papiers d'identité, divers documents ayant trait au terrorisme *et* des *pistolets* calibre 7,65 et calibre 9. Des avocats de « détenus politiques » qui devaient participer au débat ont vivement protesté. — *(Corresp.)*

Pologne

● UN INGENIEUR DANOIS de quarante et un ans, d'origine polonaise, M. Sylwester *Pucek*, a été arrêté pour espionnage le 18 janvier en Pologne, où il s'était *rendu pour voir* ses parents qui habitent Wroclaw. L'ambassade du Danemark à Varsovie n'a pu encore se mettre en rapport avec le prisonnier détenu à la prison de *Gdansk. M. Pucek avait choisi* la liberté en 1964, alors qu'il faisait partie d'une équipe de lutteurs polonais venue au Danemark. Il s'était fixé en Jutland et marié avec une *ancienne compatriote*. Celle-ci dirige une école de musique qui procède régulièrement à des échanges *culturels* avec des établissements scolaires polonais. Naturalisé danois en 1970, M. Pucek avait, trois ans plus tard, rendu visite à sa famille de Wroclaw sans être inquiété. — *(Corresp.)*

R.F.A.

● UNE QUARANTAINE D'AGENTS EST-ALLEMANDS auraient quitté la R.F.A. à la suite des révélations faites par M. Werner Stiller, officier des services de sécurité de Berlin-Est, récemment passé en Allemagne fédérale (*le Monde* du 23 janvier), a-t-on indiqué dimanche 4 février à Bonn. — *(A.F.P., Reuter.)*

● LE JURY D'HONNEUR DU BARREAU DE HAMBOURG a levé l'interdiction professionnelle qu'il avait prononcée le 12 juin 1975 contre Mᵉ Groenewold, défenseur du groupe *Baader-Meinhof. Il a pris cette* décision après qu'un jugement du tribunal de grande instance de Hambourg, condamnant l'avocat à deux ans de prison avec sursis, mais sans interdiction professionnelle pénale, fut devenu exutoire *(le Monde* du 12 juillet 1978). — *(A.F.P.)*

Rwanda

● *L'ANCIEN PRESIDENT* GREGOIRE KAYIBANDA, évincé du pouvoir le 5 juillet 1973 *par l'armée et décédé en décembre 1976*, a été « *amnistié* » par un décret-loi adopté à *l'occasion de la première réunion* du gouvernement remanié du président Juvenal Habyarimana. *Grégoire* Kayibanda, qui avait accédé à la tête du Rwanda en octobre *1961*, « *a mené une action qui a marqué l'histoire de notre pays* », estime le président Habyarimana, *imputant ses « erreurs »* à son « *entourage* ».

Le Club Méditerranée indésirable en Égypte

Résiliation du contrat de location du palais Manyal au Caire

De notre correspondant

Le Caire. — « *Le gouvernement égyptien a décidé de résilier le contrat qui le liait au Club Méditerranée pour la location du palais Manyal au Caire* », a annoncé, le dimanche 4 février, le ministre du tourisme, M. Amine Abdel Hafez, avant de préciser que cette mesure avait été prise en raison de « *la présence du Club sur la liste noire du boycottage contre Israël* ».

Selon M. Abdel Hafez, l'Egypte « *n'a été informée que très récemment par le bureau de boycottage arabe de Damas de la présence du Club Méditerranée sur la liste noire* ». Outre le palais Manyal au Caire, l'organisation exploitait en Egypte deux bateaux de croisière et un hôtel flottant. Elle avait également *accepté de gérer* un village de pêche sous-marine en cours de réalisation sur la mer Rouge. Le Club était installé en Egypte *depuis 1968, sous le nom* de Croisières et Tourisme-Connaissance du monde. Si le Club dispose effectivement d'installations en Israël, il est présent aussi dans des Etats arabes comme le *Maroc et la Tunisie*.

Le ministre égyptien du tourisme n'a évoqué que la « résiliation » du *contrat* de location du Manyal (qui ne devait prendre fin qu'en novembre 1979), mais on *estime, dans* les *milieux d'affaires* étrangers de la capitale égyptienne, que la raison invoquée *pour cette rupture unilatérale* d'engagement — le boycottage arabe des entreprises en rapport avec Israël — *implique* la cessation de toutes les autres activités du Club en Egypte, notamment *ses croisières entre Louxor* et Assouan.

La décision du gouvernement égyptien avait *été précédée*, depuis juin 1978, d'une série d'articles publiés dans l'hebdomadaire officieux *Akhbar El Yom* faisant le procès du Club. Ce journal avait notamment accusé le Club d'avoir été en Egypte « *une officine de renseignements en faveur d'Israël* » et d'être « *une enclave du colonialisme touristique français* (*le Monde* du 31 décembre 1978 et du 12 janvier 1979).

Dans ses éditions du 3 février, *Akhbar El Yom* avait reproché au *Monde* d'être, en rapportant cette campagne de presse hostile au Club Méditerranée, « *intervenu dans les affaires intérieures de l'Egypte* ». J.-P. P.-H.

[Interrogé par l'A.F.P., dimanche 4 février à Rio-de-Janeiro, sur les informations en provenance du Caire, M. Gilbert Trigano a déclaré que le Club Méditerranée « n'avait rien à se reprocher et que, présent dans plus de trente pays du monde, il avait toujours respecté les règles et les lois des pays d'accueil ». Quant à la décision du gouvernement égyptien, le P.-D.G. du Club a indiqué : « Si cela devait être confirmé, je demanderais immédiatement audience *aux plus hautes autorités du* pays. Nous avons, comme je l'ai dit, toujours respecté les lois des pays d'accueil, et ce n'est sûrement pas en Egypte que nous penserions à les transgresser de quelque manière que ce soit. »

Enfin, après avoir *souligné* qu'il n'avait pas attaché d'importance à la campagne de presse menée contre le Club, M. Trigano a ajouté que, selon lui, « il est à craindre qu'il y ait des gens qui tentent de donner au problème, de caractère strictement *commercial*, *une tonalité différente* ».]

ASIE

LES RELATIONS SINO-AMÉRICAINES ET L'AVENIR DU SUD-EST ASIATIQUE

M. Deng Xiaoping a remporté un succès aux États-Unis

M. Deng Xiaoping a terminé dimanche, à Seattle (Etat de Washington), sa visite officielle aux Etats-Unis. Avant de regagner Pékin, le vice-premier ministre chinois doit faire une escale à Tokyo.

De notre correspondant

Washington. — La visite de M. Deng Xsiaoping aux Etats-Unis a souvent été comparée à celle de Khrochtchev, il y a près de vingt ans. Comme en 1959 le dirigeant soviétique, le vice-premier ministre chinois se présentait ici comme un ancien ennemi désireux de faire la paix : aux yeux de l'Américain moyen, il restait le « dictateur communiste » émergeant d'un fascinant passé de sang et de mystère. Comme Khrouchtchev, il a essayé de s'adapter à ce public. Le spectacle de rodéo de Houston a remplacé le french cancan présenté au dirigeant de Moscou, mais M. Deng Xsiaoping a joué son rôle tout aussi honorablement, coiffant le chapeau de cow-boy, caressant la tête des enfants et jouant les apprentis cosmonautes.

Mais la différence s'arrête là. Sur le plan personnel, M. Deng a davantage plu au public, et pas seulement parce que sa minuscule silhouette s'éclaire d'un sourire « *curieusement innocent* », pour reprendre l'expression d'une observatrice. A la différence de Khrouchtchev, que tous les succès américains agaçaient et qui se lançait dans d'interminables tirades sur les avantages du socialisme, le vice-premier ministre chinois a évité toute discussion idéologique. C'est un peu par hasard que le communiqué commun fait allusion à la « *différence des systèmes sociaux* », car il n'a jamais été question de capitalisme ou de socialisme dans les discours.

M. Deng, lors de sa première visite aux Etats-Unis en 1974 (à l'occasion d'une session de l'ONU), avait affirmé que ce qu'il avait vu à New-York n'était « *pas beau* », mais les temps ont changé. Quand il se trouve aujourd'hui devant une réalisation américaine impressionnante, il admet modestement que cela doit servir d'exemple à la Chine, pays « *très pauvre* » qui a encore tout à apprendre.

« Combien voulez-vous de Chinois ? »

La Chine reste aussi auréolée du prestige du « *bon Asiatique* » face au « *méchant Japonais* ». Vingt-cinq ans de guerre froide et d'activité du « lobby chinois » (plus modestement rebaptisé par la suite « lobby de Taiwan ») n'ont pas entamé profondément ce capital hérité des jésuites et de la « *bonne alliance* ». Un sondage opéré par le *New York Times* et la C.B.S. à la veille de l'arrivée de M. Deng montre que 26 % des Américains sont favorables à la Chine continentale contre 31 % à Taiwan et 15 % à l'Union soviétique, les avis défavrobles représentant respectivement 24 %, 15 % et 41 % du total. Les Américains qui préfèrent la Chine à l'U.R.S.S. sont beaucoup plus nombreux (19 %) que ceux qui se prononcent en sens inverse (5 %).

Ce dernier facteur suffirait à expliquer le succès de la visite, puisque M. Deng se présentait en ennemi implacable du principal adversaire et rival des Etats-Unis, allant jusqu'à offrir son alliance contre lui. Même si l'on a trouvé qu'il en faisait un peu trop sous ce rapport, le public ne pouvait que s'en trouver rassuré. L'attitude des officiels est évidemment différente : la seule personnalité qui aura explicitement appuyé les attaques antisoviétiques du vice-premier Chinois aura été le sénateur Jackson. Adversaire bien connu de Moscou et le plus efficace des critiques de la négociation SALT au Congrès. Recevant le visiteur dans son fief de Seattle, le sénateur démocrate de l'Etat de Washington a dit qu'il « *partageait ses préoccupations quant à la puissance militaire de l'U.R.S.S. et l'extension de son influence en Afrique, au Proche-Orient et en Asie* ». Ce n'est d'ailleurs pas par hasard que M. Deng avait choisi comme dernière escale l'Etat de Washington, l'Etat le plus voisin de la Chine par la géographie, et, de surcroît, siège de la compagnie Boeing, principal fournisseur de l'aviation civile chinoise. On avait été moins heureux en choisissant l'escale de Houston, ville jumelée... avec Taipeh, et dont le maire n'a pas voulu donner les clefs au visiteur.

M. Deng avait indiqué dès avant son départ qu'il ne se laisserait pas entraîner dans une discussion sur les droits de l'homme en Chine. M. Carter en a pris note. Jamais ce thème n'a été aussi absent d'une visite officielle ces deux dernières années. Une seule fois la question s'est posée, mais elle n'a pas tourné à l'avantage du président. Comme celui-ci expliquait à son hôte que l'octroi de crédits gouvernementaux à la Chine dépendait, en vertu de l'amendement Jackson, des facilités accordées aux candidats chinois à l'émigration, M. Deng s'est dit tout à fait d'accord pour s'y conformer, ajoutant : « *Combien voulez-vous de Chinois ? Dix millions ?* » Le sujet n'a plus été évoqué...

Une évolution des esprits

Cela dit, la visite du vice-premier coïncide avec une évolution des esprits sur ces restrictions très controversées imposées par le Congrès au commerce avec les pays communistes. Le sénateur Stevenson a annoncé son intention de proposer une nouvelle version, sensiblement édulcorée, du fameux amendement Jackson-Vanik de 1974. Le vœu d'une politique d'émigration libérale serait toujours formulé, mais le président pourrait pendant cinq ans (et non plus un an) lever cette condition en affirmant que le pays candidat aux importations à crédit pratique une telle politique — et non plus en produisant des assurances données par ce pays. Enfin, et surtout, le plafond de crédit imposé par l'amendement — et qui s'appliquait à la seule U.R.S.S. — passerait de 300 millions à 2 milliards de dollars pour tous les pays communistes sans distinction. Cette dernière disposition répondrait aux vœux de M. Carter, qui souhaite pouvoir accorder le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée et ouvrir des crédits à l'U.R.S.S. et à la Chine à peu près en même temps.

M. Deng est en fait plus gourmand : à Houston, il a parlé d'importer au cours des prochaines années « *plusieurs dizaines de milliards de dollars* » d'équipement américain pour l'industrialisation de la Chine, sans renoncer pour autant aux achats de céréales, qui augmenteront dans les années à venir. Pourtant, il ne pourra échapper dans ce domaine aussi à la symétrie avec l'U.R.S.S., ne serait-ce que parce que les milieux d'affaires, instruits par leur expérience avec l'Union soviétique, se demandent avec une certaine anxiété comment ils seront payés.

MICHEL TATU.

Au Cambodge

Les troupes de Hanoï se heurtent à une forte résistance

(Suite de la première page.)

Cette radio affirmait, le 29 janvier, avoir « *exterminé* » depuis le 25 décembre cent quarante mille ennemis, trois cents conseillers soviétiques et cubains, et détruit deux mille véhicules, y compris des blindés lourds et douze avions. Il est impossible de vérifier ces chiffres, mais on doute ici que les Vietnamiens aient recours, sur un terrain qu'ils connaissent bien, à des conseillers étrangers. On indique, en revanche, de sources proches de Hanoï, que l'armée vietnamienne a neutralisé « *un certain nombre de conseillers chinois* » et s'est emparé de grandes quantités de matériel à Kompong-Cham (Kompong-Chanang) et dans le port de Kompong-Som (Sikanoukville) où des blindés chinois avaient été débarqués début janvier.

N'ayant officiellement aucune présence militaire chezleurs voisins, les Vietnamiens ne diffusent aucun communiqué relatif aux combats. Ils se bornent à répéter que le FUNK est maître de la situation et que les informations relatives à une résistance sont « *des mensonges sans fondements de la propagande de Pékin* ».

Cependant, des sources occidentales bien informées à Bangkok apportent quelques précisions sur la situation militaire. Le 21 janvier, les Khmers rouges ont organisé leur première grande contre-attaque et, après avoir bloqué une division vietnamienne à Angtasom, ont repris la capitale provinciale de Takéo, à 80 kilomètres au sud de Phnom-Penh. Ils utilisaient des blindés et de l'artillerie lourde. Les Vietnamiens ont dû faire intervenir massivement leur aviation pour les déloger, le 27 janvier.

A Battambang, province de l'ouest, et à Siem-Reap, où ont eu lieu également de violents combats, les Vietnamiens, isolés par des destructions de routes à 300 kilomètres de Phnom-Penh, ont été ravitaillés par voie aérienne. Dans l'extrême nord-est de la Thaïlande, à proximité des frontières laotienne et cambodgienne et du célèbre temple khmer de Preah-Vihear, où nous nous sommes rendus jeudi et vendredi, les tirs d'artillerie lourde et les bombardements aériens sont quotidiennement entendus depuis quinze jours. Selon les militaires thaïlandais, les combats restent à bonne distance (une vingtaine de kilomètres) de la frontière, ainsi que le gouvernement de Bangkok l'a officiellement demandé à M. Pham Van Dong, dès le 7 janvier. Ce secteur de jungle cambodgien, qui jouxte des zones tenues par le parti communiste thaïlandais et peut permettre une retraite facile, paraît être l'une des places fortes des Khmers rouges.

Phnom-Penh ville morte

L'armée conventionnelle mise sur pied par Hanoï depuis 1972 et dépendant d'une logistique étirée loin de ses bases de départ, se trouve dans la situation où était l'armée américaine au Vietnam du Sud, face à la guérilla. Elle subit de fortes pertes, estime un expert militaire occidental. Cependant, elle dispose aujourd'hui, plus encore qu'hier face aux Etats-Unis, de réserves humaines et matérielles (fournitures soviétiques et stocks américains) considérables.

Elle a montré qu'elle pouvait subir pendant longtemps de lourdes pertes. La question est donc de savoir si la résistance des Khmers rouges, qui doit subir également des revers, peut se poursuivre à ce rythme, et surtout si elle peut être réapprovisionnée en armes et en munitions par la Chine. D'une part, la Thaïlande s'oppose, officiellement, à tout transit de matériel par son territoire et, d'autre part, la marine vietnamienne monte la garde dans les eaux territoriales cambodgiennes pour prévenir tout débarquement de matériel sur la côte occidentale, dans la province de KohKong. Enfin, on précise, de source proche de Hanoï, que « *les Vietnamiens sont décidés à aller chercher les Khmers rouges jusqu'au fond de leurs repaires* ».

Cette situation d'insécurité étendue, le manque de cadres et la minceur actuelle du soutien cultés du FUNSK pour reprendre son contrôle administratif et y grossir ses effectifs. Formellement, il n'y a toujours ni gouvernement, ni administration, ni parti communiste à Phnom-Penh. La création des comités populaires n'avance guère, et les nouveaux dirigeants n'entreprennent pas de déplacements à travers le pays.

De bonne source, on indique que les dirigeants du FUNSK sont au nombre du vingt-cinq et que leur armée, recrutée dans les camps de réfugiés et formée par les Vietnamiens, compte « *moins de dix mille soldats* ». Un journaliste communiste est-européen qui a visité Phnom-Penh dernièrement, contredit les affirmations du quotidien du parti communiste vietnamien, selon lequel « *une vie normale* » a repris dans la capitale khmère.

Qu'advient-il du peuple cambodgien ? Chaque partie parle en son nom mais il reste confiné dans un silence inquiétant. Un autre journaliste communiste, conduit à Phnom-Penh par les Vietnamiens la semaine dernière, nous disait : « *Ce qui nous a frappés, c'est le vide, le silence et l'odeur de putréfaction qui venait des abords de la ville. On se demande où est passé le peuple cambodgien.* »

R.-P. PARINGAUX.

LA SITUATION DES RÉFUGIÉS BIRMANS DEMEURE DRAMATIQUE

(De notre correspondante.)

Genève. — Dix mille deux cent ving et un des quelque deux cent mille musulmans birmans réfugiés au Bangladesh au printemps dernier ont péri, depuis juin dernier, de maladie ou de sous-alimentation, vient de déclarer le porte-parole du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Parmi les victimes, on compte plus de six mille enfants.

Le H.C.R., qui avait négocié avec les gouvernements birman et bengalais le rapatriement progressif de ces réfugiés vers leur région d'origine, l'Arakan, va lancer un appel pour obtenir 12 millions de dollars d'aide supplémentaire ; 7 millions de dollars sont destinés à aider les rapatriés, le reste à secourir ceux qui veulent rester malgré tout au Bangladesh.

Il semble que la responsabilité du taux élevé de mortalité dans les camps incombe en grande partie aux autorités du Bangladesh, qui ne cachent guère leur désir de se débarrasser de ces réfugiés. Les mesures instaurées par Dacca, en dépit des efforts du H.C.R., sont sévères : interruption des distributions de rations alimentaires ; interdiction faite aux réfugiés de se déplacer entre les divers camps ; instauration d'un couvre-feu (...).

Depuis que le rapatriement a pris une certaine ampleur, le quart des réfugiés étant rentrés en Arakan, les choses semblent pouvoir s'améliorer. I. V.

EN VISITE A WASHINGTON

Le premier ministre thaïlandais cherche un soutien pour faire face à la menace vietnamienne

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le général Kriangsak Chamanand, venant de Londres, est arrivé dimanche 4 février à Washington. C'est la première visite effectuée par un chef de gouvernement thaïlandais à Washington depuis 1968, époque où la dictature militaire des maréchaux Thanom et Prapat était étroitement associée à l'Amérique dans la guerre d'Indochine. Après une décennie de bouleversements successifs, c'est encore l'Indochine qui sera au centre des conversations américano-thaïlandaises. Elles feront immédiatement suite aux entretiens sino-américains.

Tout en évitant de donner l'impression qu'il jette, une nouvelle fois, son pays dans les bras de l'Amérique, le général Kriangsak cherchera à définir avec ses interlocuteurs les moyens propres pour faire pièce à la menace militaire potentielle que fait peser le Vietnam sur les frontières orientales du royaume, après sa mainmise sur le Cambodge. Dans un contexte plus large pourraient être examinées les mesures que les Etats-Unis — et éventuellement le Japon et la Chine — sont disposés à mettre en œuvre pour conforter les pays non-communistes de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (ASEAN : Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) et éventuellement pour tenter de rééquilibrer une situation régionale déstabilisée pour la deuxième fois en quatre ans au profit des Vietnamiens et de leur allié soviétique.

Des déclarations prudentes et mesurées

Ces pays, et au premier chef la Thaïlande, peuvent faire valoir qu'après la dissolution du pacte tion du traité de l'Asie du Sud-Est), en 1977, et, par suite de la diminution de la présence militaire américaine dans la région, ils sont insuffisamment protégés face à un Vietnam militairement suréquipé et qui, de surcroît, est lié depuis novembre à l'U.R.S.S. par un traité de coopération et d'amitié incluant une clause défensive.

Le général Kriangsak emporte dans ses bagages une liste d'achats de matériel militaire. Sous la pression des événements, les Etats-Unis viennent d'annoncer un accroissement de 2,7 millions de dollars des crédits militaires à la Thaïlande pour 1979, ce qui porte le total à environ 6 millions de dollars. Washington a, par ailleurs, promis d'accélérer la livraison d'une escadrille de seize chasseurs-intercepteurs F-5 E. De leur côté, les Thaïlandais ont prévu de quadrupler d'ici à 1980 leurs achats d'armements aux Etats-Unis, qui s'élèvent actuellement à 100 millions de dollars.

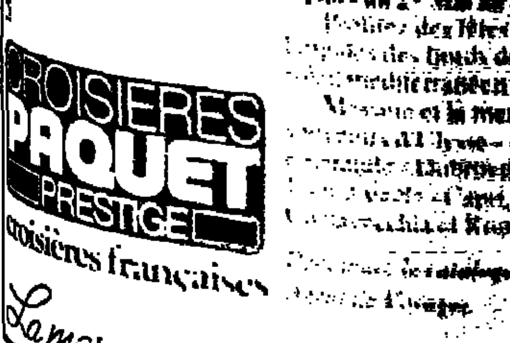
Cependant, la Thaïlande ne peut guère espérer à elle seule combler rapidement l'énorme supériorité que l'armée du Vietnam possède dans tous les domaines alors que l'aide militaire directe des Etats-Unis à Bangkok a cessé depuis 1977. D'autre part, un accroissement immodéré des achats d'armes, que souhaitent certains responsables militaires, risquerait de porter un coup sévère au développement.

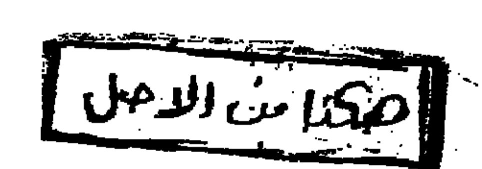
Une autre question est de savoir jusqu'où les Etats-Unis sont prêts à s'engager militairement pour soutenir leurs alliés, moins de quatre années après l'échec traumatisant de leurs aventures militaires indochinoises. Jusqu'à présent, les déclarations américaines ont été prudentes et mesurées. Le président Carter se propose de « rassurer » le général Kriangsak. Le 17 janvier, lors d'une conférence de presse, il ajoutait : « *Nous ne percevons pas de danger immédiat sur les frontières de la Thaïlande.* » Enfin et surtout, et comme s'il se débarrassait à l'avance sur Pékin d'une partie du fardeau et du risque que constituerait une nouvelle fois pour les Etats-Unis la prise en charge exclusive de la sécurité du royaume, le président remarquait de manière révélatrice : « *Bien entendu, la Chine apporte un très fort soutien à la Thaïlande.* » Propos qui laissent supposer un désir de partager les responsabilités régionales.

Après les déboires d'une stratégie basée sur l'intervention militaire directe, il semble que l'on s'oriente, pour faire pièce à l'extension de l'influence soviétique et vietnamienne, vers une stratégie de « *containment* » concertée, et même articulée à divers niveaux, entre Washington, Pékin, Tokyo et les capitales des pays de l'ASEAN.

Forte de ces appuis — propres à lui permettre de renforcer son potentiel militaire, à affaiblir une guérilla communiste largement prochinoise, et à maintenir la confiance des investisseurs locaux et étrangers, — la diplomatie thaïlandaise, réputée pour sa souplesse, devrait être en mesure de préserver formellement une « neutralité » pro-occidentale et anticommuniste.

R.-P. P.





هكذا من الاصل

AFRIQUE

Ouganda

DES FUSILLADES AURAIENT FAIT PLUSIEURS MORTS A KAMPALA

Nairobi *(Reuter)*. — Plusieurs personnes ont trouvé la mort au cours de fusillades qui ont éclaté dimanche 4 février à Kampala, ont déclaré lundi des habitants de la capitale ougandaise interrogés par téléphone à partir de Nairobi. Selon ces personnes, des fusillades ont été entendues dimanche dans les rues du centre de Kampala, où le courant électrique a été coupé et où les programmes radio ont été interrompus. Elles ont déclaré avoir vu des patrouilles militaires dans les rues, où une vive tension semblait régner au cours de la matinée.

Selon une source ougandaise à Nairobi, une centrale électrique a été détruite par des commandos hostiles au président Idi Amin Dada et un réservoir de pétrole a été incendié.

Des exilés ougandais à Nairobi ont fait état de fortes pressions de l'opposition à Kampala, au cours des derniers mois, contre le président qui mène, en même temps, une guerre sporadique contre les troupes tanzaniennes à la frontière commune.

Samedi, le maréchal Amin avait vivement attaqué l'ancien président ougandais Oboté qu'il a renversé lors du coup d'État de 1971. Il l'avait accusé d'inciter les Ougandais à renverser le régime. M. Oboté, qui vit en exil à Dar-Es-Salaam, a rompu le mois dernier huit années de silence pour demander à ses compatriotes de se débarrasser du président ougandais.

Soudan

Le président Nemeiry et M. Olivier Stirn ont constaté leurs convergences de vues sur les problèmes de la région

De notre envoyé spécial

Khartoum. — M. Olivier Stirn a achevé, dimanche 4 février, une visite officielle de quatre jours au Soudan. Ce voyage, a affirmé le secrétaire d'État aux affaires étrangères, traduit l'intérêt que la France porte maintenant à des pays africains autres que ceux avec lesquels elle avait noué des liens spéciaux — fondés sur la francophonie — au cours d'une période post-coloniale aujourd'hui révolue. La présence, en tant qu'observateur, du Libéria (pays où le secrétaire d'État s'était rendu en décembre, ainsi qu'en Gambie, en Sierra-Leone, en Guinée-Bissau et aux îles du Cap-Vert) à la conférence franco-africaine qui aura lieu en mai à Kigali, est un des résultats de cette politique. Celle-ci est approuvée, assure M. Stirn, par les pays africains francophones, soucieux de développer la coopération régionale en essayant de faire tomber les obstacles linguistiques.

Pays-charnière entre le monde arabe et l'Afrique noire, le Soudan joue au demeurant — en raison de sa situation géographique et du fait que le chef de l'État, le président Nemeiry, assume les fonctions de président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) — un rôle de médiateur important dans plusieurs conflits africains, notamment celui du Tchad, suivis avec attention à Paris.

Depuis qu'il a pris le pouvoir, en 1969, le président Nemeiry a le plus souvent approuvé la politique africaine de la France. Lors du sommet de l'O.U.A. à Khartoum l'an dernier, il a déclaré, par exemple, qu'il était « sage d'avoir envoyé une force de secours au Shaba ». Il avait cependant manifesté une certaine réserve quant à l'intervention française au Tchad, s'abstenant de recevoir, en juin, M. Journiac, envoyé personnel de M. Giscard d'Estaing, qui désirait s'entretenir de la question avec lui.

Mais, comme Paris, Khartoum désire un règlement de ce conflit. D'une part, le général Nemeiry craint que la poursuite des hostilités ne profite à la Libye, dont il ne veut pas voir s'étendre l'influence jusqu'à sa frontière. D'autre part, la continuation des combats entre les populations arabes du nord du Tchad et celles, africaines (chrétiennes ou animistes) du sud, pourrait contribuer à réveiller les passions qui furent à l'origine des sanglants combats entre l'armée de Khartoum et les rebelles du sud du Soudan jusqu'au fragile accord d'autonomie conclu en 1972.

C'est grâce aux bons offices du Soudan que M. Hissène Habré a signé un accord avec le président Malloum en janvier 1978 ; depuis que l'ancien chef rebelle est devenu premier ministre, Khartoum a envoyé à plusieurs reprises des émissaires au Tchad pour tenter de régler le conflit qui l'oppose au chef de l'État. Le président Nemeiry approuve actuellement la politique de la France, qui vise à réunir autour d'une table de négociation toutes les parties en présence dans le conflit tchadien, y compris M. Goukouni. Mais il semble que les hommes qui se battent en principe sous les ordres de celui-ci ne soient pas unanimes quant à la nécessité d'une telle négociation. On a dit à Khartoum que M. Goukouni est pratiquement l'otage de ses « troupes », qui l'empêchent de quitter Faya-Largeau. Quoi qu'il en soit, les autorités soudanaises ont confirmé à M. Stirn qu'elles s'efforceraient de jouer un rôle modérateur entre le président Malloum et M. Hissène Habré, qu'elles ont contribué à installer au poste de premier ministre.

La situation dans la Corne

La même convergence de vues a été constatée en ce qui concerne la situation dans la corne de l'Afrique. Tout comme Addis-Abeba donne asile aux adversaires politiques du président Nemeiry et entretient une certaine dissidence aux confins soudano-éthiopiens, Khartoum apporte son soutien aux fronts de libération de l'Érythrée, qui ont pignon sur rue dans la capitale et disposent de bases arrière pour leurs maquisards en territoire soudanais, près de la frontière. Toutefois, le président Nemeiry semble souhaiter maintenant qu'on parvienne en Érythrée à un accord d'autonomie du genre de celui en vigueur dans le sud du Soudan. Il a annoncé qu'il rencontrerait le colonel Mengistu, chef de l'État éthiopien, « dans la seconde semaine de février ». Cette rencontre, prévue en Sierra-Leone, pourrait être un peu retardée, des contacts au plus haut niveau entre le Soudan et l'Arabie Saoudite — son principal bailleur de fonds, qui manifestait une certaine réserve ces derniers temps — étant semble-t-il en préparation pour les jours prochains.

La rencontre entre les présidents Nemeiry et Mengistu pourrait préluder à une conférence visant à un règlement global des conflits de l'Érythrée et de l'Ogaden, réunissant le Soudan, l'Éthiopie, la Somalie, Djibouti et le Kenya. La France préconise une telle conférence depuis longtemps. Il semble que les autorités de Khartoum souhaitent qu'elle joue un rôle dans son organisation, si elle a lieu.

Sur le plan des relations bilatérales, la visite de M. Stirn a permis de débloquer des négociations en cours depuis un an sur l'utilisation d'un protocole de 100 millions de francs (il ne s'agit pas de dons mais de prêts à faible taux d'intérêt avec participation du Trésor — à hauteur de 30 millions de francs en l'occurrence). Ce protocole sera utilisé pour financer différents projets dans lesquels des firmes françaises sont impliquées : travaux d'irrigation ; mise en service d'un oléoduc entre Port-Soudan et Khartoum ; achats de camions (Berliet) et de plus de cent cinquante wKagons. M. Stirn a, par ailleurs, proposé un second protocole (également de 100 millions de francs) pour un projet d'électrification en coopération avec les Britanniques.

Des rencontres auront désormais lieu chaque année au niveau ministériel pour étudier les possibilités de coopération économique entre la France et le Soudan. Le général Nemeiry, qui avait fait une visite officielle en France en mai 1977, a invité M. Giscard d'Estaing à se rendre au Soudan.

JEA.I DE LA GUÉRIVIÈRE.

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Les partis marocains appellent à l'union nationale après l'attaque de Tan-Tan

De notre correspondant

Rabat. — Le groupe parlementaire *du parti de l'Istiqlal a demandé la* convocation de la Chambre des *représentants* (députés) *en session* extraordinaire à la suite de l'attaque de Tan-Tan (*le Monde* du 31 janvier), après avoir entendu sur ces événements un exposé du secrétaire général du parti, Mᵉ M'Hamed Boucetta, ministre des affaires étrangères. En même temps les députés de l'Istiqlal réclament la convocation des *commissions des affaires étrangères*, de la défense nationale et de l'intérieur. *Les députés de l'Union socialiste* des forces populaires (U.S.F.P.), *principal parti d'opposition*, avaient également demandé auparavant la convocation de ces commissions.

La Chambre des représentants peut être réunie en session extraordinaire, *soit à la demande de la majorité* absolue de ses membres, soit par décret.

Tous les partis politiques sont préoccupés par la situation qui prévaut au Sahara. Tout en rendant hommage aux forces armées royales *pour leur action, ils ont dénoncé* l'agression préparée par les « *mercenaires à la solde d'Alger* ». Le sursaut national est évident. « *La mobilisation populaire est devenue impérative* », proclame l'Istiqlal. Le bureau exécutif du Rassemblement *national* des indépendants (R.N.I.) « *appelle tous les citoyens, militaires et civils, à plus de vigilance, de fermeté et d'union en vue de châtier les agresseurs criminels* ». « *Faire face* », dit le Parti du progrès et du socialisme (communiste), qui préconise un gouvernement d'union nationale. Dernièrement, avant l'affaire de Tan-Tan, *en raison* de la multiplication des raids du Polisario et de la position *de la Mauritanie, Mᵉ Abderrahim* Bouabid, premier secrétaire de l'U.S.F.P., avait lancé un appel au peuple pour qu'il « *se tienne prêt à défendre sa cause sacrée* ». « *A l'U.S.F.P.*, ajoutait-il, *nous n'accepterons jamais la capitulation, même si cela nous conduit à sacrifier notre parti et tous ses militants pour notre unité territoriale et nos droits nationaux historiques légitimes.* »

LOUIS GRAVIER.

LE POLISARIO FAIT ÉTAT D'UNE NOUVELLE VICTOIRE CONTRE LES TROUPES DE RABAT

(De notre correspondant.)

Alger. — Le Polisario a annoncé, dimanche 4 février, que ses forces avaient remporté le 31 janvier une nouvelle victoire contre une unité marocaine. Les combats se seraient déroulés près de Lemsied, dans la province de Tarfaya, au sud du royaume chérifien. Les forces armées royales auraient à nouveau subi de lourdes pertes : quarante-huit tués et trente blessés. Les maquisards auraient également abattu un chasseur F 5. Dans le même communiqué, le Front a dressé un bilan définitif de son attaque du 28 janvier sur Tan Tan. Selon les responsables sahraouis, les forces marocaines auraient eu trois cent quatorze tués et trois cents blessés. Dix-huit militaires chérifiens auraient été fait prisonniers et cent dix-huit prisonniers sahraouis auraient été libérés.

Samedi, le Polisario avait présenté à la presse l'un des huit *députés sahraouis au Parlement* marocain, M. Abderhamane Leibak, trente *ans*, ingénieur des mines, originaire de Dakhla (ex Villa-Cisneros), qui a mis à profit un « séjour de repos » à Madrid pour gagner Alger. M. Leibak s'était présenté aux élections législatives marocaines de 1977 à Boudjour, au Sahara occidental, sous les couleurs de l'Istiqlal. — D. J.

AMÉRIQUES

États-Unis

MANIFESTATIONS HOSTILES AU CHAH ET SECRET PROFESSIONNEL DES JOURNALISTES

Los Angeles *(UPI)*. — Plusieurs responsables de stations de télévision de la côte ouest ont été convoqués par un tribunal d'instance de Beverly Hills. Ils sont invités à remettre avant le 23 février les reportages filmés non diffusés sur les manifestations hostiles au chah qui ont eu lieu le 2 janvier devant la maison de la sœur du souverain, à Beverley Hills. Ces documents pourraient être utilisés contre sept manifestants arrêtés à la suite d'incidents relativement violents qui se sont produits ce jour-là, a indiqué un enquêteur chargé de l'affaire.

[Le « secret professionnel » accordé aux journalistes américains est fondé sur le premier amendement à la Constitution qui garantit la liberté de la presse mais il est actuellement remis en cause. L'affaire Farber, du nom du journaliste du « New-York Times » qui avait refusé de livrer ses notes à la justice sur une affaire criminelle dont il avait contribué à faire rouvrir le dossier en est un exemple récent (« le Monde » du 4 août).

La Cour suprême avait approuvé en 1978 des perquisitions dans des salles de presse. L'ensemble de la profession s'était insurgé contre cette décision. Il ne semble pas, dans le cas précis des films sur les manifestants iraniens qu'une telle perquisition soit possible, une loi interdisant cette pratique en Californie. Mais le tribunal d'instance de Beverly Hills a légalement le droit de demander ces documents. Les responsables des stations de télévision ont le droit de refuser. Qui tranchera ?]

Mexique

● *Amnesty International* a envoyé, le 31 janvier, un télégramme au gouvernement mexicain pour lui exprimer son inquiétude sur le sort des quelque trois cents personnes disparues à Mexico alors qu'elles étaient détenues par les forces de l'ordre. Elle demande des éclaircissements sur les déclarations du procureur général, M. Oscar Flores Sanchez, selon lequel cent cinquante quatre de ces disparus ont été tués au cours d'affrontements avec la police et l'armée et que les autres sont morts ou entrés dans la clandestinité.

AFRIQUE

CAMEROUN : le culte de la continuité

(Suite de la première page.)

Pour une jeune femme originaire de Douala, cadre contestataire, il n'y a pas de doute : « *Les gens ont été sonnés, très sévèrement sonnés, à lépoque, et c'est pourquoi aujourd'hui ils avalent tout en silence...* » Comme notre interlocutrice, certains Camerounais estiment indspensable de remonter aux années 60 pour expliquer le climat de morosité et de lassitude qui, selon eux, pèse sur la vie politique de leur pays. Et de dénoncer, à cette occasion, l'atmosphère de conformisme qui règne dans les milieux officiels où la déference excessive et la crainte révérentielle constatée à l'égard des puissants s'accompagnent, comme dans la plupart des capitales du tiers-monde africain, du verbalisme de certaines « élites » maniant volontiers des formules comme « *la restructuration de l'espace national* », « *la responsabilisation des masses* » ou « *le développement autocentré* ». Tout au plus le tempérament personnel du président Ahijo, fait de prudence et de reserve, contribue-t-il à donner un ton feutré aux conversations des « dîners en ville »...

Ministre d'Etat chargé des forces armées depuis juin 1961, ce qui constitue un bel exemple de longévité ministérielle, proche collaborateur du chef de l'Etat, M. Sadou Daoudou est particulièrement compétent pour parler des conséquences d'un drame dont il a suivi, heure par heure, le déroulement. Il affirme : « *Il n'y a plus ici la moindre exaction rebelle depuis plus de cinq ans... Les dernières remontent à l'exécution publique d'Ernest Ouandié, le dernier chef historique de la rébellion, en 1971... Ce sont de tristes souvenirs sur lesquels on préfère jeter le voile de l'oubli. C'est une histoire qui reste à écrire... Tout au plus est-on en droit d'estimer que la guérilla a fait plusieurs milliers de victimes civiles...* »

Pour M. Sadou Daoudou, toutefois, « *ce ne fut pas une querelle tribale ou régionale, mais un affrontement de caractère politique qui eût pu être fatal à l'unité nationale sans l'action personnelle du président* ».

S'il existe un point sur lequel les Camerounais paraissent unanimes, c'est sur le rôle unificateur et centralisateur du chef de l'Etat. « *Il est le seul qui puisse maintenir l'équilibre entre le Nord et le Sud du pays, entre le Cameroun occidental anglophone et le Cameroun oriental francophone, entre les musulmans et les catholiques...* », entend-on fréquemment répéter. Il est clair en tout cas que la question de l'unité nationale est particulièrement épineuse dans ce pays aux multiples aspects.

Il a d'abord fallu amener à cohabiter harmonieusement les habitants du Cameroun autrefois placé sous tutelle britannique et ceux du Cameroun qui connut la tutelle française. Le gouvernement de Yaoundé proceda par étapes, unifiant d'abord, dès 1966, les partis politiques des deux régions au sein de l'Union nationale camerounaise. Les deux Camerouns constituèrent, le 1er octobre 1961, une fédération qui subsista jusqu'au 20 mai 1972, date à laquelle, après une consultation par voie de référendum, fut créée l'actuelle République unie du Cameroun.

Plus de 67 % de scolarisés

Le pays a deux langues officielles, l'anglais et le français. Longtemps théorique, le bilinguisme devient progressivement une réalité. M. Njoya, qui, après avoir été vice-ministre des affaires étrangères, detient le portefeuille de l'éducation nationale, nous indique à ce sujet : « *Nous avons résolument opté pour le bilinguisme. A l'Université, si le professeur est anglophone, c'est en anglais qu'il s'adresse aux étudiants, et s'il est francophone il fait son cours en langue française. Dans l'enseignement primaire, des écoles bilingues existent dans chaque province et les lycées entièrement bilingues se multiplient. Tout cela est capital dans un pays dont le taux de scolarisation dépasse 67 % et est considéré comme l'un des plus élevés d'Afrique...* »

« *La coupure linguistique s'estompe* », nous dit M. Victor Ayissi Mvodo, ministre de l'administration territoriale : « *Ce qui contribue beaucoup au succès du bilinguisme, c'est l'unicité du parti.* »

Bien entendu, la réunification politique — qui figurait au programme de l'U.P.C. — ne tenait pas d'abord à des raisons linguistiques. Les gouvernements des Etats fédérés se sont révélés incapables d'expédier les affaires courantes. Deux budgets régionaux, un budget fédéral, trois premiers ministres, trois gouvernements, trois assemblées constituaient un charge financière excessive.

Un autre aspect de la recherche de l'unité nationale est le maintien de l'équilibre tribal et régional imposé à tous les niveaux de l'Etat, de l'administration, des affaires. Si le chef de l'Etat est originaire du Nord et musulman, son premier ministre, M. Paul Biyia, est originaire du Centre-Sud et catholique. Au sein du gouvernement, on a cherché à éviter, par de subtils dosages, qu'une ethnie puisse céder à la tentation d'assujettir les autres.

Un adroit équilibre

C'est également le point de vue d'un directeur de banque camerounais qui nous précise à propos des principaux établissements bancaires du pays : « *C'est un originaire du Nord qui dirige la BICIC, un originaire du littoral est à la tête de la S.C.B. tandis que les directeurs de la BIAO, de la S.G.B.* (3) *et de la Cameroon Bank sont respectivement des originaires du Centre-Sud, de l'Ouest et de la partie anglophone du pays... Vous observeriez le même souci de dosage scrupuleux si vous vous faisiez communiquer la composition détaillée de chaque conseil d'administration...* »

Beaucoup de « *gens du Sud* » détiennent encore des postes de responsabilité dans le Nord. Cela tient à la différence considérable des taux de scolarisation suivant les provinces (30,90 % dans le Nord et 92,1 % dans le Centre-Sud). Cependant, l'antagonisme entre les deux parties du pays, même s'il est attisé par certains éléments qui veulent en faire une arme politique, existe. Les « *Nordistes* » considèrent les Camerounais du Sud comme des phraseurs, comme des fantaisistes, voire des irresponsables. Les « *Sudistes* » traitent en illettrés leurs compatriotes du Nord et leur reprochent de manquer de dynamisme. Ils s'irritent de ce que, pour combler le fossé existant entre les élites des deux parties du pays, le gouvernement prenne parfois des mesures de nature à accroître le nombre des cadres « *nordistes* ». Surtout, ils prétendent qu'une sorte de « *shadow cabinet* » nordiste mène, en accord direct avec le président, les affaires de l'Etat. Or, en fait, le président de la République gouverne à peu près sans partage et n'a guère la réputation de se laisser influencer. Au demeurant, plusieurs de ses très proches collaborateurs sont des gens originaires du Sud.

Le sens de l'Etat, la ténacité et la capacité de travail ne sont guère contestés à M. Ahidjo, qui dirige le Cameroun depuis février 1958, époque à laquelle il succéda au premier ministre André-Marie Mbida, aujourd'hui retiré de la vie politique. Le président de la République, qui est aussi chef des armées et chef du gouvernement, a beaucoup de services importants sous son autorité directe et il coordonne lui-même l'action de plusieurs ministères, dont celui des forces armées. Il conduit seul la politique extérieure, dispose de plusieurs ministres d'Etat chargés de mission et d'un ministre délégué chargé des relations avec les assemblées, qui travaillent directement sous ses ordres. La délégation générale à la sûreté, rattachée au secrétariat général à la présidence, traite, en outre, un nombre considérable d'affaires, à tous les niveaux.

Cette concentration des pouvoirs, la rigueur policière du régime, sa longévité aussi, exaspèrent les contestataires. « *Il y a des mécontents dans le pays comme partout à travers le monde, mais pas d'opposants. Quant à ceux qui résident à l'extérieur, ils sont dépourvus de tout moyen d'action* », entend-on fréquemment dire dans les milieux officiels. Pour l'un des « *hommes du président* », « *la seule subversion qui subsiste est externe. Elle est divisée, sans emprise sur la population, opère loin du Cameroun. Elle est le fait d'individus, mais ni de partis ni de mouvements organisés...* ».

« Cinquante-six détenus politiques »

A propos de l'U.P.C., un haut fonctionnaire camerounais affirme : « *Ce qui reste de ce mouvement nationaliste ne comporte plus que des aigris qui ne pardonneront jamais au président Ahidjo d'avoir réalisé les deux principaux points de leur programme : indépendance et réunification... Ces minoritaires rêvent surtout de s'emparer des places et accessoirement d'imposer leur idéologie marxiste. S'ils ont le droit d'être marxistes, ils doivent s'incliner devant le fait que la majorité des Camerounais condamne une telle option...* »

Excepté M. Woungly-Massaga, c'est un fait que la plupart des dirigeants « *upécistes* » ont disparu, comme Ruben Um Nyobe. Félix Moumé est mort empoisonné à Genève en 1960, Abel Kingue est mort de maladie au Caire, Ernest Ouandié a été exécuté publiquement en 1971 à Bafoussam. Mgr Ndongmo, ancien évêque de Nkongsamba accusé de complot et de complicité avec l'U.P.C., condamné à mort en 1970, puis gracié, vit en exil au Canada. M. Tchapchet, qui fut l'un des compagnons de combat d'Um Nyobe, dirige un institut interafricain de formation de fonctionnaires à Tanger. Quant à M. Mayi Matip, fondateur de l'« *U.P.C. légale* », élu député en 1959, il est rallié au régime depuis vingt ans, après avoir proposé, sans succès, en 1960, d'élire « Um » « *président de la République camerounaise à titre posthume* ».

Lorsqu'on évoque avec les officiels camerounais les attaques de l'opposition en exil, qui affirme que les prisons sont pleines et que le pays est couvert de camps de concentration, l'impatience est manifeste. Le ministre de l'administration territoriale (intérieur) assure à ce propos : « *Nous avions deux centres de rééducation civique (C.R.C.), l'un à Mantum, près de Foumbam, que nous avons aujourd'hui transformé en centre de production agricole, et celui de Tchollire, dans le Nord, qui fonctionne encore... Même à l'époque de la plus grande extension de la rébellion, le Cameroun n'a jamais eu plus de mille détenus politiques... Au moment où je vous parle, nous n'avons plus aucun détenu du fait de la rébellion... Nous avons en tout cinquante-six prisonniers politiques, dont trente-quatre à Tchollire, parmi lesquels des Témoins de Jéhovah qui ont refusé de chanter l'hymne camerounais ou de saluer le drapeau national...* »

Le développement du chômage

L'Université elle-même ne semble guère s'agiter. Il y a pourtant neuf mille étudiants à Yaoundé, et quatre centres universitaires existent à Douala, Dschang, Buea et Ngaoundéré. Résolument optimiste, le ministre de tutelle assure : « *Ici, nous avons, pour l'instant, totalement échappé au virus contestataire. La préoccupation essentielle est la réussite aux examens.* » Il est vrai qu'apparemment on peut s'exprimer beaucoup plus librement que certaines rumeurs tendraient à le faire croire. C'est ainsi que M. Bernard Fonlon, universitaire anglophone, bien connu pour son franc-parler, ne cache pas ses préférences pour ce qu'il appelle « *le socialisme démocratique* ». Il est l'auteur d'une *Lettre ouverte aux étudiants africains*, que l'on peut acheter dans toutes lees bonnes librairies, qui proclame notamment : « *Le socialisme est inévitable en Afrique* » et tire à boulets rouges sur la doctrine officielle du « *libéralisme planifié* ». A ses visiteurs, M. Fonlon déclare : « *Lorsque je ne suis pas d'accord, je le proclame. C'est à tort que les gens ont peur...* » Et il cite une pièce jouée dans les théâtres populaires qui ne ménage pas ses sarcasmes à l'encontre du personnel politique camerounais : *Africopolis* — de l'écrivain Philombe.

Il n'est pas question pour autant d'ignorer les tensions sociales dues notamment au développement inquiétant du chômage dans une population qui vit pour près de 30 % en milieu urbain. De même, le maintien de trop grands écarts entre le niveau de vie d'une minorité et les masses suscite de lourdes rancœurs. En 1976, 73,9 % des Camerounais s'éclairaient encore à la lampe à pétrole. Enfin, en dépit de tous les efforts du gouvernement, les rivalités ethniques susbistent et le problème bamiléké paraît particulièrement épineux.

Originaires du sud-ouest du pays, les Bamilékés représentent près du quart de la population totale du Cameroun. Comme les Ibos du Nigéria, ils se sont particulièrement bien adaptés aux structures économiques modernes. Excellents commerçants, ils contrôlent la plupart des grandes affaires et des entreprises. Mais ils sont également de plus en plus nombreux dans l'administration, l'enseignement, l'armée. « *C'est une chance pour le Cameroun* », disent les optimistes. Dans certains milieux populaires, l'impatience à l'égard des Bamilékés va croissant et pourrait conduire à des heurts.

En tout état de cause, sans nier les difficultés, les officiels les mettent entre parenthèses, tous convaincus que cette attitude est la seule qui permette à leur pays d'aller de l'avant. Sans doute gagné à ces vues, un diplomate occidental, auquel nous demandions quels étaient les problèmes actuels du pays, nous répondit : « *Aucun. Il n'y a même pas de problème de succession, car le président est quinquagénaire et n'a nullement l'intention de se retirer...* »

PHILIPPE DECRAENE.

Prochain article :

PARTOUT DES AMIS

(3) BICIC : banque industrielle et commerciale du Cameroun. S.C.B. : société camerounaise de banques. BIAO : banque internationale pour l'Afrique occidentale. S.G.B. : société générale de banques.

Routes principales
Voies ferrées
Réserves de faune
0 kilomètres 300

Le Cameroun couvre 474 900 kilomètres carrés et compte 7 663 246 habitants (recensement de 1976). Les moins de quinze ans représentent 43 % de la population.

Les principales ressources agricoles sont le cacao et le café, le coton et le tabac, les bananes et les palmistes. Le Cameroun exporte également des bois en grumes (1 400 000 mètres cubes en 1977) et de l'aluminium (50 000 tonnes).

EUROPE

Portugal

La politique de rapprochement avec les anciennes colonies se heurte à l'hostilité du Mozambique

De notre correspondant

Lisbonne. — Les relations entre le Portugal et ses anciennes colonies africaines, souvent entravées par des difficultés d'ordre politique et économique, semblent connaître une nouvelle période d'expansion

Deux accords, l'un commercial, l'autre scientifique et culturel, ont été signés le 22 janvier avec l'Angola et le 27 janvier avec le Cap-Vert. Un troisième accord, avec la République de Guinée-Bissau, doit être conclu à la fin février pendant la visite officielle à Bissau du président portugais, le général Eanes.

L'Angola figure parmi les dix principaux clients du Portugal, d'où il importe des tissus, des fibres textiles, des chaussures et des médicaments. Il exporte des diamants, du café et du coton brut. Aussi le traité selon lequel les deux pays s'accordent la clause de la nation la plus favorisée est-il très important. D'une portée plus réduite, l'accord avec le Cap-Vert ne manque cependant pas d'intérêt. Le Portugal s'engage à former des cadres de l'administration publique et à organiser des stages pour de jeunes journalistes cap-verdiens. Au cours des conversations qui se sont déroulées pendant la visite à Lisbonne du président du Cap-Vert, M. Aristides Pereira, les questions posées par l'existence en Europe d'environ quatre cent mille Cap-Verdiens (dont la représentation consulaire est assurée par les autorités portugaises) ont été évoquées. Un régime de double nationalité serait à l'étude.

A Lisbonne, on songe à une conférence au sommet regroupant les présidents du Portugal et des pays africains de langue portugaise. Seul le Mozambique serait hostile ; le gouvernement de Maputo a déjà boycotté un congrès que le Syndicat des journalistes portugais voulait organiser. Ce congrès, ouvert aux professionnels des anciennes colonies, a été interprété par les Mozambicains comme une tentative de constitution d'une communauté lusitanienne qu'ils rejettent.

M. Amilcar Cabral, fondateur du P.A.I.G.C. (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert), a fait ses études supérieures au Portugal ainsi que le leader du M.P.L.A. (Mouvement pour la libération de l'Angola), M. Neto. Les nationalistes angolais, guinéens et cap-verdiens ont combattu aux côtés des démocrates portugais contre le régime salazariste. Ils ont connu la même répression policière. Les mêmes prisons. Et le même exil aussi : en France, en Algérie... En revanche, les dirigeants du Frelimo (Front de libération du Mozambique) ont subi l'influence des pays de l'ancienne Afrique anglaise, comme la Zambie et surtout la Tanzanie.

Toutes les tentatives du général Eanes pour régler le contentieux avec le Mozambique se sont, jusqu'à présent, soldées par un échec. Les émissaires personnels du président de la République portugaise, M. Sampaio, membre du parti socialiste, et le général Sousa Menes, sont rentrés les mains vides de Maputo.

Tout en acceptant le principe de bonnes relations avec l'Afrique, qui offriraient de nouveaux débouchés à une industrie portugaise en crise, les secteurs les plus conservateurs du Portugal s'inquiètent de la « compréhension » du général Eanes pour les « régimes marxistes » de Luanda et de Maputo.

Peu avant la signature de l'accord commercial avec l'Angola, la presse conservatrice de Lisbonne avait mis en relief une rencontre qui aurait eu lieu « *quelque part en Afrique* » entre des dirigeants politiques portugais (dont deux députés du P.S.D. et un du C.D.S.) et le leader de l'UNITA, M. Savimbi. La réaction du gouvernement de Luanda a été vive, mais l'accord a été finalement signé grâce à une intervention personnelle du président Neto, qui ne souhaitait pas perturber la bonne entente qui règne entre lui et le général Eanes.

JOSE REBELO.

Espagne

« NOUS NE TOLÉRERONS PAS QUE DES INDIVIDUS ENTRAVENT LES ÉLECTIONS LIBRES » déclare M. Christian Bonnet

Plusieurs incidents ont eu lieu au Pays basque espagnol, samedi 3 et dimanche 4 février. Un garde civil a été tué et un autre sérieusement blessé dans un attentat à Andoain, au sud de Saint-Sébastien. Un inspecteur de police a été également blessé à Eibar au cours d'un accrochage avec des inconnus armés qui ont pris la fuite. D'autre part, un garde civil, qui avait été blessé à Tolosa le 29 janvier, est mort dimanche. On signale enfin plusieurs attentats contre des entreprises françaises au Pays basque et en Catalogne.

A Tarbes, M. Christian Bonnet, ministre de l'intérieur, a commenté, samedi 3 février, devant les assises départementales de l'U.D.F., les mesures annoncées le 30 janvier par le gouvernement français à l'encontre des réfugiés espagnols. « Nous ne tolérerons pas, a-t-il dit, que des individus entravent les élections libres qui vont se dérouler en Espagne.

Tandis que parlait M. Bonnet se déroulait à Bayonne la manifestation organisée, en fin de journée, par les mouvements « abertzale » (patriotes basques), et à laquelle s'étaient associées les fédérations locales des partis politiques de la gauche française, à l'exception du P.C. Elle a réuni environ deux mille cinq cents personnes,

Grande-Bretagne

M. Callaghan propose jusqu'à 10 % d'augmentation des salaires du secteur public

De notre correspondant

Londres. — « *Ne téléphonez pas, envoyez vos coordonnées, on vous appellera.* » Ce conseil du ministre britannique de la santé, M. David Ennals, aux volontaires prêts à remplacer les blanchisseurs, les balayeurs et les cuisiniers grévistes des hôpitaux traduit l'attitude ambiguë du gouvernement travailliste face à la vague de débrayages qui perturbe depuis quinze jours les services publics.

M. Ennals mobilise un corps de réservistes qu'il n'enverra au front qu'en dernier recours. Pour l'heure, a-t-il conseillé dimanche 4 février, « *les hôpitaux doivent chercher à coopérer avec les syndicats* ». Cependant, plusieurs dizaines des mille cinq cents établissements (sur un total de deux mille trois cents) qui n'admettent plus que les cas d'urgence, ont déjà fait appel à des bénévoles. Les syndicats ont protesté et menacent d'accentuer le conflit cette semaine.

De son côté, M. Callaghan a lâché du lest. Abandonnant pour la première fois le plafond officiel, et depuis longtemps fictif, des 5 % d'augmentation annuelle des salaires, le premier ministre déclarait samedi que le gouvernement était prêt à financer toutes hausses inférieures à 10 % dans le secteur public.

Les syndicats en ont déduit que les collectivités locales sont désormais libres de présenter des offres supérieures à 10 % en compensant la différence par un relèvement des impôts locaux. Mais pour M. Ennals, il s'agit là d'une nouvelle norme « *que le gouvernement est prêt à défendre très fermement* ». En fait, M. Callaghan semble cultiver l'imprécision.

Les faits risquent de justifier cette prudence dans les prochains jours. A la pointe du combat, les employés du service des eaux — qui obligent déjà 1 million d'habitants du Yorkshire à faire bouillir leur eau — envisagent une grève générale, cette semaine, si l'offre de 14 % de la hausse des salaires qu'ils viennent de rejeter ne subit pas une « *amélioration substantielle* ».

Pour obtenir l'accord de la Confédération des syndicats, M. Callaghan mise sur la lassitude de l'opinion publique exaspérée par les images étonnantes publiées dans la presse : les familles enterrant elles-mêmes leurs morts à Liverpool, où plus de trois cents corps en attente de sépulture ont été entassés dans une usine désaffectée ; le centre du Londres nocturne, Leicester Square, transformé en décharge publique, que des spécialistes viennent quotidiennement vaporiser de désinfectant.

Le premier ministre a relancé samedi l'idée d'un organisme tripartite gouvernement-employeurs-syndicats, qui établirait chaque année les directives salariales.

Le premier ministre peut au moins se féliciter de l'attitude des milieux d'affaires. Bien que leur optimisme soit à son point le plus bas depuis deux ans, selon le sondage mensuel du *Financial Times*, les industriels « *demeurent plein d'espoir sur les perspectives de leurs sociétés* ». La livre, pendant ce mois de janvier, est restée stable, et la Trésorerie vient d'annoncer que les réserves monétaires s'étaient accrues de 564 millions de dollars au cours du mois. En excluant les opérations extraordinaires et les nouveaux emprunts, il reste un excédent de 75 millions de dollars qui prouve que le sterling n'a pas été affecté par la vague d'agitation sociale.

(Intérim.)

EUROPE

Belgique

M. MARTENS N'A GUÈRE PROGRESSÉ DANS SA TENTATIVE DE FORMER UN GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Cinquante jours après le début de la crise politique issue des élections législatives du 17 décembre, les efforts en vue de constituer un gouvernement semblent toujours dans l'impasse. Désigné il y a quatre semaines par le roi pour former le nouveau cabinet, M. Martens n'a guère progressé. Il a expliqué, dimanche 4 février, à la télévision, que la situation était grave et que le moment était venu de conclure. Aux formations politiques de prendre leurs responsabilités, a dit le président des sociaux-chrétiens flamands.

Le « formateur » a pris les téléspectateurs à témoin en leur ouvrant le dossier qu'il a soumis à ses interlocuteurs politiques. Il en ressort que M. Martens propose un fédéralisme aux aspects différents pour la Flandre et pour la Wallonie. La Flandre n'aurait qu'un seul Parlement, la partie francophone du pays trois. C'est toujours sur le statut de Bruxelles que les partis ne parviennent pas à s'entendre.

M. Martens négocie actuellement avec les six formations de la majorité sortante. Il leur demande maintenant de dire rapidement oui ou non. *« Si je ne réussis pas*, a encore dit le « formateur », *la voie risque d'être ouverte au séparatisme »*, c'est-à-dire l'éclatement de la Belgique.

P. de V.

LA FONDATION ROI-BAUDOUIN CRÉE UN PRIX POUR LE DÉVELOPPEMENT

Un Prix international Roi Baudouin pour le développement vient d'être créé par la Fondation Roi Baudouin. Attribué tous les deux ans, il sera remis pour la première fois en automne 1980. Le montant a été fixé à 3 millions de francs belges.

Le Prix international Roi Baudouin pour le développement est destiné à encourager les personnes ou organismes, sans distinction de nationalité, qui ont apporté une contribution importante au développement du tiers-monde, de même qu'à la solidarité et aux bonnes relations entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Une importance particulière sera attachée aux activités ayant des effets multiplicateurs et à celles qui permettent aux populations du tiers-monde d'assurer elles-mêmes leur développement. Ce prix récompensera aussi bien des efforts ou des réalisations concrètes « sur le terrain » que des travaux de type conceptuel. Il sera attribué à une seule personne ou à un seul organisme. Seront habilités à présenter des candidatures, notamment, les académies, les organismes internationaux, régionaux ou spécialisés actifs dans le domaine du développement, les professeurs d'université dont l'enseignement ou la recherche correspond à l'objet du prix. Le règlement peut être obtenu auprès des postes diplomatiques et consulaires belges de carrière.

République fédérale d'Allemagne

APRÈS « HOLOCAUSTE »

La télévision a diffusé un film sur Auschwitz

De notre correspondant

Bonn. — Les répercussions provoquées par la diffusion du film *Holocauste* prennent de l'ampleur. Cette semaine, le quotidien *Bild Zeitung* commence la publication, en feuilleton, du livre de Gérard Green, qui a servi de base au film américain. De son côté, le magazine *Der Spiegel* entame une grande enquête historique sur le camp d'Auschwitz.

Quant aux téléspectateurs, ils ont eu l'occasion, dimanche soir 4 février, de comparer le style hollywoodien de *Holocauste* avec les méthodes auxquelles les réalisateurs allemands ont recours pour traiter le même sujet : la première chaîne leur a offert un film consacré à la vie de Rudolf Höss, qui fut commandant du camp d'Auschwitz, de 1941 à 1944. Inspirée d'un roman de Robert Merle, l'œuvre réalisée par le cinéaste Theodor Kotulla est apparue à bien des téléspectateurs comme typiquement allemande, par sa minutie, et son caractère ouvertement didactique. Le récit, par exemple, est entrecoupé de sous-titres explicatifs annonçant le contenu de la prochaine séquence.

Le film intitulé *Aus einem Deutschen Leben* souligne aussi les difficultés particulières qu'éprouvent les auteurs allemands à traiter le problème des atrocités commises au nom de leur peuple. Dans ce cas, le but est d'expliquer comment un homme très ordinaire peut devenir un monstre capable d'organiser l'extermination de plusieurs millions d'êtres humains. Bien que l'honnêteté et les intentions du réalisateur du film ne puissent être mises en cause, sa présentation des mécanismes mentaux de Rudolf Höss — qui, dans le film, est dépeint sous le nom de Franz Lang, sous lequel il s'était dissimulé à la fin de la guerre, — aboutit presque à faire de lui une simple victime de la fatalité.

L'éducation autoritariste, le patriotisme, le sens du devoir, le chômage et les troubles du lendemain de la première guerre mondiale ne suffisent pas à expliquer de façon convaincante la personnalité du bourreau d'Auschwitz. Or ce film donne un peu l'impression que, en d'autres circonstances, Rudolf Höss aurait pu être un bon citoyen sous tous les rapports... Il est vrai que la confession rédigée par Rudolf Höss avant son exécution en Pologne — et dont *Der Spiegel* publie des extraits — n'éclaire pas beaucoup plus la personnalité du commandant d'Auschwitz. Höss y explique, par exemple, que l'ordre d'exterminer les juifs lui était apparu comme « *correct* » et que, de toute manière, il n'avait pas à se poser de questions à ce sujet.

JEAN WETZ.

● *M. Simon Wiesenthal*, chef du Centre de documentation juive de Vienne, et qui se consacre à la recherche des anciens criminels de guerre nazis, a déclaré à l'hebdomadaire américain *Newsweek* que la diffusion du feuilleton *Holocauste* à la télévision ouest-allemande lui avait valu des centaines de lettres et d'appels téléphoniques. Il s'agit essentiellement de téléspectateurs de R.F.A., qui désirent donner à M. Wiesenthal de nouvelles précisions sur les persécutions dont les juifs ont été victimes à l'époque hitlérienne.

● *Après les actes de vandalisme commis, vendredi 26 janvier, au musée de la déportation* du camp du Struthof à Natzwiller (Bas-Rhin), M. Maurice Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, demande, dans une lettre au ministre de l'intérieur, que soient trouvés *« les moyens d'arrêter cette escalade du vandalisme sacrilège »*. *« Cet attentat*, écrit M. Plantier, *a été douloureusement ressenti par l'ensemble des internés, déportés et résistants comme une inquiétante manifestation de ces nostalgiques du nazisme qui ne désarment pas »* (*le Monde* du 30 janvier).

● *Le tribunal administratif de Berlin-Ouest vient de confirmer l'interdiction par l'Office fédéral ouest-allemand de la santé du Clofibrate* et de ses dérivés, considérant que ce médicament, utilisé pour abaisser le taux du cholestérol dans le sang, était dangereux. Le tribunal a ainsi rejeté un pourvoi déposé par douze firmes pharmaceutiques ouest-allemandes contre l'entrée en vigueur, le 15 janvier, de l'interdiction édictée par l'Office le 19 décembre. La cour a estimé que cette interdiction était d'*« intérêt public »*, en raison des effets secondaires du médicament, révélés notamment par une enquête britannique (*le Monde* du 23 décembre et du 10 janvier).

LE MARÉCHAL TITO SE SERAIT MARIÉ POUR LA QUATRIÈME FOIS

Le président Tito se serait remarié avec la cantatrice yougoslave Gertrude Minutitch, âgée de trente-cinq ans. La nouvelle a été annoncée dimanche 4 février, au Koweït, par une personnalité non identifiée qui accompagne le maréchal dans le voyage qu'il effectue au Proche-Orient.

Si cette nouvelle est confirmée, ce serait le quatrième mariage du président. Sa première femme, épousée en 1918, est morte ultérieurement. Il avait contracté, en 1939, un second mariage qui se termina par un divorce. Enfin, en 1952, il épousa Jovanka Budisavljevitch, qui était âgée de vingt-huit ans. Celle-ci n'a pas été vue en public depuis juin 1977. Elle aurait été écartée pour s'être par trop mêlée de politique.

Le communiqué publié samedi sur la visite du président Tito au Koweït met l'accent sur le rôle du mouvement des non-alignés dans le développement de la coopération internationale. Le président aurait conseillé aux pays arabes « de ne pas pousser le président Sadate à conclure un traité de paix séparé avec Israël ». *Et il aurait recommandé aux Arabes d'établir un point de vue unique sur le problème pour parvenir à un règlement général au Proche-Orient.*

Le chef de l'Etat yougoslave est arrivé, dimanche 4 février, à Bagdad. Il restera cinq jours en Irak.

Yougoslavie

Un procès contre des Croates inculpés de terrorisme dure depuis trois ans

De notre correspondant

Belgrade. — Le tribunal départemental de Zagreb a rendu, le 1er février, son verdict dans le second procès intenté à MM. Milos Tvrtko et Djouro Peritsa, agronomes, Antun Zink, représentant de commerce, Josip Pemitch, retraité, et Branko Vidatchek, étudiant. Ils étaient accusés d'avoir déposé une bombe qui avait explosé le 17 septembre 1975, ne provoquant que des dégâts matériels dans une banque de Zagreb. Un premier procès avait eu lieu en juin 1976.

Les prévenus avaient alors à répondre de deux chefs d'accusation : *« propagande hostile et coopération avec l'émigration oustachie »* et *« acte de terrorisme »*. Pour le premier chef d'accusation, MM. Tvrtko et Peritsa furent condamnés en 1976 à quinze ans de réclusoin, Zink et Pemitch à treize ans et Vidatchek à cinq ans.

Pour le second chef d'accusa- à quinze ans de réclusion, Zink Pemitch et Vidatchek furent condamnés à la peine capitale, immédiatement commuée en vingt ans de réclusion.

Tous avaient alors interjeté appel auprès de la première instance de la Cour suprême de Croatie, qui confirma le verdict dans sa totalité. Mais, compte tenu de la gravité de la peine prononcée à leur encontre, ils usèrent du droit de recours auprès de la seconde instance de la Cour suprême.

Le 18 février 1978, celle-ci confirma la peine concernant la propagande hostile et la coopération avec l'émigration. En revanche, elle annula celle concernant la pose de la bombe, estimant que les preuves *« n'étaient pas suffisamment convaincantes »*, qu'elles contenaient des *« contradictions »* et que les aveux passés par les accusés ne semblaient pas avoir été conformes à la loi sur la procédure pénale. En d'autres termes, la seconde instance de la Cour suprême laissait entendre que les affirmations des cinq accusés selon lesquelles ils avaient été l'objet de *« pressions physiques et psychiques »* ne lui paraissaient pas dépourvues de fondement. En conséquence, elle ordonna un nouveau procès devant le tribunal départemental, mais portant exclusivement sur le deuxième chef d'accusation.

C'est sur ce point que porte le verdict du 1er février.

Le tribunal départemental a maintenu le délit de terrorisme pour MM. Tvrtko, Zink et Pemitch seulement et les a condamnés à quinze ans de réclusion chacun. MM. Peritsa et Vidatchek ont été acquittés. Ils auront néanmoins à purger les peines prononcées par les instances précédentes (respectivement quinze et cinq ans de réclusion).

C'est le plus long procès politique qui se soit déroulé en Yougoslavie depuis la guerre. Il a commencé il y a trois ans et il est loin de son terme car MM. Tvrtko, Zink et Pemitch ont le droit de faire appel une nouvelle fois auprès de la Cour suprême de Croatie.

PAUL YANKOVITCH.

● *La balance commerciale yougoslave* a accusé en 1978 un déficit de 4,24 milliards de dollars, selon des données officielles publiées à Belgrade. Les exporta-

Finlande

Les Soviétiques semblent approuver la participation du P.C. au gouvernement centre gauche

De notre correspondant

Helsinki. — Le communiqué commun sur la visite de communistes finlandais en U.R.S.S., du 31 janvier au 2 février, répond bien timidement à la question que se posent généralement les observateurs à Helsinki : que pensent les Soviétiques de la participation des communistes au gouvernement centre gauche, présidé par M. Sorsa (social-démocrate) ? On estime que M. Saarinen, président du P.C., bénéficie de l'approbation soviétique, mais on sait aussi que l'aile minoritaire de M. Sinisalo, proche idéologiquement de Moscou, est opposée à la politique du gouvernement sans toutefois être contre le principe de la participation.

A leur retour de Finlande, les membres de la délégation ont déclaré que les Soviétiques avaient fait preuve d'une grande prudence en abordant les questions de politique intérieure finlandaise. Cette prudence se comprend d'autant plus que toute déclaration un peu trop spécifique, à six semaines des élections législatives, serait utilisée contre les communistes. La prudence soviétique vise aussi à éviter tout favoritisme officiel, même si dans le privé le cœur penche volontiers vers la tendance qu'incarne M. Sinisalo, vice-président du parti.

Dans l'esprit des Soviétiques, la participation des communistes au gouvernement semble se justifier en premier lieu par des considérations autres que celles de politique intérieure. Selon le communiqué commun, *« les deux parties ont souligné qu'il était important (...) de développer la coopération des représentants des larges secteurs de la société — communistes, socialistes, sociaux-démocrates et autres — pour combattre les plans de l'impérialisme, approfondir le processus de détente et consolider la paix et la sécurité des peuples »*. La participation au gouvernement des communistes semble être, aux yeux de Moscou, un moyen efficace d'empêcher le gouvernement de se laisser emporter, en ces temps de *« guerre fraîche »*, par les vents dominants d'Occident et de droite qui soufflent aussi en Finlande.

La même idée est exprimée dans le passage où il est constaté que *« les milieux de droite, dont l'objectif est de nuire aux relations amicales des deux pays, ont accru leur activité en Finlande et hors de ses frontières »*. Le passage précité est suffisamment vague pour satisfaire les deux tendances : M. Saarinen, chef de l'aile majoritaire, peut continuer à combattre la droite à partir du gouvernement ; M. Sinisalo peut y voir une invitation à l'action

A la fin du communiqué, les deux partis réitèrent leur attachement au principe de l'internationalisme prolétarien. Si l'impérialisme est dénoncé, deux pays brillent par leur absence : la Chine et le Cambodge. Ce qui ne manque pas de surprendre, les deux parties ayant sur ces questions des points de vue identiques.

PAUL PARANT.

Le Monde le débat européen

LE CONSEIL NATIONAL DU PARTI RÉPUBLICAIN

M. Jacques Blanc dénonce les « faux durs » et les « frileux de l'Europe »

Le conseil national du parti républicain a siégé à huis clos samedi 3 janvier, à Paris. Cette instance — qui rassemble les dirigeants du parti, les parlementaires, les présidents et secrétaires fédéraux, et les « personnalités cooptées » (environ deux cent cinquante personnes) — avait, à son ordre du jour, la préparation du congrès de l'U.D.F., qui siégera les 17 et 18 février. Comme leurs partenaires du C.D.S. la semaine précédente, les giscardiens ont débattu de l'emploi et de l'Europe, thèmes de leurs prochaines assises communes.

Au cours des discussions, un certain nombre de délégués ont exprimé l'inquiétude que leur inspire la situation de l'emploi, mais c'est surtout la question européenne qui a donné lieu aux prises de position les plus nettes et les plus critiques à l'égard du R.P.R. et de M. Jacques Chirac. M. Jacques Blanc, dont on lira l'essentiel des déclarations ci-dessous, n'a pas été le seul à mettre en cause l'attitude du président du parti gaulliste (sans toutefois le nommer). Il en a été de même, notamment, pour Mme Christiane Scrivener, secrétaire général adjoint, et MM. Hervé de Charette, délégué général, et Michel d'Ornano, ministre de l'environnement.

Le secrétaire général a aussi, en partie, donné la réplique aux centristes, dont il range sans doute quelques représentants dans la catégorie de « ceux qui jouent des coudes » dans la « course aux candidatures ». Il a en revanche pris la défense du rapport Deniau sur l'Europe, que les démocrates-sociaux jugent gravement insuffisant et qui sera examiné lors du congrès de l'U.D.F.

Dans le discours de clôture qu'il prononce samedi après-midi, au terme de la réunion du conseil national du parti républicain, M. Jacques Blanc s'attache à analyser « *l'exacte signification du scrutin du 10 juin* ». Il déclare : « *Il nous appartient de faire respecter la règle du jeu. Commençons donc par écarter les interprétations abusives auxquelles certains se livrent, ici ou là, pour fausser le sens du scrutin.* »

Première remarque : « *Il ne s'agit pas d'un référendum sur l'Europe : l'Europe existe depuis vingt ans, la défaire serait absurde.* » Le secrétaire général du P.R. lance : « *Si la France est devenue la troisième puissance exportatrice agricole du monde, c'est grâce au Marché commun. Messieurs les néo-poujadistes, faites vos comptes (...). Gardons-nous du protectionnisme et de l'autarcie de ces vieux démons qui conduiraient la France au suicide !*

» *Qu'on ne nous parle pas aujourd'hui de « renoncement » à propos de l'Europe. Mais qui renonce ? Ceux qui font confiance à l'Europe — c'est-à-dire à l'avenir de la France — ou bien ceux qui l'appellent à se refermer sur elle-même ?* »

Deuxième remarque : « *Il ne s'agit pas non plus, comme certains le laissent entendre, de modifier les institutions européennes. A cet égard, les textes juridiques constituent le plus sûr des verrous.*

Une cible unique : le président

Troisième remarque : « *Il ne s'agit pas d'une échéance nationale intérieure. Le débat sur l'Europe ne doit pas dégénérer en un combat douteux où s'affronteraient les spécialistes de la surenchère partisane. Cela ne serait pas sérieux. Cela ne serait pas responsable. On ne joue pas avec l'avenir de la France, avec la place qui lui revient en Europe et dans le monde, pour satisfaire de piètres intérêts et des calculs politiciens.* » L'orateur poursuit : « *Et pourtant, si j'en crois la lecture de certaines déclarations — y compris au sein de la majorité, — c'est bien à cela qu'on se prépare ici et là.* »

M. Blanc ajoute : « *Nous entendons parfois des déclarations sur l'Europe à ce point outrancières qu'elles se détruisent elles-mêmes. Parfois ce sont des motions nègre-blanc ou de molles prises de position sans dynamisme ni imagination. Et puis, derrière bruit de fond, un murmure cont toutes ces paroles, une sorte de bruit de fond, un murmure continu fait d'accusations infondées et de procès d'intention en tir groupé sur une cible unique : le président de la République. Il s'agit en effet d'inquiéter les Français en soulevant de faux problèmes pour mieux mimer de fausses terreurs.*

L'épouvantail allemand

» *De cette panoplie des fausses terreurs, allons-nous ressortir — encore une fois ! — l'épouvantail allemand ? Combien de temps encore les démagogues agiteront-ils le vieux réflexe de la xénophobie ? Dénonçons avec force ces campagnes d'irresponsables. A ceux qui tournent le dos à l'histoire, à ceux qui se réfugient dans un splendide isolement, à ceux qui prétendent s'arroger le monopole de la grandeur, nous disons : Prenez garde ! Au nom de cette grandeur vous prenez le risque de rapetisser la France !*

» *Il faut beaucoup d'inconscience pour relancer les vieilles haines. C'est la leçon que nous a donnée le général de Gaulle en faisant de l'alliance franco-allemande le pilier de la construction européenne.* »

Il souligne encore : « *Quant à la querelle théorique de la supranationalité, elle a été dépassée par la pratique, constante depuis vingt ans, d'une construction européenne respectueuse de la souveraineté des Etats. Ni isolement ni supranationalité, mais une longue et patiente marche vers la confédération européenne : cette politique, qui répond aux intérêts fondamentaux de la France, a été — faut-il le rappeler ? — poursuivie sans infléchissement ni relâche par tous les gouvernements successifs de la V[e] République.* »

Le secrétaire général du P.R. condamne « *l'Europe des arrière-pensées, au service d'ambitions démesurées et de tactiques dérisoires* » ; puis il affirme : « *Les diviseurs font du mauvais travail :*

» — *Diviseurs de la majorité, ils tentent d'utiliser l'affaire européenne pour affaiblir le président de la République et entraver son action ;*

» — *Diviseurs de la France, ils s'efforcent de compromettre son unité à un moment où elle est plus nécessaire que jamais ;*

» — *Diviseurs de l'Europe, ils compromettent son avenir de paix au nom de ses déchirements passés.*

» *Nous, au parti républicain, nous avons fait le choix de l'unité. C'est pourquoi nous préconisons la constitution d'une liste aussi large que possible, d'une liste ouverte à tous ceux qui partagent le projet européen de Valéry Giscard d'Estaing. Ce n'est pas la course aux candidatures qui nous préoccupe. Nous ne sommes pas de ceux qui jouent des coudes de peur de rater le train. Ce que nous voulons, c'est contribuer à la création de cette « grande » équipe de France pour l'Europe » qui, à Strasbourg, fera entendre la voix de la France.*

Il note ensuite : « *Refuser le marchandage pour la constitution des listes nous conduit, bien évidemment, à refuser tous les artifices et autres détournements de procédure. Et notamment le « tourniquet », ce gadget politicien dont chacun voit déjà les ficelles et dont on découvrira bientôt les graves inconvénients. (...)*

» *Cette valse des élus est indigne. Nous ne sommes pas des toupies. L'Europe n'est pas un carnet de bal ! Laissons là les tourniquets, toupies et autres girouettes. Laissons là les faux durs.* »

M. Blanc s'applique ensuite à démontrer que « *l'Europe engage le destin de la France* » et à mettre en valeur les propositions contenues dans le rapport Deniau (qui doit constituer la charte de l'U.D.F. sur la question européenne). Il reprend l'idée d'un « *plan Marshall européen* » qui « *consisterait pour l'Europe à mettre à la disposition des pays du tiers-monde, et notamment de l'Afrique, des fonds qui seraient affectés à l'achat en Europe de biens d'investissement, d'infrastructure et d'équipement industriel* ». Il évoque les risques « *que, comme toute grande entreprise, la construction européenne comporte : agité complaisamment, gonflé artificiellement par ceux que j'ai appelé les « frileux de l'Europe »* (1), *le premier risque est celui d'une domination américaine sur l'Europe. Or un tel processus est impossible sans l'accord de la France. Comme l'a rappelé Valéry Giscard d'Estaing, le véto français suffirait à empêcher tout glissement susceptible de remettre en cause notre indépendance nationale* ». Il souligne encore : « *Un risque subsiste pourtant... celui des concessions excessives — sur le plan commercial — aux Etats-Unis. Mais c'est précisément au sein de l'Europe qui s'organise que nous pourrons y faire front. Et là encore la France manifeste sa volonté d'indépendance.* »

Il conclut : « *Dans l'affaire européenne, comme toujours, les dangers viennent des extrêmes, et la solution se trouve au centre. Les extrêmes, ce sont ceux qui refusent l'Europe et qui, à son seul nom, s'enfouissent la tête dans le sable, et puis, à l'opposé, ceux qui, pour aller plus vite en besogne, prétendent négliger le fait national. La position centrale, c'est celle du président de la République : c'est l'Europe du bon sens, un cheminement lent, certes, mais assuré, vers la confédération des Etats européens. (...)*

» *Souvenons-nous à temps qu'aucune génération ne saurait pardonner à celle qui la précède de ne pas lui avoir passé un flambeau. Pour la nôtre, c'est le flambeau de l'Europe — et nous le passerons !*

» *Tant pis pour les timides. Tant pis pour les frileux. On n'entre pas dans l'avenir à reculons. Oui, nous voulons l'Europe pour la France.* »

N.-J. B.

(1) N.D.L.R. — M. Giscard d'Estaing avait déclaré le 9 décembre, en s'adressant aux jeunes réunis porte de Versailles à Paris : « *Vous direz non à une France chagrine, repliée, frileuse.* »

Les giscardiens ripostent au R.P.R.

(Suite de la première page.)

Le quotidien gaulliste, *la Lettre de la nation*, ne s'y trompe d'ailleurs pas, qui répond ce lundi matin : « *De « faux problèmes », vraiment ? Toutes les Françaises et tous les Français souffrent aujourd'hui des déviations de la politique communautaire dans les secteurs de la sidérurgie, du textile, de l'agriculture, sans parler d'autres moins connus comme la pêche ou les moteurs électriques, apprécieront (...). Contrairement à ce que dit Jacques Blanc, nous n'accusons pas, à coup de « tirades alarmistes » le gouvernement de renoncer à défendre les intérêts de la France. Nous constatons simplement qu'il n'en montre pas la capacité politique.* »

Les giscardiens ont donc décidé de contre-attaquer. Cette décision répond à une nécessité devenue impérieuse pour plusieurs raisons.

La première est qu'au sein même de l'U.D.F., le P.R. a eu du mal, dans la période récente, à faire entendre sa voix. Déjà gêné aux entournures par sa qualité de « parti du président », il souffrait de la propension de son allié centriste à se prévaloir d'un privilège d'ancienneté en matière européenne. On l'avait bien vu lors du récent conseil politique du C.D.S., au cours duquel le P.R. avait fait parfois figure d'accusé, englobé qu'il était dans le reproche de timidité adressé au chef de l'Etat.

Une doctrine qui existe

M. Blanc a d'ailleurs répondu à ses partenaires démocrates-sociaux samedi quand il a ironisé sur « *ceux qui jouent des coudes* » dans la course aux candidatures. M. André Diligent ne peut pas ignorer que ce trait-là le vise. Le parti républicain a aussi marqué sa solidarité avec M. Jean-François Deniau dont il a adopté le rapport sur l'Europe qui sera examiné au cours des assises de l'U.D.F. Un rapport que certains dirigeants du C.D.S. avaient qualifié de « *catalogue* »...

En décidant de hausser le ton samedi, les giscardiens ont ainsi montré leur volonté de ne pas se laisser cantonner, au sein de l'Union pour la démocratie française, au rôle de figurant légitimiste et muet. M. Blanc a voulu prouver que la doctrine européenne du P.R. existe et que, si elle est bien la même que celle du chef de l'Etat, cela n'empêche pas son parti de savoir l'illustrer, l'expliquer et en mesurer les « *risques* ».

La deuxième raison de ce réveil est, bien sûr, la nécessité de ne plus laisser le R.P.R. occuper le devant de la scène dans le débat européen. Il y a là un peu de « ras-le-bol » de la part d'un parti qui commence à vivre activement et dont les militants supportent mal d'être contraints à une sratégie de l'édredon. Entendre leurs dirigeants répondre par des coups de gueule à des coups de gueule : c'est ce dont commençaient à désespérer certains giscardiens. A cela s'ajoute un relatif scepticisme à l'égard de l'appareil U.D.F. apparemment apte à préparer méthodiquement les échéances électorales mais bien discret quand il s'agit de faire pièce au discours de M. Jacques Chirac. Les responsables du P.R. ont sans doute éprouvé une certaine fierté d'être ceux par qui, enfin, la contre-attaque arrive.

L'aval du président

Toutefois, une telle réaction, aussi préparée, aussi argumentée, n'aurait pas pu être déclenchée sans l'aval du président de la République, tant il est vrai que celui-ci « commande » encore au P.R. En fait, tout porte à croire que M. Giscard d'Estaing a décidé de faire donner sa garde en attendant de prendre lui-même la parole, le 15 février. Ne pas laisser M. Chirac « *dire n'importe quoi n'importe comment* » est l'intention affirmée par M. Blanc. Elle est vraisemblablement celle, désormais, du chef de l'Etat. A trop se taire, ou à ne pas parler suffisamment haut, les giscardiens, l'U.D.F. tout entière et le président de la République lui-même, couraient le risque d'apparaître plus timorés que calmes, plus incertains que sereins.

La nette baisse de popularité de M. Giscard d'Estaing dans les récents sondages peut fort bien ne pas être étrangère à cette soudaine décision de répondre point par point à un partenaire dont la vigueur des initiatives leur paraît chaque jour plus surprenante. L'analyse que l'on fait à l'Elysée (voir page) sur les raisons de cette baisse n'exclut pas cette interprétation.

En outre, dans l'entourage du président, on fait valoir des études d'opinion selon lesquelles une forte majorité (aux environs de 60 %) des électeurs gaullistes adhérerait aux thèses européennes du chef de l'Etat. Celui-ci, qui a reçu, jeudi dernier, M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, entend montrer qu'il entretient de bonnes relations avec les députés gaullistes et que les positions prises par M. Chirac peuvent isoler le président du R.P.R. de son électorat comme de son propre groupe parlementaire.

Enfin, il a pu paraître opportun aux conseillers de l'Elysée qu'une sorte de « majorité d'idées », ou du moins de critiques, se dessine pour dénoncer, du C.D.S. au parti socialiste et du P.R. à la C.F.D.T., ceux qui brandissent l'étendard nationaliste et la peur de l'Allemagne (le secrétaire général du parti républicain n'a pas été avare, samedi, sur ce chapitre). Le P.C.F., la C.G.T. et le R.P.R. mêlés dans la même flétrissure par des voix aussi diverses que celles de MM. Jean Lecanuet, Pierre Mauroy, Jacques Blanc et Edmond Maire, voilà qui n'est pas pour déplaire à M. Giscard d'Estaing.

NOEL-JEAN BERGEROUX.

● *M. Edgar Faure*, a confirmé, dimanche 4 février, au micro de R.T.L., qu'il est partisan de « *un accroissement des pouvoirs du Parlement européen* » assurant toutefois, que cette position n'était pis prise pour « *contrarier ou contredire Jacques Chirac* ». A propos de son éventuelle candidature il a indiqué qu'il « *préférait jouer un rôle en dehors de la compétition électorale si cela devait être utile à la création de cette institution* ».

Polémique entre le P.C. et la C.F.D.T.

M. Edmond Maire : nous ne voulons pas tomber dans le piège du nationalisme

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., a cité, le dimanche 4 février, dans le cadre du « Club de la presse » d'Europe 1, le texte de banderoles portées au cours des dernières semaines par des manifestants communistes :

« *A Denain : « Non à l'Allemagne, banquier de l'Europe. » Non à l'Allemagne, banquier de l'Europe et non pas aux sidérurgistes allemands ! En Lorraine, les femmes du parti communiste : « L'acier français sacrifié, le pays haut assassiné. » Le pays haut, c'est Longwy. « Dites non à l'Europe allemande. » Une autre grande banderole en Lorraine : « 1870, 1914, 1940, ça suffit ! La Lorraine ne sera pas bradée aux grands Konzen allemands. » La section du parti communiste de Pont-à-Mousson : « Oui, il faut rendre la Lorraine à la France. » A Thil, en Meurthe-et-Moselle, le parti communiste : « Mines et usines fermées, population réduite de 30 % en dix ans. Seule commune à posséder un four crématoire érigé par les nazis. »*

» *Malheureusement, cette influence du parti comuniste touche aussi nos camarades de la C.G.T., et j'ai relevé dans* l'Est républicain *du 25 janvier la déclaration suivante de Jean Gillet, secrétaire de l'union départementale C.G.T. : « Ce qui va être réalisé, c'est la domination de l'Europe et de la France par les capitalistes allemands. Ce que les Allemands n'ont pu obtenir en 1914 et en 1939, ils le conquièrent aujourd'hui. Notre action peut être assimilée à la Résistance. C'est une lutte pour l'indépendance nationale. »*

» *Eh bien, voilà quelques éléments qui provoquent notre inquiétude et nous ne sommes pas d'accord pour nous battre sur de tels thèmes. Nous voulons une action de masse unitaire face aux dégâts causés aujourd'hui à l'économie française par la politique patronale et gouvernementale française et européenne, mais nous ne voulons pas tomber dans le piège du nationalisme, de l'opposition globale des Français aux Allemands, d'une sorte d'union sacrée dont il y a quelques échos en Lorraine, toutes classes réunies. (...)*

» *Au cours des quatre dernières années, il y a eu 23 000 diminutions d'emploi dans la sidérurgie en Allemagne ; il y a eu 13 000 diminutions d'emplois en France ; il y a eu 27 % de diminution de production sidérurgique en Allemagne et 18 % en France. On ne peut pas dire que la crise de la sidérurgie française vient d'une domination de la sidérurgie allemande qui a fait porter la crise sur le dos des travailleurs français.* »

M. René Andrieu, rédacteur en chef de *l'Humanité*, membre du comité central du P.C.F., a répliqué : « *Je vous rappellerai que le parti communiste a été le seul qui, en novembre dernier, a organisé, à Thionville, une manifestation commune des travailleurs allemands et des travailleurs français. Je trouve que là vous passez les bornes.* »

(Lire page 39 les déclarations de M. Maire sur les négociations avec M. Boulin.)

M. MITTERRAND : nous développerons le processus européen.

M. François Mitterrand a rappelé dimanche 4 février à Puy-Guillaume (Puy-de-Dôme) les positions du parti socialiste sur l'Europe. Il a déclaré : « *Nous dirons non à l'extension des compétences du Parlement européen, en l'état présent des choses, mais nous sommes pour l'Europe, pour l'application du traité de Rome. Nous n'arrêterons pas le processus européen, nous le développerons.* »

Après avoir qualifié de « *faux-fuyant* » l'attitude adoptée par le président de la République, « *qui ne dit pas non à l'extension des compétences* », mais parle de référendum, M. Mitterrand a fait remarquer qu' « *il n'est pas possible de modifier le rapport de forces entre la supranationalité et les nationalités, sans un accord unanime des Neuf* ».

L'Union des femmes françaises condamne l'accroissement du chômage dans les pays de la C.E.E.

Réunie en conseil national, à Paris, l'Union des femmes françaises (U.F.F.) s'est refusée, malgré le souhait de certaines militantes du Languedoc-Roussillon, à prendre position sur les prochaines élections européennes. Cette décision n'est pas une surprise : bien que dans la mouvance du parti communiste, l'U.F.F., qui revendique cent trente mille adhérentes, a toujours évité de s'engager sur le terrain de la politique « partisane ». Elle a ainsi refusé en mars 1978 de prendre officiellement parti en faveur du programme commun : « *Notre diversité, le caractère d'union de notre mouvement, nous l'interdisent* », expliquent ses dirigeantes.

Le rapport du bureau national, présenté par Mme Gisèle Théret, secrétaire nationale, exprime cependant de fortes réticences à l'égard de la Communauté des Neuf : « *En vingt-deux ans d'existence, on peut, hélas ! constater que, dans cette Europe, ne se sont pas améliorées les conditions d'existence des familles : partout, hausse des prix, chômage croissant, dégradation de la Sécurité sociale, notamment en France.* »

Citant des sources communautaires, l'U.F.F. fait observer que l'accroissement du chômage, estimé à 8,4 % entre février 1977 et février 1978 dans les neuf pays, a surtout frappé les femmes.

Dans le seul secteur textile, les suppressions d'emploi ont atteint 17 % depuis 1964. Ce sont essentiellement des femmes qui, là aussi, ont pâti de cette situation. Pour l'U.F.F., dans la plupart des pays de la Communauté, « *les femmes sont maintenues dans les emplois les moins qualifiés, donc les moins payés, et offrant le moins d'accès à la promotion.* »

Les critiques de l'U.F.F. portent aussi sur les allocations familiales. La France, explique-t-elle, est le seul pays à ne pas les attribuer dès le premier enfant. Notre pays, souligne-t-elle aussi, est le seul o les interruptions volontaires de grossesse ne sont pas remboursées, lorsqu'elles sont légales.

L'association fédère aujourd'hui trois mille cinq cents groupes locaux qui organisent des débats, des sorties culturelles, des sessions de formation et ont créé des clubs d'enfants. Ces activités, pense l'U.F.F., devraient inciter le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs à lui accorder le label d'association d'éducation populaire, c'est-à-dire à la subventionner. Une manifestation, destinée à appuyer cette revendication, a eu lieu vendredi 26 janvier, devant la Maison de la radio, à Paris (16[e]), qui abrite une partie des services du ministère. — B.L.G.

★ U. F. F., 15, rue Martel, 75480 Paris Cedex 10. Tél. 824-44-33.

PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement contradictoirement rendu par la 17[e] Chambre du Tribunal de Grande Instance de PARIS, le 22 décembre 1977.

ENTRE

Mme GRECO Juliette, représentée par M[e] J.-L. Chapelain, avocat à la Cour

D'UNE PART

ET

M. BOIZEAU Jean, Etienne, Edmond, Directeur de Publication S.A.R., représenté par M[e] Chiloux, avocat à la Cour.

M DE LESPARDA Richard, auteur, représenté par M[e] Chiloux, avocat à la Cour

D'AUTRE PART

CIVILEMENT RESPONSABLE

la SOCIETE D'EDITIONS PARISIENNES ASSOCIEES dont le siège est à Paris (16[e]), 49, avenue Marceau. Représenté par M[e] Chiloux, avocat à la Cour.

Il est extrait ce qui suit :

PAR CES MOTIFS :

Déclare Boizeau coupable de *diffamation* publique envers particulier et de Lesparda coupable de complicité de ce délit.

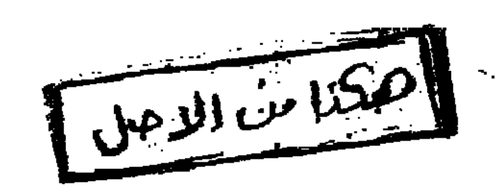
Condamne Boizeau à la peine de mille deux cents francs d'amende ; de Lesparda à la peine de mille deux cents francs d'amende.

Les condamne solidairement à payer à Gréco Juliette la somme de deux mille francs à titre de dommages et intérêts.

Ordonne la publication du jugement dans l'hebdomadaire *Minute* en mêmes caractères et en même place que l'article incriminé, et sur le même nombre de lignes.

Ordonne également la publication du jugement dans deux autres journaux au choix de la partie civile, aux frais des prévenus, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 3.060 F.

Déboute la partie civile du surplus de ses demandes, déclare la Société Editions Parisiennes Associées civilement responsable.



Le Monde

politique

LA SITUATION AU SEIN DU P.S.

Si aucun accord n'intervenait le 11 février M. Pierre Mauroy présenterait sa propre motion

Les partisans de M. Pierre Mauroy, qui se sont réunis dimanche 4 février pour examiner la situation au sein du P.S., se sont vu proposer par leur chef de file le dépôt d'une motion en vue du congrès de Metz dans l'hypothèse où la majorité du P.S. ne parviendrait pas à se reconstituer lors de la réunion du comité directeur dimanche 11 février. Le maire de Lille a réaffirmé que son objectif consiste toujours à maintenir MM. Mitterrand et Rocard dans l'équipe de direction du P.S.

Il est vrai que cette solution est indispensable à M. Mauroy. Le temps n'est plus où le premier secrétaire du P.S. présentait le maire de Lille comme son dauphin. A présent c'est dans la génération des trente-quarante ans qu'il dit rechercher son successeur. M. Mauroy peut donc craindre que, si M. Mitterrand parvient à « marginaliser » M. Rocard, il ne s'attache ensuite à saper les bases sur lesquelles s'appuie le maire de Lille. Il n'a pas oublié l'histoire des Horaces et des Curiaces.

C'est pourquoi depuis le mois de juin, M. Mauroy a toujours refusé de se séparer de M. Rocard. Cette alliance ne donne cependant pas entière satisfaction au maire de Lille. Il s'irrite de voir le député des Yvelines faire cavalier seul et l'entraîner, contre son gré, dans une escalade. L'épisode le plus net a été l'annonce par M. Rocard de la candidature de M. Mauroy au poste de premier secrétaire (*le Monde* du 17 janvier), ce qui avait conduit le maire de Lille à publier immédiatement une mise au point.

Ne pouvant se laisser forcer la main par M. Rocard, mais ne pouvant devenir l'otage de M. Mitterrand, M. Mauroy a donc absolument besoin d'un accord à trois. D'où sa campagne en faveur d'une synthèse. Si celle-ci n'intervenait pas le 11 février, chaque chef de file reprendrait ses cartes et affronterait de manière autonome le congrès de Metz en déposant sa propre motion.

Outre qu'il serait intéressant de voir dans quel ordre arriveraient les trois textes à l'issue du vote des fédérations départementales, cette dispersion interdirait, espère M. Mauroy, la constitution d'une majorité autre que celle qu'il souhaite reconduire. Le maire de Lille serait alors, dans cette hypothèse, en mesure d'imposer au soir du congrès de Metz la synthèse qu'il ne serait pas parvenu à faire triompher avant. — T. P.

M. Rocard : je ne suis le dauphin de personne

M. Michel Rocard, membre du secrétariat du P.S., qui était samedi 3 février le rédacteur en chef du « Journal inattendu » de R.T.L., a notamment déclaré : « *Je suis un militant au service du socialisme depuis fort longtemps, et très habitué à souhaiter et à me conduire de manière à ce que mon parti pose les bonnes questions et les bonnes réponses aux événements, quitte à risquer de m'y trouver en minorité et battu. C'est le risque que je prends maintenant, ce qui vous démontre que je ne suis le dauphin de personne.* »

Analysant la situation au sein du P.S., il a noté : « *Il y a dans la gauche, qui est de tradition athée et agnostique, l'arrivée d'un courant chrétien, et cela me paraît très positif et très souhaitable. Je dirais en souriant que la majorité des chrétiens de gauche sont plutôt au CERES et que leur hebdomadaire* Témoignage chrétien *le montre d'ailleurs. Certains camarades, autour de François Mitterrand, qui s'inquiètent à cet égard, feraient bien de reprendre leurs sources pour suivre cette analyse.* »

M. Rocard a ajouté : « *Il faut réfléchir de très très près à la manière de rompre avec le capitalisme, et c'est le sujet de notre débat. C'est un noble sujet. A mon avis, le parti socialiste s'honore de le prendre à bras-le-corps et en public, et je suis content que l'opinion, moins inquiète que nos militants, nous en sache gré, puisque, comme corps collectif, le parti socialiste vient de prendre un point de mieux dans le sondage SOFRES-*Figaro magazine. »

[N.D.L.R. — Ce sondage crédite le P.S. de 54 % d'opinions positives au lieu de 53 % en janvier et le place en tête de toutes les formations politiques, devant l'U.D.F. (36 %), le R.P.R. (34 %) et le P.C.F. (28 %).]

● *M. Robert Bargain*, adjoint au maire de Grasse, vice-président de la fédération des Alpes-maritimes du Mouvement des radicaux de gauche, indique, « *après l'exclusion de M. Robert Fabre du M.R.G.* » et parce qu'il est « *en désaccord total avec la politique menée par M. Crépeau* », qu'il a donné sa démission de cette formation.

Les socialistes précisent leur projet de réforme des collectivités locales

Le bureau de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (F.N.E.S.R.) a décidé de soumettre à la réflexion de ses unions départementales, des parlementaires et du bureau exécutif du parti un document de travail précisant ses positions sur tous les problèmes des collectivités locales.

La « commission Mauroy », qui a élaboré le document de travail, estime notamment que le gouvernement « *ne cherche qu'à calmer la grogne des élus sans rien changer sur le fond et espère pouvoir continuer à transférer des responsabilités nouvelles aux élus locaux tout en gardant par devers lui les moyens nécessaires pour les assumer* ».

Considérant que tout le mal provient des excès de la centralisation de l'Etat, la F.N.E.S.R. propose d'en « *casser les ressorts* », non par « *la mise en place immédiate d'un nouveau système institutionnel achevé* » mais par « *l'enclenchement d'une dynamique continue de transformation des institutions locales* ».

Elle indique que pour être « *significative* » la réforme des finances locales devrait se traduire par une augmentation des ressources financières des collectivités de l'ordre de 50 %, « *en quatre ou cinq années au plus* », et elle demande « *le transfert, étalé sur cinq ans, de plus de 10 % du produit global des impôts de l'Etat au profit des collectivités locales* ».

Le mot d'ordre de la F.N.E.S.R. reste aujourd'hui : « *L'offensive sans rupture.* » C'est dans cet esprit que M. Hubert Dubedout, maire de Grenoble, président de la fédération, doit notamment s'entretenir, le jeudi 5 février, à Reims, avec les élus socialistes membres du conseil municipal dirigé par M. Claude Lamblin (P.C.). — A. R.

● *La fédération socialiste de Charente-Maritime*, qui a présenté, samedi 3 février, ses candidats aux prochaines élections cantonales, a décidé de soutenir dès le premier tour, dans le canton de La Rochelle, M. Michel Crépeau, maire, député, conseiller général sortant et président du M.R.G. Dans trois autres cantons du département, le P.S. se réserve de présenter ses propres candidats contre les conseillers généraux sortants radicaux de gauche, parmi lesquels figure le président de l'assemblée départementale, M. Josy Moinet, sénateur. Cette décision dépendra d'un accord entre les deux formations politiques. Pour la fédération socialiste, « *les réalités de l'arithmétique ont changé au sein de la gauche, et le M.R.G. doit en tenir compte* ».

● *La direction politique nationale du P.S.U.* estime que l'inculpation de M. Jean Bérard, conseiller municipal de Chambéry, membre de ce parti, est « *sans fondement juridique* ». M. Bérard, qui en 1977 avait distribué des tracts destinés aux jeunes appelés et réclamant la reconnaissance des comités de soldats, a été récemment inculpé (*le Monde* du 31 janvier) d'incitation de militaires à la désobéissance, de diffamation envers un chef de corps, enfin, de distributions de tracts sans mention d'imprimeur.

Le P.S.U. dénonce également la prise de position hostile aux comités de soldats de M. Jean-Pierre Cot, député (P.S.) de la Savoie.

● *Mme Anne-Aymone Giscard d'Estaing* s'est rendue, le samedi 3 février, à Fort-de-France, où elle a inauguré, dimanche, les Floralies internationales de la Martinique. L'épouse du chef de l'Etat devait reprendre l'avion pour Paris lundi soir, après avoir visité les communes de la côte nord de l'île.

RAPATRIÉS

● *Quatre Français musulmans*, MM. Bouamada, cinquante ans, agriculteur, Karki, cinquante-quatre ans, agriculteurs, Rebail, soixante-dix-sept ans, retraité, Toualbia, trente ans, ouvrier, ont commencé, dimanche matin 4 février, en l'église Saint-André d'Angoulême (Charente), une grève de la faim pour protester contre la *discrimination* » dont sont victimes, estiment-ils, les rapatriés de confession islamique dans l'application des textes relatifs à l'indemnisation. Les quatre hommes ont pris leur décision à la suite d'une réunion présidée, samedi 3 février, par M. Mohamed Laradji, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie — (*Corresp.*)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

SEINE-SAINT-DENIS : Pavillons-sous-Bois (2e tour).

Inscr., 11 334 ; vot., 5 091 ; suffr. expr., 4 939. Mme Mireille Rolland, P.S., 2 595 voix, *élue* ; M. Georges Bouscarat, R.P.R., 2 344.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement du siège détenu par le maire, M. Martial Daire, qui s'était démis de son mandat à la suite d'un vote émis par la section locale du P.S. à l'encontre de sa candidature aux prochaines élections cantonales (« le Monde » du 11 janvier). M. Daire a également donné sa démission du P.S. La liste que, maire sortant, il conduisait aux élections municipales de mars 1977, avait enlevé, dès le premier tour, les vingt-sept sièges à pourvoir avec 4 637 voix en moyenne contre 3 110 à celle de la majorité dont le chef de file était M. Laurent (R.P.R.). Il y avait eu 7 791 suffrages exprimés sur 10 993 inscrits.

Au premier tour de cette élection partielle, le P.C., qui n'avait pas présenté de candidat, soutenait Mme Mireille Rolland (P.S.), laquelle avait recueilli 2 214 voix contre 1 644 à M. Georges Bouscarat (R.P.R.) et 744 à Mme Jeanine Chauffour, indépendante proche de l'U.D.F. Il y avait eu 4 602 suffrages exprimés et 4 783 votants sur 11 334 inscrits.

Mme Rolland gagne 381 voix d'un tour à l'autre, alors que le nombre des suffrages exprimés ne progresse que de 337. De son côté, il manque à M. Bouscarat 44 suffrages pour atteindre les 2 388 voix recueillies au premier tour par lui-même et l'autre candidate de la majorité, Mme Chauffour.]

YONNE : Sens (*deuxième tour*).

Inscr., 15 149 ; vot. 9 960 ; suffr. expr., 9 377. Liste de progrès social (mod. maj.) : MM. Jean Fégel, 5 721 voix, et Etienne Braun, ancien maire de Sens, 5 591, ELUS ; Liste d'union de la gauche : Mme Hélène Dorn (P.S.), 3 369, et M. Jacques Taillandier (P.C.), 3 502.

[Il s'agissait de pourvoir les sièges du maire, Pierre Lavergne (mod. maj.), décédé (« le Monde » du 9 janvier), et d'un autre conseiller municipal favorable à la majorité, également décédé.

Au premier tour de cette élection partielle, les résultats ont été les suivants : inscr., 15 149 ; vot., 9 190 ; suffr. expr., 9 089. Liste de progrès social (mod. maj.) : MM. Etienne Braun, 3 736 voix et Jean Fégel, 3 617 ; Liste d'union de la gauche : Mme Hélène Dorn (P.S.), 2 934 et M. Jacques Taillandier (P.C.), 2 919 ; Liste R.P.R. : MM. Jacques Piot, député, 2 280 et Jean Chrétien, 2 057 ; Liste indépendante : MM. Guy Cerda, 210 et Michel Morange, 191.

Au second tour des élections municipales de mars 1977, le maire sortant, M. Braun, avait été battu malgré le succès de sa liste, dont vingt-quatre candidats avait été élus avec 5 312 voix en moyenne contre 5 728 à la liste d'union de la gauche. Celle-ci avait enlevé deux sièges, s'ajoutant à celui qu'elle avait obtenu au premier tour.]

● *Mme Edith Cresson*, membre du secrétariat national du P.S., a qualifié, dimanche 4 janvier, à Cahors, où elle participait à une campagne de relance des Jeunesses socialistes, de « *mesure démagogique sans fondement juridique* », le projet du gouvernement de voir figurer 20 % de femmes sur les listes de candidats aux élections municipales.

● *Mme Brigitte Gros*, sénateur (non inscrit) des Yvelines, maire de Meulan, propose qu'une allocation de père de famille soit versée aux maris dont les épouses occupent des fonctions électives municipales, pour leur permettre de surmonter les « *blocages psychologiques* » qui sont, dit-elle, « *le principal obstacle à l'accès des femmes à la vie publique* ».

● *Le tribunal administratif de Nice* vient de rejeter la requête de l'Union populaire gaulliste qui tendait à l'annulation de l'élection municipale du 10 décembre dernier dans le troisième secteur de Nice, où la liste qu'elle soutenait avait obtenu 5,50 % des suffrages exprimés. Le commissaire du gouvernement avait conclu au rejet de la demande de l'U.G.P., car plusieurs de ses affiches avaient été recouvertes par celles d'un organisme civique luttant contre l'abstentionnisme.

Le Monde

société

A Papeete

Le procès du terrorisme est devenu celui du « colonialisme »

Papeete. — Reconnus coupables de l'assassinat de Pierre d'Anglejean-Châtillon et de l'attentat commis contre la poste centrale de Papeete (Polynésie française), MM. Marcel et Jonas Tahutini ont été condamnés, vendredi 2 février à Papeete (« le Monde » daté 4-5 février) à vingt ans de travaux forcés ; MM. Viriamu Tauira et Roland Tefana, respectivement à dix-huit et dix ans de travaux forcés. Prosper Faana à cinq ans de réclusion criminelle et Guy Taero à cinq ans d'emprisonnement. M. Charlie Ching, leader du parti indépendantiste Te Taata Tahiti Tiama, qui était accusé d'être l'instigateur des faits, a été condamné à dix ans de réclusion criminelle. Les défenseurs ont déposé un pourvoi en cassation contre ce jugement.

Ce procès, qui a duré cinq jours, a débordé le cadre des faits pour atteindre celui de la politique : les accusés ont en effet réaffirmé qu'ils ont agi pour l'indépendance et contre les essais nucléaires en Polynésie. Mais les débats, présidés par M. Gomez, juge récemment arrivé dans le territoire, ont été l'occasion d'un fructueux dialogue, au point que l'on peut désormais parler d' « apaisement ».

Un détecteur d'armes à l'entrée du palais de justice, des gendarmes venus en renfort, des policiers en civil habilement mêlés à la foule en ont témoigné : les autorités redoutaient le procès de M. Charlie Ching. La présence d'un observateur de la commission internationale des juristes, M. Lionel Chevrier, d'avocats venus de métropole (1), de leaders indépendantistes d'autres pays ou territoires du Pacifique et de nombreux journalistes lui ont donné une dimension qu'elles n'attendaient pas. Ce procès, qui devait être celui du terrorisme, est devenu celui du « colonialisme ». Ces mots, en 1979, signifient-ils quelque chose pour les Français de France qui ignorent pour la plupart « les miettes de leur empire » ?

Une fois le procès achevé, il reste à comprendre : les drames qui ont ébranlé Tahiti ne seront-ils qu'une « *aberration de l'histoire* » ou étaient-ils « *le choc prévisible d'une révolte* » ? Les faits, les accusés n'ont pas cherché à les nier. Après le demi-échec de l'attentat de la poste dans la nuit du 12 août 1977, ils sont quatre jeunes Tahitiens de vingt et un à vingt-cinq ans décidés à « *passer aux actes* ». Ils tentent alors dans la nuit du 26 au 27 août de tuer un métropolitain, de prendre en otage une métropolitaine, et se rendent dans la cité du Lotus, à Punaauia, banlieue résidentielle de Papeete. Là, M. Jonas Tahutini, le chef du commando attend dans sa voiture près d'une villa isolée ; tandis que M. Roland Tefana, dit Manéa, pose un écriteau et que M. Viriamu Tauira éclaire la chambre d'une lampe-torche, M. Marcel Tahutini tire par la baie ouverte deux coups de fusil sur Pierre d'Anglejean-Chatillon qui dort au côté de son épouse. Cette dernière, indemne, et qui n'a rien entendu, ne se rendra compte de la mort de son mari que quelques heures plus tard. « *Cette maison, d'après son apparence, ne pouvait pas être celle d'un Tahitien* », a commenté le meurtrier.

Au fur et à mesure des interrogatoires (qui sont traduits en tahitien), les liens du commando Te Toto Tupuna (« le sang des ancêtres ») avec M. Charlie Ching se précisent. Parallèlement à la conduite de son parti politique

De notre correspondant

qui milite pour l'indépendance et l'arrêt des essais nucléaires, le leader du Te Taata Tahiti Tiama reconnait avoir aidé à la création, à l'organisation et à l'armement du commando. Il définit les objectifs à atteindre, qui doivent être, selon lui, militaires. M. Ching déclare : « *Le monde entier ne nous en voudra pas de combattre la bombe.* »

Le premier commando formé à Paea, sous les ordres de M. Jonas Tahutini, devait faire sauter les avions du Centre d'expérimentation du Pacifique (C.E.P.) tandis que le second, mené par M. Guy Taero, devait saboter les bateaux militaires dans le port de Papeete. Ces tentatives échouèrent. Excédé, le commando aurait alors agi de son propre chef. « *Ching ne nous a pas ordonné de dynamiter la poste ou de tuer des Français* », ont affirmé tour à tour les accusés, en revenant sur leurs premières déclarations faites, selon eux, « *sous les pressions de la police* », ajoutant : « *C'est la colère qui nous a poussés à agir ainsi.* »

Des mobiles politiques

L'impatience ou la colère ? M. Charlie Ching, de son côté, s'est dissocié des deux crimes, des débordements dont il ne se sent pas responsable. Mais, pour le ministère public, il ne fait aucun doute que des attentats contre des civils avaient été envisagés. Le divorce entre le leader et les membres du commando restera au centre des débats. « *Chef aigri d'une bande de malfaiteurs* », pour le uns, révolutionnaire mystique et idéaliste pour les autres, M. Ching, âgé de quarante-deux ans, est un personnage difficile à cerner. Ses idées ont facilement trouvé écho parmi de jeunes chômeurs sans diplôme. Issus de familles nombreuses, ces révoltés ne sont pas des misérables, mais, à travers leurs emplois modestes, ils souffrent des brimades et des complexes que leur impose une nouvelle société dont ils rendent les métropolitains responsables.

« *Il s'agit seulement de savoir s'ils ont agi sur un mobile généreux, généreux dans leur esprit* », estime Mᵉ Cornut-Gentille. Chacun des accusés, l'un après l'autre, dira avoir agi pour protester contre la pollution de la bombe et l'injustice.

Pour l'accusation, en revanche, il ne fait aucun doute que les mobiles du commando Te Toto Tupuna sont une justification *a posteriori* d'un crime de droit commun prémédité.

Devant la cour, M. Charlie Ching évoque longuement les violences de l'annexion, les tourments subis par son oncle, Pouvanaa, à Oopa, son procès et son exil, puis en 1976 l'occupation de l'Assemblée territoriale à laquelle il participe. Le débat s'élargit lorsque le vice-président du conseil du gouvernement, M. Francis Sanford, cité à la barre, rapeplle son combat qui a permis d'arrêter les essais nucléaires dans l'atmosphère et lance : « *Quel est celui dans cette salle qui approuve la bombe ?* » M. Francis Sanford ajoute : « *Si la revendication d'autonomie interne (2) a pu être interprétée comme l'indépendance, je ne sais pas ce qui s'est passé dans leur tête, mais je suis contre la violence et le sang. L'indépendance n'est pas un délit ou un crime, mais c'est le peuple qui décide.* »

M. Eineo a Raa, un Tahitien de trente ans, vient témoigner pour les accusés dont il se sent proche. Il affirme : « *Le gouvernement français a détruit notre culture et nos mœurs.... Ce choc doit être compris... Tout le monde sait ici qu'il y a plein de jeunes prêts à faire la même chose. Les causes qui ont poussé le Te Toto Tupuna à agir ainsi continuent à se développer dans le sens de l'oppression de notre peuple.* »

C'est là une mise en garde : les rancœurs du passé, les injustices du présent pourraient bien soulever une minorité face à une majorité silencieuse et satisfaite. « *Des drames comme ceux-là sont des signes, des cris dans le silence oppressif, injuste, de ceux qui ne veulent pas voir* », a conclu Mᵉ de Felice, à l'adresse du procureur, M. Girard, pour qui « *Ching restera un serpent dans le paradis polynésien* ».

PHILIPPE GUESDON.

(1) La défense était assurée par Mᵉˢ Cornut-Gentille, de Félice, Sylvie Fauvet, Sarda et Tubiana, du barreau de Paris, Nicolet du barreau de Genève, Roux, du barreau de Montpellier et Telho du barreau de Nouméa.

(2) Le mot « tiamaraa » signifie, indistinctement autonomie interne, indépendance et liberté.

DEUX JUSTICES

« Il y a deux sortes de citoyens français : ceux des territoires d'outre-mer sont des citoyens de seconde zone ! » Mᵉ Tubiana et les autres défenseurs ont eu beau jeu de dénoncer le décret de 1933 qui crée des discriminations dans la composition du jury et les garanties de procédure en Polynésie française (« le Monde » du 31 janvier).

Que dire des autres défauts que les débats ont permis de mettre en relief : interrogatoires sans avocats (ceux commis d'office à Papeete s'étant désistés), inculpations tardives, garde à vue prolongée jusqu'à trois semaines, affaire et documents détachés du dossier ?

Que dire d'une autopsie faite quatre à cinq jours après le décès et d'un rapport officiel de psychiatre, le docteur Vitrieux, contenant des remarques d'un mauvais goût révoltant telles que celle-ci : « Marcel Tahutini, à défaut de plomb dans sa cervelle, en a placé dans celle de Pierre d'Anglejean » ? Ou tendancieuses : « Serait-il délirant, oui, non ? Mais les idées dont il est porteur, oui » ? — P. G.

UNE « RENCONTRE NATIONALE » A VERSAILLES

Les jeunes communistes dénoncent l'action des groupes féministes « liés aux gauchistes ou au parti socialiste »

Les Jeunes Communistes veulent poursuivre le combat pour la libération de la femme. Autant parce que le sort de celle-ci leur paraît menacé par la montée du chômage que parce qu'ils refusent de laisser l'initiative dans ce domaine aux seuls groupes féministes, pour la plupart « liés aux gauchistes ou au parti socialiste », et dont l'influence est jugée dangereuse. Telles sont les principales conclusions de la « rencontre nationale des jeunes filles » que le Mouvement de la jeunesse communiste de France (M.J.C.F.) a organisée le dimanche 4 février à Versailles et à laquelle ont participé six cents militantes (et militants).

Une rencontre semblable avait eu lieu en décembre 1973 à Paris. Depuis, le chômage a pris des proportions préoccupantes. Les jeunes en sont les premières victimes, et particulièrement les jeunes filles. C'est ce qui explique la campagne que le mouvement a lancée il y a six semaines, encourageant adhérentes et sympathisantes à témoigner de la difficulté d'être jeune et femme aujourd'hui, et à « *crier leur colère* ».

De très nombreuses lettres en ce sens ont été publiées dans *Avant-Garde*, l'hebdomadaire du mouvement. Beaucoup avaient trait aux conditions de travail et à l'« exploitation » dont sont victimes femmes et hommes. D'autres dénotent la volonté des Jeunes Communistes de tenir compte de phénomènes plus idéologiques : « *Le fait d'avoir envie d'un garçon, pour une fille, c'est culpabilisant, car une fille* « ça ne fait pas le premier pas ». *Jamais elle n'ose dire :* « Je veux faire l'amour avec toi », *car il y a la peur de passer pour une putain.* »

Au cours des quatre débats de dimanche, des jeunes filles ont témoigné de façon souvent spontanée et parfois poignante du travail en usine, de la misère, du chômage, de la prostitution dans les grands ensembles et du viol. Sans être trop optimiste sur l'influence que peut avoir sur une organisation de type léniniste ce genre de discours politiques, il fau, remarquer que de tels propos tranchent avec la « langue de bois » dont ne parviennent pas toujours à se départir les Jeunes Communistes.

La campagne lancée par le M.J.C.F. a été l'occasion de dénoncer ceux qui voudraient voir la femme « rentrer à la maison ». Pour les communistes, la femme doit être libre de travailler ou non. Un point de vue qui ressemble à celui du gouvernement. Les communistes, cependant, parlent de « vrai choix ». Celui-ci suppose que les femmes acquièrent une formation professionnelle, aient l'asurance de trouver un métier et de pouvoir reprendre une activité si elles cessent de travailler.

Cette campagne avait aussi pour but de remobiliser le mouvement, sérieusement affecté par l'échec de la gauche. Cette déception a été jugée suffisamment préoccupante pour que M. Jean-Michel Catala, secrétaire général, prenne la peine de répondre longuement dans *Avant-Garde* à la lettre d'une lectrice faisant état de son désappointement : « *Pour vraiment que ma vie change, il faudrait le socialisme, mais j'aurai les cheveux blancs...* »

Dans son discours de clôture, M. Catala s'en est vigoureusement pris au soi-disant « féminisme » qui « *isole les problèmes des filles de l'orientation générale du pays* ». Cette démarche, estime M. Catala, explique la sollicitude et la publicité dont bénéficie les groupes féministes, dont l'activité « *consiste en fait à tenter de capter la colère, la révolte légitime des filles contre les inégalités, les mœurs rétrograde, pour les faire porter contre* « l'homme » *en général, contre les partis politiques et particulièrement contre les communistes. Ainsi la lutte est dévoyée, le pouvoir dédouané* ».

Ces attaques n'empêchent pas M. Catala d'exhorter les militantes à lutter pour obtenir le droit à l'interruption de grossesse à seize ans (sans l'autorisation des parents), ainsi que le remboursement de celle-ci par la Sécurité sociale, et de dénoncer le viol comme un crime « *qui doit être puni comme tel* ». Deux préoccupations dont les féministes peuvent pourtant revendiquer, si l'on ose dire, la paternité.

L'explication vient de ce que M. Catala estime que les groupes féministes sont pour la plupart « *liés aux gauchistes ou au parti socialiste* ». Malgré la multiplication des initiatives du P.C.F. sur ce terrain et la volonté de pousser la réflexion théorique au-delà des simples schémas (1), les communistes ont conscience que le sort des femmes évolue pour une part sans eux. Des voix continuent en outre de s'élever à l'intérieur du parti pour regretter que celui-ci « *sous-estime toujours la dimension historique nouvelle introduite par le féminisme dans la pratique politique et dans la conception même du socialisme* ». (*le Monde* du 21 novembre 1978.

Les craintes des communistes expliquent la campagne organisée par le M.J.C.F., campagne destinée pour une part à couper l'herbe sous le pied du P.S. et des groupes d'extrême gauche, quitte à utiliser leurs thèmes les plus mobilisateurs.

Le congrès du mouvement aura lieu après celui du P.C.F., en novembre ou décembre 1979. Il se confirme (*le Monde* daté 12-13 novembre 1978) que M. Pierre Zarka, membre du secrétariat national, député de Seine-Saint-Denis, a le plus de chances de succéder à M. Catala à la tête du mouvement.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Voir à ce sujet la publication du Centre d'études et de recherches marxistes, *la Condition féminine*, paru aux Editions sociales (1978). Le compte rendu de ce livre est paru dans *le Monde* du 17 novembre 1978.

UN « QUOTA » DE 33 %

Les Jeunes Communistes sont une des rares organisations politiques à avoir institué un « quota » minimum de femmes dans leurs instances dirigeantes et les seuls à avoir fixé celui-ci à 33 %. L'article 11 des statuts du M.J.C.F. prévoit que cette proportion doit être respectée à la direction des fédérations et des « villes » et « secteurs » universitaires du mouvement.

Cette disposition a été adoptée en 1974 au moment de la disparition de l'Union des jeunes filles de France, pour que les jeunes filles ne soient pas écartées des postes de responsabilité du mouvement. Il faut noter toutefois que celui-ci compte environ 45 % de filles. C'est la raison pour laquelle les statuts prévoient que le « quota » doit tendre progressivement vers la moitié.

● *Nouveau différend à l'Union des étudiants communistes.* — Une assemblée des étudiants communistes de l'université Paris-I (secteur Panthéon et Sorbonne) a eu lieu le 3 février. Des « contestataires », prochés, pour certains, de M. Louis Althusser, et des militants fidèles à la direcommunistes (U.E.C.) se sont opposés au cours de débats souvent confus. Les « contestataires » ont élu leur propre bureau et accusent leurs adversaires, qui ont aussi procédé à l'élection d'une direction d'« *activité fractionnelle* ». Des incidents semblables ont eu lieu récemment à Bordeaux et dans l'autre secteur de l'U.E.C. de Paris-I, le centre universitaire Tolbiac (*le Monde du* 31 janvier).

JUSTICE

Devant la conférence des bâtonniers

M. Peyrefitte se déclare à nouveau favorable à une « prorogation raisonnable » du système de la multipostulation

Pour l'essentiel, les propos de circonstance qui ont suivi l'élection à la présidence de la conférence des bâtonniers de Mᵉ André Damien, samedi 3 février, lors de son assemblée générale statutaire, ont tourné autour de la postulation des avocats (1) et du récent conflit né entre le barreau de Paris et les autres à ce propos.

Le nouveau président, qui est maire de Versailles et ancien bâtonnier du barreau de cette ville, a estimé que la récente rupture était « *dans la nature des choses* ». Il existait selon lui une « *dyarchie* » (Paris et la province), qui portait en elle « *les germes de la division* ». Aussi bien, a-t-il constaté, s'efforçant de décrire la crise profonde dont ce conflit ne serait que le signe, « *le barreau de Paris n'assure plus le leadership national* ».

Les indices : « *Moins d'affaires, plus de stagiaires attirés par le phare parisien.* » La conséquence : l'apparition, chez les avocats parisiens, d'un « *prolétariat inquiet* ». Mᵉ Damien a été net : « *L'avocat doit être incardiné dans un tribunal donné (...). Notre monopole territorial n'est pas à notre service, il est au service des justiciables.* »

Sur le même sujet, M. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, qui était l'hôte de la conférence des bâtonniers, a déclaré : « *Au risque d'émouvoir certains d'entre vous, il faut reconnaître que la réorganisation administrative et judiciaire de la région parisienne (...) a créé une situation bien difficile pour vos confrères parisiens (...). Le territoire du barreau de Paris rétrécit comme une peau de chagrin.* » Soulignant les « *amputations économiques* » et « *l'aspect moral de ce rétrécissement* », M. Peyrefitte, après avoir renouvelé son accord pour une « *prorogation raisonnable du système de multipostulation* » (*le Monde* du 20 décembre 1978), s'est interrogé : « *Faut-il aller au-delà ? Ce serait alors remettre en cause le principe même de la postulation et de sa territorialité (...). Mais la loi n'est pas immuable. Ce que le Parlement a fait, le Parlement peut le défaire. A la condition, bien sûr, que la nécessité d'un changement soit incontestable.* » M. Peyrefitte a invité les avocats à y réfléchir, avec « *une énergie et une autorité* » puisées dans « *l'accord et l'entente* »... pour le moment évanouis. — M. K.

(1) Obligation pour les plaideurs d'être représentés, dès l'ouverture d'une procédure, par un avocat qui ne peut « postuler » que dans le ressort géographique d'un barreau : celui où il est inscrit. La seule exception — qui doit en principe, dans certains cas, prendre fin cette année — est celle du barreau de Paris, qui bénéficie du privilège de la « multipostulation ».

Faits et jugements

Le meurtrier d'un gendarme inculpé.

M. Marc-Daniel Guilbaud, ce jeune Haïtien, âgé de vingt-huit ans, qui avait tué, le 1ᵉʳ février, un gendarme mobile, M. Yves Mocaer, et blessé un agent de la R.A.T.P., M. Jean-Claude Lambert, à la station de métro Montparnasse, a été inculpé, samedi 3 février, de « *meurtre sur la personne d'un agent de la force publique, de tentative de meurtre sur la personne d'un citoyen chargé d'un ministère de service public et d'infraction à la législation sur les armes* » (*le Monde* du 3 février). Soigné pour ses blessures à la salle Cusco de l'Hôtel-Dieu, M. Marc-Daniel Guilbaud a affirmé ne plus se souvenir d'avoir frappé les deux hommes avec le couteau qu'il venait d'acheter : il avait franchi les portillons du métro en sens interdit alors qu'il était en possession d'une carte orange, de ses papiers d'identité et qu'il avait de l'argent sur lui. Il devrait être prochainement transféré à la prison de Fleury-Mérogis.

Un autre employé de la R.A.T.P., M. Dominique Leandri, âgé de quarante-deux ans, a été légèrement blessé d'un coup de couteau à la main dimanche 4 février, par un voyageur dont il s'apprêtait à vérifier l'identité à la station Vincennes (Val-de-Marne) du R.E.R. Son agresseur a réussi à prendre la fuite.

● *Nomination de magistrat.* — Par décret, paru au *Journal officiel* du 28 janvier, M. Bertrand Dauvergne, conseiller à la Cour de cassation, est désigné pour présider jusqu'au 31 décembre 1979 le Haut Tribunal permanent des forces armées.

● *Une grève nationale des travailleurs de l'éducation surveillée* a lieu, mardi 6 février, à l'appel du Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (S.N.P.E.S.), affilié à la FEN, et qui revendique 80 % du personnel de cette branche. Le S.N.P.E.S. entend protester contre les insuffisances en personnel et en moyens de fonctionnement, et réclamer une réforme des statuts de la profession. Il demande aussi que soit fait « *le choix fondamental d'une politique de prévention et d'éducation de la jeunesse et que, par conséquent soit acceptée une nouvelle orientation des moyens qui donnerait à l'éducation surveillée la possibilité de remplir sa mission.* »

● *Evasion de trois détenus.* — Trois détenus de la maison d'arrêt de Saint-Malo, Yannick Queffeulou, vingt-neuf ans, Gérard Marchix, vingt-cinq ans, et Jean-Yves Panini, vingt-quatre ans, se sont évadés, dimanche 4 février, à 14 h. 30, après avoir pris quatre gardiens en otages et s'être fait remettre les clefs de la la prison sous la menace de couteaux. Quelleulou, qui s'était déjà évadé de cette même prison le 3 février 1977, était en détention provisoire depuis le 24 janvier pour vols de voitures. Marchix, qui était en détention provisoire pour vols qualifiés, avait été condamné en 1976, à douze ans de réclusion criminelle.

CORRESPONDANCE

L'arrestation d'un physicien est-allemand

Après la publication, dans le Monde *du 30 janvier, d'un article consacré à l'arrestation du physicien est-allemand, M. Dobbertin, la femme de celui-ci, Mme Elen Dobbertin, usant de son droit de réponse, nous écrit :*

Il est totalement inexact de prétendre que j'avais accepté de devenir l'assistante de mon mari et que j'écoutais les radios des services de la République démocratique allemande pour capter les messages destinés à ce dernier, puisque j'ignorais tout des faits pour lesquels il serait présentement poursuivi.

D'autre part, deux lecteurs, MM. Pruzan et Ter Minassian, respectivement chargé de recherche et maître de recherche au C.N.R.S., estiment que le transfert de certains travaux du Centre en Allemagne de l'Est est une « accusation surprenante ». Ils écrivent notamment :

Le C.N.R.S. est un organisme public, à vocation culturelle comme l'Université, créé pour le développement global de la science. A l'intérieur de cet organisme travaillent de nombreuses équipes sur des sujets très variés ; ces équipes ne sont tenues à aucun secret puisqu'il s'agit essentiellement du développement de la culture, ouvert à tous Français comme à tous étrangers (...). En aucun cas, on ne peut être poursuivi par la D.S.T. pour un échange trop généreux. Nous pensons qu'ou bien Rolf Dobbertin est accusé d'un autre méfait, ou il s'agit d'une tragique méprise d'ailleurs incompréhensible.

« Du sang sur la neige »

RUMEUR ET « BOBARD »

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — *Le racisme en Belgique n'est-il qu'un bobard ?* « C'est une pure invention de l'extrême gauche », *affirme l'extrême droite en prenant connaissance du résultat de l'enquête menée par la Ligue des droits de l'homme au sujet d'une agression raciste commise dans un tramway à l'encontre d'une jeune femme noire et de son bébé. Après l'article du* Drapeau rouge, *organe du parti communiste (largement repris par la radio et d'autres journaux;* dont le Monde daté 3-4 février), *dans un article intitulé* « Du sang sur la neige », *la section belge de la Ligue des droits de l'homme avait ouvert une enquête et lancé un appel radio-télévisé pour que les témoins se présentent.*

Selon Drapeau rouge, *deux jeunes gens avaient cherché querelle à une Africaine et ils s'étaient enfuis après avoir jeté l'enfant de la jeune femme sur le trottoir à l'arrêt du bois de la Cambre.*

Après enquête, la police et la Ligue des droits de l'homme ont constaté que l'affaire était loin d'être aussi bouleversante. Une querelle entre un Blanc et un Noir s'est bien produite dans un tramway ce jour-là, mais à un autre endroit de la ville et sans qu'on puisse parler de drame. Tout au long de la soirée, la rumeur s'est amplifiée le long du rail pour aboutir sur les presses du Drapeau rouge *et déclencher une véritable enquête. Peut-être est-ce un bien : le bobard aura eu pour résultat de sensibiliser l'opinion.* — P. de V.

La lèpre montre une résistance croissante aux méthodes de traitement

Plusieurs associations, comme l'ordre de Malte (1) et les Fondations Raoul Follereau (2), se sont attachées depuis des décennies à prendre en charge les lépreux. Elles rappellent que, dans les pays auxquels elles fournissent une aide, 11 millions de francs seront nécessaires pour traiter quelque trois cent mille victimes de cette maladie. Au total, comme le rappelle ci-dessous Charles Hargrove, quinze millions de lépreux sont recensés dans le monde.

Si la lèpre, ou maladie de Hansen, n'est plus un mal incurable, elle n'en est pas pour autant devenue une maladie banale. L'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) constatait, il y a plusieurs années, qu'il subsistait contre elle un lourd préjugé qui ne frappe aucune autre affection. La tendance à rejeter ceux qui en souffrent hors de la société et à les parquer dans des « prisons-léproseries » s'est atténuée avec les progrès de la thérapeutique. Mais dans les pays développés, qui ne sont que très peu touchés, on préfère volontiers les oublier, en se confortant dans la certitude que la lèpre est en régression.

Or il n'en est rien. Non seulement cette maladie horrible, avec ses effets souvent défigurants, déformants et mutilants, continue bel et bien d'exister, mais aussi elle montre une résistance croissante aux nouvelles méthodes de traitement. Et le nombre de lépreux dans le monde ne fait que s'accroître. Les experts estiment qu'ils sont environ quinze millions ; mais ils admettent que ce chiffre est probablement très inférieur à la réalité.

La lèpre est essentiellement un sous-produit de la misère et du sous-développement ; et, comme le fait remarquer le professeur Cottenot, chef du service de léprologie à l'hôpital Saint-Louis, si les méthodes de traitement ont fait d'énormes progrès, les conditions socio-économiques du tiers-monde se sont progressivement détériorées.

Aussi a-t-on peut-être eu tort de crier victoire trop tôt, même sur le plan de la thérapeutique. Jusqu'en 1941 (date de la révolution complète dans les méthodes de traitement provoquée par la découverte des sulfones), il n'y avait pas réellement de remède contre la maladie, autre que la vénérable huile de chaulmoogra, un arbre d'origine indienne, avec laquelle on obtenait quelques résultats dans le traitement des formes bénignes.

Les sulfones ont l'immense avantage d'être très peu coûteux. Leur utilisation, qui revient à environ 5 à 6 dollars par malade et par an, est aussi très simple. Mais cette thérapeutique présente des inconvénients. Celui, d'abord, d'être extrêmement longue — au moins deux ou trois ans d'administration quotidienne dans le cas de la forme bacillifère, la plus dangereuse — et d'être assez délicate, car des erreurs thérapeutiques peuvent provoquer des flambées cutanées ou même des paralysies locales. Mais le plus grave est la constatation qu'il se développe une insensibilité progressive des bacilles de Hansen aux sulfones.

D'autres drogues

Cela implique la nécessité de recourir à d'autres drogues infiniment plus coûteuses, comme la rifampicine, utilisée également dans le traitement de la tuberculose, et les sulfamides, en attendant la découverte d'un vaccin contre la lèpre, qui n'est pas encore pour demain. Les expériences faites jusqu'ici sur des animaux ne sont pas vraiment concluantes. Certes, il a été constaté que la vaccination d'enfants très jeunes avec le vaccin B.C.G. — antituberculeux — donnait quelques résultats dans la lutte antilépreuse, car les deux bacilles sont d'une nature voisine. Mais les résultats ne sont pas véritablement concluants. Les recherches continuent dans cette voie et dans d'autres. Le laboratoire du pavillon de Malte à l'hôpital Saint-Louis y joue depuis des années un rôle considérable sous la direction du professeur Cottenot. Il a été fondé en 1978 par l'Association française de l'ordre de Malte, qui, depuis le douzième siècle, a poursuivi presque sans interruption sa tradition hospitalière et charitable. Au départ centre de traitement pour les malades d'origine métropolitaine ou des territoires d'outre-mer, il a, depuis une dizaine d'années, considérablement évolué. A part quelques très anciens patients qui y sont encore abrités, ses trente-cinq lits sont maintenant utilisés pour des hospitalisations de courte durée, pour la mise en route de traitements et pour des interventions chirurgicales destinées à corriger les déformations osseuses ou des séquelles neurologiques de la maladie. L'objectif est surtout, aujourd'hui, d'éviter autant que possible l'isolement du malade dans un univers à part, comme c'était le cas autrefois. Ainsi, quelque cinq cents à six cents malades sont régulièrement en traitement et en observation au pavillon de Malte.

Ce dernier joue aussi un rôle croissant de formation et d'enseignement. Des certificats universitaires de léprologie y sont délivrés à des étudiants français et étrangers — l'an dernier, dix d'entre eux venaient du Proche-Orient, d'Afrique centrale et d'Amérique du Sud, — après trois mois d'études pratiques et théoriques de la lèpre. Des infirmières y font aussi régulièrement des stages.

Le pavillon de Malte a essaimé dans toutes les parties du monde et son action s'étend non seulement à l'Afrique, mais aussi à l'Océanie, au Brésil et au Proche-Orient. Des médicaments et des dons sont aussi envoyés en Inde, au Laos et au Vietnam. Malgré les charges financières croissantes, les obstacles et même les échecs provisoires de la science, l'Association française des œuvres de Malte mène, avec d'autres associations de secours aux lépreux, un combat d'avant-garde, souvent obscur, contre ce qui, même à notre époque, reste un terrible fléau de l'humanité, et grâce à la générosité de milliers de donateurs, grands et petits.

CHARLES HARGROVE.

(1) Œuvres hospitalières françaises de l'ordre de Malte, 4, avenue Marceau, 75008 Paris (C.C.P. 12 078 45 F Paris).

(2) Fondation Raoul-Follereau, 33, rue de Dantzig, 75015 Paris, tél. 828-72-42.

SOCIÉTÉ

La Croix-Rouge française après l'arrestation du président de son conseil des Hauts-de-Seine

Une vieille dame malade

Le panonceau portant l'emblème de la Croix-Rouge, situé au-dessus de l'entrée de l'immeuble du siège central, rue Quentin-Bauchart, à Paris (8e), est un peu défraîchi et rouillé. Un détail peut-être, mais aussi un symbole pour cette institution plus que centenaire qui ronronne doucement en attendant les coups durs. Depuis la fin des derniers grands conflits, la Croix-Rouge française a d'ailleurs du mal à trouver son second souffle.

A la fin de l'an dernier, pourtant, une animation au parfum de scandale est venue agiter cette vieille maison installée dans ses traditions. Le président du conseil départemental de la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine, M. François Marian, un jeune loup âgé de trente-deux ans, qui avait confondu ses deniers avec ceux de la Croix-Rouge, est en prison depuis le 20 décembre, inculpé d'abus de confiance, faux en écritures, escroquerie (« le Monde » du 30 décembre 1978). Une affaire de détournement de fonds — lesquels proviennent presque essentiellement de la générosité publique — qui est venue jeter un voile de méfiance sur l'honorable organisation. Une sérieuse alerte dans ce grand corps vieillissant qui devrait donner le signal d'une reprise en main efficace. M. Jean-Marie Souton, secrétaire général du ministère des affaires étrangères, qui vient de prendre ses fonctions à la présidence de la Croix-Rouge française, aura du pain sur la planche.

Des structures lourdes et dépassées, un conseil d'administration inefficace, des comités locaux ou des conseils départementaux qui n'en font qu'à leur tête, des établissements hospitaliers déficitaires, des gens pleins de bonne volonté mais en retard de quelques lustres : la Croix-Rouge française est une vieille dame malade. Plus que des soins, c'est un traitement chirurgical qu'il lui faut, une reprise en main, une gestion plus rigoureuse. Regroupant près d'un million d'adhérents, 1 270 comités locaux et 15 000 correspondants, comptant 11 000 salariés et 100 000 bénévoles, dont 50 000 secouristes, gérant quelque 220 établissements, cette association reconnue d'utilité publique a un budget de 570 millions de francs, dont la moitié est financée à 90 % par la générosité publique, le reste l'étant par la gestion des établissements.

La plupart des hôpitaux et organismes sociaux qu'elle a en charge — y compris les dispensaires — sont en général déficitaires. Lourds à gérer, ils sont souvent la cause de bilans désastreux. A Paris, par exemple, le déficit s'est élevé jusqu'à 16 millions de francs, provenant pour les trois quarts de l'hôpital Henry-Dunant, rue Michel-Ange.

Son origne tenait tout à la fois de surprenantes pratiques de gestion et à un conflit politico-personnel. M. G. Ducellier, ancien président du conseil départemental de Paris, déçu de n'avoir pas été réélu au conseil d'administration, avait décidé de ne plus communiquer les comptes et de mener les affaires de la Croix-Rouge sans en référer à personne. Le 25 janvier 1978, le conseil fut dissous, une délégation spéciale nommée pour remettre un peu d'ordre dans la maison, et M. Ducellier, décédé depuis, démis de ses fonctions. Cette dernière décision, survenue en pleine campagne électorale, n'eut pas l'heur de plaire au maire de Paris, M. Jacques Chirac, dont M. Ducellier était l'ami. M. Christian de La Malène répliqua donc en envoyant au siège central et aux présidents départementaux une lettre sèche signifiant que la Croix-Rouge n'aurait plus un sou.

Depuis, les choses se sont arrangées et le déficit a été, en partie, comblé par la vente d'un immeuble rue Yvon-Villarceau et de la maison de Soulaires, en Eure-et-Loir, ainsi que par l'apport de 3 millions de francs versés par le siège central. Et, après bien des réticences du personnel, qui avait tout à y perdre, l'hôpital Henry-Dunant deviendra, à partir du 1er avril prochain, un établissement privé à but non lucratif.

Mais une nouvelle fois était posé le problème de l'opportunité, pour une organisation comme la Croix-Rouge, de contrôler des structures hospitalières. Une polémique relancée chaque fois que surgissent des difficultés. Ce qui ne l'a pas empêchée de construire, dans la banlieue de Rouen, un immense ensemble comprenant un centre de dialyse, un lactarium, une école de secrétariat médical, etc., réalisation qui obéra de près de 10 millions de francs les finances départementales. A Juvisy, dans l'Essonne, en revanche, c'est seulement après un accord laborieux avec la municipalité et bien des remous que la Croix-Rouge a décidé, « en traînant les pieds », de moderniser et d'agrandir le centre chirurgical.

Malgré ces difficultés et quelques grossières erreurs de gestion, la Croix-Rouge française survit bien. Elle le doit surtout à sa « base » et à certains de ses conseils départementaux particulièrement dynamiques qui insufflent un esprit novateur. La « tête », elle, ne suit pas toujours, empêtrée qu'elle est dans ses querelles internes et dans un appareil administratif écrasant. Ce qui peut expliquer que chaque comité est jaloux de son indépendance et ne consent à rendre compte en haut lieu qu'avec bien des réticences. Les bilans financiers sont envoyés avec retard, et il arrive qu'à la fin d'une année la direction ne dispose pas de la totalité des comptes de l'année précédente. Un manque de rigueur évident, proche quelquefois du laxisme. Quand on sait que chaque comité local dispose d'une comptabilité propre, on s'étonne presque qu'il n'y ait pas plus de malversations. Bien sûr, tout n'est pas connu (voir l'affaire Ducellier), et on ne se prive pas de dire, au siège, qu'il eût été préférable de régler l'« affaire Marian » au sein même de la Croix-Rouge.

Un « Rastignac de banlieue »

Une affaire bien ennuyeuse, qui porte un sérieux préjudice à cette association au-dessus de tout soupçon et qui illustre bien, aussi, une certaine déficience des contrôles. M. François Marian n'était pas n'importe qui. Fils d'une famille honorable et aisée de Saint-Cloud — qui lui a laissé en héritage, entre autres, un capital rondelet et un immeuble en ville, la résidence Eugénie, — cet affairiste a su utiliser ses appuis politiques pour grimper rapidement les échelons de la promotion sociale. Poulain de M. Jacques Baumel, maire de Rueil-Malmaison (R.P.R.), ami de M. Jean-Pierre Fourcade, dont l'épouse dirige le comité local de Saint-Cloud, il était devenu, au début de 1975, président de la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine (le plus jeune de France), après avoir été longtemps un bénévole actif et entreprenant. Il avait notamment lancé un service de secours routier sur l'autoroute de l'Ouest.

Tout le monde louait son dynamisme, son entregent, même si son comportement avec certains bénévoles était inqualifiable. Il savait y faire, et ses relations étroites avec le préfet lui ouvraient bien des portes. Il voulait même construire une maison de la Croix-Rouge à proximité de la préfecture. Dans sa superbe villa de Marnes-la-Coquette, bourrée de gadgets sophistiqués, avec piscine, salle de cinéma, jardin d'hiver, qu'il avait fait construire avant d'être président, les autorités locales avaient pratiquement table ouverte. Bien qu'il ait subi un échec aux dernières élections municipales, il ne cachait pas ses ambitions politiques. Au cours d'un dîner de gala au bénéfice de la Croix-Rouge, au parc de Sceaux, il était même parvenu à réunir tout le gratin des Hauts-de-Seine autour de Mme Simone Veil.

L'avenir semblait acquis à ce « Rastignac de banlieue », jusqu'au jour où, ses affaires personnelles déclinant, il commença à puiser dans les caisses de la Croix-Rouge. Et ses affaire étaient nombreuses : trois agences de voyages, une galerie de tableaux, des cabinets d'assurances, des laveries automatiques, une société d'import-export de viande et même des intérêts dans une clinique à Trappes. Il semble que ses agences de voyages, surtout, lui donnaient du souci. Au début, il remboursa les sommes « empruntées », mais bientôt il cessa de payer les factures et ne reversa plus l'argent des actes médicaux aux dispensaires.

Pendant l'été 1978, quand la direction nationale envoya un commissaire aux comptes chercher les livres, M. François Marian était absent. L'Union de banques à Paris alerta le président. Un découvert — en principe interdit par les règlements, — fut constaté. Il se chiffrait à 1,8 million. On demanda à M. Marian de s'expliquer, de reconnaître son escroquerie. On lui promit d'arranger l'affaire. Rien n'y fit. La Croix-Rouge demanda au parquet de Nanterre l'ouverture d'une information. Quand la police vint l'arrêter chez lui, le 16 décembre, il s'enfuit à travers champs. On le rechercha avec chiens policiers et hélicoptère. Le 18, quand il se rendit à la brigade financière à Paris, il était bourré de tranquillisants, incapable de parler.

Après une dépression nerveuse, M. François Marian a promis d'aider les experts à chiffrer le montant des détournements et de tout rembourser. Mais comment évaluer l'importance réelle d'une escroquerie qui couvre une période de trois années ? On estime qu'elle atteint, au minimum, 1,7 million de francs. Les comptes sont faciles à éplucher, notamment le bilan de 1977, qui fait apparaître un déficit de 26 000 francs pour un budget de 1,5 million. Mais qu'y a-t-il derrière la colonne des « débits divers » qui se monte, pour une seule année, à 720 000 francs ? Où sont allés certains chèques, officiellement tirés pour payer des transports de matériels à l'étranger ? Comment savoir si certaines subventions, quelques dons importants, le bénéfice de collectes ou de ramasages de vieux chiffons, n'ont pas été versés directement dans l'un des dix-sept comptes en banque de M. Marian, lequel disposait d'un chéquier de la Croix-Rouge libellé à son adresse personnelle et avait même lancé des lettres d'appel pour les collectes de fonds, privant de ressources certains comités locaux ?

Evidemment, ce n'est pas parce qu'il y a une brebis galeuse qu'il faut suspecter tout le troupeau. On peut toutefois observer que le commissaire aux comptes des Hauts-de-Seine, qui était un ami de M. François Marian, a signé tous les bilans sans dourciller, et que la Croix-Rouge n'a pas vérifié. Les règles comptables de cet établissement devront donc être modifiées dans le sens d'un contrôle plus strict (à Paris, par exemple, la Croix-Rouge a des comptes dans quarante-huit banques). Pour commencer, on va prochainement instaurer le système de la double signature des chèques.

Il est certain que le siège central aurait pu mettre fin beaucoup plus tôt aux activités de M. Marian autrement qu'en lui retirant sa signature tation. La réaction a été lente, mais il était trop tard. L'indélicat personnage est tombé, mais la Croix-Rouge française a, elle aussi, accusé le coup. Rendons toutefois justice à cette organisation généreuse d'avoir voulu faire toute la lumière. L'avenir dira si cette vieille fille aux habitudes désuètes a tiré les leçons de cet affront.

MICHEL BOLE-RICHARD.

RELIGION

A LA CONFÉRENCE DE PUEBLA

Les chrétiens latino-américains frappent à la porte de l'Église

Puebla. — *Place au poète. Après les théologiens, les évêques et les pasteurs, l'assemblée de Puebla, réunie depuis le 28 janvier, a accueilli les 3 et 4 février Ernesto Cardenal (Nicaragua), prêtre fondateur dans une île d'une communauté paramonastique dont certains membres ont, en 1977, agressé la caserne de San-Carlos. La communauté a été dissoute et son fondateur exilé.*

Ici, après tant d'autres, Ernesto Cardenal, dont les poèmes sont mondialement connus (*le Monde* du 5 octobre 1978), est venu exprimer son point de vue. Une manifestation (conférences, chants, films) a été organisée devant l'université autonome de Puebla. A des calicots favorables au Front sandiniste s'ajoutait cette inscription : « *Halte à la répression dans les villes et dans les campagnes du Nicaragua.* »

Quant aux membres de l'assemblée proprement dits, ils ont passé leur dimanche dans les environs, à prendre contact avec les paroisses voisines de Cholula, qui comptait jadis trois cent soixante-cinq églises et où se dressait, au pied du Popocatepetl, la plus grande pyramide du monde (475 mètres de côté et 60 mètres de haut), au sommet de laquelle s'élève aujourd'hui un sanctuaire de la Vierge de Los Remedios du dix-huitième siècle.

La conférence des évêques est entrée cahin-caha dans sa deuxième phase. Après avoir élaboré dans chacune des vingt et une commissions le « squelette » de son document final, celui-ci a été soumis à la critique des autres commissions. Cette deuxième version subira à deux reprises les amendements de l'assemblée plénière. Peu de choses ont encore filtré de ce travail préliminaire, si ce n'est qu'il devra être sérieusement amélioré pour atteindre la stature souhaitable.

Aucun journaliste n'est admis à la conférence, sauf un représentant de *l'Osservatore romano*. Entre les évêques et la presse se dresse ce que l'on appelle tantôt « *le mur de la liberté* », tantôt « *le mur de la honte* » (il s'agit, en fait, d'une barrière qui obstrue le passage entre les deux bâtiments attribués, l'un aux évêques, les autres aux membres de la presse), selon que l'on considère qu'il contribue à sauvegarder la liberté d'expression des prélats ou, au contraire, de cacher aux représentants des mass media les moments les plus contestables des débats.

Toutes les tendances

La presse est réduite aux indiscrétions plus ou moins calculées qui filtrent çà et là, à des contacts improvisés dans les couloirs, à des conférences de presse quotidiennes plus ou moins déconnectées de l'actualité, enfin, et surtout peut-être, aux réunions des mouvements parallèles dans le centre de la ville, ainsi qu'à des contacts divers avec des prêtres ou des laïcs qui travaillent sur le tas en différents pays d'Amérique latine, et qui sont venus à Puebla dans l'intention de répercuter les aspirations des peuples de ce continent.

Les évêques de toutes tendances qui se manifestent au cours des conférences de presse et s'efforcent de répondre aux questions posées, sont amenés à s'exprimer sur les théologiens de la libération. Ils le font généralement avec modération : « *Nous ne sommes pas là*, a dit notamment Mgr Alberto Giraldo (Colombie), *pour porter des condamnations, mais avant tout pour chercher à comprendre les attitudes nouvelles de chrétiens qui ne sont pas contre l'Eglise, pour saisir ce qu'il y a de positif dans leur position et, éventuellement, pour remédier aux lacunes constatées. Ce sont des gens sincères qui ont fait leur choix au nom de l'Evangile.* »

De son côté, le cardinal Pablo Munoz Vega (Equateur) souligne la « *terrible responsabilité* » des évêques d'Amérique latine, qui est avant tout d'ordre pastoral plutôt que théologique. Il se refuse, pour sa part, à critiquer Léonardo Boff et les jeunes théologiens de la libération du Brésil (voir encadré) et se dit en accord avec le Père Schillebeeckx (Pays-Bas), théologien de l'épiscopat hollandais.

De temps à autre, le thème du marxisme affleure. Ainsi, Mgr Moacyr Gerchi (Brésil) regrette cette « *inexplicable manie* » de voir partout le marxisme, comme une obsession. S'il souhaite qu'à l'exemple du pape, les chrétiens se situent au-delà de la praxis marxiste, il n'en regrette pas moins que l'Eglise, dans plusieurs de ses secteurs, ignore les pauvres, sans compter que des mouvements intégristes, tel que « *Famille, travail, propriété* », font preuve d'un anti-communisme primaire qui est le reflet d'une « *peur de tout changement social* ».

Un journaliste s'est étonné qu'alors qu'à Vatican II le pape avait fait appel à des théologiens tels que Congar ou Rahner, suspectés sous le pontificat de Pie XII, à Puebla, on ait évincé les théologiens présents à l'assemblée de Medellin. La réponse embarrassée est venue du Père Poblete, jésuite, et elle a été sifflée : « *La sélection*, a-t-il dit, *a été faite par les conférences épiscopales, puis par Rome. Certains évêques sont d'ailleurs venus à Puebla avec des experts privés, qui sont des théologiens de Medellin. Leur présence était opportune à l'assemblée* » (1).

Un des leitmotive de la conférence semble être de réaffirmer que le Christ est non seulement le « *centre* » mais le « *moteur* » de l'histoire, et de relativiser les diverses doctrines théologiques qui sont des facteurs de division. L'assemblée est, en effet, de toute évidence, partagée, ce qui n'inquiète pas outre mesure Dom Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil), car un monolithisme ne serait pas de bon aloi, et le dénominateur commun de l'assemblée est, de toute façon, le plus fort : répondre aux aspirations du peuple, non en se penchant sur lui, mais en œuvrant avec lui.

Le témoignage d'un paysan

Les évêques et les prêtres d'Amérique latine les plus actifs optent pour la non-violence, même s'ils choisissent le marxisme comme outil d'analyse et s'ils se refusent à condamner systématiquement ceux qui prennent les armes. Le Père Barbet, prêtre français, par exemple, qui a travaillé onze ans dans une banlieue de Sao-Paulo au sein d'une communauté de base, et qui ne cache pas sa sympathie pour le marxisme, déplore « *son anthropologie trop courte* ». Il est, d'autre part, un des responsables du mouvement Justice et Non-violence au Brésil.

A propos des communautés de base, qui constituent un des points importants sur lesquels la conférence aura à se prononcer, citons ce témoignage d'un paysan brésilien de l'Etat de Goias. Il a pu entrer dans les locaux voisins de l'assemblée grâce à l'intervention d'un évêque brésilien. Ce paysan est un des cent vingt-six délégués du Rassemblement des communautés de base du Brésil, qui s'est tenu en juillet 1978 et auquel étaient présents quatorze évêques et treize prêtres.

« *Chez nous, comme dans tant d'autres endroits*, dit-il, *le syndicat des travailleurs ruraux n'est pas entre les mains des intéressés et il ne les défend pas. Ce n'est pas nous qui désignons le président. Nous avons donc fondé un syndicat indépendant, ce qui nous a valu d'être interpellés par la police. Il s'agit d'obtenir des prix de vente convenables pour nos produits (pour moi, il s'agit de haricots et de porc). Si je suis ici à Puebla, quoique je savais bien qu'il ne me serait pas possible d'être admis à l'intérieur de l'assemblée, car les bons évêques sont moins nombreux que les autres, c'est pour encourager les responsables des diocèses à créer un monde meilleur. Peu d'évêques, jusqu'ici, ont appliqué les directives de Medellin. Le nôtre, Mgr Thomas Velduino, l'a fait. Nous avons créé une communauté de base il y a quatre ans avec six familles, moyennant l'aide au point de départ d'un prêtre. Depuis, j'ai appris à vivre mon christinisme, alors qu'auparavant les prêtres nous enseignaient seulement à prier : « Priez » et vous serez sauvés », nous disait-on. C'était de l'hypocrisie !* »

» *Nous n'avons pas encore obtenu grand-chose avec notre syndicat et notre communauté de base. Mais la « conscientisation » est en marche ; l'union entre nous a augmenté et l'exploitation dont nous sommes victimes est en voie de recul. La politique ? Nous n'en faisons pas, nous luttons seulement pour de meilleurs salaires, du travail pour tous et moins de souffrances dans nos foyers.* »

Le témoignage de ce paysan est caractéristique des contestataires chrétiens de l'Amérique latine. Nulle hargne dans l'attitude, nulle envie de fonder une Eglise parallèle, nul culte de la violence, mais seulement un immense espoir que l'Eglise catholique leur viendra en aide. Ils ne cessent de frapper à sa porte.

HENRI FESQUET.

(1) Précisons que les experts privés n'ont pas le droit de pénétrer dans l'assemblée.

Pêcheurs en eau trouble

Grâce à un enregistrement sur cassette, tombé par erreur entre les mains d'un reporter, un journal local de gauche Uno mas uno *s'est autorisé à publier une lettre privée de Mgr Alfonso Lopez Trujillo, coadjuteur de Bogota (Colombie) et secrétaire général du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), adressée à Mgr Luciano Duarte, archevêque d'Aracaju (Brésil).*

De cette missive, écrite sur un ton familier et parfois humoristique quelques jours après l'élection de Jean Paul II, il ressort plusieurs choses relativement embarrassantes pour son auteur, qui est l'homme fort du CELAM, ainsi que de la préparation de la conférence de Puebla, redoutée par tous les évêques de la tendance ouverte.

1) Mgr Lopez Trujillo a réussi à maintenir la date de Puebla, dont le report, écrit-il, aurait créé « une situation confuse et ambiguë ». *En effet, ce report aurait vraisemblablement modifié l'ambiance de l'assemblée car, entre-temps, aurait eu lieu une nouvelle élection de l'état-major du CELAM. Lopez Trujillo, par exemple, aurait-il été réélu ?*

2) L'auteur prie son ami de venir à Puebla en préparant soigneusement ses avions bombardiers et son savoureux venin et en se soumettant au préalable à un entraînement de boxeur qui va descendre dans le ring.

3) Les options du père Leonardo Boff, théologien de la libération, sont qualifiées de « déconcertantes ». *Son dernier livre serait* « très confus et déplaisant » *puisqu'il va, par exemple, jusqu'à admettre que des laïcs puissent en certains cas célébrer l'Eucharistie.*

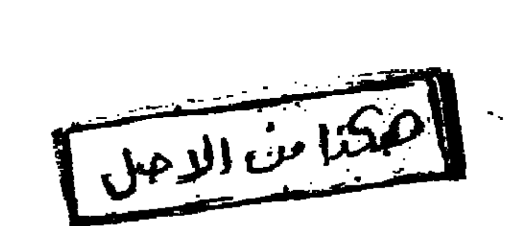
« Devant tant de déviation, il est affligeant, *ajoute-t-on*, que la congrégation romaine pour les religieux ne bronche pas, permettant ainsi à la confédération des religieux d'Amérique latine (CLAR) de déverser son influence sur l'assemblée » *(1). Le cardinal Edouard Pironio, préfet de la congrégation pour les religieux, se trouve donc ouvertement attaqué.*

4) Mgr Lopez Trujillo reconnaît explicitement que c'est à la suite de diverses « pressions » *que l'assemblée a été dans l'obligation d'inviter le Père Arrupe, général des jésuites. Du fait même, c'est dire que sa présence n'était pas souhaitée. Le Père Arrupe est en effet réputé hostile aux conservateurs.*

Ces attaques contre le cardinal Pironio s'ajoutent à celles, venant d'autres milieux particulièrement intégristes, qui estiment sans grande raison que celui-ci se montre plus indulgent envers la théologie de la libération que le pape, et qui souhaitent le déplacement du préfet par le Saint-Siège, afin de signifier « la défaite des courants progressistes ». *Telles sont les expressions employées par une note diffusée — sciemment ou non — par le bureau de presse constitué à Mexico pendant la visite de Jean Paul II. Cette note précise en outre :* « Le départ du cardinal Pironio pourrait avoir des conséquences incalculables », *et on va jusqu'à évoquer le spectre d'un schisme.*

H. F.

(1) La CLAR est une puissante organisation qui réunit l'ensemble des religieux et des religieuses de l'Amérique latine. Elle passe pour être progressiste et se défier de la curie romaine.



هكذا من الاصل

Le Monde

culture

LE JOUR DE LA MUSIQUE

Le phono de Lulu.

Les places seront chères pour les représentations de Lulu *à l'Opéra de Paris, et celles qui restent partiront vite. Mais qu'on ait l'espoir de pénétrer dans la salle ou qu'on se console en regardant la retransmission télévisée, on pourra toujours en savoir davantage en passant à l'abbaye de Royaumont l'après-midi du 23 février — entretien avec Friedrich Cehra, projection de* Lulu *mise en scène par Wieland Wagner, — ou le week-end des 2 et 3 mars : concert-conférence de Max Deutsch, rencontres avec Pierre Boulez et Patrice Chéreau ou avec les princes de la critique musicale, soirée berlinoise au temps de Wedekind.*

Dimanche 25 février, à 20 h. 30, on pourra voir le film muet de Pabst au Théâtre du Ranelagh, avec accompagnement au piano, en direct, par Albert Lévy, et le samedi 26 février, à 20 h. 30, au Goethe Institut, avenue d'Iéna. On se demandera : « Pourquoi Lulu *en 1979 ? »*

★ Réservation et renseignements : Fondation Royaumont tél. 470-40-18.

Chacun la sienne.

Les Français, à ce que l'on disait, n'aiment guère la musique ; ils la tolèrent seulement ou l'écoutent par distraction. On avait simplement oublié de préciser quelle musique. La « grande », cela va de soi, mais il y a aussi le jazz, les ragas de l'Inde, certaines chansons (pourquoi pas ?) dont on ne pourrait plus prétendre sérieusement que ce n'est pas de la musique ou qu'on s'avilit en les fréquentant. Les Français, comme les autres, aiment donc la musique, mais chacun préfère la sienne, qu'elle aille parfois de Monteverdi à Duke Ellington ou des Beatles à Stockhausen, on se comprend.

Après le rêve interrompu de France musique, le Monde de la musique *tente de réconcilier des divergences esthétiques qu'on pourrait croire irréductibles ; au sommaire du numéro 8 : Glenn Gould, Michel Portal, Maurice Béjart, Bruce Springsteen, un nouveau visage de Mozart par Wolfgang Hildesheimer et un Schubert truculent par le musicologue belge Eric Lipmann. Pourtant, cette fois,* le Monde de la musique *va plus loin. Avec une grande enquête exclusive : « Les Français et toutes les musiques », réalisée début janvier par l'Institut Harris, auprès d'un échantillon de mille personnes, les chiffres sont là qui surprendront peut-être, mais qui parlent d'eux-mêmes : Brel et Beethoven en tête du « hit-parade », Brel encore grand chanteur populaire devant Mireille Mathieu, 64 % des amateurs de jazz et 41 % des des fervents du rock qui disent* « aimer beaucoup » *le classique mais 19 % seulement des mélomanes classiques avouent le même penchant pour le rock), 19 % des Français jouant d'un instrument de musique, le piano en tête, suivi de la guitare... Les commentaires, loin d'être superflus, ajoutent, sans la remplacer, à l'analyse que chacun pourra faire.*

Petites nouvelles

■ L'œuvre des Petits Lits blancs organise un gala au profit des enfants du Liban victimes de la guerre et présentera au Théâtre de l'Empire le film de François Reichenbach et J.-P. Mirouze consacré à Rostropovitch, « la Leçon de Slava ». Le grand violoncelliste est filmé pendant les cours d'interprétation qu'il a donnés à Bâle : un portrait émouvant autant qu'une leçon de musique. (Jeudi 15 février, à 20 h. 30 ; prix des places : 150 et 200 F, à retenir 15, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, téléph. 723-7?-40.)

■ La quatrième manifestation annuelle de « Chanson *dans la ville* » a lieu au Havre jusqu'au 18 février avec la participation de Jean-Roger Caussimon, le groupe Imago, le grand orchestre du Splendid, les Ménestriers et Julien Clerc. Diverses animations de rue, des soirées « cartes blanches » avec *la* participation de chanteurs havrais. Des débats sur le thème de l'histoire de la chanson sont également organisés.

■ Le prix Fénéon, d'un montant de 40 000 francs, destiné à être partagé entre peintres et sculpteurs, d'une part, et écrivains, d'autre part, sera attribué le 22 mars. Les candidats, qui doivent être de nationalité française et âgés de moins de trente-cinq ans, peuvent *déposer* leur candidature jusqu'au 28 février. Renseignements au secrétariat de la Fondation Fénéon, 47, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. 329-21-38, poste 32.

Musique

Jeunesse musicale de Paul Paray

(Suite de la première page.)

Le prince Rainier a lui-même inspiré cette politique de congrès qui, en attirant dans la Principauté « *des personnalités intéressantes au point de vue scientifique, culturel et artistique* », en donnent, a-t-il dit, « *une image de marque beaucoup plus sérieuse et qui me plait, parce qu'elle nous éloigne un peu des activités du casino et des loisirs* ». « *Il fallait*, explique-t-il encore, *meubler les saisons que l'on appelait creuses autrefois et redonner une animation à la ville. Je suis parti d'un principe très simple, me disant que les gens ne viennent que dans les endroits où il y a du monde ; ils ne fréquentent jamais les lieux déserts où l'on s'ennuie.* »

C'est à l'emplacement du tir au pigeons, interdit à la demande de la princesse Grace, qu'a été construit et gagné sur la mer le petit édifice hexagonal du Centre des congrès, *encastré dans le complexe* ultra-moderne des Spélugues, juste à l'aplomb du casino. Pointe avancée de Monte-Carlo, ouvert sur le large par d'immenses vitrages, il reste *modeste comme une chaloupe arrimée* au rivage et ne gâte en rien les perspectives de cette ville vouée au gigantisme. Mais c'est une réussite architecturale due à Jean Ginsberg, *Herbert Wersskamp*, Jean et José Notari, que d'avoir réalisé dans un espace aussi réduit, avec *une hauteur totale de* 10,75 mètres seulement, un ensemble aussi vaste et harmonieux sur trois niveaux ; on circule sans fin, le long de la mer omniprésente, par des galeries aux lignes *souples*, *en pente douce*, entre les divers bureaux, salles de presse, salles de commissions, *foyers*, qui ont chacun leur volume propre sous de faux plafonds faits de pièces hexagonales *qui se décalent* dans une sorte d'architecture en stalactites. Peu de mobilier, une atmosphère *de luxe un peu impersonnelle*, mais les moquettes, les piliers et les murs ont des couleurs *harmonieuses* et chaleureuses.

Une acoustique harmonieuse

Au cœur de l'édifice (dont la construction, réalisée en deux ans, a coûté soixante-seize millions de francs), la grande salle de concerts ou de congrès se présente fort bien. Elle semble *plus vaste qu'elle* n'est en réalité, sans doute grâce à sa pente qui va s'élargissant *depuis* la sobre loge princière jusqu'à la scène, et à l'absence de plafond apparent, remplacé par une ossature étoilée de tubes qui forment une résille ou une toile d'araignée, *d'une architecture* industrielle qui fait un peu songer au théâtre d'Orsay et à Beaubourg : 3 422 mètres de tubes d'un poids total de 73 tonnes, qui étaient nécessaires *pour soutenir cette surface couverte* sans appui de 1 300 mètres carrés.

Si cette charpente métallique n'est pas très inspirante, l'*impression est rachetée* par les revêtements muraux, constitués de gros cylindres de bois *aux dessins changeants*, qui forment une population animée comme des totems indiens ; et ces cent soixante et onze cylindres de hauteurs et de *diamètres différents ont une fonction* acoustique précise comme dans l'espace de projection de l'IRCAM : en tournant, ils offrent une boiserie réfléchissante avec un matériaux *absorbant qui modifie la couleur de* la salle, selon sa destination (concert symphonique, récital, conférence, projection de films...). Ce dispositif est dû à un ingénieur *israélien, M. Melzer.*

L'acoustique, lors du concert donné par l'Orchestre national de l'opéra de Monte-Carlo, fut, en tout cas, excellente, harmonieuse et sans sécheresse ni clinquant, attentive *aux sonorités subtiles des différents* registres instrumentaux, un peu trop présente peut-être pour le mystère de certains passages très doux. Si le programme ne brillait guère par l'originalité, c'est *qu'il* était composé à l'intention de mille VIP, venues par un véritable pont aérien des deux côtés de l'Atlantique.

Yehudi Menuhin ne paraissait guère dans un bon jour, ni comme violoniste, avec un son triste, sans luminosité, dans le *Concerto en mi majeur* de Bach, ni comme chef *d'orchestre, dans une interprétation* âpre de la *Symphonie en ut* de Bizet, chef-d'œuvre d'une rayonnante élégance juvénile. Il retrouvait cependant éclat, sensibilité et lyrisme *dans les deux premiers mouvements* du *Concerto* de Mendelssohn, comme revigoré par la présence de Paul Paray, rigoureux et plein de sollicitude, tenant bien en main cet *orchestre qui paraissait* auparavant prêt à se dissoudre.

Quel chef d'orchestre extraordinaire que ce vieillard au profit véhément, à l'œil plein *de malice*, imposant sa marque sur ces musiques cent fois *jouées*, par *une battue minimale*, mais avec toujours le geste exact qui détermine la nuance parfaite, le dynamisme *sans faiblesse*, la vibration du chant ! De quel train imperturbable et *irrésistible il sut faire* monter le *Boléro* de Ravel jusqu'à l'apothéose, la sienne, qu'il accueillit *d'un air ému mais avec un clin* d'œil malin et le pouce levé comme un gavroche !

JACQUES LONCHAMPT.

Expositions

AU MUSÉE DE L'HOMME

L'art maori

Le *Musée de l'homme présente* jusqu'au 16 avril une petite exposition consacrée à l'homme dans l'art maori. Depuis leur arrivée en Nouvelle-Zélande vers l'an 1000 de *notre ère et jusqu'à l'arrivée des* Européens à la fin du dix-huitième siècle, ces Polynésiens venus de Tahiti *avaient dû s'adapter* à des conditions naturelles très différentes de celles de leur île originelle. En particulier, le climat, beaucoup plus frais, les a obligés à construire des *maisons plus élaborées et à créer* des vêtements chauds.

Le prêt, par l'ambassade de Nouvelle-Zélande, de *splendides* photos prises par Brian Brake a été l'occasion pour le laboratoire d'ethnologie *du* Musée de l'homme (Museum national d'histoire naturelle), pour le *Musée* des arts africains et océaniens et pour divers autres musées de présenter quelques-unes des *pièces de leurs collections et ainsi* de faire connaître l'art maori au public français et même européen.

Les Maoris étaient passés maîtres dans l'art de la sculpture sur bois. Armatures de maisons et de greniers, *statues d'ancêtres*, boîtes à *plumes* de parure, proues de pirogues, coffres mortuaires, manches d'*herminettes* de cérémonie, tout est sculpté avec un sens de l'esthétique très original, *mais où se reconnaissent encore* les traditions polynésiennes L'arrivée des Européens n'a pas tari l'inspiration des artistes maoris. Mais, en substituant *les outils d'acier aux outils de* pierre, elle a provoqué le foisonnement des motifs décoratifs. L'acier permet, en effet, d'inciser le bois beaucoup plus finement et la densité de la décoration *au* centimètre carré s'est considérablement accrue, sans pour cela entraîner une surcharge de *mauvais* goût.

Sans les mœurs belliqueuses des Maoris, les vieux bois sculptés ne seraient pas *parvenus* jusqu'à nous. Lorsqu'un village fortifié était sur le *point d'être pris par des assaillants*, les assiégés jetaient leurs sculptures dans les marais. En les asséchant pour les besoins *de l'agriculture*, les Néo-Zélandais retrouvent ces bois qui se sont *parfaitement* conservés dans les marécages.

Les Maoris façonnaient aussi la *pierre avec un art consommé, comme* en témoignent des pendentifs en jade local. Ils travaillaient l'os, utilisaient les dents de requins, tissaient les végétaux, assemblaient les plumes *des kiwis (ces oiseaux incapables* de voler) pour faire des capes bien chaudes.

Une présentation tout à fait inhabituelle, mais trop restreinte, qui devrait être suivie, dans quelque temps, d'une exposition beaucoup plus vaste et complète.

YVONNE REBEYROL.

★ *Musée de l'homme*, hall d'entrée (entrée gratuite) Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures (jusqu'à 20 heures, les samedis et dimanches).

Cinéma

LA REMISE DES CÉSARS

Une lueur d'espoir

Une fois par an, on panse les plaies, on fait bonne figure. Le cinéma français existe, on le fête en *famille*, on *lui* organise un *gala*, on se remet des césars entre soi. Et puis, une fois par an le paradoxe est pardonné : la télévision a besoin du cinéma, le cinéma a besoin de *la télévision. Les deux mille personnes* de la salle Pleyel n'étaient pas seules, le 3 février, a précisé M. Jean-Philippe Lecat, un peu ministre de la culture, un peu *ministre de la communication*. Il y avait, en effet, grâce à Antenne 2, entre sept et neuf millions de spectateurs à s'émouvoir que les *Enfants du paradis* soient le meilleur film *parlant de ces cinquante dernières* années, ce qui est une façon d'honorer Marcel Carné, bien sûr, mais aussi Prévert et Arletty. Des millions à s'étonner du patrimoine qu'on nous *délimite tout à coup*, à *chercher* aussi, au fur et à mesure, qui remporterait les prix, parmi les nominations.

Ce n'était pas si bien l'année dernière. Entre *les sombres bilans*, le césar évident pour Simone Signoret et la majorité des récompenses à *Providence, c'étaient des moments* tristes ou bien sans surprise. Là, outre une certaine correction, une vraie gentillesse des animateurs (Francis Huster, Jean Poiré, Peter *Ustinov, Jean-Claude Brialy), il y* avait une bonne organisation, et surtout cette nouvelle que « *cette année une lueur d'espoir arrive* », que « *les pouvoirs publics s'intéressent au cinéma* ». Bref, l'abaissement de la T.V.A. est intervenu.

Naturellement, ce sont les vieux *cinéastes qui ont gagné* : Jean Renoir, René Clair, Abel Gance et Marcel L'Herbier (ce dernier avec cet aveu : « *Je cadre cubiste* »...) grâce à un montage d'interviews d'*Armand Panigel*. Et *la* dignité de Charles Vanel, président, a donné le ton à la soirée. Naturellement, ce ne sont pas toujours des films *dignes* de ces quatre cinéastes-là qui ont *reçu les récompenses, par l'intermé*diaire des acteurs, des opérateurs, des musiciens. Ceux qui ont eu les *césars ne sont pas forcément* ceux qui seront couronnés dans cinquante *ans comme meilleurs cinéastes de* ces cent dernières années. Mais ces césars, inventés par Georges Cravennes, ont *très habilement réuni* tout ce qui fait le cinéma français.

Car si ce sont des films s'adressant expressément au plus grand public (mais bien faits, avec de l'ambition) qui ont obtenu les plus hautes distinctions, des absents *différents étaient quand même là* : Tati avec sa fille, Sophie Tatischeff, Jean Eustache, avec Bernadette Lafont, *Godard et Marguerite Duras* avec deux des dix meilleurs films, Truffaut parce que Nestor Almendros aurait pu avoir le césar de la photographie.

CLAIRE DEVARRIEUX.

■ Une dizaine de réalisateurs de films de court métrage, qui ont été « nommés » pour les césars, regrettent dans un communiqué que « l'éclat de cette manifestation (des césars) ne corresponde pas à la situation d'un genre cinématographique moribond. Ils attirent l'attention des spectateurs sur le nombre dérisoire de courts métrages non publicitaires qu'il leur est donné de voir dans les salles, alors que plus *de trois cents courts métrages* sont faits chaque année ».

« L'ARGENT DES AUTRES »

meilleur film français de l'année

L'Argent des autres, de Christian de Chalonge, a été élu « *meilleur film français* de l'année » par les deux mille *professionnels qui votent pour* les césars. Le césar de la réalisation est également allé à Christian de Chalonge. *Molière*, d'Ariane Mnouchkine, a remporté deux césars : pour la photographie de Bernard Zitzerman et le décor de Guy-Claude François. Deux césars aussi pour *Dossier 51* : prix du meilleur scénario à Gilles Perrault et Michel Deville ; du meilleur montage, à Raymonde Guyot.

Les deux meilleurs acteurs sont Michel Serrault pour *la Cage aux folles*, et Romy Schneider pour *Une histoire simple* ; les meilleurs seconds roôles, Jacques Villeret, pour *Robert et Robert*, et Stéphane Audran, pour *Violette Nozières*. La meilleure musique est signée par Georges Delerue pour *Préparez vos mouchoirs* ; le meilleur son, par William-Robert Sivel pour *l'Etat sauvage*. Les césars des courts métrages ont été attribués à Sophie Tatischeff (*Dégustation maison*, fiction), Jean-François Laguionie (*la Traversée de l'Atlantique à la rame*, animation) et Henri Moline (*l'Arbre vieux*, documentaire).

Enfin, c'est l'Arbre aux sabots, de l'Italien Ermanno *Olmi, qui a remporté* le césar du meilleur film étranger.

Les dix meilleurs films *français depuis l'invention du* cinéma parlant ont été désignés par les électeurs des césars et par les lecteurs de *France-Soir*. Le classement des professionnels s'établit dans l'ordre suivant : *les Enfants du Paradis*, de Marcel Carné ; *la Grande Illusion*, de Jean Renoir ; *Casque d'Or*, de Jacques Becker ; *la Règle du jeu*, de Jean Renoir ; *la Kermesse héroïque*, de Jacques Feyder ; *Pierrot le Fou*, de Jean-Luc Godard ; *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais ; *Jeux interdits*, de René Clément ; *Quai des brumes*, de Marcel Carné ; *le Salaire de la peur*, de Henri-Georges Clouzot.

Rock

Jimmy Cliff

L'histoire de Jimmy Cliff ressemble à celle de la plupart des chanteurs jamaïquains. C'est aussi celle d'Ivan, bien sûr, le héros qu'il incarne dans l'excellent film du cinéaste jamaïquain Perry Henzell, *The harder they comme*, dont il a composé les principaux titres de la *bande sonore* et qui illustre avec force la pression qui règne dans l'île, ses antagonismes politico-religieux, les rêves un peu naïfs des musiciens face à la réalité implacable des *producteurs-escrocs* qui règnent en maître dans les circuits musicaux, l'incroyable misère des ghettos *face* à l'aisance des classes favorisées, un climat incertain qui flotte entre *la chaleur des passions et* la *froideur* de la mort. Ce film a contribué, en partie, à la popularité de Jimmy *Cliff* : les compositions qui en ont été extraites, *The harder they come, Many Rivers to cross, You can get it if you really want*, ont connu un succès international et se sont imposées comme des *classiques* du « *reggae* ».

Très jeune, donc, Jimmy Cliff quitte *les collines du centre de l'île pour* tenter sa chance à Kingston. C'est le début des années 60. Il se retrouve dans *les quartiers déshérités de* la capitale avec pour ambition d'enregistrer des disques et d'être classé dans *les hit-parades locaux, comme* tous les gamins de son âge qui n'ont d'autre espoir de s'en sortir que celui-ci. *C'est ce qu'il fait pour le* seul bénéfice de producteurs sans scrupules.

A cette époque, *le terme « eggae » n'existe pas encore, c'est le « ska ».* Et puis, dès l'âge de quinze ans, Jimmy Cliff voit son idéal se matérialiser : premier au hit-parade, il est le chanteur le plus en vue de l'île. *Un peu plus tard, il rencontre Chris* Blackwell, qui vient de créer une maison de disques, Island, avec lequel il signe son premier contrat.

En 1965, Jimmy Cliff s'installe en *Grande-Bretagne ,et c'est en écoutant* des chanteurs de « rhytm'n blues » américains comme Ottis Redding et Sam Cooke qu'il décide d'élargir le champ de son inspiration en couvrant *différentes options musicales*. Il n'en reste pas moins un compositeur et un *chanteur de « reggae »*, l'un des plus importants et des plus talentueux, et c'est lui qui, le premier, *avant même Bob Marley et les* Wailers, lui a ouvert la voie de l'Occident.

Aujourd'hui, il séjourne régulièrement dans sa maison de Kingston. Sa carrière musicale est assez *différente* de celles des groupes jamaïquais, en ce sens qu'elle a suivi un *chemin plus éclectique* ; *d'autre part*, Jimmy Cliff n'est pas un rasta, il est musulman, c'est dire que les « *roots* » (racines) *n'ont pas la même* signification pour lui ; ceci expliquant cela, ses textes abordent de façon *beaucoup plus discrète* les questions de religion. Jimmy Cliff est un chanteur doué d'une voix aux registres *multiples qui transporte des émotions* rayonnantes.

ALAIN WAIS.

★ Les 5 et 6 février, à 20 heures, à *l'Hippodrome de Paris*.

Jazz

« GOSPEL CARAVAN »

L'Américain Jerry Wilson a conçu *Gospel Caravan* comme un spectacle de *music-hall, à la mise en scène* très sobre, où une quinzaine de chanteurs, hommes et femmes, interprètent les classiques de la musique afro-américaine. Dans la première partie, les décors de Sabine Mignot et *les* costumes de *Dominique* Borg restituent à merveille ce que pouvait être une église noire pendant les années 40. Tout y est, le pasteur derrière sa chaire, et, près de lui, *le* pianiste, et *les* fidèles endimanchés répartis sur deux rangées de bancs en bois. Tour à tour, les personnages se lèvent, chantent, se rassemblent autour de l'un d'eux, pour faire les chœurs.

Cette première partie est consacrée à *l'illustration* du gospel et des spirituals avant que ces expressions ne sortent de leur refuge, l'Eglise baptiste, méthodiste ou sanctifiée. Linda Dingwall, qui a conçu la chorégraphie du spectacle, intervient souvent sur fond de piano, pour expliquer en français à l'auditoire ce que le gospel véhicule de vérité et *l'histoire*. *L'église noire* représente pour chacun des fidèles l'abri qui lui permet de se libérer de ses frustrations quotidiennes, *de crier sa* révolte, de se sentir proche de ses semblables avant de retourner dans la rue, *seul, et de n'être plus qu'un* citoyen de seconde classe.

Marion Williams, fondatrice du groupe des Stars of Faith, une des plus grandes chanteuses de la musique afro-américaine, est, avec la *doyenne* de la troupe, Sallie Martin, la tête d'affiche du spectacle, mais elle sait s'effacer juste assez pour ne pas rompre l'esprit collectif.

C'est au cours de la seconde partie, *située dans* le *théâtre* d'un *quelconque* quartier noir des Etats-Unis, que s'affirme nettement la part énorme *jouée* par le gospel dans la musique populaire moderne. Pour cette seconde partie, *la musique s'électrifie*, et, *autour* du pianiste et arrangeur Eddie Brown, prennent place l'organiste Jerome van Jones, le percussionniste ougandais Geoffrey Oryema, le bassiste John *Nichols*, et *le* batteur *Noel Mac Ghie. La* musique est celle des « Gospel caravans ». Ces caravanes désignent le mouvement amorcé dès le début des années 40, destiné à faire sortir le gospel de l'*église*. *C'est* la *musique de ces caravanes* que sont nées les harmonies des Beatles, en particulier, et, en général, les premiers *groupes* de rythm and blues et de rock and roll.

La jeune Tisha Campbell, qui a tout juste dix ans, est une des *attractions de la représentation*. Elle possède une voix extrêmement puissante et un métier égal à celui des plus grandes, notamment dans son interprétation de *Heaven*. Le gospel, si souvent imité et pillé est capable, sous sa forme originale, de susciter chez l'auditeur les sentiments les plus vifs, tant il va droit à l'essentiel, et surtout *lorsque*, comme ici, il est mis en valeur par des professionnels qui le respectent comme un art.

PAUL-ÉTIENNE RAZOU.

★ Jusqu'au 10 février au Théâtre de la Porte-Saint-Martin.

Notes

Variétés

Le dixième anniversaire du cirque Jean Richard

Dressant ses mâts à Ermenonville, le Cirque Jean Richard célèbre le dixième anniversaire de sa création.

La première enseigne de chapiteau portant le nom de l'acteur fit son apparition en 1956, mais c'est en 1969 *que le comédien* se lança vraiment dans l'aventure avec le Cirque *Jean Richard et* avec d'autres chapiteaux (Pinder, Galaxie, l'Hippodrome de Paris), qu'il racheta successivement ou qu'il lança (le Nouveau Cirque de Jean Richard).

La passion de Jean Richard pour le cirque, son dynamisme et sa ténacité, sa collaboration avec les grandes familles du cirque — notamment avec les Gruss — et son souci de rassembler ce qu'il y a de mieux dans chaque discipline ont été pour beaucoup en France dans la redécouverte du genre. Ils ont considérablement *aidé à susciter* un regain d'intérêt, une nouvel enthousiasme même pour l'univers de la piste et la part de poésie populaire et de merveilleux qu'il peut offrir parmi les silences et les rires, entre l'inquiétude et le moment de vérité.

Condamnés par la civilisation de l'audiovisuel, de grands chapiteaux ont disparu depuis dix ans, mais d'autres de dimension souvent plus modeste, plus artisanale, ont vu le jour, et le cirque a reçu sa reconnaissance officielle du ministère de la culture.

CLAUDE FLÉOUTER.

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : le Temps des cerises.
Chaillot, Grand Théâtre, 20 h. 30 : Bernard Haller.
Centre Pompidou, 20 h. 30 : Concert IRCAM, Atelier Hans Zender.

Les autres salles

Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 20 h. 45 : Ulysse au pays des merveilles.
Essaïon, I, 18 h. 30 : Tu me mènes en bateau ; 20 h. 30 : Abraham et Samuel ; 22 h. : la Maison dans les murs.
Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie la vie qu'on vit.
Gymnase, 21 h. : Coluche.
Huchette, 20 h. 30 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, I, 18 h. 30 : Bonsoir, Rrose Sélavy ; 20 h. 30 : Façades. — II, 18 h. 30 : Une heure avec F. G. Lorca ; 20 h. 30 : Di Giacomo, mime ; 22 h. 15 : A la recherche du temps perdu.
Marigny, 21 h. : le Cauchemar de Bella Manningham.
Nouveautés, 21 h. : la Petite Hutte.
Oblique, 20 h. 30 : Des petits cailloux dans les poches (dernière).
Palace Croix-Nivert, 20 h. : Rocky Horror Show.
Poche-Montparnasse, 21 h. 30 : le Premier.
Ranelagh, 20 h. 30 : la Cantate à trois voix.
Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : le Fer à cheval irlandais.
Théâtre du Marais, 20 h. 30 : De l'éducation des insectes ; 22 h. : le Pompier de mes rêves.
Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 15 : Phèdre ; 22 h. 15 : le Pompier de mes rêves.
Théâtrosphère Odéon, 20 h. 45 : la Mouette échouée dans le dampezzo.
Théâtre 93, 21 h. : Prothèses.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Et voilà l'travail.
Deux-Anes, 21 h. : A.-M. Carrière, M. Horgues.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Chris et Laure ; 21 h. 45 : Spectacle Prévert ; 23 h. : 20, rue Jacob.
Les Blancs-Manteaux, I, 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va ; 21 h. 30 : la Tour Vandenesle. — II, 20 h. 30 : A. Valardy.
Café d'Edgar, 20 h. 30 : Popeck ; 22 h. : Soigne tes ecchymoses, Gervaise. — II, 22 h. 30 : le Roi de Sodome.
Coupe-Chou, 20 h. 30 : le Petit Prince ; 22 h. : le Tour du monde en quatre-vingts jours ; 23 h. 15 : Raoul, je t'aime.
Cour des Miracles, 20 h. : D. Lavanan ; 21 h. : L. Rocheman.
Fanal, 19 h. 30 : Annette Lugand ; 21 h. 15 : le Président.
Nouveau Chic parisien, 21 h. 30 : l'Objet de mes hommages.
Petits-Pavés, 21 h. 15 : J.-P. Réginal ; 22 h. : Petites histoires sur les gens et les animaux.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 5 février

Le Plateau, 22 h. : le Klaxon.
Les Quatre-Cents-Coups, 20 h. 30 : Le fromage blanc s'est évanoui ; 21 h. 30 : Bye Bye, Baby ; 22 h. 30 : Poubelle Girl.

Les théâtres de banlieue

Asnières-sur-Seine, Grand Théâtre, 20 h. 30 : le Roi Lear.

Les concerts

Salle Gaveau, 21 h. : Ensemble orchestral de Paris, dir. G. Navarro, sol. Ch. Eda-Pierre, soprano (Haydn, Mozart, Haendel, Dvorak).
Athénée, 21 h. : M. Talvela, basse ; R. Gothoni, piano (Schubert, Brahms, Kilpinen, Rachmaninov).
Lucernaire, 21 h. : Duo Crommelynck, piano quatre mains (Schumann, Brahms, Schubert).
Théâtre Essaïon, 21 h. : M.-Th. Chailley, alto ; S. Milliot, violoncelle (Beethoven, Reger, Stamitz, Ibert, Danzi).
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain (Berg, Stravinski).
Radio-France, grand auditorium, 20 h. 30 : Melos Quartet (Stravinski, Chostakovitch, Schubert).
Théâtre des Champs-Elysées, 20 h. 30 : Orchestre de chambre de l'Orchestre de Paris (Ravel, Jolivet, Schubert).
Grand Théâtre de la Cité universitaire internationale, 21 h. : G. Poulet, violon ; H. Friedrich, alto ; J.-P. Gueneux, violoncelle (Schubert, Françaix, Beethoven).
Salle Cortot, 20 h. 30 : O. Catelin, piano ; Cl. Delange, saxophone (Constant, Rienier, Tisné, Charpentier).
Point-Virgule, 21 h. : M. Takaschiro, clavecin ; E. Israelievich, violon ; M. Morages, flûte (Bach, Leclair).
Troglodyte, 20 h. : Ch. Mége, flûtes traversières (S. Dubois).

La danse

Palais des sports, 20 h. 30 : Ballet du vingtième siècle M. Béjart (Petrouchka, l'Oiseau de feu, le Sacre du printemps).
Espace Cardin, 20 h. 30 : Petits pas et crac.

Jazz, pop', rock, folk

Le 28-Rue-Dunois, 21 h. : E. Dufourd, H. Brunet.
Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : Faton, Seguin, Vitous.
Campagne-Première, 20 h. : les Alligators ; 22 h. 30 : J.-C. Vannier ; 22 h. 30 : P. Cauvin (salle 2).
Hippodrome, 21 h. : Jimmy Cliff.
Petit Forum des Halles, 21 h. : Don Pullen.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

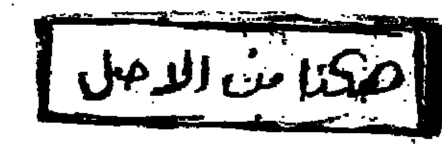
Chaillot, relâche.
Beaubourg, 15 h. et 17 h., Le cinéma et le fantastique (15 h. : le Fils du docteur Jekyll, de S. Friedman ; 17 h., Rendez-vous avec la peur, de J. Tourneur) ; 19 h., Le cinéma et le chemin de fer : Marguerite de la nuit, de C. Autant-Lara ; 21 h. : Panorama du cinéma roumain : le Hachereau, de M. Muresan.

Les exclusivités

L'ADOLESCENTE (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
L'ADOPTION (Fr., **) : Impérial, 2e (742-72-52) ; St-Germain Studio, 5e (033-42-72) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Olympic, 14e (542-67-42).
ALERTEZ LES BEBES (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
L'AMOUR EN FUITE (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 8e (770-86-64) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) (jusqu'à jeudi) ; Mayfair, 16e (525-27-06) (à partir de ven.) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'ARBRE AUX SABOTS (It., v.o.) : U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
L'ARGENT DES AUTRES (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) (jusqu'à jeu.) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Opéra, 9e (261-50-32).
AU NOM DU FUHRER (Belg.) : Studio St-Séverin, 5e (033-50-91).
BAKO, L'AUTRE RIVE (Fr.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Styx, 5e (333-08-40) ; La Clef, 5e (337-90-90).
BELFAGOR LE MAGNIFIQUE (It., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).
BLUE COLLAR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LES BRONZES (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).
LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : U G C Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
CAP HORN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Madeleine, 8e (073-56-03) ; Espace-Gaîté, 14e (326-99-34).
LA CARAPATE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) (jusqu'à jeudi).
LE CAVALEUR (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U G C Odéon, 6e (325-71-08) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
C'EST DINGUE, MAIS ON Y VA (Fr.) : Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).
LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paris, 8e (359-53-99) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cambronne, 15e (734-42-96) (jusqu'à jeudi) ; Ternes, 17e (380-10-41).
CINEMA PAS MORT, MISTER GODARD (Fr.-Am., v. am.) : Vidéostone, 6e (326-60-34).
LA CLE SUR LA PORTE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic Convention, 15e (828-42-27).
COMME DES ANGES DECHUS DE LA PLANETE ST-MICHEL (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
COMME CHEZ NOUS (Hong., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Parnassien, 14e (329-83-11).
CONFIDENCES POUR CONFIDENCES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Diderot, 12e (343-19-29) (jusqu'à jeu.) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LE CRI DU SORCIER (A.) (*) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
LE CYCLE (Ira., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES DENTS DE LA MER (A., v.f.) (2e partie) : Richelieu, 2e (233-56-70).

Les films nouveaux

SUPERMAN, film américain de Richard Donner (v o) : Boul'Mich, 5e (033-48-29) ; U G C Danton, 6e (329-42-62) ; Publicis Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v o - v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v f : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin Rouge, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
MARTIN ET LEA, film français d'Alain Cavalier : Quintette, 5e (033-35-40) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Cambronne, 15e (734-42-96).
QUAND JOSEPH REVIENT, film hongrois de Ziot Kezdi Kovacs (v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Studio Raspail, 14e (320-38-98) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA FILLE DE PRAGUE AVEC UN SAC TRES LOURD, film français de Danielle Jaeggi : Le Seine, 5e (325-92-46).
PARLONS-EN, film américain du collectif Mariposa (v.o) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; v.f. : Jean Renoir, 9e (874-40-75) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
LES MONSTRES SONT TOUJOURS VIVANTS, film américain de Larry Cohen (v o) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Mercury, 8e (225-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montparnasse, 18e (606-34-25).
RHINOCEROS, film américain de Tom O'Horgan (v o) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
JACK L'EVENTREUR, film anglo-allemand de Jeff Franco (v.f., **) : Cinévog-St-Lazare, 8e (874-77-44) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41) ; Broadway, 16e (527-41-16) ; Ritz, 18e (606-58-60).
LE GENDARME ET LES EXTRA-TERRESTRES, film français de Jean Girault, à partir de vendredi : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; France Elysées, 8e (723-71-11) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gambetta, 20e (797-02-74).



مكرر من الاصل

SPECTACLES

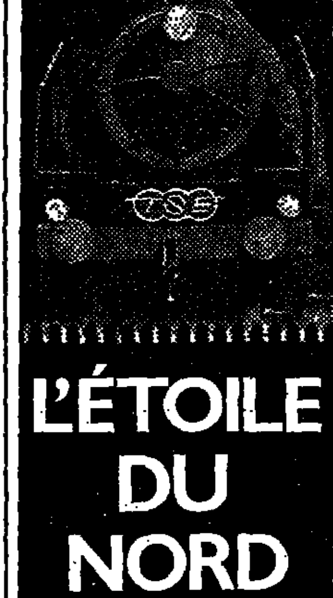
L'ESCLAVE DE L'AMOUR (Sov.), v.o. : Cosmos, 6e (548-62-25) (sauf mer., sam., dim. ap.-midi).
LE FAISEUR D'EPOUVANTES (A.) (*), v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Omnia, 2e (233-39-36) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
LA FEMME QUI PLEURE (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Nation, 12e (589-68-42) (jusqu'au jeudi) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42).
LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR (A.) v.o. : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86).
LA FRISEE AUX LARDONS (Fr.) : Paramount-City Triomphe, 8e (225-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (636-51-98).
FURIE (A.) (*), v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Gambetta, 20e (797-02-74) (jusqu'à jeudi).
GALACTICA, LA BATAILLE DE L'ESPACE (A.), v.o. : Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE GOUT DU SAKE (Jap.), v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LA GRANDE MENACE (Ang.), v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cin'ac, 2e (742-72-19).
GREASE (A.), v.o. : Elysées-Point Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) (jusq. jeu.) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LES HEROS N'ONT PAS FROID AUX OREILLES (Fr.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) (à partir de vend.) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) (jusqu'à jeudi) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44).
L'HOMME DE MARBRE (Pol., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
INTERIEURS (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Passy, 16e (288-62-34).
LA JUNGLE PLATE (Holl., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90) ; Action-République, 11e (805-51-33).
KOUNAK LE LYNX FIDELE (Sov., v.f.) : Cosmos, 6e (548-62-25) H. sp.
LA MALEDICTION DE LA PANTHERE ROSE (A., v.o.) : Balzac, 8e (359-52-70) ; George-V, 8e (225-41-46).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14) H. sp. ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
MOLIERE (Fr.), (deux époques) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13) ; Gaumont-Rive-Gauche, 6e (548-26-36) ; France-Elysées, 8e (723-71-11) (jusqu'à jeudi).
MORT SUR LE NIL (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).
NOSFERATU, FANTOME DE LA NUIT (All., v.o.) (*) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassien, 14e (329-83-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) (jusqu'à jeudi) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
L'OURAGAN VIENT DE NAVARONE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) (jusqu'à jeudi).
PAIR ET IMPAIR (It., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-City Triomphe, 8e (225-45-76).
PAREIL PAS PAREIL (Fr.), Marais, 4e (278-47-86).
LE POT DE VIN (It., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23).
REMEMBER MY NAME (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LE ROUGE DE CHINE (Fr.), Marais, 4e (278-47-86), h. sp.
SIMONE DE BEAUVOIR (Fr.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Racine, 6e (633-43-71).
SONATE D'AUTOMNE (Suéd., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Parnassien, 14e (329-83-11).
LA SORCELLERIE A TRAVERS LES AGES (Suéd., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LE SUCRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) (jusqu'à J.), Marignan, 8e (359-92-82) (jusqu'à J.), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48).
LE TEMPS DES VACANCES (Fr.) : ABC, 2e (236-55-54), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Balzac, 8e (359-52-70), Paris, 8e (359-53-99), Caméo, 9e (246-66-44), Athéna, 12e (343-07-48), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Murat, 16e (651-99-75), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gambetta, 20e (797-02-74).
UNE HISTOIRE SIMPLE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) (jusqu'à J.), Impérial, 2e (742-72-52), Quintette, 5e (033-35-40), Colisée, 8e (359-29-46), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
UN MARIAGE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32).
LES YEUX DE LAURA MARS (A., v.o.) (**) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.o., v.f. : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59), Mistral, 14e (539-52-43), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02).

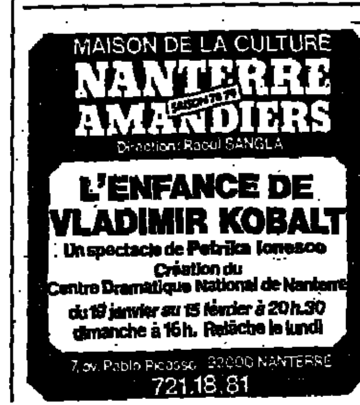
Les festivals

CHATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14) (v.o.), I. 13 h. : Lawrence d'Arabie ; 16 h. 05 : le Dernier Tango à Paris ; 18 h. 10 : l'Epouvantail ; 20 h. 10 + sam. 0 h. 15 : Cabaret ; 22 h. 15 : Taxi Driver ; II 14 h. : Citizen Kane ; 16 h. 10 : A bout de souffle ; 18 h. : Cria Cuervos ; 20 h. : To be or not to be.
ELDORADO, 10e (208-18-76) : Fête du fantastique.
ACACIAS, 17e (754-97-83) (v.o.) : 14 h. : Missouri Breaks ; 16 h. : le Tournant de la vie ; 18 h. : Rocky Horror Picture Show ; 19 h. 45 : Une étoile est née ; 22 h. : Portier de nuit ; sam., 24 h. : Rocky Horror Picture Show.
MARX BROTHERS (v.o.) : Nickel Ecoles, 5e (325-72-07) : la Soupe au canard.
GRETA GARBO (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Ninotchka.
LES GRANDS ROMANTIQUES (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50) : A l'est d'Eden.
FEMMES A L'ECRAN (v.o.), Epée de bois, 5e (337-57-47) : la Salamandre.
FESTIVAL HOMOSEXUALITE : Bu-boquet, 6e (222-87-23) (v.o.) : Flesh.
ESPACE 79, 9e (265-00-29), cinéma en marge, sélection 78.
CHEFS-D'ŒUVRE ET NANARS DU CINEMA FRANÇAIS : Actio. République, 11e (805-51-33) : les Portes de la nuit.
ANTHOLOGIE DU WESTERN, v.o., Olympic, 14e (542-67-42) : les Sept Mercenaires.
BOITE A FILMS, 17e (v.o.) (754-51-50). I. 13 h. 10 : la Fureur de vivre ; 15 h. 10 : le Lauréat ; 19 h. 30 : le Dernier Tango à Paris ; 21 h. 45 : Phantom of the Paradise ; sam. : 23 h. 30 : The Song remains the same. - II. 13 h. 30 : Jeremiah Johnson ; 15 h. 30 : Nos plus belles années ; 17 h. 45 : Love ; 20 h. : Mort à Venise ; 22 h. 15 : Délivrance ; sam., 0 h. 15 : Panique à Needle Park.
STUDIO GALANDE, 5e (033-72-71) (v.o.), 13 h. 40 : les Damnés ; 16 h. 20 : le Grand Frisson ; 18 h. 10 : The Rocky Horror Picture Show ; 19 h. 30 : Un tramway nommé Désir ; 22 h. 15 : Salo ; sam., 0 h. 15 : la Répulsion.
CYCLE JOHAN VAN DER KEUKEN (Holl., v. angl.) : le Péripha, 14e (588-21-65) En alternance Blind Child, The Wall, The Spirit of the Time, The Palestinians.

Les grandes reprises

L'ARNAQUE (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40).
ANNIE HALL (A., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
UN APRES-MIDI DE CHIEN (A., v.f.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76).
BLUE JEAN (Fr.) : Calypso, 17e (754-10-68).
BORSALINO (Fr.) : Cin'ac, 3e (742-72-19).
CASANOVA, DE FELLINI (It., v.o.) : Les templiers, 3e (272-94-56).
CENDRILLON (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; U.G.C. Gare-de-Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Napoléon, 17e (380-41-46) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
CEREMONIE SECRETE (A., v.o.) : Dominique, 7e (705-04-55).
LES CONTES DE LA LUNE VAGUE APRES LA PLUIE (Jap., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
LES CONTES IMMORAUX (Pol., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Images, 18e (522-47-94).
2001, L'ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-72-86).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.f.) : Denfert, 14e (033-00-11).
FELLINI ROMA (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56).
FRANÇOIS ET LES CHEMINS DU SOLEIL (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.f.) : Haussmann, 9e.
FRITZ THE CAT (A., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Haussmann, 9e (770-47-55).
LA GRANDE BOUFFE (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE GRAND SOMMEIL (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
HATARI (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Royal-Rivoli, 3e (272-61-44).
IF (Angl., v.o.) : Luxembourg, 6e.
JETONS LES LIVRES, SORTONS DANS LA RUE (Jap., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.o.) (70 mm) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE JEU DE LA MORT (Chin., v.f.) : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LENNY (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34).
MON ONCLE (Fr.), André-Bazin, 13e (337-74-39).
MONTY-PYTHON, SACRE GRAAL (Angl., v.o.) : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).
NEW-YORK NEW-YORK (A., v.o.) : Palais des arts, 3e (272-62-98).
NEW-YORK NE REPOND PLUS (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47).
LES PIEDS DANS LE PLAT (A., v.f.) : Palace-Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
NOSFERATU (All., v.o.) (Murnau) : Studio-Cujas, 5e (033-89-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LA PLANETE SAUVAGE (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e.
PORTIER DE NUIT (It., v.o.) : Champo, 5e (033-51-60).
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-TOI (A., v.o.) : Cinoche-Saint-Germain, 6e ; Daumesnil, 12e (343-52-97).
LE PRETE-NOM (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
SAMSON (Pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
SEBASTIANE (Angl., v. lat.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Daumesnil, 12e.
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE (A., v.o.) : Cinoche, 6e.
LE TROISIEME HOMME (Angl., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).





RADIO-TÉLÉVISION

VU

La fête

*Tuant, ce week-end l'*On purge bébé*, de Feydeau ; la « Nuit des Césars », le film de Wajda, la* Terre de la grande promesse, *celui de Rossellini, le* Voyage en Italie... *On a couru de cinéma en théâtre et en soir de gala. En allant nous coucher dimanche, après le « Ciné-Club », épuisés et ravis, on se disait que la télé c'est quand même sensationnel. Pouvoir aller comme ça, sans sortir de chez soi, pour voir en matinée à l'Odéon, avec le public, ce* Goldoni, *mis en scène par Strehler (Antenne 2), dont tout le monde parle encore à Paris, ça fait vraiment plaisir.*

D'autant qu'à l'entracte il suffisait d'appuyer sur le bouton pour assister, sur TF 1, à l'arrivée du Grand Prix du Brésil, en compagnie du constructeur de la JS-11, Guy Ligier. Il était fou de joie. Sa femme aussi.

Goldoni, *il a d'ailleurs fallu le lâcher en route, devoir oblige, et passer sur FR 3, dont l'invité, curieusement, était Maigret, oui, le commissaire Maigret, le personnage de Simenon. Il y avait là un ancien commissaire de la direction de la P.J., un reporter et même l'auteur d'une biographie,* Commissaire Maigret, qui êtes-vous ? *On s'est livré à une véritable enquête policière.* Interrogatoires, renseignements, *révélations : il aimait la blanquette de veau, il habitait boulevard Richard-Lenoir. Se serait-il agi d'un Vidocq, on n'aurait pas procédé autrement.*

Il ne faut tout de même pas exagérer, le père de Maigret est toujours là, et bien là. Il n'a pas voulu participer à l'émission, d'accord, mais, enfin, on a quand même retrouvé dans les archives l'excellent portrait-souvenir de Roger Stéphane, dont on a donné, grâce à Dieu, de larges extraits.

Encore un bon moment de télévision, *tenez. Elles étaient remarquables les interviewes, au temps du noir et blanc, discrètes, précises, affûtées, rapides. Le journaliste, on ne le voyait pas, on l'entendait à peine. Il n'avait pas encore pris l'habitude de se glisser sans cesse dans le champ et d'assommer la personnalité du jour de questions en forme de discours appelant pour toute réponse un* « Vous avez bien raison » *ou un* « C'est bien cela, oui », *dont on voit s'inscrire immédiatement le reflet sur le visage satisfait de son interlocuteur.*

CLAUDE SARRAUTE.

LUNDI 5 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

18 h. 25, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, Feuilleton : L'étang de la Breure ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, C'est arrivé un jour ; 20 h., Journal.

20 h. 35, FILM (soirée jeune cinéma allemand) : LA FAILLE, de P. Fleischmann (1974), avec M. Piccoli, U. Tognazzi, M. Adorf, A. Asti, D. Starenios.

Dans un Etat totalitaire, un citoyen paisible, soupçonné de subversion à l'égard du régime, est pris au piège de la « non-violence » psychologique de deux policiers qui l'escortent.

Adaptation ratée et ennuyeuse d'un roman de l'écrivain grec Antonis Samarakis, proche de Kafka et de Graham Greene.

22 h. 25, Documentaire : Le nouveau cinéma allemand.

A propos d'un film — une coproduction très peu allemande — de Fleishmann, qui n'a jamais appartenu au groupe de ceux qui ont fait naître le « nouveau cinéma allemand », Bernard Volker en présente les vrais pères. Ces intellectuels violents, ces révolutionnaires de l'art ont leur légende, mais au-delà des circuits art et essai sont mal connus. Quelques-uns seront présentés (W. Herzog, R. W. Fassbinder, V. Schlöndorf, H. J. Syberberg, A. Klüge et W. Wenders). Comme ils ont été aidés à leurs débuts par leur télévision, il reste à souhaiter que la nôtre suive l'exemple.

23 h. 25, Journal.

CHAINE II : A 2

18 h. 35, C'est la vie : En direct de Longwy et Les handicapés mentaux.

18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Nicole Croisille) ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Variétés : Exclusif MIDEM.

Enregistrée les 20, 21, 22 et 23 janvier à Cannes, cette émission est entièrement consacrée au MIDEM. Interviews et chansons de Michel Sardou, Yves Duteil, Nana Mouskouri, Mort Schuman, Julien Clerc, etc.

21 h. 40, Magazine : Question de temps (Norodom Sihanouk).

Le prince Norodom Sihanouk est interviewé à New-York par Jean-Pierre Elkabbach, Paul Nahon et Jacques Segui.

22 h. 40, Série : Bande à part (Shakespeare and Company, kilomètre zéro-Paris).

Une librairie pas comme les autres, ouverte aux routards en balade et aux amateurs peu fortunés...

23 h. 10, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : Jean de Grouchy ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma public) : LE DERNIER BAISER, de D. Grassian (1977), avec A. Girardot, M. Pacôme, B. Fresson, D. Meyniel, J. Rosny.

Une femme chauffeur de taxi, en proie à un chagrin d'amour, se passionne pour la cause d'une bourgeoise trompée par son mari et accompagne celle-ci à Bruxelles, sur les traces de l'infidèle.

Une comédie drôle et subtile sur le romantisme de la passion. Deux actrices populaires remarquablement employées.

22 h. 15, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Paroles et écrits du bocage : « D'un fût gélif », de J.-L. Trassard ; 21 h., L'autre scène, ou les vivants et les dieux : Qu'est-ce que le chiisme spirituel ? ;

A l'heure où l'Iran retourne aux dogmes rigides du Coran, cette rediffusion d'une émission de Philippe Némo éclairera les pour et les contre : Hossein Nasr, chef spirituel chiite, et le docteur Nourbesh, maître d'une secte soufi, expliquent, de Téhéran, leur croyance.

22 h. 30, Nuits magnétiques : A la recherche de Dostoïevski.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du grand auditorium de Radio-France : « Trois Pièces pour quatuor » (Stravinski), « Quatuor en ré bémol majeur n° 10 » (Chostakovitch), « Quatuor en ré mineur » (Schubert), par le Quatuor Melos de Stuttgart ; 22 h. 30, Ouvert la nuit ; 23 h., Bruits de flûtes.

MARDI 6 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

12 h. 15, Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h., Journal ; 13 h. 45, Le regard des femmes : les mères célibataires.

18 h., Magazine TF 4 ; 18 h. 25, Un, rue Sésame ; 18 h. 55, Feuilleton : L'étang de la Breure ; 19 h. 10, Une minute pour les femmes ; 19 h. 45, C'est arrivé un jour ; 20 h., Journal.

20 h. 35, Documentaire : Des paysans (1. Les racines), de J.-C. Bringuier et H. Knapp.

21 h. 35, Variétés : Arouapeka.

Avec les Frères ennemis, Alice Dona, Adamo, Hervé Vilard, Jean-Claude Monet, etc.

22 h. 25, Magazine Questionnaire : Espagne, Europe et eurocommunisme.

Avec M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol. Le 1er mars, l'Espagne élira son premier Parlement dans le cadre de la Constitution votée en décembre, phase ultime du processus qui a commencé il y a trois ans et visant à l'établissement d'une démocratie qui reste fragile. De Madrid, Santiago Carrillo répondra aux questions de Jean-Louis Servan-Schreiber.

23 h. 25, Journal.

CHAINE II : A 2

11 h. 30, Sports : Ski (Slalom géant dames) ;

12 h., Quoi de neuf ? ; 12 h. 15, Série : Les compagnons de Jéhu ; 12 h. 45, Journal ; 13 h. 35, Télévision régionale ; 13 h. 50, Feuilleton : Une Suédoise à Paris ; 14 h., Aujourd'hui, madame (Les grandes voyageuses) ; 15 h., Emissions pédagogiques : Cousons, cousines ; 15 h. 30, Libre cours ; 17 h. 25, Fenêtre sur... les livres et l'histoire ; 17 h. 55, Récré A 2 ; 18 h. 35, C'est la vie : les handicapés mentaux ; 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45, Top-club (Nicole Croisille) ; 20 h., Journal.

20 h. 40, Les dossiers de l'écran, document : Si vous écoutiez vos enfants ?

Vers 22 h., Débat : Comment nos enfants nous jugent-ils ?

Avec Mmes M. Pelletier, ministre délégué à la condition féminine ; M. Cardinal, écrivain, J. Dana, journaliste ; MM. J.-J. Guillermet, psychopédagogue, inspecteur de l'éducation nationale ; G. Rapaille, docteur en psychologie.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

18 h. 30, Pour les jeunes ; 18 h. 55, Tribune libre : L'ordre rosicrucien ; 19 h. 20, Emissions régionales ; 19 h. 55, Dessin animé ; 20 h., Les jeux.

20 h. 30, FILM (cinéma pour tous) : LA PERLE NOIRE, de R. Thorpe (1953), avec R. Taylor, S. Granger, A. Blyth, H. Rowland, B. Saint-John, K. Wynn. (Rediffusion.)

Au cours d'une campagne de pêche à la baleine, un marin retrouve son frère — un aventurier — disparu. Celui-ci voudrait récupérer un sachet de perles précieuses, immergé près d'une île du Pacifique.

L'aventure hollywoodienne et l'affrontement de Robert Taylor et Stewart Granger.

22 h., Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues avec... C. Goyet et C. Revon : « Des boutiques de droit : pour quoi faire ? » ; 21 h. 15, Musiques de notre temps : Hommage à F. Poulenc ; 22 h. 30, Nuits magnétiques : A la recherche de Dostoïevski.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, En direct du grand auditorium de Radio-France : « Ouverture de la grotte de Fingal » (Mendelssohn), « Concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur » (Schumann), « Symphonie n° 9 en ré mineur » (Bruckner), par le Nouvel Orchestre Philharmonique, dir. U. Segal, avec P. Tortelier ; 23 h., Ouvert la nuit : Bruits de flûtes ; 1 h., Jazz pastel : Le cabaret du jazz, avec Don Cherry.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 5 FEVRIER

— La veuve de l'ancien général SS *Reinhard Heydrich*, tué en 1942 par des résistants chèques, est interviewée au cours du journal d'Antenne 2, à 20 heures.

MARDI 6 FEVRIER

— *M. Jean-Pierre Soisson*, ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs, participe au journal de TF 1, à 13 heures.

— M. Jean-Louis Servan-Schreiber reçoit *M. Santiago Carrillo*, secrétaire général du P.C. espagnol, sur le thème « Espagne, Europe et eurocommunisme », au cours du magazine « Questionnaire », sur TF 1, à 22 h. 20.

ÉDUCATION

UNE CAMPAGNE AUPRÈS DES ENSEIGNANTS

La C.G.T. veut « tenir sa place dans le combat pour l'enseignement »

La C.G.T. lance une campagne à l'intention des enseignants. Un tract de quatre pages tiré à sept cent mille exemplaires doit être diffusé par les unions locales auprès des personnels enseignants et non-enseignants de l'éducation. Le texte reproduit la partie consacrée à l'enseignement dans le discours prononcé par M. Georges Séguy lors du quarantième congrès de la C.G.T. réuni à Grenoble du 26 novembre au 2 décembre 1978.

Pour l'organisation syndicale, il s'agit de rechercher de *« larges convergences »* entre les enseignants et les travailleurs afin de *« s'opposer aux objectifs du pouvoir et* (d'aider) *à définir de quel enseignement, de quelle formation, ont besoin les jeunes, les travailleurs de notre pays, et dans quelles conditions les enseignants rempliront leur fonction sociale (...) ».*

En déclarant vouloir *« tenir sa place dans le combat pour l'enseignement, la formation, l'université, la recherche »*, la C.G.T. sait qu'elle s'engage sur un terrain qu'elle n'occupe guère — sauf dans les lycées d'enseignement professionnel par l'intermédiaire du Syndicat national des enseignements techniques et professionnels, — et où elle rencontrera la Fédération de l'éducation nationale : *« Les dirigeants de la FEN devront prendre l'habitude de côtoyer la C.G.T. dans ce combat. Peut-être que cela contrariera la politique ambiguë de l'actuelle direction de la FEN (...), mais il est des contrariétés susceptibles de favoriser des améliorations. »*

Cependant, comme le rappelle le tract, la C.G.T. a refusé d'*« ouvrir ses portes à ceux des enseignants qui le désirent... »*, car *« il faut bien comprendre que les enseignants sont extrêmement attachés — et à juste titre — à l'unité dans leur organisation ».*

La diffusion du tract de la C.G.T. a provoqué une riposte immédiate de la FEN qui, dans un communiqué, fait observer que *« par ses quarante-quatre syndicats nationaux* [elle] *recueille l'adhésion de l'immense majorité des personnels enseignants, et s'interroge sur les motivations réelles de cette initiative dont elle n'a été informée à aucun moment ».*

« La méthode, poursuit la FEN, *qui consiste à ignorer les organisations syndicales représentatives pour s'adresser directement aux travailleurs relève d'une stratégie qui va à l'encontre de l'unité syndicale, voire de l'unité d'action. »* La FEN affirme, néanmoins, son intention de renouveler, lors de la prochaine rencontre avec la C.G.T. à la mi-février, ses propositions d'action commune sur les problèmes d'emploi, d'éducation et de formation, bien que, dit-elle, *« elle se soit heurtée jusqu'ici à un refus ».*

● *L'Union des grandes écoles* (U.G.E.) a élu à sa présidence, le dimanche 4 février, à l'occasion de son congrès, Mlle Annette Huard, étudiante à l'Institut national d'agronomie de Paris. Les congressistes ont notamment demandé *« un enseignement de qualité accessible à tous, une formation fondamentale de plus haut niveau, des stages intégrés et une initiation à la recherche ».* L'U.G.E. demande aussi une augmentation de 30 % du taux des bourses et l'instauration progressive d'une allocation d'études.

M. MEXANDEAU (P.S.) : les langues et les cultures régionales sont plus que jamais ignorées du pouvoir central.

M. Louis Mexandeau, député du Calvados, délégué du P.S. à l'éducation, estime, dans une question écrite, que, *« malgré les promesses électorales du gouvernement, les langues et les cultures régionales sont plus que jamais ignorées du pouvoir central ». « C'est pourquoi,* déclare-t-il, *les élus locaux du P.S. se mobilisent sur le terrain pour exiger des mesures immédiates et concrètes afin d'ouvrir l'enseignement aux langues minoritaires. Tel est, par exemple, le sens du vœu adopté par le conseil général de l'Aude, à majorité socialiste, rappelant à M. Beullac les promesses de M. Haby concernant l'enseignement des langues régionales en quatrième et de l'intervention des socialistes au Parlement européen en faveur de l'occitan et d'autres langues minoritaires des pays de la Communauté. »*

M. Mexandeau demande que *« les problèmes des langues et des cultures minoritaires soient pris en compte dans la formation des maîtres, la réorganisation des programmes et des rythmes scolaires ».*

UNE ENQUÊTE SUR LES LYCÉENS D'ORLÉANS

Un « pessimisme massif » qui « engage au repli sur l'existence domestique »

De notre correspondant

Les lycéens d'Orléans s'intéressent « moyennement » à leurs études, et le lycée n'est pour eux qu'un « lieu de travail et non un milieu de vie ». La télévision et la bande dessinée n'ont pas pour eux l'importance qu'on suppose. Enfin et surtout, ils font preuve pour l'avenir d'un « pessimisme massif ».

C'est ainsi qu'ils apparaissent dans une enquête menée par « la Tribune d'Orléans » auprès de trois cent quarante-sept élèves des quatre lycées de la ville et analysée par M. Antoine Prost, professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Orléans, directeur de la publication.

C'est l'image de la population lycéenne dans une agglomération de 200 000 habitants à une centaine de kilomètres de Paris. En octobre 1978, « le Monde de l'éducation » avait analysé une enquête (en cent quatorze questions) menée auprès de cinq mille lycéens français par le guide « l'Etudiant ». Elle faisait apparaître des jeunes conformistes plutôt contents de leur sort — même si le lycée les ennuie, — peu décidés à changer la société bien qu'ils s'y adaptent surtout par résignation et se déclarent préoccupés par le chômage.

● **LES ETUDES**

La grande majorité des lycéens interrogés s'intéressent *« moyennement »* à leurs études, les filles manifestent plus d'intérêt que les garçons. Les différences sont sensibles entre les sections : 69 % des littéraires déclarent aimer les langues, et 50 % le français ; en revanche, parmi les scientifiques, 53 % disent aimer les mathématiques et 26 % les sciences. *« La voie choisie par les scientifiques est peut-être celle de la réussite sociale, à coup sûr, ce n'est pas celle de l'intérêt spontané »,* estime sur ce point Antoine Prost. Ces différences se retrouvent quand on examine la somme de travail en dehors des cours : 62 % des scientifiques y passent 15 heures par semaine au moins contre 24 % des littéraires.

● **LES LOISIRS**

Les enseignants qui se lamentent sur l'influence néfaste de la télévision peuvent être rassurés : les lycéens en font un usage « raisonnable » : moins d'un sur cinq la regarde tous les soirs à Orléans. Moins de la moitié lisent des bandes dessinées. Mais le cinéma et la pop music (six lycéens sur dix en écoutent habituellement) sont des « valeurs sûres ». Quant aux sports, *« les moralistes habitués à gémir sur la disparition du sens de l'effort devraient modérer leurs propos »* : 63 % des lycéens font habituellement du sport, et le tennis arrive en tête. Le « démantèlement » du sport scolaire est nettement perceptible : pour un lycéen qui pratique un sport dans une association scolaire, trois sont inscrits dans un club.

● **LA FAMILLE**

Les distances prises à l'égard du lycée se retrouvent à l'égard de la famille. L'autonomie se conquiert à seize ans pour les garçons, à peine plus tard pour les filles. Toutefois les parents ne renoncent pas pour autant à exercer leur autorité qui *« change plutôt de forme »,* par le biais de la discussion, *« voire de la négociation »,* au point que *« ceux qui vont très loin dans l'émancipation restent minoritaires ».*

● **LA VIE LOCALE ET L'ACTUALITE**

La connaissance de la vie locale est « bonne » : 6 lycéens sur 10 lisent la presse locale ; mais l'intérêt pour les affaires d'Orléans est jugé « moyen » : 3 sur 10 se sentent concernés par la fermeture des maisons des jeunes et de la culture de la ville, 2 sur 10 par l'aménagement de la place de la cathédrale, deux sujets qui font pourtant la « une » de l'actualité locale depuis plusieurs mois.

26 % d'entre eux lisent des quotidiens parisiens : 75 sur 347 enquêtés lisent *le Monde* ; *le Figaro*, qui arrive en seconde position, ne trouve que 7 lecteurs.

● **UN AVENIR SANS ESPOIR**

C'est le dernier chapitre de l'enquête qui retient le plus l'attention. *« Que les lycéens voient leur avenir personnel en rose ou en gris, ils voient toujours celui du monde en noir »* : 40 % augurent mal de leur propre avenir ; 83 % se déclarent pessimistes sur l'avenir collectif. Des visions d'apocalypse hantent l'esprit des jeunes. *« Je préfère me cacher les yeux ! »,* s'exclame un élève de seconde, tandis qu'un autre (dix-huit ans), élève de terminale, déclare : *« L'avenir pour moi, c'est de vivre heureux dans une société qui vous offre toutes les possibilités de ne pas l'être. »*

Face à cet avenir « bouché », *« la recherche du bonheur petit-bourgeois demeure un idéal tenace » : « Avoir un bon métier qui gagne bien, être marié, avoir un pavillon et une voiture »,* écrit un élève de B.E.P. (1). *« Mariage, divorce, ribambelle d'enfants comme tout le monde »,* précise une fille de dix-sept ans.

Pour Antoine Prost, *« ce pessimisme massif qui décourage évidemment le militantisme et engage au repli sur l'existence domestique est un fait social de première importance ; la chute de la natalité est solidaire de ce contexte ».* Le chômage, la guerre, puis « assez loin », le péril nucléaire et la pollution sont les raisons avancées par les lycéens de ce pessimisme, *« qui constitue la pire des accusations qu'on puisse adresser à la société des adultes ».*

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Brevet d'études professionnelles.

● *La formation des instituteurs et la défense des écoles normales. — « Nous sommes au milieu du gué et s'il n'intervient aucune amélioration de la rémunération des maîtres, il n'y aura pas de réformes »,* a déclaré M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.), samedi 3 février à TF 1. *« Si la négociation avec le ministère de l'éducation a progressé sur l'allongement à trois années de la formation et sa sanction par une certification universitaire,* a reconnu M. Guy Georges, *elle n'a guère avancé sur le relèvement indiciaire du traitement des instituteurs. »* D'autre part, pour protester contre la suppression de quatre cents postes de professeurs d'écoles normales et la réduction du recrutement des élèves-instituteurs, le thème du meeting et de la manifestation nationale organisés par le SNI, avec le Syndicat national des professeurs d'école normale (S.N.P.E.N.-FEN), le mardi 6 février à Paris, sera : *« Une école normale par département. »*

CATASTROPHES

DES INONDATIONS PROVOQUENT LA MORT DE QUATRE-VINGT-QUINZE PERSONNES AU BRÉSIL

(De notre correspondant.)

Rio-de-Janeiro. — Quatre-vingt-quinze morts, cinquante-cinq mille sans-abri, tel est le bilan des pluies torrentielles qui s'abattent depuis une quinzaine de jours sur la région centre-est du Brésil. Les deux Etats le plus touchés sont le Minas Gerais et l'Espirito-Santo, où plus d'une centaine de communes ont été déclarées en situation de « calamité publique » par les autorités. Mais les Etats de Rio-de-Janeiro et de Bahia sont maintenant à leur tour largement affectés. Plus à l'ouest l'ensemble du bassin de l'Amazonie brésilienne et la partie orientale de la Bolivie font face aussi à de sérieuses inondations. L'organisation des secours est très délicate.

Dans des dizaines de villages, les familles quittent leurs habitations des zones basses, parfois en barque, pour s'installer dans des églises ou des bâtiments publics. Aux personnes noyées, parfois dans leurs maisons, s'ajoutent les victimes des éboulements et des glissements de terrain.

Belo-Horizonte elle-même, la troisième ville du Brésil, compte déjà près d'un millier de sans-abri. Les secours sont plus difficiles à apporter en zone rurale, d'autant que, dans le Minas-Gerais, l'habitat dispersé rend plus difficile l'évaluation des dommages. Les portes du barrage de Tres-Marias, le plus important de la région, ont dû être ouvertes, le niveau du lac n'étant plus qu'à 60 centimètres des rives.

Si les orages tropicaux, violents mais brefs, sont fréquents en cette saison, les pluies continuelles et intenses sont un fait exceptionnel dans la région.

Le ministre de l'intérieur M. Rangel Reis a admis que les ressources du « fonds spécial de calamité publique », normalement destiné à ce type de situation, seront sans doute cette fois insuffisantes.

THIERRY MALINIAK.

CARNET

Naissances

— Régine DEFORGES et Pierre WIAZEMSKY sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille,
Léa,
le 30 janvier 1979.

— Michèle et Jean-Paul LEMONDE, Guillaume, Stéphane et Benoît ont la joie de faire part de la naissance de
Baptiste,
le 16 janvier 1979.
23, avenue du Onze-Novembre,
69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.

Fiançailles

— M. et Mme Yves MALECOT,
M. et Mme Marc GILLER,
sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants
Martine et Alain,
59, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.
45, boulevard Murat,
75016 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de
Mlle Katherine SZERAUC,
fille de M. Georges Szerauc et de Mme, née Cécile Rey,
avec
M. Guillaume SEGALEN,
fils de M. Ronan Segalen et de Mme, née Yvonne Blutel,
petit-fils du capitaine de corvette (E.R.) André Blutel.
Montrésor,
Saint-Cloud.

Mariages

Claire MIALARET
et François MORLAT
sont heureux de faire part de leur mariage qui a eu lieu le 16 décembre 1978 à Detroit (Mich.) U.S.A.
17, rue Arthur-Petit,
78220 Viroflay.

Décès

LUCIEN BARNIER

Nous apprenons la mort survenue le 3 février, à Paris, de notre confrère
Lucien BARNIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
titulaire des médailles
de la Résistance, des Engagés volontaires et des Evadés de France.

[Né à Paris le 19 septembre 1918, Lucien Barnier était licencié ès lettres. En 1943, il commence sa carrière de journaliste à Radio-France à Alger et, l'année suivante, après avoir été chargé de la presse au cabinet du commissaire de la République à Marseille, il crée à Paris les émissions pour la jeunesse de la Radiodiffusion française.

Membre du parti communiste, il mène parallèlement une grande activité de militant au sein de la section C.G.T. des journalistes de la radio nationale qu'il doit quitter à l'époque de la guerre froide. Permanent du P.C., il a l'occasion, au cours de plusieurs séjours en U.R.S.S., de prendre connaissance des projets de lancement de satellites, ce qui lui permet, en octobre 1957, lors du premier vol spatial, de donner à la presse française d'abondantes précisions sur les Spoutnik.

Devenu rédacteur scientifique à « l'Humanité » et à Radio-Luxembourg, Lucien Barnier abandonne le P.C. en 1961, après y avoir milité pendant vingt-deux ans ; il a retracé dans un ouvrage paru en 1978 (« J'ai quitté le parti pour Dieu ») le cheminement qui l'a ensuite conduit à la foi catholique.

Il revient en 1970 à l'O.R.T.F. et collabore jusqu'à ces derniers mois, avant d'être frappé par la maladie, à France-Inter, à France-Culture, à Radio-France International et à FR 3.

En 1960, il avait créé l'agence de presse Science-service dont il était, depuis lors, rédacteur en chef, et il collaborait à plusieurs quotidiens régionaux.

Lucien Barnier avait publié une dizaine de livres : « la Terre, planète inconnue », « A quoi rêvent les savants soviétiques », « Terres du ciel », « Aux frontières de l'inconnu », « la Télévision entre les lignes », « Adaptation et transformation de l'homme », « l'Odyssée des océanautes », « les Années terribles », « les Années terribles de l'espérance ».

Il était également un pilote d'avion passionné.]

CLÉMENT BRESSOU

— Nous avons appris le décès, survenu le 31 janvier, à Toulouse, de
M. Clément BRESSOU,
membre de l'Institut,
des Académies de médecine,
d'agriculture, et vétérinaire,
commandeur de la Légion d'honneur.
Ses obsèques ont eu lieu à Montauban, dans la plus stricte intimité familiale.
09800 Castillon.

[Né le 22 février 1887 à Montauban (Tarn-et-Garonne), Clément Bressou avait fait ses études au collège de Castelsarrasin et à l'Ecole nationale vétérinaire de Toulouse.

Professeur à cette même école vétérinaire de 1912 à 1924, il devint professeur d'anatomie à l'Ecole d'Alfort (1924 à 1957), puis inspecteur générale des écoles vétérinaires (1941), directeur (1934-1957), puis directeur honoraire de l'Ecole vétérinaire d'Alfort et de l'Institut de médecine vétérinaire exotique.

Le professeur Bressou devient, en 1956, membre de l'Institut (Académie des sciences) et président, en 1953, de l'Académie d'agriculture de France, membre de l'Académie de médecine en 1950.

Il fut aussi directeur général (1930-1956) et directeur général honoraire des réserves de la Société nationale d'acclimatation, président de la section permanente du Conseil national de la protection de la nature, et membre de nombreuses autres sociétés savantes françaises et étrangères.

Spécialiste de l'anatomie comparée des animaux domestiques, on lui doit de nombreux travaux et publications sur ce thème, et notamment un « Traité d'anatomie régionale des animaux domestiques ». Il publia aussi « l'Enseignement vétérinaire en Europe » et « Histoire de la médecine vétérinaire ».

Pionnier de la protection de la nature en France, il a contribué activement à la création de réserves zoologiques et botaniques.]

— Mme Paul Amiot, son épouse,
Sa fille Jacqueline,
Son petit-fils Philippe,
Sa petite-fille Françoise,
Et son arrière-petit-fils Pierre,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Paul AMIOT,
Membre fondateur et vice-président depuis 1920, puis président de 1973 à 1978 de l'Association des comédiens combattants ;
commandeur de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre,
survenu le 26 janvier 1979, dans sa quatre-vingt-treizième année, à son domicile, 12, rue Simon-Dereure, Paris-18e.
Conformément à la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Annette Bousquet,
M. et Mme Pierre Bousquet,
M. et Mme Marc Bousquet,
ont la douleur de faire part du décès de
Maurice BOUSQUET,
dit René BENER,
directeur
de « Points et Contrepoints »,
survenu le 3 février 1979.
Les obsèques auront lieu le mercredi 7 février, à 10 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-Lorette, 1, rue Fléchier, à Paris-9e.

M. Georges COURTIN,
ancien inspecteur d'Académie à Rabat, Alger, Tunis et Paris,
est décédé à Nice, le 1er février 1979, après une courte maladie.
De la part de :
Mme Georges Courtin, son épouse,
Mlle Courtin, sa sœur,
M. et Mme Antonio Sini, ses beau-frère et belle-sœur et leurs enfants,
Mme Canfora, sa nièce.
Les obsèques ont eu lieu le 3 février, au monastère de Cimiez, à Nice.
« Le Neptune »,
2, avenue du Monastère,
06000 Nice.

— On nous prie d'annoncer le décès de
Mme Frederica LINDENBERG,
survenu à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, à Paris, le 30 janvier 1979.
Les obsèques ont eu lieu le 2 février 1979, dans la plus stricte intimité.
De la part de ses enfants :
Anca Padina (Bucarest),
Charles et Hilda Santucci (Paris),
Alex Lindenberg (Suresnes).

— Mme Pierre-Henri Malrieu,
M. et Mme Vincent Tran-Ba-Tho et leurs enfants,
Mme Anna Tran-Ba-Tho et son fils,
M. et Mme Pierre Richard,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Denise Malrieu et sa fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Pierre-Henri MALRIEU,
docteur en droit,
survenu à Paris, le 3 février 1979.
Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 8 février, à 10 h. 15, en l'église Sainte-Marguerite, à Cannes-La Bocca, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille.
Ni fleurs ni couronnes.
Résidence « La Licorne »,
25, avenue F.-Tonner,
06150 Cannes-La Bocca.

— La famille Millner
a la douleur de faire part du décès de
Mme veuve Tovy MILLNER,
née Monique Richard,
survenu le 27 janvier, à Paris.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
58, rue Monsieur-le-Prince,
75006 Paris.

— Mme Albert Nataf,
Le docteur et Mme Pierre Nataf et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Nataf et leurs enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part à leurs amis et connaissances de la perte cruelle qu'ils viennent de subir en la personne de
M. Albert NATAF,
directeur général honoraire
de la Banque de Tunisie,
décédé le 1er février 1979.
Selon la volonté du défunt les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.
19, rue du Docteur-Blanche,
75016 Paris.

— Le président,
Les membres du conseil d'administration,
Le directeur général de la S.D.R.M.,
ont le regret de faire part du décès de
M. Philippe PARES,
compositeur de musique,
président d'honneur et fondateur
de la S.D.R.M.,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 1er février 1979, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 février 1979, à 15 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, 7, square Sainte-Clotilde, à Paris-7e.
225, avenue Charles-de-Gaulle,
92521 Neuilly-sur-Seine - Cedex.

— La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
a le regret de faire part du décès de
M. Philippe PARES,
compositeur de musique,
président d'honneur et fondateur
de la S.D.R.M.,
ancien administrateur
de la SACEM,
membre du Comité de gestion
du droit de reproduction mécanique
de la SACEM,
président d'honneur et fondateur
de l'A.C.E.,
président de l'Association nationale des auteurs, compositeurs,
éditeurs anciens combattants,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
survenu le 1er février 1979, à Paris, dans sa soixante-dix-huitième année.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 février 1979, à 15 heures, en la basilique Sainte-Clotilde, 7, square Sainte-Clotilde, à Paris-7e.
225, avenue Charles-de-Gaulle,
92521 Neuilly-sur-Seine - Cedex.

— Mme Victor Salmon née Claire Benhaim,
M. et Mme Louis Salmon,
M. Didier Salmon,
Sophie, Hubert et Delphine, ses petits-enfants,
M. et Mme Cohen-Salmon et leurs enfants,
Les enfants d'Achille Cohen-Salmon,
M. et Mme Joël Benhaim et leurs enfants,
Les familles Benaim, Aim, Djian, Siteboun, Dran,
Tous ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part de la perte cruelle de
M. Victor SALMON,
survenue le 4 février 1979.
Les obsèques auront lieu le 6 février, à 16 heures, au cimetière Montmartre (nord), avenue Rachel, 75018 Paris.
Cet avis tient lieu de faire-part.
1, avenue Saint-Honoré-d'Eylau,
75116 Paris.

— M. Didier Salmon,
Le personnel de la société,
ont le regret de faire part du décès de
M. Victor SALMON,
fondateur
des Etablissements V. Salmon S.A.,
survenu le 4 février 1979.
Les obsèques auront lieu le 6 février, à 16 heures, au cimetière Montmartre (nord), avenue Rachel, 75018 Paris.
Cet avis tient lieu de faire part.
121, rue Championnet, 75 018 Paris.

Remerciements

— Lisieux.
Mme Bernard Dussaugey et la famille,
dans l'impossibilité de répondre personnellement à toutes les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées lors du décès et aux obsèques de
M. Olivier-Bernard DUSSAUGEY,
prient les personnes qui se sont associées à leur grande peine de bien vouloir agréer l'expression de leurs sincères remerciements et de leur profonde gratitude.

— Mme Paul Meurisse,
très touchée des témoignages de sympathie et d'affection qui lui ont été adressés, après le décès de
M. Paul MEURISSE,
exprime à tous ses amis connus et inconnus ses remerciements les plus sincères.

Anniversaires

— Il y a trois ans disparaissait
Cletta MAYER.
Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Communications diverses

— L'assemblée générale annuelle du Comité des Hauts-de-Seine de la Ligue nationale française contre le cancer aura lieu le mardi 27 février, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Nanterre (salle des congrès), 88, rue du 8-Mai-1945, sous la présidence effective de M. Terrade, préfet des Hauts-de-Seine.

A l'issue de l'assemblée générale, le docteur Gest, médecin directeur du Centre René-Huguenin, à Saint-Cloud, et le docteur Guérit donneront une conférence sur les premiers résultats de l'enquête menée en 1978 à propos des « Facteurs de risques dans les cancers du sein ».



SCIENCES

Ariane fait son apparition en Guyane

Une société commerciale pourrait assurer la vente de la fusée européenne

De notre envoyé spécial

Kourou. — Ce lundi 5 février, au-dessus de la savane plate du centre spatial guyanais va se dresser une silhouette blanche. Un exemplaire du lanceur Ariane qui vient d'être terminé doit en effet sortir de sa tour de montage. Pour Kourou, agglomération de six mille personnes qui vivent plus ou moins directement des 80 millions de francs que le centre injecte annuellement dans l'économie guyanaise, cette opération symbolise le retour d'une période faste, ponctuée de tirs spectaculaires, après cinq ans de demi-sommeil.

Les symboles sont trompeurs : cette Ariane qu'on verra de loin n'est que la « maquette de remplissage ». Le corps de la fusée et les réservoirs sont bien réels, mais les moteurs sont d'anciennes versions usées par les essais, et toute la délicate électronique qui doit piloter le lanceur est absente. La maquette ne volera jamais ; elle va subir plusieurs essais de remplissage et de vidange de réservoir, pour préciser les procédures à suivre avant les tirs ; elle sera ensuite ramenée dans la tour et entièrement démontée.

Le premier véritable lanceur, dont la plupart des éléments sont déjà construits, sera à son tour assemblé : le 3 novembre prochain, en principe, les 187 tonnes de propergol qu'il renfermera lui permettront de satelliser une petite capsule remplie d'instruments de mesure. Car ce premier tir, dit de qualification, est un tir « à blanc ».

Neuf exemplaires commandés

Trois autres tirs de qualification suivront en 1980, avec des charges bien réelles à mettre en orbite. Puis on entrera dans la phase opérationnelle du programme : à partir de 1981, Kourou devrait voir chaque année trois ou quatre tirs. L'Agence spatiale européenne (ESA) recense une cinquantaine de lancements possibles au cours de la prochaine décennie.

Actuellement, seuls neuf exemplaires d'Ariane sont commandés : quatre pour les tirs de qualification et cinq affectés à des lancements commerciaux. Mais le nombre de satellites dont il est déjà formellement décidé qu'ils seront mis en orbite par Ariane est plus élevé ; il augmentera encore si le gouvernement français décide, le 28 février prochain, en conseil des ministres, la construction de satellites nationaux de télécommunication et de télévision. Aussi une nouvelle série de cinq ou six lanceurs devra-t-elle être commandée dans le courant de cette année.

Pour les précédents exemplaires il a fallu une décision unanime du conseil de l'ESA, où siègent les représentants de onze gouvernements européens. Normale durant la phase de développement du programme, qui requérait des dépenses budgétaires pour tous les Etats participants, cette procédure risque de se révéler excessivement lourde pour des lanceurs commerciaux, dont la vente couvrira le coût de construction. Aussi le Centre national d'études spatiales (CNES), qui est maître d'œuvre d'Ariane pour le compte de l'ESA, étudie-t-il actuellement la création d'une société commerciale, Transpace, dont les actionnaires seraient, outre le CNES, les principaux industriels européens qui construisent le lanceur Ariane.

Transpace reprendrait à l'ESA les tâches de démarchage des clients ou d'obtention de crédits bancaires qui ne sont pas précisément dans la vocation de l'ESA, organisme international de développement spatial. Mais certains pays membres de l'agence semblent réservés en face de cette suggestion venue, à travers le CNES, du ministère français de l'industrie, et qu'ils analysent comme une diminution du rôle de l'ESA. Cette solution poserait aussi le problème du pas de tir d'Ariane à Kourou, qui appartient à l'ESA et qui est financé par des contributions spécifiques des pays membres. La création de Transpace, et surtout la définition de ses relations avec l'ESA, va donc demander des négociations complexes qui devraient cependant aboutir assez vite pour ne pas retarder les futures commandes de lanceurs et de lancements.

MAURICE ARVONNY.

● *Le prix André-Lichtwitz 1978*, créé par l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale), vient d'être attribué à un chercheur américain, le docteur Shaul G. Massry, professeur de médecine et chef de la division de néphrologie à l'école de médecine de l'université de Californie (Los Angeles), pour ses travaux sur le rôle du rein dans le métabolisme phospho-calcique et sur la croissance osseuse, qui lui ont déjà valu une notoriété internationale. Le docteur Massry a notamment montré que le rein intervenait par les processus classiques de réabsorption du phosphore et du calcium au niveau du néphron d'une part et par la synthèse d'une hormone dérivée de la vitamine D d'autre part. Ce rôle endocrinien joué par le rein permet de comprendre les perturbations du métabolisme calcique et plus spécialement les altérations osseuses que l'on rencontre dans l'insuffisance rénale chronique.

CORRESPONDANCE

Trois précisions sur l'énergie solaire

M. Henry Durand, président du Commissariat à l'énergie solaire, dont certaines déclarations avaient été reprises dans le Monde *daté 14-15 janvier, souhaite apporter* « quelques précisions qui seront peut-être utiles à vos lecteurs afin de ne pas leur donner l'impression d'un optimisme exagéré :

1) Un objectif de 7 millions de tonnes par an d'équivalent-pétrole fournies par l'énergie solaire est possible d'ici une dizaines d'années, si l'on se fixe un programme ambitieux de « solarisation » de l'habitat et d'exploitation systématique de la biomasse non utilisée aujourd'hui. Cette dernière devrait d'ailleurs peser d'un poids majoritaire dans l'appoint solaire à notre bilan énergétique.

2) Le programme VEDA (valorisation énergétique des déchets agricoles) a été lancé par la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.) en 1976. Le Commissariat à l'énergie solaire a proposé que l'ampleur de ce programme soit étendue par un apport financier propre. Si l'on y ajoute les dépenses effectuées par les établissements spécialisés, tel l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), on arrive à un total de l'ordre de 10 millions de francs. Ce montant est encore faible à mes yeux, et il conviendra d'accentuer cet effort dans les prochaines années.

3) La centrale européenne, construite en Sicile, a une puissance de 1 mégawatt seulement, c'est-à-dire la moitié de celle que construit la France dans les Pyrénées-Orientales.

PRESSE

LA LOI SUR LES PUBLICATIONS DESTINÉES A LA JEUNESSE

« Antirouille » menacé?

Après *Détective*, le mensuel *Antirouille* va-t-il connaître les foudres de la commission des publications destinées à la jeunesse ? Lancé en novembre 1975 par un groupe d'animateurs socio-culturels et d'anciens journalistes de *Libération*, sa diffusion est aujourd'hui de soixante-dix mille exemplaires. Journal lycéen à son origine, il accorde aujourd'hui davantage de place aux informations politiques générales et moins à l'expression spontanée de ses lecteurs. La plus grande partie de ceux-ci a entre seize et dix-neuf ans.

La commission semble s'être émue des petites annonces pour homosexuels que publie régulièrement *Antirouille*. Dans le numéro de février du journal, on lit par exemple : *« Mec, dix-huit ans, ayant vraiment ras-le-bol de vivre chez papa maman, désire lier amitié et plus avec loubards, taulards. »*

Le journal refuse de publier les annonces facilitant le proxénétisme ou les relations entre adultes et mineurs. Il estime cependant qu'il n'a pas à « censurer » les demandes normales de rencontres, sous prétexte qu'elles émanent d'homosexuels. La commission n'a pas fait de démarches officielles auprès d'*Antirouille*. Mais certains de ses membres, comme cela est arrivé pour *Détective*, lui ont indiqué à titre « officieux » que celle-ci pourrait se saisir du dossier.

A la différence de *Détective*, *Antirouille* peut être considéré, malgré son évolution récente, comme une publication « principalement destinée aux enfants et adolescents ». A ce titre, son interdiction à la vente aux mineurs et à l'affichage ne peut être prononcée, comme pour *Détective*, publication destinée aux adultes, par le ministre de l'intérieur. La procédure normale veut que, après « signalement » de la commission, le responsable d'une publication destinée à la jeunesse soit traduit devant les tribunaux. Outre une amende et une peine d'emprisonnement, ceux-ci peuvent ordonner la suspension de parution de la publication, puis, en cas de récidive, l'interdiction définitive de celle-ci.

● *L'Union nationale des syndicats de journalistes* dénonce, dans un communiqué, la direction de l'A.F.P. qui *« veut licencier, sans aucun avis motivé, un confrère après onze mois de travail ininterrompu. Elle prétend, d'autre part, se séparer d'une journaliste « inapte » au travail continu sur console, alors qu'un protocole avec les syndicats impose à la direction de lui trouver une autre affectation journalistique. »*

Précisant qu'une assemblée générale des personnels de l'A.F.P. est convoquée à ce sujet, l'U.N.S.J. *« adresse une demande d'entrevue »* à la direction de l'Agence. Cette dernière affirme pour sa part que, dans aucun des deux cas évoqués, il ne s'agit de licenciement. Dans un cas, le contrat à durée déterminée d'un rédacteur en remplacement temporaire arrivé à son terme, n'a pas été renouvelé. Dans l'autre cas, il a été mis fin au contrat d'une rédactrice au terme de la période d'essai légale.

● *La Plume d'or de la liberté*, décernée par la Fédération internationale des directeurs de journaux, sera attribuée, pour 1979, à titre posthume, à M. Claude Bellanger, ancien président de la F.I.E.J., et ancien P.-D.G. du *Parisien libéré*, décédé en mai 1978. La distinction sera remise à la veuve de Claude Bellanger, la romancière Christine Arnothy, lors du prochain congrès de la Fédération à Las Vegas, le 5 juin prochain.

SPORTS

AUTOMOBILISME

Doublé des Ligier au Grand Prix du Brésil

Sao-Paulo. — Depuis quatre-vingt-dix minutes les deux Ligier étaient en tête du Grand Prix du Brésil, Jacques Laffite devant Patrick Depailler, avec un écart variant de deux à six secondes. Sans aucun problème. Tout juste une impression de sous-virages pour Laffitte et, au contraire, de sur-virages pour Depailler. C'est le côté parfois étonnant du sport automobile. Deux voitures aux réflexes

De notre envoyé spécial

presque identiques donnent quelquefois des résultats opposés. Ces observations faites, tout allait pour le mieux. Carlos Reutemann (Lotus) avait plus de quarante secondes de retard, et, l'arrivée étant proche — dix minutes, quatre tours, — le doublé, manqué de peu quinze jours auparavant en Argentine, se dessinait cette fois bel et bien. Sur le panneau on préparait dans le mini-stand de signalisation du bord de piste le traditionnel message saluant le vainqueur. Ce dimanche 4 février, pas de « bravo Jacques » ou de « merci Jacques ». Simplement « merci », de façon que les deux pilotes arrivent en partage. L'un et l'autre méritaient bien un merci, et il convenait de ne pas les dissocier au moment où ils allaient franchir la ligne d'arrivée.

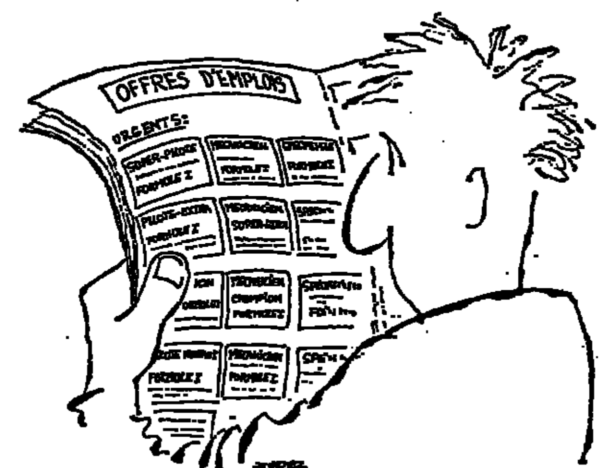
La joie de l'équipe Ligier, lorsque Laffite et Depailler bouclèrent à moins de six secondes d'intervalle le quarantième et dernier tour du Grand Prix du Brésil, était devenue à ce point palpable qu'aucun mot, sans doute, ne pourrait la traduire fidèlement. C'était la satisfaction d'avoir remporté, coup sur coup, les deux premiers Grands Prix de l'année, la fierté d'appartenir à l'écurie qui avait conduit les meilleures voitures du moment, d'avoir su les préparer avec le soin méticuleux qui est toujours à l'origine d'un tel succès. Les deux Ligier aux deux premières places avec quarante-trois secondes d'avance sur la Lotus de Reutemann, la voiture épouvantail de la saison précédente, qui aurait vraiment pu y croire il y a seulement deux mois ?

Ces bravos adressés à Laffite et Depailler étaient, en fait, une sorte de boomerang revenant sur sa lancée à chacun des maillons de la chaîne : la douzaine de techniciens de Ligier qui avaient fait la « campagne » d'Amérique du Sud, ceux qui, à Vichy, avaient construit les voitures ; et il allait, le boomerang, jusqu'à Paris, jusqu'à la soufflerie où avaient été étudiées les formes aérodynamiques de la voiture. Il ne manquait à Sao-Paulo que Guy Ligier pour que la joie soit complète. Les deux pilotes et chacun dans l'équipe de course le savaient à Paris dans un studio de TF 1, regardant et commentant les images reçues en direct du Brésil.

A 10 000 kilomètres de distance, toute l'équipe pouvait fort bien imaginer l'émotion, toujours habilement exprimée, de celui qui est à la base de cette étonnante aventure. « *La prochaine fois,* dit Laffite, *on lui prêtera des sous, comme cela il pourra faire le voyage.* » Le temps d'un clin d'œil, gentiment, Guy Ligier a ainsi « *fait les frais* » de l'allégresse générale.

Dans les stands où ont été garées les voitures, Gérard Ducarouge, le bras droit de Guy Ligier, essaie de chasser tous ceux dont la présence n'est pas indispensable. Il faut tout emballer et préparer les voitures pour le voyage de retour, plus le matériel, plusieurs tonnes à expédier à Vichy : la prochaine étape, c'est l'Afrique du Sud, le 3 mars. D'ici là, tout sera démonté, remonté, vérifié, les moteurs envoyés en révision. Une victoire c'est bien, mais c'est mieux encore de l'exploiter. Il faut donc que les deux pilotes, Laffite et Depailler, soient de retour en France le plus vite possible.

Si le Grand Prix du Brésil s'est terminé en apothéose, samedi soir, on était un peu inquiets dans l'équipe Ligier. Les deux voitures donnaient du souci. Démonter, remonter..., on sait peu la somme de travail que demande la préparation d'un grand prix, qu'il faut multiplier par seize dans une saison complète de course. Toujours sur la brèche, à l'usine de Vichy, en essais privés, d'un bout à l'autre du monde, là où se dispute chaque épreuve. Ducarouge, par exemple, n'a pas pris dix jours de vacances en deux ans. Et ce qui est vrai pour l'équipe technique l'est aussi pour les pilotes. Selon les comptes de Ducarouge, c'est cent quatre-vingt-dix jours par an passés dans les voitures pour les pilotes des écuries de premier plan, 5 000 kilomètres pour les épreuves proprement dites, dix fois plus en essais. La victoire n'en a que plus de prix.



(Dessin de CHENEZ.)

L'essentiel ne se voit pas

De toute évidence, dimanche soir, les autres constructeurs ont bien compris qu'il ne sera pas facile de battre les Ligier en 1979. Tous sont dépassés par la réussite technique des voitures françaises. Tous sont aussi intrigués par leur efficacité, un peu, comme ils l'étaient l'an dernier, par la supériorité des Lotus. Tous ont copié Lotus, y compris Ligier, mais aucun pour l'instant n'est parvenu à un tel résultat. Il suffit de voir la curiosité qui entoure ces bolides pour comprendre encore mieux la portée de leur succès. Tous sont intrigués et dépassés, sauf peut-être Lotus et Ferrari, qui n'ont pas encore dit leur dernier mot. La Lotus 1979 de Reutemann, les Ferrari de Scheckter et de Villeneuve, desquelles se sont joués Laffite et Depailler au Brésil, accusent leur âge, tant il est vrai qu'en formule 1 une voiture vieille d'un an est le plus souvent périmée. Et précisément Lotus doit présenter dans les mois qui viennent son modèle 1980, qui, dit-on, sera aussi révolutionnaire que l'a été, à l'époque, sa devancière. Si menace il y a pour le constructeur de Vichy, elle ne devrait donc venir que de Lotus et de Ferrari (1). C'est la raison pour laquelle le développement des techniques de Ligier ira bon train toute l'année. Pour éviter d'être rejoint, le dixième du budget, soit plus d'un million de francs, est et sera consacré à l'évolution des voitures et à la recherche. Pour la première fois, en effet, Ligier a les moyens nécessaires de mener à bien conjointement les courses et les études grâce au soutien financier que lui apporteront le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) et Elf.

Pour Gérard Ducarouge, chargé de la construction des voitures et de leur mise en œuvre sur les circuits, l'efficacité de Ligier n'est pas une trop grande surprise. « *Il se peut,* dit-il, *que nos concurrents aient fait certaines choses dans le désordre ; nous, nous les avons faites dans l'ordre. En imitant Lotus pour l'effet de sol, c'est vrai, c'est-à-dire en recherchant la meilleure adhérence et motricité possibles. Mais dans sa chronologie, l'étude de la voiture a suivi à tout moment une voie logique. Nous avons défini ce que nous voulions faire, ce qui n'offre aucun mystère, étant donné qu'aujourd'hui tous les constructeurs sont confrontés aux mêmes problèmes : il faut que le moteur soit là, la boîte de vitesse ici, les réservoirs à tel endroit. Si nous avons mieux réussi que les autres c'est que toutes les parties mécaniques et les suspensions ont fait l'objet de soins particuliers, que la voiture est neutre et parfaitement équilibrée, que sa construction est saine. Ce n'est pas la plus rapide en vitesse de pointe, mais c'est celle qui passe le plus vite dans les courbes rapides ou lentes. Les formes extérieures entrent pour une bonne part dans son efficacité, mais je crois que l'essentiel est ce qui ne se voit pas.* »

Ce serait un oubli de ne pas noter qu'une autre voiture française de formule 1 a connu une réussite comparable il y a juste dix ans. En 1968 et en 1969, Matra avait gagné neuf grands prix, et c'est une Matra équipée du même moteur anglais que les Ligier, le Ford Cosworth, qui avait permis à Jackie Stewart de remporter en 1969 les championnats du monde des conducteurs. Déjà, c'est par la qualité de sa construction dans le moindre détail que ce résultat avait été obtenu, et ce n'est peut-être pas tout à fait un hasard de remarquer que dans l'équipe Ligier certains postes-clés sont aujourd'hui occupés par des « anciens » de l'équipe Matra. Par exemple, Gérard Ducarouge.

Le plus heureux, c'est naturellement Jacques Laffite. Il a trente-cinq ans et il participait, à Sao-Paulo, à son soixante-quatrième Grand Prix de formule 1. Il sait, comme d'ailleurs Patrick Depailler, que la chance est à saisir et que c'est l'année où jamais pour devenir champion du monde. Sans doute ne regrette-t-il pas aujourd'hui de n'avoir qu'envisagé de quitter Ligier en septembre dernier pour passer chez McLaren. Il y a cinq mois, un petit conflit — « *tout petit* », dit Laffite, — était né entre Ligier et lui au sujet du programme des courses pour 1979. « *J'ai changé d'avis,* dit-il aujourd'hui. *Avec Patrick Depailler comme coéquipier, on sait, par comparaison, que je suis pour beaucoup dans la victoire, et que ce n'est pas seulement grâce à la voiture.* »

FRANÇOIS JANIN.

(1) Jean-Pierre Jabouille, premier pilote de la Régie Renault, pense aussi que la nouvelle formule 1 de la Régie, à effet de sol comme les autres, devrait être extrêmement compétitive.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

GRAND PRIX DU BRESIL DE FORMULE 1

1. Jacques Laffite (Fr.), Ligier, 1 h. 40 min. 0 sec ; 2. Patrick Depailler (Fr.), Ligier, 1 h. 40 min. 14 sec. ; 3 Reutemann (Arg.), Lotus, 1 h. 40 min. 53 sec. ; 4. Pironi (Fr.), Tyrrell, 1 h. 41 min. 35 sec. ; 5. Villeneuve (Can.), Ferrari, 1 h. 40 min. 10 sec. ; 6 Scheckter (Afr. du Sud), Ferrari, 1 h. 40 min. 20 sec., etc., etc.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT DU MONDE. — 1. Laffite (Fr.), 18 pts ; 2. Reutemann (Arg.), 10 pts ; 3. Depailler (Fr.), 9 pts ; 4. Watson (G.-B.), 4 pts ; 5. Pironi (Fr.), 3 pts ; 6. Villeneuve (Can.), Mario Andretti (E.-U.), 2 pts ; 8. Schekter (Af. du Sud), Fittipaldi (Brésil), 1.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIERE DIVISION (dix-huitième journée)

*Villeurbanne bat Mulhouse	77-62
*Le Mans bat Limoges	118-81
*Caen bat Challans	109-75
*Orthez bat Antibes	81-77
*Tours bat Clermont	107-71
*Monaco bat Berck	100-79
Nice bat *Avignon	97-94

Classement : 1. Villeurbanne et Le Mans, 50 pts ; 3. Caen, 44 ; 4 Antibes et Tours, 42 ; 6. Monaco et Orthez, 37 ; 8. Berck, 32 ; 9. Mulhouse et Nice, 29 ; 11. Challans, 28 ; 12. Limoges, 26 ; 13. Avignon, 24 ; 14. Clermont, 22.

Boxe

L'Espagnol Roberto Castañon, champion d'Europe des poids plume, a conservé son titre samedi soir 3 février, à la salle Albert-Camus de Creil, en battant par K.O. au septième round le fausse-garde Gérard Jacob. Celui-ci avait été cinq fois au tapis avant d'être mis hors de combat par son adversaire très

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE PREMIERE DIVISION (vingt-sixième journée)

*Nîmes e. Strasbourg	0-0
*Angers et Nantes	1-1
Monaco bat *Paris F.C.	7-1
*Saint-Étienne bat Paris-S.-G.	4-1
*Bordeaux et Laval	1-1
*Nice bat Lyon	4-0
*Sochaux et Marseille	2-2
*Lille bat Reims	4-0
*Bastia bat Valenciennes	2-0
*Metz - Nancy : reporté.	

Classement : 1, Strasbourg, 36 pts ; 2. Nantes et Monaco, 35 ; 4. Saint-Etienne, 34 ; 5. Bordeaux, 31 ; 6. Sochaux et Lyon, 28 ; 8. Lille, 27 ; 9. Nîmes, Metz, Bastia et Laval, 25 ; 31 Marseille, 22 ; 14. Nancy, Paris-Saint-Germain, Nice et Angers, 21 ; 18. Paris Football-Club, 19 ; 19. Valenciennes, 17 ; 20. Reims, 14.

Handball

Battue 26 à 20, à Budapest, par Honved, la Stella Sports de Saint-Maur est éliminée de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Jeu à treize

Pour son premier match dans le challenge Jean-Galia, l'équipe de France a battu celle du Pays de Galles par 15 à 8, le 4 février, à Narbonne.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION (treizième journée)

POULE A	
*Toulon b. Graulhet	21-6
La Rochelle b. *Gaillac	21-9
*Aurillac b. Auch	18-3
*Thuir b. Bagnères	11-6
*Béziers b. Oloron	46-10
POULE B	
*Brive et Montferrand	6-6
*Bourg b. Racing C.F.	6-0
Perpignan b. *Mauléon	38-6
*Avignon et Romans	12-12
*Carcassonne b. Montauban	31-9
POULE C	
Lourdes b. *Tarbes	25-12
*Pau b. Agen	13-0
*Castres b. Tulle	23-12
Nice b. *Mont-de-Marsan	36-13
Mazamet b. *Toulouse	10-6
POULE D	
Biarritz b. *St-Jean-de-Luz.	9-3
*Bayonne b. Boucau	22-6
*Bègles b. Dax	11-7
Narbonne b. *Tyrosse	52-22
*Valence b. Bourgoin	9-3
POULE E	
*Marmande b. Cahors	14-0
*Beaumont b. Vic	15-0
*Condom et Bédarrides	4-4
*Millau et Salles	12-12
*Grenoble b. Le Creusot	12-0
POULE F	
*Paris U.C. b. Rodez	6-3
*Chambéry b. La Seyne	35-7
*Mimizan b. Castelsarrasin	15-9
*Lannemezan et La Voulte	0-0
*Périgueux b. Orthez	28-0
POULE G	
*Carmaux b. Saint-Médard	12-6
*Bergerac b. Saint-Claude	43-8
*Nîmes b. Castelnaudary	16-9
*Limoges b. Mérignac	12-0
POULE H	
*Peyrehorade b. Dijon	15-3
*Vichy b. Saint-Girons	12-9
*Montchanin b. Voiron	62-0
*Lombez b. Angoulême	15-3
*Fumel b. La Teste	11-6

SKI

Fabienne Serrat et Caroline Attia à l'honneur

Les courses féminines de Pfronten, disputées en Bavière occidentale, samedi 3 et dimanche 4 février, ont été favorables aux concurrentes françaises. Dans le slalom spécial, gagné par Hanny Wenzel, du Liechtenstein, Fabienne Serrat s'est classée deuxième devant les meilleures spécialistes de l'équipe d'Autriche. La grande vedette de celle-ci, Anne-Marie Moser-Proell, qui avait enlevé toutes les courses de descente depuis le début de la saison, a, pour une fois, fait une chute spectaculaire à une cassure située à la fin du parcours (2 000 mètres de longueur, 540 mètres de dénivellation). C'est l'Américaine Cindy Nelson qui a remporté l'épreuve de descente, mais la performance de la petite skieuse Caroline Attia, dix-huit ans (1,58 m, 54 kilos), classée deuxième à 2 centièmes de seconde de la gagnante, est un nouveau gage d'espoir pour l'avenir des descendeuses françaises, après les bonnes performances de Val-d'Isère, notamment.

RUGBY

Nivellement des valeurs dans le Tournoi des cinq nations

Tout reste possible après la deuxième journée du Tournoi des cinq nations, marquée, samedi 3 février, par le court succès du Pays de Galles face à l'Irlande (24-21), à Cardiff, et le nul (7-7) concédé par l'Angleterre face à l'Ecosse, à Londres. Si seul le quinze gallois peut encore nourrir des espoirs de « grand chelem », toutes les formations restent en course pour la victoire finale.

Cette deuxième journée du Tournoi a, en effet, confirmé le nivellement des valeurs, remarqué lors de la tournée des All Blacks en Europe. Le Pays de Galles est en régression, en dépit de deux bonnes performances de ses avants. La faiblesse de l'Angleterre s'est confirmée, tout comme les progrès de l'Irlande, et à un moindre degré l'Ecosse.

En fonction du calendrier, c'est la prochaine journée du 17 février, avec un France-Pays de Galles à Paris, qui sera vraisemblablement le tournant du tournoi.

ATHLÉTISME

LES CHAMPIONNATS DE FRANCE EN SALLE

Les perchistes en vedette

Sous la grande halle voûtée de l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP), à Vincennes, l'athlétisme n'a pas cet air d'apparat que lui confèrent habituellement les arènes d'un stade. Ici, au contraire, on a l'impression de visiter les « popotes ». On a dans les narines l'odeur des embrocations, dans les oreilles ce « pschitt-pschitt » des bombes-miracles, sous les yeux les bouteilles de liquide désaltérant et revigorant. Ici, l'athlète perd son auréole parce qu'on est à quelques centimètres de lui, qu'on peut le voir grimacer lorsque ses muscles sont tétanisés par la crampe, qu'on peut l'écouter grommeler à tout moment...

Et ce mélange plus étroit du public et des champions donne à la compétition une coloration quelque peu irréelle. Comme si chacun collaborait à l'effort de l'athlète.

C'est dans cette ambiance bien particulière que se sont déroulées samedi 3 et dimanche 4 février les championnats de France en salle.

Deux après-midi durant, plus de deux cents filles et garçons ont couru, sauté, lancé à qui mieux-mieux. L'équité voudrait qu'on dise un mot de la performance de chacun. Mais, en vérité, un concours a éclipsé tous les autres par son intensité et la qualité des performances : le saut à la perche.

On était d'ailleurs venu là pour voir « ça ». Car, depuis quelques semaines, les garçons, qui, à l'aide d'un levier en fibre de verre, franchissent des hauteurs étonnantes, ne manquaient pas une occasion de faire parler d'eux. Thierry Vigneron, d'abord, ce junior à la dégaine du grand Duduche, qui s'était permis de passer une barre à 5,42 m., établissant avec Philippe Houvion une meilleure performance française en salle. Puis Patrick Abada, irrégulier depuis sa quatrième place au Jeux de Montréal, qui se rappelait aux bons souvenirs de chacun en sautant 5,45 m. quelques jours avant la réunion de l'INSEP. Bref, cela promettait de « chauffer » dans le coin des perchistes. Et on n'a pas été déçu.

Le concours a commencé à 14 heures. Dix-huit garçons étaient en lice. Cinq heures plus tard, il en restait encore quatre à taquiner les 5,50 m. : Jacques Desbois, Philipe Houvion, Thierry Vigneron et Patrick Abada. Tous les quatre étaient marqués par la fatigue. Plusieurs fois déjà, ils avaient dû faire appel aux masseurs pour dénouer leurs muscles. Puis Abada s'est élancé : une course parfaite, un piquet très sûr, un envol sans bavure. Les juges ont mesuré 5,52 m. C'était une nouvelle meilleure performance française en salle (le record en plein air est de 5,50 m. par François Tracanelli), et c'était l'estocade. Ses trois rivaux ne pourront pas faire mieux. Pour l'honneur, il a tenté ensuite 5,63 m., ce qui aurait été la meilleure performance mondiale — à Edmonton, l'Américain Dan Ripley les a franchis — mais, trop fatigué, il ne réussit pas une seule fois à s'engager.

Qu'importe ! les perchistes français venaient de réaliser un tir groupé d'une qualité exceptionnelle. Ce n'est pas tous les jours qu'on voit quatre garçons se promener à pareille altitude. Et manifester pareille ambition. Car, les records du monde, Abada, Vigneron et même Houvion sentent bien qu'ils les ont dans la perche. Il leur reste maintenant à travailler et travailler encore. Pour cela, on peut compter que leurs entraîneurs, Maurice Houvion — le père de Philippe — et Jean-Claude Perrin, y veilleront : le premier au Paris Université Club (PUC), le second au Racing Club de France (R.C.F.). Voilà des années que ce tandem insolite travaille en profondeur pour faire de la perche un art national. L'ardeur opiniâtre, la tournée de démonstration de ces deux entraîneurs, ont d'ailleurs éveillée bien des jalousies. Mais les résultats sont là qui parlent en leur faveur. Et les athlètes aussi, qui, comme Serge Fereira, incorporé quelques jours auparavant, n'hésitent pas à « se défoncé » pour réussir une performance. Un travail, une volonté, des efforts qui devraient sans doute servir de modèle à d'autres disciplines de l'athlétisme.

ALAIN GIRAUDO.

PATINAGE ARTISTIQUE

AUX CHAMPIONNATS D'EUROPE

Il n'y a plus d'enfants

De notre envoyé spécial

Zagreb. — Il n'y a plus d'enfants. Quand dans son espèce de grenouillère à fleurettes bleues, elle a fait son entrée sur la glace de Zagreb, le public a souri, amusé. Il faut dire qu'avec ses « kikis » dans les cheveux, sa frimousse blanche de trac, son nez rougi par le froid et ses genoux de garçon, Katharina Witt semblait échappée d'un conte d'Andersen. Treize ans à peine, 30 kilos tout juste, haute comme trois pommes, ce prototype de patineuse lilliputienne nous venait évidemment de République démocratique d'Allemagne.

On la disait douée. Erreur : elle s'est révélée surdouée et si l'on a souri ce ne fut pas longtemps. Faire ça à treize ans ! Quatre triples sauts, quand le champion d'Europe, Jan Hoffmann, et son dauphin, Vladimir Kovalev, n'en ont pas fait autant, plus de six ou sept doubles boucles. Sans une chute, sans un écart. Sur sa patinoire-marelle, la petite Katharina est allée de saut en saut jusqu'au paradis des juges : entre 5,5 et 5,7 en notes techniques. Et à peine moins en notes artistiques, car à cet âge-là, évidemment, on joue plus qu'on ne danse. Mais quelle démonstration et quel coup de cafard pour toutes les « veilles » de dix-huit ans qui n'en feront jamais autant.

Sauf un samedi soir à Zagreb. Une Yougoslave pratiquement inconnue avant, Sanda Dubravcic. Un modèle de poche, là encore, et qui, en quatre minutes, a réussi à se faire un nom. Yougoslave, Sanda l'était d'abord avec ce maillot noir égayé par une de ces merveilleuses dentelles blanches que les vieilles paysannes viennent vendre sur les marchés de Zagreb. Yougoslave, elle le fut surtout dans sa tête, bien décidée à tenter le tout pour le tout devant son public. Les sportifs appellent cela motivation. On pourrait l'appeler aussi la force. C'est branchée sur la force que Sanda Dubravcic est entrée en piste pour un programme démentiel, jamais vu, cinq triples sauts, autant de doubles boucles. De plus estimables, peu.

Il fallait oser l'imaginer. Alors, imaginez l'oser ! Pourtant, elle l'a fait, sautant comme un bouchon de champagne à la santé d'un public chaviré de bonheur. Quand elle est sortie de la patinoire sous une pluie de roses, la brune Sanda a plissé ses yeux pour mieux regarder le tableau noir. Les notes sont venues. Elle riait, elle pleurait. Elle avait sauté, toujours comme un bouchon de champagne, dans le classement. Treizième avant les libres, sixième après. Ce n'est pas si courant, l'état de grâce.

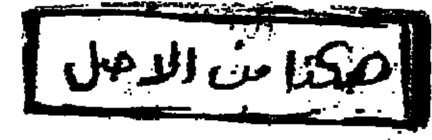
Deux bons moments donc dans cette dernière soirée de championnat. Il y en eut d'autres. Ainsi cette Allemande de l'Ouest, Dagmar Lurz. Sa maigreur, sa tête de clown triste, venaient rappeler que cette jeune fille était passée par de rudes chemins : un accident il y a quatre ans, une fracture du bassin, deux ans d'arrêt. La fragile et maigre Dagmar n'a pas renoncé. Là encore il fallait oser remonter sur des patins à glace. Elle l'a fait, elle a lutté. Il y a eu probablement de meilleurs deuxièmes aux championnats d'Europe féminins. De plus estimables, peu.

Ou encore cette Allemande de l'Est, Anett Poëtsch, la championne d'Europe, aussi ronde que sa rivale de l'Ouest est anguleuse, aussi sereine que l'autre était angoissée. Anett Poëtsch a gagné parce qu'elle était la plus forte, la plus technique, la plus athlétique. Peut-être aussi parce qu'elle est la plus menacée par le temps qui donne à ce type de femmes plus de rondeurs que ne souhaiterait la patineuse.

Il y a enfin la petite Suissesse Denise Biellmann, présumée la plus forte en libres. Une forme déficente, des nerfs défaillants ? La meilleure patineuse européenne avait délibérément placé la barre très haut. Elle ne l'a pas franchie, tombant deux fois. Mais elle a tout de même offert au public, comme une gerbe de fleurs, cette fameuse pirouette qu'elle seule sait faire. La pirouette Biellmann ? Très simple : un grand écart. A cette petite nuance près que celui-ci se fait debout, un patin sur la glace, l'autre dans le ciel et en tournant à toute allure. Denise Biellmann, un jour, sera mieux que troisième.

Les championnats d'Europe étaient finis. Les exhibitions commençaient. Le samedi soir à minuit, Irina Moïsseva et son compagnon Andrei Minenkov sont venus danser. Deux, trois trucs, rien, des bricoles. Par exemple, ils ont fait sur la chanson d'Edith Piaf, *Padam*, un pas de deux extraordinaire. Dans la tribune de presse, au poulailler des journalistes, s'est spontanément organisée une sorte de claque. Pour que ces deux-là et quelques autres maudits, comme Robin Cousins, reviennent encore et encore. Pour que les juges — ah ! les bons hypocrites, ils en bavaient des ronds de chapeau — entendent bien ce que le public avait à leur dire, que s'ils n'aimaient pas cela, au moins qu'ils n'en privent pas les autres.

PIERRE GEORGES.



هكذا من الاصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

UN ENTRETIEN AVEC M. GUIDO BRUNNER

L'Iran ne pourra pas renoncer longtemps à ses revenus pétroliers

nous déclare le commissaire européen à l'énergie

La crise iranienne a relancé les incertitudes concernant les approvisionnements en énergie. L'Europe se trouve directement concernée par cette évolution en raison de sa dépendance du Moyen-Orient, supérieure à celle des Etats-Unis. M. Guido Brunner, *commissaire européen à l'énergie*, qui a récemment invité les pays exportateurs de pétrole à rencontrer les pays occidentaux et le Japon pour discuter *de ce qu'il appelle « une nouvelle hausse insupportable des* prix du pétrole », répond ici à nos questions sur la politique énergétique européenne.

« Quelles conséquences impliqueraient pour la Communauté le fait que les importations de pétrole en provenance d'Iran feraient défaut pour une longue période ?

— Tout d'abord, je ne crois pas que l'Iran, indépendamment de la forme de gouvernement qui l'emportera, puisse renoncer pendant longtemps à *ses sources* de revenus pétroliers. Le pays s'est déjà trop avancé sur la voie de l'industrialisation. Toujours est-il que, à la suite de l'arrêt *des livraisons de pétrole, il man*que tous les jours jusqu'à 100 millions de dollars dans l'encaisse iranienne *en devises*. Aucun pays ne peut le supporter longtemps. Faire cette constatation ne veut pas dire qu'on minimise les problèmes. La reprise de la produc*tion de grande envergure* se heurtera à des difficultés. Peut-être devra-t-on, à l'avenir, être plus parcimonieux dans l'utilisation du pétrole.

— Ne doit-on pas s'attendre à des difficultés de ravitaillement ?

— *Pour le* moment, les stocks, dans le monde entier, sont encore considérables. Ils suffisent à couvrir la consommation de la Communauté, pour cent quinze jours D'autres pays gros producteurs tels que l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Irak, ont augmenté *leur production de près de 3 mil*lions de barils par jour. Il existe toujours, il est vrai, un déficit de deux millions de barils par jour par rapport aux besoins dans le monde. Nous aurons donc à surveiller, dans la Communauté, la situation pétrolière avec une très grande *attention*.

Le besoin du nucléaire

— Est-ce que la Communauté, étant donné la diminution de l'offre pétrolière, peut renoncer à l'énergie nucléaire ?

— Beaucoup de gens écouteraient ma réponse avec plaisir si *je répliquais* à cette question par une simple affirmation. Mais, malheureusement, je ne le peux pas. La Communauté a besoin de l'énergie nucléaire. A côté des économies d'énergie, le recours à l'atome en même temps qu'au charbon est la seule possibilité *de réduire la dangereuse dépen*dance vis-à-vis du pétrole. Quiconque parle aujourd'hui d'énergie nucléaire doit toutefois se garder de deux exagérations : il *faut éviter l'erreur des défen*seurs de l'énergie atomique qui gratifient les sceptiques du qualificatif d'ignorants invétérés ne comprenant pas les commandements de l'heure. *Mais il faut* aussi se garder de tomber dans la malhonnêteté des critiques qui surestiment jusqu'à l'incommensurable les risques de l'énergie atomique. *Ce* dont nous avons besoin, ce sont de discussions qui s'en tiennent aux faits. Au reste, l'expérience a démontré que les sondages sont de peu de secours. Ils ne créent plus la confiance, mais conduisent au contraire à une confrontation politique. Nous devons l'éviter dans l'intérêt de la paix politique et *sociale*.

— Votre proposition de réunir autour d'une table les pays qui consomment le plus de pétrole et les pays de l'OPEP, n'a rencontré qu'un faible écho. Quels sont les arguments en faveur d'une telle conférence ? La Communauté européenne manifeste-t-elle une cohésion suffisante pour mettre ses intérêts en jeu de façon convaincante ?

— Ce n'est que prudemment que je me suis ouvert de cette proposition en public. Le plus important est que *les* pays participant à une telle conférence, c'est-à-dire les pays producteurs de pétrole, les Etats-Unis, le Japon et la Communauté européenne, considèrent cette proposition. Nous n'en sommes encore qu'à la phase de sondage.

— La conférence sur l'énergie, qui s'est tenue à Paris, de 1975 à 1977, n'a pas été ce qu'on appelle un succès. Les pays consommateurs ne se rendraient-ils pas coresponsables d'une indexation des prix du pétrole ?

— Je crois qu'une telle conférence serait utile parce qu'elle nous permettrait, à l'avenir, *d'éviter des surprises du genre de* celle du mois de décembre 1977, lors de la dernière augmentation du prix du pétrole, augmentation qui s'est produite à un moment *où* une reprise *s'amorçait* en Europe, où les Etats-Unis se mettaient à combattre sérieusement l'inflation et où les pays en voie de développement commençaient à dépendre *plus de* leurs importations pétrolières. Si nous avions disposé d'un meilleur système de communication, nous aurions mieux su accorder les intérêts de *chacun*.

— Comment devrait se présenter une telle conférence pour remplir son objectif ?

— Pour moi, il ne s'agit pas que la rencontre soit spectaculaire ni que ceux qui participent se sentent obligés d'en faire un succès. Il s'agit que ces participants échangent leurs dernières données économiques et évitent ainsi ce qui nous menace actuellement : une augmentation des prix au mauvais moment. Je crois que des rencontres régulières de ce genre, où pourrait avoir lieu une « action concertée » au niveau international, permettraient de faire un grand pas en avant.

— L'augmentation de 14,5 % décidée à Abou-Dhabi aurait-elle ainsi été évitée ?

— Les pays consommateurs peuvent au moins exiger de ne *pas être sans cesse soumis* à la douche écossaise des hausses de prix soudaines, ce qui, en fin de compte, exerce une action négative sur les investissements, les exportations, l'emploi et l'inflation en général. Je veux dire qu'avec une telle conférence *nous pourrions* peut-être également parvenir à une révision des décisions de l'OPEP. En tout cas, nous devrions essayer de faire en sorte que les prix soient gelés *pour un an en 1980*. Si tel était le cas, nous aurions fait beaucoup pour une évolution sereine de l'économie dans tous les pays concernés.

— La politique énergétique fait partie des domaines où la Communauté européenne a le plus de difficultés à accroître sa cohésion. Pensez-vous qu'en face d'une nouvelle crise au niveau de l'approvisionnement en pétrole chaque Etat membre essaierait de se débrouiller tout seul pour s'assurer une position concurrentielle meilleure que celle des autres ?

— Le danger est certainement moins grand qu'en 1973, où nous n'étions absolument pas prêts à affronter une crise. Depuis février 1977, la Communauté a pris ses précautions. On n'en viendra donc pas aussi facilement qu'alors aux mesures unilatérales anticommunautaires. Par ailleurs, il est clair qu'il faut viser *beaucoup plus haut si l'on* veut mettre au point une politique énergétique commune. Cela ne veut pas dire que nous devons tout diriger de Bruxelles. Le *marché y suffit. Mais* nous devons admettre qu'une politique énergétique européenne doit être plus que la somme de décisions nationales.

— Il semble justement qu'on n'y soit pas parvenu jusqu'à présent. C'est ainsi que, malgré plusieurs tentatives du conseil des ministres, il n'a pas encore été possible de mettre sur pied un projet d'exploitation commune des mines de charbon européennes.

— Il est inexact qu'il n'existe aucune politique énergétique communautaire. Mis à part le plan de crise, que je viens de mentionner, nous sommes déjà parvenus, au sein de la Communauté, à jeter les bases d'une certaine solidarité financière. C'est ainsi que nous finançons en commun des projets de transport de l'énergie. Nous prévoyons *également une participation dans* le domaine de l'énergie nucléaire, et voulons avant tout encourager les économies d'énergie à l'aide de campagnes financées par la C.E.E. Le budget prévisionnel est de 375 millions de marks.

Propos recueillis par
WILHELM HADLER.

(Lire la suite page 19.)

Soyons sérieux

A too secret ballot

" Open government " is a powerful slogan. Still more powerful is the need for openness in the process of democracy itself.

One reason for political alienation, in some European countries, is the fact that their leaders appear to be selected rather than elected. *Where Governments are formed by coalition, the decisive political* battles take place after the polling booths have closed. Votes may be counted, but they scarcely count. What decides the Government's composition is inter-party haggling behind closed doors. *The result is public disenchantment* — or worse.

Similar danger looms for the forthcoming election of the European Parliament — but before rather than after the poll. The fate of many *prospective candidates* will be decided, not by *election*, but by the political parties' selection boards — a *minority of a minority*, often with extremist views. And who has custody of these *custodians of democracy ? Neither the electorate* nor the electoral law.

As so often, Europe highlights already existing problems ; and as so often, there are analogies with the United States. On Sunday June 10, when the European *Parliament's* election results are counted, the *case for primary* elections may well have been *made*.

PANGLOSS.

Comment la Chine financera-t-elle son développement ?

Il manquerait environ 200 milliards de dollars à la Chine pour financer son industrialisation et atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans son plan de dix ans se terminant en 1985, selon un rapport de l'Institut japonais de recherche économique. La question de l'adhésion de la Chine au Fonds monétaire international reste posée, au *moment* où *elle s'ouvre aux crédits extérieurs*. Mais *elle* supposerait la diffusion d'informations que Pékin ne semble pas disposé à publier sur la situation économique et finan*cière du pays. Pour l'heure, il semble que les engagements* à l'étranger n'aient guère dépassé 1 milliard de dollars en 1978, alors que les réserves en devises étrangères *seraient* de *plus du double*.

L'EPOQUE de la règle d'or « compter sur ses propres forces » est maintenant ré*volue à l'intérieur de la Républi*que populaire de Chine. La « bande des quatre » à peine disparue, les nouveaux maîtres ont ouvert au grand jour, ou au moins *entrouvert*, les *portes de la Chine* aux entreprises étrangères. Au début, personne n'osait y croire. Et puis l'année 1978, avec son cortège de coups de théâtre, a

par J.-M. DUTREY (*)

fait tomber les dernières hésitations. Il ne se passe plus désormais de semaine sans que soit *annoncée à grand fracas* de publicité la signature d'une affaire importante entre telle administration chinoise et telle société japonaise ou occidentale. Les *contrats succèdent aux contrats*. On agite des milliards de dollars. Tout le monde se précipite à Pékin et, il faut bien le dire, certains auraient même tendance à y perdre *leur sang-froid*.

Il est temps de se demander comment la Chine va réussir à financer le développement qu'elle envisage.

Trois solutions s'ouvrent à elle, l'endettement, le recours aux investissements étrangers, l'augmentation des exportations. Il n'y a *pas encore* très *long*temps le principe affiché officiellement était de n'admettre aucun recours ni à l'investissement, ni à l'endettement.

En fait, pour ce qui concerne au moins ce dernier mode de financement, et derrière le refus de principe périodiquement affirmé, la Chine a depuis longtemps pratiqué un pragmatisme assez souple en recourant sous des formes diverses à l'emprunt : à court terme pour ses importations de céréales par exemple, et à moyen terme pour ses importations de biens d'équipement. Jusqu'à une date récente cependant les autorités *chinoises se* sont toujours attachées à ce que toutes les formes de crédit auxquelles elles recouraient les laissent seules en face du fournis*seur étranger sans recours* à un tiers prêteur, banquier ou gouvernement, qui aurait fait apparaître avec beaucoup plus de force la réalité de l'emprunt.

Puis est apparue, à l'instigation des banques japonaises, la pratique des dépôts qui, tout en requérant *l'intervention* d'un tiers prêteur dans la relation commerciale entre l'acheteur chinois et le fournisseur étranger, masquait le crédit.

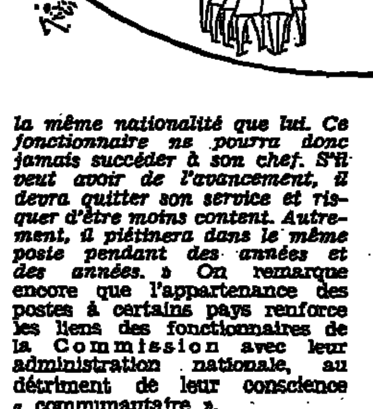
(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

(Lire la suite page 24.)

QUI SONT LES « EUROCRATES » DE LA COMMISSION ?

De vrais fonctionnaires nationaux

***Ils sont huit mille... Une véritable petite armée de fonc*tionnaires qui peuplent, à Bruxelles, les immeubles de la Commission des Communautés européennes. Ruche bourdonnante en six ou sept langues, elle a maintenant ses traditions, ses tics, sa façon de vivre en vase clos, à l'écart de la population belge, mais non des sirènes politiques des différents pays d'origine. Francesca Barbarelli a interrogé de nombreux *spécimens de cette* espèce très particulière que l'on désigne avec malice sous le nom d' « eurocrates ». Les révélations ont fusé qui donnent un aperçu concret *de cette vie collective d'un grand « service public euro*péen ».**



LES « eurocrates » de Bruxelles, qui furent autrefois *qualifiés* d' « apatrides » par Charles de Gaulle, font-ils preuve de cette supranationalité dont Michel Debré vient de déclarer qu'elle est une « *bête à écraser* » ?

« *Non*, constate l'un d'entre eux, Italien, en poste à Bruxelles depuis quinze ans. *Les quelque huit mille fonctionnaires de la Commission ne constituent pas un corps administratif homogène, supranational, doté de traditions propres. Ils demeurent attachés à leur administration ou à leur pays d'origine par des liens multiples.* »

« *L'un des problèmes essentiels de la Commission*, ajoute-t-il, *est que, dans les degrés élevés de la hiérarchie, les postes sont distribués en fonction de la nationalité des fonctionnaires.* » Ainsi cherche-t-on en ce moment quel est l'Italien qui pourrait succéder à Ugo Mosca, l'actuel directeur général des affaires économiques et financières, à la veille de la retraite. De même, traditionnellement, le *chef* du service juridique de la Commission est allemand, le directeur général de l'agriculture, le secrétaire général, français, et ainsi de suite. Les compétences particulières du fonctionnaire risquent d'être moins importantes que sa *nationalité*. Ainsi, *récemment*, les Italiens ont-ils voulu absolument maintenir un de leurs compatriotes au poste de porte-parole. A donc été nommé un homme *charmant, mais dont* les qualités ne correspondaient guère à ce poste.

Un fonctionnaire britannique remarque, pour sa part, que Christopher Tugendhat, le commissaire chargé des questions budgétaires, n'a pas observé cette règle non écrite de la Commission, en remplaçant son compatriote Robin Hutton par le Français Gérard Imbert, au poste de directeur des administrations financières, en 1978. Mais il s'est attiré de nombreuses critiques de la part des autres cabinets et des dirigeants britanniques, soulignant que le *Royaume-Uni* occupe beaucoup moins d'emplois à la Commission que son quota ne le permettrait.

Petits pays sur-représentés

En effet, alors que la population de la Grande-Bretagne constitue un peu *plus de 20 %* de la population totale du Marché commun, les Britanniques occupent 14 % *seulement* des postes de catégorie A (la catégorie la plus élevée, celle des *fonctionnaires de « conception »*), et 3,5 % des postes de catégorie C (les secrétaires). *Cette rareté relative des fonc*tionnaires britanniques est peut-être due à leur manque d'enthou*siasme pour* l'idéal communautaire. Ce sont les Danois qui ont le taux de rotation le plus élevé. Ils occupent plus de postes que leur quota. Les Français, les *Allemands*, les *Italiens occupent* un nombre de postes plus ou moins proportionnel à leurs *populations ; mais les petits pays*, particulièrement la Belgique, sont surreprésentés (la Belgique a 13,7 % des postes A et 40 % des postes C, pour 3,8 % de la population totale).

« *La règle de la répartition par nationalité*, continue-t-on à nous expliquer, *est extrêmement négative. Le supérieur et l'inférieur hiérarchiques directs d'un fonctionnaire ne sont jamais de la même nationalité que lui. Ce fonctionnaire ne pourra donc jamais succéder à son chef. S'il veut avoir de l'avancement, il devra quitter son service et risquer d'être moins content. Autrement, il piétinera dans le même poste pendant des années et des années.* » On remarque encore que l'appartenance des postes à certains pays renforce les liens des fonctionnaires de la Commission avec leur administration nationale, au détriment de leur conscience « communautaire ».

Dans les grades supérieurs, les administrations nationales détachent des *fonctionnaires* pour occuper les postes vacants, et ces fonctionnaires n'oublient pas immédiatement les principes en vigueur dans le milieu dont ils viennent. Même dans les gra*des moins élevés*, les administrations française et italienne, notamment, ont pris l'*habitude* de détacher des fonctionnaires à Bruxelles pour quelques années. Ces fonctionnaires, qui rejoindront plus tard leur administration d'origine, risquent d'être relativement *faibles* vis-à-vis de leurs ministres et de défendre moins vivement l'optique de la Commission. Toutefois, en principe, les « eurocrates » sont recrutés par concours, et ils font toute leur carrière à Bruxelles. Et l'on peut citer d'innombrables cas où ils s'opposent à leurs compatriotes venus des capitales de la C.E.E. lors de négociations.

Mais de nombreux fonctionnaires déplorent la faiblesse actuelle de la Commission et regrettent l'énergie et l'indépendance *dont* avaient *fait* preuve des commissaires tels le Néerlandais Sicco Mansholt, qui fut le père de la politique agricole commune. « *De plus en plus, constate un fonctionnaire français*, en poste depuis dix ans à Bruxelles, *les commissaires, qui sont nommés par leurs gouvernements, ont tendance à refléter, pour les problèmes importants, le point de vue de leurs gouvernements.* » En outre, les *commissaires dépendent* souvent également de leurs liens politiques avec les partis au pouvoir *dans leur pays*.

Les « eurocrates » soulignent que l'influence des gouvernements des Neuf sur la Commission s'exerce particulièrement au niveau des cabinets des commissaires, dont les membres n'ont pas le statut de la fonction publique européenne et constituent une sorte de hiérarchie parallèle aux services de la commission.

FRANCESCA BARBARELLI.

(Lire la suite page 23.)



LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Economie.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance le plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international limité).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Décentralisations économiques et sociales

LES productions industrielles ont maintenant décollé dans trois des quatre grands pays européens. Seule la Grande-Bretagne reste en retard et risque d'accentuer ce délai avec les grèves des camionneurs qui paralysent les transports et obligent les entreprises à ralentir, et souvent à débaucher. Mais l'Allemagne, la France et l'Italie vont-elles pouvoir maintenir leur rythme et réaliser, en 1979, des *performances meilleures qu'en* 1978 ? Seule l'Allemagne est, pour le moment, à peu près sûre d'y arriver, ainsi que le prévoient tous les experts et le récent rapport économique du gouvernement, qui envisage une croissance de 4 %. Les derniers résultats sont bons : ainsi, les évaluations faites pour le P.N.B. mettent en évidence une nette accélération au deuxième semestre (3.8 %) par rapport au premier (2,9 %), l'année 1978 ayant *connu une croissance de 3,4 %* contre 2,6 % en 1977.

1979 : année de vérité

Pourtant, comme l'a souligné M. Heinrich Oppenlaender, président de l'IFO (1), des obstacles subsistent, et 1979 montrera si *l'Allemagne est capable de franchir*, au deuxième semestre, le cap de la croissance auto-entretenue et assainie. Il y a d'abord la grève de la sidérurgie, qui a duré six semaines et qui a surpris par sa dureté. Ses effets économiques semblent cependant devoir être *finalement* limités, et le nouvel accord conclu dans la métallurgie avec le syndicat *IG Metall* marque une nette modération salariale (4,5 % d'augmentation seulement).

Par ailleurs, la crainte d'une accélération des prix s'est avivée devant le potentiel d'inflation que représente la croissance considérable de la masse monétaire sous *l'effet* des achats de dollars par la Bundesbank : 13,5 % entre octobre et décembre (en rythme annuel) contre un objectif de 8 %. *D'où la réaction des autorités monétaires* relevant de 3,5 % à 4 % le taux des prêts sur titres. Plus que la modicité de cette hausse, c'est sa signification qui est préoccupante. Est-ce le signe d'une nouvelle escalade des taux d'intérêt ? M. Manfred Lahnstein, secrétaire d'Etat aux finances, le craint et souligne l'inopportunité d'une telle mesure dans la phase actuelle de reprise. Malgré ces embûches, l'Allemagne a de bonnes chances de réussir dans ses progrès lents, mais systématiques, pour sortir de la crise.

C'est bien cette méthode lente et patiente qu'emploie aussi la France, avec quelques premiers résultats. Ainsi la Banque de France, comme le C.N.P.F. (le patronat) et l'Institut national de la statistique constatent-ils que *« l'économie française s'installe sur une pente de croissance modérée »*, que les statisticiens nationaux évaluent à 4 % par an en terme de production industrielle. Les chefs d'entreprise interrogés sont plus confiants, dans leur ensemble, le pourcentage des optimistes dépassant de 15 % celui des pessimistes.

Cependant, les problèmes fondamentaux sont loin d'être résolus. A cet égard, le déficit de 971 millions enregistré par la balance commerciale de décembre a constitué une mauvaise surprise, d'autant plus que c'est en matière d'échanges extérieurs que le gouvernement pense avoir atteint les résultats les plus décisifs. Les faits rappellent que les importations restent très sensibles à toute accélération d'activité et que l'équilibre extérieur est la condition primordiale à remplir pour retrouver une croissance plus acceptable. Ainsi M. Chotard, vice-président du C.N.P.F., a-t-il été plus à l'aise pour rappeler au gouvernement le danger que constituent, pour *la compétitivité internationale* des entreprises françaises des charges sociales excessives : celles-ci, à la différence de ce qui se passe dans les grands pays concurrents, pèsent surtout sur les sociétés, qui en supportent près de 50 % contre moins de 40 % pour leurs concurrentes.

Malgré le chômage à nouveau grandissant et les graves difficultés *à la fois régionales* (Lorraine, Nord...) et sectorielles (sidérurgie, textile...), la France n'a pas connu jusqu'à présent d'explosions sociales comme ses voisines. Est-ce notamment parce que ce gouvernement a moins pesé jusqu'à présent sur les salaires ? A cet égard M. Barre a *bien rappelé au cours d'un forum* devant quelques centaines de chefs d'entreprise que le dernier acte du rétablissement français en 1979 consistera à ramener la croissance des rémunérations en dessous de 10 %.

Encore faudra-t-il éviter de *faire la mauvaise expérience* de la Grande-Bretagne qui, après avoir réussi pendant trois ans à faire accepter une modération salariale, suscitant l'étonnement et souvent l'envie des autres pays, voit à l'heure actuelle ses acquis remis en question. Ceci est d'autant plus décevant que les résultats étaient bons, même si l'activité commençait à plafonner et l'inflation à s'accélérer à nouveau légèrement, marquant ainsi la fin d'une phase de récupération. Il était en effet clair, et plusieurs experts, dont ceux de la Lloyds Bank, l'ont souligné, que le boom de la consommation rendu possible par la hausse relativement élevée des salaires (près de 15 % entre octobre 1977 et 1978) par rapport à celle des prix (moins de 8 % sur la même période) ne pouvait continuer, et qu'il fallait freiner, par le budget entre autres.

Le gouvernement, qui avait voulu amorcer une nouvelle phase de modération avec un objectif de hausse du salaire de base de 5 %, avait essuyé le refus des syndicats et du parti travailliste lui-même. Dès lors, la grève des ouvriers de Ford et l'augmentation de plus de 15 % obtenue par ces derniers, sans que M. Callaghan puisse réagir et prendre des sanctions, ont marqué un tournant, l'exemple tendant à être suivi par d'autres entreprises et même des secteurs. Voici maintenant le premier ministre confronté à des demandes d'augmentations « sauvages » de 20 %, 30 %, voire 40 %. Les camionneurs, par exemple, ont refusé les 15 % que leur proposaient les employeurs, et exigent 25 %. Le secteur public se met, *lui aussi*, de la partie.

Devant cette situation inquiétante, M. Callaghan essaie de temporiser, assouplissant sa position et lâchant progressivement la norme de 5 %, pour se raccrocher un peu plus haut à 8 ou 9 %. La tâche est d'autant plus difficile que les syndicats semblent souvent eux-mêmes débordés par leur base. De toute manière, même une fois les désordres et les grèves dépassés, un changement de politique économique s'avère indispensable pour compenser les dépassements salariaux par un freinage fiscal et monétaire d'autant plus dur.

L'exemple de la Grande-Bretagne illustre bien les embûches *qui encombrent* le chemin du retour à une croissance assainie. L'Italie, elle, bien qu'elle ait déjà obtenu en matière d'échanges extérieurs des résultats fort brillants (la balance des paiements a été en excédent de 8,3 milliards de dollars en 1978), ne s'est même pas encore véritablement engagée sur cette voie. Le plan Pandolfi, qui essaie de s'attaquer à ses problèmes internes, et dont on discute depuis plusieurs mois, n'arrive pas à démarrer. Si les partis sont d'accord sur les principes — ce qui est déjà un progrès en Italie — ils ne le sont plus du tout dès qu'il s'agit de passer à l'application, en particulier en faisant accepter par les syndicats un blocage des salaires, en termes réels, pendant trois ans. Mais il faudra bien, un jour ou l'autre, sous la pression des faits, s'y résoudre. Malheureusement, la nouvelle crise gouvernementale n'arrange pas les choses.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) Institut de conjoncture de Munich.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

(Dans chaque case : notation actuelle / tendance précédente)

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE — Prix	QUALITÉ DE LA CROISSANCE — Emploi	MAINTIEN DE LA CROISSANCE — Capacité de production	MAINTIEN DE LA CROISSANCE — Échanges	MAINTIEN DE LA CROISSANCE — Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	++ / ++	++ / +++	— / —	++ / ++	++ / ++	+ / ++
FRANCE	+ / +	— / —	— — / — —	— / —	— / +	++ / ++
ITALIE	+ / +	— — / — —	— — — / — — —	— / —	++ / ++	+ / +
GRANDE-BRETAGNE	— / —	— / —	— — / — —	— / —	+ / +	+ / +

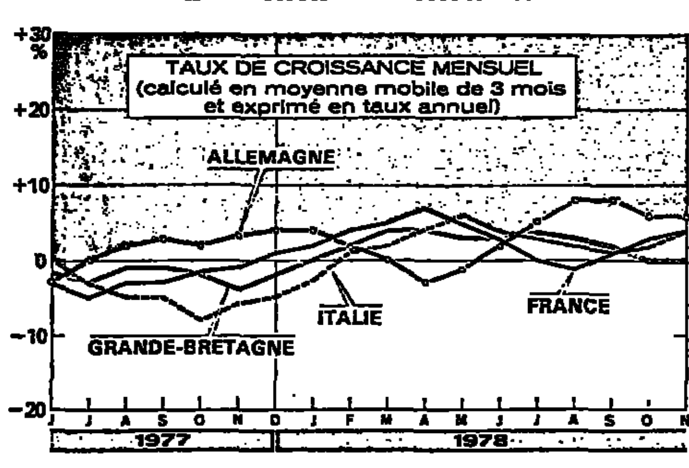
+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais [ ] tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

ÉTATS-UNIS : SITUATION ET INCIDENCES

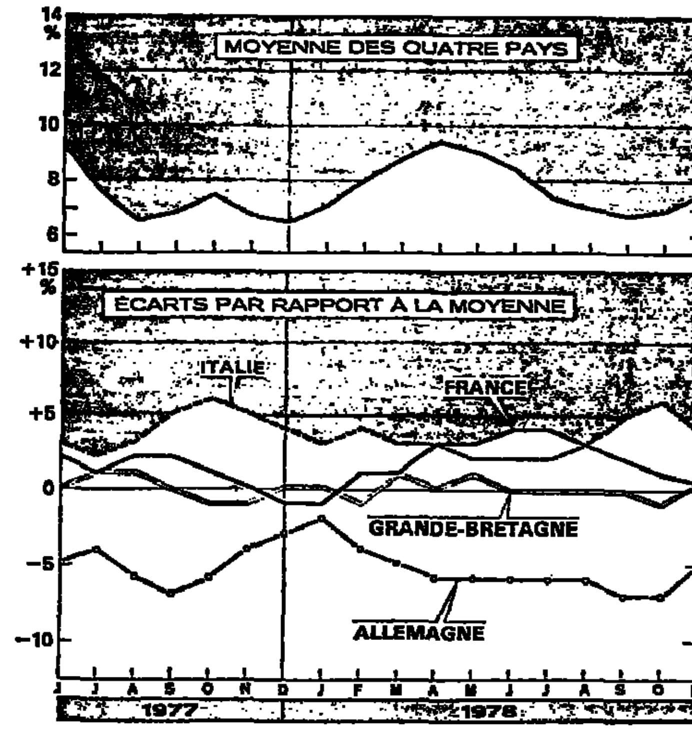
CROISSANCE	++ (++)	Confirmant la vigueur de l'activité qui se maintient en dépit des pronostics de ralentissement, le P.N.B. a augmenté de 6,1 % (en rythme annuel) au quatrième trimestre, soit considérablement plus qu'au troisième (2,6 %). De même la production industrielle s'est accélérée de 0,5 % en octobre à 0,7 % en novembre et 0,6 % en décembre.
PRIX	— — (— —)	En novembre et décembre, les prix de détail ont progressé de 0,5 % et de 0,6 %, et les prix de gros, deux fois de suite, de 0,8 %. Sur les douze derniers mois, l'augmentation a été de 9 % pour les prix de détail et de 9 % également pour les prix de gros.
CHOMAGE	— (—)	Après être resté à 5,8 % pendant deux mois, le taux de chômage par rapport à la population active est passé à 5,9 % en décembre. C'est là un changement peu significatif : depuis août il y a quasi-stabilité à un taux légèrement inférieur à 6 %, ce qui constitue néanmoins un progrès par rapport au début 1978 où ce taux était nettement supérieur à 6 %.
CAPACITE	+ (—)	D'après une récente enquête du département du commerce, les entreprises n'augmenteraient leurs investissements que de 3 % en 1979 (en volume) contre 4,5 % en 1978. Cependant ces dépenses pourraient être augmentées si *l'évolution* en 1979 apparaissait moins défavorable que prévu.
ECHANGES	— — (— —)	Le déficit de la balance commerciale de novembre a été de 1,95 milliard de dollars et celui de décembre de 2,04 milliards, amenant le déficit de l'année 1978 à 28,45 milliards.
MONETAIRE ET FINANCIER		Malgré le plan de soutien du 1er novembre le dollar reste faible et la tendance des taux d'intérêt reste à la hausse avec cependant un léger recul la semaine dernière. L'Allemagne, dont la masse monétaire a fortement augmenté sous l'effet des achats de dollars, a été obligée de relever son taux de prêt sur titres de 3,5 % à 4 %. En France, la tendance est encore à la baisse.
ECONOMIQUE		L'économie américaine fortement inflationniste et le dollar faible pèsent sur le DM, entraînant un gonflement de la masse monétaire *allemande, et en réaction une hausse des taux d'intérêt* : cela n'est évidemment pas favorable dans la phase actuelle de reprise de l'économie en Allemagne et aussi en Europe.

I. — TAUX DE CROISSANCE



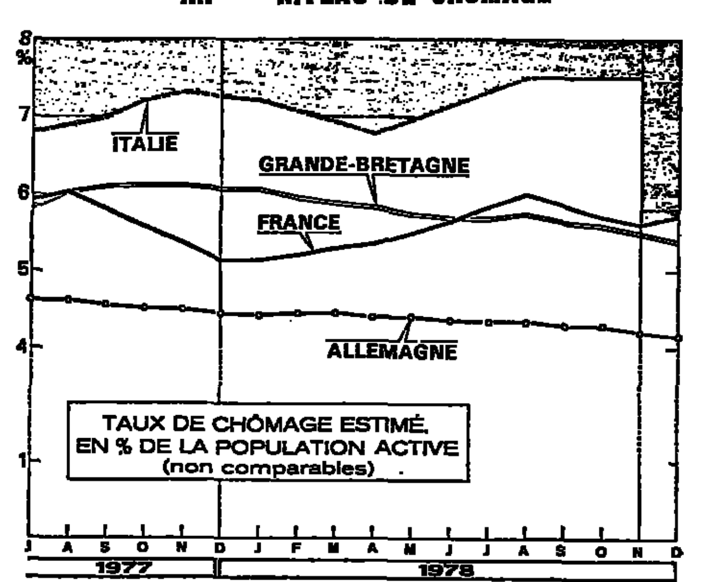
Entre octobre et novembre le rythme de la production industrielle s'est amélioré en France et en Italie (de 3 à 4 %) et s'est maintenu élevé en Allemagne (6 %). En Grande-Bretagne en revanche l'activité reste quasi stagnante (0 %).

II. — ÉVOLUTION DES PRIX



L'inflation moyenne des quatre grands pays européens a encore une fois augmenté au cours du dernier mois, passant de 6,9 % à 7,5 %, *cette fois-ci sous l'effet d'une accélération des prix* en Allemagne (de 0 à 3 %) et en Grande-Bretagne (de 6,5 à 8 %). A l'inverse le rythme des prix s'est ralenti de 13 à 11 % en Italie, et il est resté stable à un peu moins de 8 % en France. Ces taux sont calculés sur les trois derniers mois (octobre, novembre et décembre) et ramenés en rythme annuel. Calculés sur les douze derniers mois ces taux sont de 2,4 % pour l'Allemagne, 8,4 % pour la Grande-Bretagne, 9,7 % pour la France et [illegible] pour l'Italie.

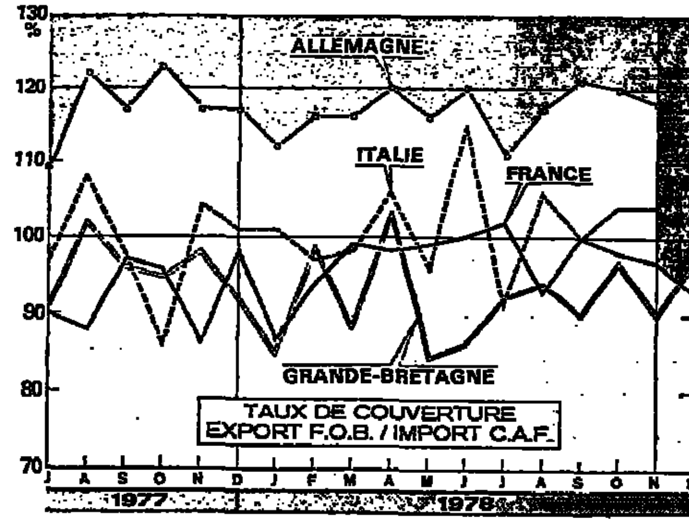
III. — NIVEAU DE CHOMAGE



Entre novembre et décembre le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a poursuivi son recul en Allemagne, de 4,20 à 4,15 %, et en Grande-Bretagne de 5,50 à 5,40 %. En revanche en France, après trois mois de baisse, il est remonté de 5,60 à 5,70 % (1).

(1) En Grande-Bretagne, ce taux serait à nouveau légèrement remonté en janvier, avant même les effets des grèves, qui représenteraient 0,5 % supplémentaires.

IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS

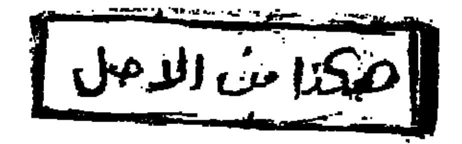


Le taux de couverture des importations par les exportations, calculé Fob-Caf et corrigé des variations saisonnières, s'est nettement amélioré en Grande-Bretagne entre novembre (90 %) et décembre (97 %). Il s'est en revanche dégradé en France de 97 à 93 %. En Allemagne et en Italie les taux sont restés stables en novembre aux environs de 120 % pour la première et de 105 % pour la seconde.



Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schowohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.
Publicité : Daniel Bortholini (« le Monde »), Riccardo di Corato (« la Stampa »), Bryan Todd (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).
Coordinateur : Eric Wolfensohn.



ÉCHOS DE BRUXELLES

La Communauté négocie dans tous les azimuts

Après l'examen de son organisation agricole, liée à la mise en place d'un nouveau système monétaire, son ouverture à de nouveaux membres méditerranéens, l'aboutissement de plusieurs importantes négociations extérieures avec les grandes puissances et avec les pays en voie de développement, la Communauté européenne aborde une année de négociations cruciales.

LA rencontre tripartite entre l'Allemagne, l'Angleterre et la France, pour l'abolition des montants *compensatoires* ou des aides aux échanges agricoles intracommunautaires qui avantagent les pays à *monnaie forte* ou ceux qui, comme l'Angleterre, subventionnent d'une certaine façon les produits alimentaires, conditionne la survie *même* de la politique agricole commune par *sa complexité. Mais le choix global* que la C.E.E. doit faire en 1979 dans le secteur agricole est encore *plus vital* : se diriger vers une agriculture de dimensions modestes par l'approvisionnement extérieur ou maintenir une agriculture relativement *forte*, mais au prix de subventions communautaires massives. La question agricole *conditionne* la mise en place du système monétaire européen, mais elle *concerne* aussi, par exemple, les négociations avec l'Espagne et le Portugal pour leur adhésion à la C.E.E. Ce sont tous les deux des pays essentiellement agricoles, et défavorisés dans la structure actuelle de la C.E.E. parce que producteurs de *denrées de type* méditerranéen. Il s'agit de rééquilibrer l'« agriculture des pauvres » avec *celle des pays riches* du Nord. L'Italie se trouve donc directement concernée par cette *perspective*.

Il y aura là un aspect important des pourparlers pour l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Le prix de l'élargissement de la *Communauté* ne peut être payé exclusivement par les zones méridionales de la France et de l'Italie, et aux dépens des autres pays avec lesquels des accords spéciaux sont en vigueur, comme ceux du Maghreb ou Israël. Les *négociations* avec *le Portugal*, entamées officiellement le 1er décembre 1978, porteront sur trois *aspects principaux* : son statut de pays exportateur de produits agricoles, ses projets d'industrialisation dans les secteurs en crise de la C.E.E. (textiles, acier, chantiers navals) et le droit à la libre circulation de la main-d'œuvre dans une communauté qui compte déjà six millions de chômeurs.

Des questions fondamentales

Si tout va bien, d'ici trois *ans, le Portugal fera de toute* façon son entrée dans la C.E.E., tandis que la Grèce, après la *conclusion récente de* la négociation principale, y entrera le 1er janvier 1981. Le problème espagnol n'est pas différent du portugais, si ce n'est par *ses* dimensions plus importantes : l'Espagne est, en effet, plus avancée sur le plan industriel et agricole, et sa population est beaucoup plus nombreuse. C'est *pourquoi* on parle d'un *délai* de cinq ou six ans pour son entrée dans la Communauté européenne.

En 1979, on devra aussi regarder de près les aspects institutionnels d'une C.E.E. composée de douze Etats membres. Un comité de trois sages *s'en* occupera. Mais l'élargissement de la Communauté pose des questions fondamentales touchant le processus de décision, toujours plus difficile, puisque *chacun des douze Etats* peut user de son droit de veto pour sauvegarder des intérêts nationaux importants. Quelle est la nature de la Communauté? Dans quelle mesure une Communauté à douze aura-t-elle plus de difficulté *à s'intégrer économiquement* et politiquement ? Quels sont les risques de voir se former *deux ou même trois* Europe communautaires qui avanceraient à des rythmes différents ?

Une négociation importante est en cours entre le conseil des ministres, jaloux de sa souveraineté et de celle de chaque Etat membre, et le Parlement européen, qui veut conquérir de nouveaux espaces en augmentant plus que « permis » les dépenses du budget pour 1979. Pour le moment, la C.E.E. n'a pas de budget pour l'année, *ou plus exactement* il y en a deux : celui du Parlement européen, augmenté *de quelques centaines de milliards* de lires, et celui proposé par le conseil des ministres. Il y a certainement là un *affrontement* « historique », dont l'issue intéresse les futurs pouvoirs du Parlement européen et l'équilibre du pouvoir entre les différentes institutions communautaires. On cherchera évidemment *un compromis, sinon le budget* restera celui de 1978, ou il y aura recours et appel à la Cour de *justice* européenne du *Luxembourg*.

D'ici à avril 1979, il faudra aussi signer la nouvelle convention entre la C.E.E. et les cinquante-trois pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique pour qu'elle entre en vigueur le 1er avril 1980. Ce sera une négociation entre pauvres et riches, avec les premiers qui demandent *beaucoup* (aides financières, stabilisation des prix de leurs exportations, *ouverture des marchés* communautaires aux produits agricoles et industriels) et les *seconds qui traversent* une période de crise et ne sont disposés à concéder que le strict *nécessaire*. La convention de Lomé a été un grand succès *de* la Communauté, son titre de *gloire* dans ses rapports avec un monde en voie de *développement*, et un geste généreux ne serait pas déplacé. En tout cas, l'attitude *actuelle* de la Communauté consiste à dire en langage diplomatique aux pays de la convention de *Lomé que* « c'est à prendre ou à laisser ».

D'ici trois à six mois, les négociations commerciales multilatérales de Genève *devraient aussi* aboutir ; elles ont été retardées notamment par l'intention américaine de faire peser des montants compensatoires sur des produits communautaires qui sont considérés, à tort ou à raison, comme ayant reçu des aides nationales pour être exportés aux Etats-Unis. Intention inacceptable par la C.E.E., en *général*, et par la France, en particulier. On trouvera une solution, mais il faut *noter* que les résultats de ces négociations sont moins importants que ceux des *précédentes. Actuellement*, en effet, le flux commercial est davantage contrôlé par la politique *monétaire, fiscale* et *administrative* que par les tarifs douaniers.

Il faut s'attendre encore à *d'autres négociations externes* : la conférence de la CNUCED, à Manille, en mai, sur les relations *entre les pays industrialisés* et ceux en voie de développement, où, là aussi, la C.E.E. promet de ne pas être très généreuse. Ensuite se déroulera la conférence importante de l'ONU sur le droit de la mer. 1979 sera la *dernière année où* on pourra *délimiter les propriétés* du fond marin et de ses richesses. Si cela n'est pas possible, chaque Etat adoptera des mesures unilatérales pour l'exploitation des fonds marins. Les conséquences sur les rapports internationaux *seront lourdes*. Par ailleurs, les négociations pour un accord avec le Comecon ne vont pas *au mieux* : la C.E.E. veut maintenir le droit de conclure des accords avec les pays du bloc soviétique, en particulier, et n'est disposée à établir des ententes de bloc à bloc que dans les secteurs de moindre importance. C'est au Comecon qu'il appartiendra de donner une réponse à cette dernière offre de la C.E.E.

On n'oubliera pas les négociations avec les pays arabes producteurs de pétrole, qui commencent en juin dans le but d'assurer l'avenir pour la C.E.E. et de se garantir l'approvisionnement et la stabilité des prix pour le pétrole. Les négociations avec la Norvège et la Suède sur la pêche *viennent de commencer*, mais la C.E.E. n'a pas encore adopté de politique commune à *cause, entre autres*, des *difficultés* soulevées par le Royaume-Uni. C'est pourquoi il est difficile d'engager ces entretiens sur une base commune encourageante. La négociation interne sur la sidérurgie sera permanente après le renouvellement du « plan de crise », de même que celles qui touchent à la survie de l'industrie *textile* et à la *crise* de la construction navale. La politique énergétique commune, enfin, *reste un mirage*, la *jalousie* de l'Angleterre à propos du pétrole de la mer du Nord contribuant à l'empêcher. En 1979, la C.E.E. devra faire avancer beaucoup de négociations mises en route en 1978. Il faudra qu'elle mette *les* bouchées *doubles*.

RENATO PRONI.

Les déclarations de M. Brunner

(Suite de la page 19.)

— Est-ce un instrument efficace pour l'harmonisation et le soutien des politiques énergétiques nationales ?

— Il me semble bien que oui. Mais cela doit être complété avant tout par des accords sur les objectifs énergétiques. Nous sommes déjà parvenus à nous mettre d'accord, *notamment* en ce qui concerne la diminution de nos importations, afin de moins dépendre des pays exportateurs. Il s'avère déjà dans la pratique que nos importations d'énergie primaire — soit avant tout le pétrole, — qui atteignaient 63 % de notre consommation en 1973, sont descendues à 56 % cette année. Nous avons l'intention de faire passer ce pourcentage à 50 % d'ici à 1985.

— La communauté européenne s'efforce depuis longtemps de rendre ses procédures de décision plus rigoureuses, ce qui est indispensable, surtout si l'on songe qu'elle va bientôt accueillir en son sein la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Comment la Communauté peut-elle accroître sa capacité d'action sans se heurter à la résistance des gouvernements nationaux qui considèrent le transfert de leurs droits de souveraineté comme au moins prématuré ?

— Pas d'amélioration de la capacité d'action de la *Communauté* sans transfert de souveraineté. Celui qui prétend le contraire raconte des mensonges. Bien sûr, on peut imaginer des améliorations au niveau de l'exécutif de la C.E.E. Mais personne ne peut tout avoir sans rien donner. Sans transfert de souveraineté, *il n'est pas possible* de réaliser le principe d'égalité entre riches et pauvres, grands et petits, ni d'améliorer le contrôle de la politique d'unification européenne. »

Propos recueillis par WILHELM HADLER.

Au symposium de Davos

Des chefs d'entreprise évaluent leurs positions dans la société

Le Neuvième symposium de management de Davos, qui a commencé le 1er février, se déroulera jusqu'au 9 sur le thème : « L'entreprise face aux nouvelles structures économiques et sociales des années 80. » Quelque quatre cent cinquante patrons venus de nombreux points de l'Europe, s'y rencontrent, ainsi que des personnalités telles que notamment MM. Raymond Barre, Edward Heath, John Kenneth Galbraith, Ralph Dahrendorf. Une analyse géopolitique du monde en fonction des nouvelles données internationales a été entreprise et les chefs d'entreprise ont été invités à « proposer » leurs propres visions du monde futur, sachant bien que « le patron propose et la société dispose ».

DANS un monde *qui change* toujours plus vite, la part du domaine stratégique augmente dans la vie du responsable aux *dépens de l'opérationnel*. Tous n'accueillent pas cette évolution avec le même bonheur...

Cette année, les organisateurs du symposium ont visiblement fait un effort pour « *cadrer* » les efforts de leurs invités, afin qu'ils définissent aussi précisément que possible leurs stratégies pour les années 80. Ainsi chacun a-t-il reçu au départ une redoutable « check-list » *de questions qu'il lui faut se* poser s'il ne veut pas avancer vers l'avenir en aveugle. *Quelles sont ses hypothèses* personnelles sur l'intervention des gouvernements dont ils dépendent ? Ses *perspectives de* conflits sociaux et d'exigences nouvelles des employés ? Les changements à anticiper dans l'évolution des techniques ? La réaction des consommateurs ? La décroissance de certains marchés ? Les *difficultés* d'approvisionnement en matières premières ? etc. Une centaine de questions à tiroirs auxquelles chacun se doit de répondre pour lui-même en termes clairs sur des lignes préparées à cet effet dans un cahier confidentiel.

Puis vient la deuxième partie : en termes de production, de commercialisation, de productivité, de rentabilité, de capacité d'adaptation, d'harmonisation par rapport à son environnement social et économique, politique, de participation à celui-ci, voici le chef d'entre*prise conduit à se noter* lui-même. L'ensemble aboutit à un tableau dans lequel le dirigeant *classe sa firme* d'après *différents* critères en fonction de son entourage, se situant de ce fait par rapport à *ses* concurrents existants ou potentiels. Un exercice intéressant et bien astreignant, même à titre individuel... Lorsqu'apparaît le tableau final, on ne peut s'empêcher de ressentir l'anxiété des résultats d'examens. Et gageons que nombreux sont ceux qui paieraient cher pour « relever » au *sortir* des conférences les cahiers secrets ainsi remplis des quelque quatre cent cinquante dirigeants réunis à Davos.

Pour un nouveau « jeu d'acteurs »

Non contents d'évaluer systématiquement cette année leur position par rapport au monde en mutation, les industriels réunis ont aussi décidé, sur l'invitation de leurs hôtes, d'essayer de peser sur l'orientation de ce monde par des propositions. Ainsi ont-ils été mis au travail *par petits groupes pour déterminer* en commun une certaine vision des grandes questions qui se posent *autour d'eux*.

Quel doit être le rôle du profit dans la vie économique et sociale ? Comment le partage des fruits de la croissance doit-il *s'opérer ?* Quels seront les systèmes de direction et de contrôle de l'entreprise à venir ? Quelles sont les nouvelles relations auxquelles il faut s'attendre *entre* le travail, l'emploi et les loisirs (sans parler de la formation) ? Comment l'entreprise doit-elle accepter de vivre et de mourir dans un univers où libéralisme, dirigisme et compétitivité entretiennent des relations *délicates* ? En quels termes doivent être abordées les négociations sociales pour contribuer, malgré tout, à la prospérité économique ? Faut-il s'obstiner à lier les rémunérations aux résultats ? Comment concevoir une nouvelle organisation des échanges internationaux qui satisfassent les aspirations des entreprises nouvelles venues sur le marché et limitent cependant les dégâts de la « concurrence sauvage » ? Comment résoudre les problèmes que pose l'action économique et sociale d'entreprises « multinationales » devant les structures « historiques » des Etats ?

L'objectif est d'envisager un nouveau « *jeu d'acteurs* » principalement entre les gouvernements, les organisations syndicales et les entreprises.

Habituellement, c'est un genre d'exercice que se réservent les organisations patronales officielles. Le C.N.P.F. en France, l'Union des travailleurs en Allemagne, la Cofindustria en Italie, la Confédération de l'industrie britannique outre-Manche... quand ils se lancent dans pareille aventure. On a rarement vu un groupe de chefs d'entreprise « in*dividuels* » *proposer solennellement* leur vision de l'avenir, en réponse aux grandes questions en suspens. Et encore moins un *groupe représentant des patrons* venus de tous les coins de l'Europe. Bien entendu, il leur sera sans doute plus difficile de parvenir à des *positions communes*, étant donné les différences entre leurs caractéristiques nationales.

JACQUELINE GRAPIN.

PAROLE D'ANGLAIS...

De Gaulle avait raison

David Spanier, *correspondant diplomatique du* « Times », qui a suivi pendant des années, de Londres et de Bruxelles, les péripéties de la formation de la Communauté européenne et de l'adhésion de la Grande-Bretagne *au Marché commun, cite ici en forme d'impressions quelques souvenirs qui le conduisent à admettre, dans un style* tout britannique, que... de Gaulle avait probablement raison.

CELA est difficile à admettre pour un Anglais. Mais le *général* de Gaulle avait probablement raison. Vue de Londres, son attitude arrogante et intransigeante semblait im*pardonnable* dans les années 60. Mais si l'on se place du point de vue des années 70, il est difficile de réfuter son sévère verdict : l'Angleterre n'était pas suffisamment *européenne pour* être admise dans la Communauté.

Vraiment, le général nous *manque. A son époque, tout ce* qui se passait dans le Marché commun était jugé par rapport à ce qu'il en dirait, à ce qu'il *ferait. Comme cela était rassurant*, rétrospectivement, d'avoir un tel personnage politique, même irritant et non coopératif. On pouvait au moins mesurer les *événements par rapport à* lui.

Il prononça deux vetos contre l'adhésion britannique. Le pre*mier, lancé le 14 janvier* 1963, *en forme de dénonciation de la* candidature britannique, lors de l'une de ses conférences de presse à grand spectacle, tonna *comme la foudre dans un ciel* bleu. Tout le monde en fut stupéfait. M. Edward Heath, qui menait à l'époque les négociations en vue de l'adhésion, des*cendit les marches du ministère* des affaires étrangères de Belgique après avoir entendu la nouvelle à la radio, le visage figé dans un sourire qui ressem*blait à un masque mortuaire*. Le professeur Erhard, économiste corpulent et aimable, plutôt perdu dans les corridors de Bruxelles, les arpentait en murmurant : *« C'est une bien sombre journée... c'est une bien sombre journée... »*

Les journalistes pouvaient à peine y croire. Je me souviens que le distingué correspondant du *New York Times* à Bruxelles reçut de son journal un télé*gramme de mise en demeure*, dans le plus pur style américain : *« Veuillez expliquer en trois phrases au maximum ce qu'est exactement le Marché commun. »*

Le second veto, prononcé le 27 novembre 1967, fut une affaire *plus calme. Tout le monde* s'y *attendait. Il se produisit* six mois après la nouvelle candidature de la Grande-Bretagne pour adhérer à la Communauté, *cette fois sous un gouverne*ment travailliste. M. Harold Wilson, dont la formule resta fameuse, considéra que *« non n'est pas une réponse »*. Il persista à frapper à la porte. Mais, même dans ces conditions, il fallut trois ans avant qu'on lui réponde que les négociations *pouvaient s'ouvrir. A ce moment*, le général avait quitté le pouvoir, mais son influence se faisait encore fortement sentir dans l'opposition gaulliste à l'adhésion britannique. S'il avait vécu plus longtemps, on peut être à peu près sûr qu'une troisième salve de *« ils ne passeront pas »* aurait été *tirée* par-dessus la Manche.

Je n'ai rencontré le *général* qu'une seule fois. C'était au palais du Quirinal, à Rome, où l'on célébrait le dixième anniversaire du Marché *commun*. Les invités, y compris les journalistes, en smoking, furent autorisés à le rencontrer sans protocole *à l'issue d'un banquet* officiel. Le général descendit lentement la file pour serrer les mains, jetant de sa haute taille un regard de myope. Et que *vous a-t-il dit ? m'a-t-on* demandé. *« Bonsoir, madame. »*

DAVID SPANIER.

Deux techniciens pensent le système monétaire européen

MM. Bernard Clappier et Horst Schulmann

La conception du système monétaire européen est une affaire hautement politique dont l'initiative peut être attribuée au chancelier allemand, avec l'assentiment du président de la République française. Les initiés savent toutefois quel rôle ont joué, du côté allemand et du côté français, MM. Horst Schulmann et Bernard Clappier. Claus Dertinger brosse ici l'envers du décor.

PLUSIEURS hommes politiques spécialistes de l'économie peuvent se vanter de la paternité spirituelle d'un système monétaire européen, plus étendu, par son contenu et par les régions qu'il concerne, que le serpent devenu un vermisseau au cours de ces dernières années. Le mérite d'avoir esquissé le premier l'idée du système monétaire européen sous cette forme (qui aurait pu fonctionner déjà depuis le début de cette année s'il n'y avait eu le litige agraire) revient indiscutablement au chancelier allemand. C'était le 7 avril de l'année dernière. Helmut Schmidt, au sommet européen de Copenhague, présentait aux chefs de gouvernement, lors d'un dîner dans l'isolement du château de Marienborg, son projet monétaire. La surprise était grande parmi les convives, qui s'étaient réunis là-bas sans leurs suites de ministres, fonctionnaires et interprètes. Un seul était au courant : Valéry Giscard d'Estaing, chef de l'État français. Le chancelier en avait déjà parlé avec lui, peu de temps après le deuxième tour des élections législatives françaises.

Les motifs des initiatives monétaires de M. Schmidt étaient davantage de nature politique qu'économique. La défaillance du dollar, la faiblesse de l'administration Carter, la crainte d'un isolement politique de la République fédérale sur le problème de Berlin, et la peur que des sentiments de jalousie des partenaires européens, dont les économies ne remportaient pas autant de succès, puissent évoquer l'ombre mauvaise du passé allemand. Tout cela incitait le chancelier à rechercher un concept liant davantage la République fédérale à la Communauté européenne, renforçant le contact avec Paris, et fortifiant en même temps économiquement et politiquement la Communauté de l'Europe.

Helmut Schmidt trouva immédiatement en son ami Valéry un défenseur enthousiaste de son idée. Comme ministres des finances, tous deux avaient réfléchi sans cesse, depuis l'écroulement du système de cours fixes de Bretton-Woods, à la politique monétaire européenne. Tous deux étaient partisans d'un cours fixe, et tous deux étaient d'accord dans leur appréciation du rôle dirigeant des Etats-Unis.

Le chancelier fédéral n'avait pas seulement surpris ses collègues des autres pays partenaires par sa première offensive en vue d'un nouveau système monétaire. Les premières bribes du plan monétaire de M. Schmidt, connues par la presse, insuffisamment informée, ont partout soulevé de grandes perplexités, même à la direction des services responsables de la politique monétaire allemande. Ce n'est qu'au cours de la semaine suivant la réunion de Copenhague qu'elle en avait été informée.

Remplacer le serpent

Un seul homme, à Bonn, fut entièrement initié dès le début : Horst Schulmann, directeur ministériel, responsable du service de la politique économique, financière et sociale à la Chancellerie. L'ancien secrétaire général du conseil des « sages », qui a travaillé à la Banque mondiale et à la Communauté de l'Europe et, qui a succédé ensuite à Manfred Lahnstein, actuellement secrétaire d'Etat aux finances à Bonn, au poste de conseiller économique du chancelier, était l'auteur du document monétaire que M. Schmidt n'avait même pas remis à ses collègues de Copenhague.

M. Schulmann n'avait pas seulement collaboré aux projets monétaires. Il avait également permis de surmonter de nombreux obstacles au système monétaire européen, en coopération avec M. Bernard Clappier, président de la Banque de France, dont la durée de fonctions a été prolongée d'un an afin qu'il puisse coopérer à l'élaboration du système monétaire pour remplacer le serpent, devenu inacceptable pour Paris.

MM. Schulmann et Clappier furent les acteurs les plus importants dans l'organisme officieux chargé, après le sommet de Copenhague, de développer les idées monétaires. Ils se rencontrèrent souvent, rédigèrent des notes, les échangèrent entre eux. Par ailleurs, la commission monétaire de la Communauté de l'Europe, le comité des gouverneurs des banques centrales et le conseil des ministres de l'économie et des finances de la Communauté de l'Europe étudiaient des modèles pour un nouveau système monétaire. Mais, à proprement parler, personne ne savait au juste où devait aboutir cette voie. Les conceptions étaient contradictoires. Au comité monétaire on croyait déjà que l'ensemble du plan disparaîtrait à nouveau dans la tourmente, et M. Emminger, directeur de la Bundesbank, par crainte que la politique de stabilité allemande puisse être minée de l'extérieur, ne cachait nullement que cela serait peut-être le mieux.

Jusqu'au compromis nocturne

Mais les aiguillages politiques avaient été mis en place par MM. Schmidt et Giscard d'Estaing, et MM. Schulmann et Clappier continuaient à travailler de façon intensive sur ces rails, en quelque sorte, comme des diplomates secrets de leurs chefs suprêmes.

La semaine la plus fébrile a certainement été celle qui précéda le sommet de Brême, les 6 et 7 juillet, se souvient M. Horst Schulmann. A peine deux semaines avant, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing, avec leurs conseillers les plus intimes, s'étaient creusé la tête et avaient imaginé seuls la stratégie et le concept pour Brême, ce qui, non seulement portait ombrage aux autres partenaires, mais également à la direction de la Bundesbank, qui se sentait bousculée puisque le chancelier n'avait informé de son accord avec le président français son directeur de la banque d'État que plusieurs jours après.

Lorsque, finalement, à Brême, le conseil européen mandata officiellement les ministres des finances pour élaborer le S.M.E., une importante borne milliaire fut mise en place. Mais en même temps commençaient les multiples querelles au niveau des rapporteurs. Plusieurs modèles furent élaborés, mais les directives et la direction politique faisaient défaut. Les ministres des finances n'osaient pas user de leurs compétences. Les échanges de balles avec des intérêts nationaux commençaient à user les experts de l'échelon moyen. Les divergences sur les règles d'intervention, le panier monétaire, la grille des parités et les mécanismes de crédit apparaissaient de plus en plus. Les gardiens de la monnaie de Francfort, qui craignaient pour la stabilité monétaire, intervenaient auprès du chancelier.

En un mot, l'atmosphère dans laquelle les préparatifs du S.M.E. se sont déroulés cet été était peu réjouissante, et cela d'autant plus que des dissonances empêchaient la réalisation de progrès entre les principaux acteurs : l'Allemagne et la France. A la rencontre d'Aix-la-Chapelle, elles purent être gommées entre MM. Giscard et Schmidt.

Mais après quels efforts ! Le chancelier fédéral, le chef de l'Etat français et leur nombreuse suite avaient festoyé au-delà de 23 heures et apprécié les vins rouges capiteux au « Quellenhof », à Aix-la-Chapelle. Les experts, qui caressaient déjà l'idée de retrouver leur lit, furent condamnés par leurs chefs à élaborer encore des documents de travail. Ils restèrent jusqu'à 3 h. 30 du matin : du côté allemand, M. Poehl, vice-président de la Bundesbank, qui souffrait d'une extinction de voix ; M. Manfred Lahnstein, M. Weber, directeur ministériel, et M. Schulmann, conseiller du chancelier, et, du côté français, à nouveau M. Clappier et son équipe.

Malgré toute la souplesse, que les experts allemands appréciaient comme une qualité particulière chez M. Clappier, ils n'avancèrent guère dans la question déterminante du système d'intervention. C'est tôt le matin qu'un texte élaboré par M. Schulmann apporta une base de compromis franco-allemand à Aix-la-Chapelle.

Une série d'éléments nouveaux furent encore intégrés dans le système monétaire avant que, finalement, le système monétaire européen ait été adopté au début de décembre à Bruxelles, au cours de la plus longue séance jamais connue au conseil européen. Et, si un rôle mérite d'être tout particulièrement souligné, c'est celui des Belges, qui, grâce à une série de propositions constructives — pas toujours réjouissantes pour la République fédérale — rendirent en fin de compte possibles des compromis acceptables.

CLAUS DERTINGER.

Un « pont européen » de télévision par satellites ?

Certains projets nationaux sont plus acceptables

Les émissions de télévision par satellites pour le public s'annoncent proches. Un projet européen est à l'étude dans ce domaine, où il semble que le Vieux Continent ne soit pas en retard sur l'Amérique. Mais étant donnés son coût et ses aléas, il apparait que c'est plutôt vers la voie nationale que s'orientera l'opération. Et les réalisations allemandes s'annoncent rapides et puissantes.

LE jour est proche où des émissions comme le « Grand Prix » de Wim Thoelke, le « Jeu des générations » de Bruce Forsyth, « Parions » de Signor Mike ou encore les actualités télévisées du débonnaire Roger Gicquel arriveront sur notre écran tout droit de l'univers. Tant les gouvernements que l'industrie ne laissent planer aucun doute là-dessus : ce sont les téléviseurs européens qui, les premiers, recevront directement leurs programmes des satellites.

Cela devrait commencer par les Allemands et les Français. Le premier satellite géostationnaire, sur une orbite située à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur, devrait émettre à partir de 1983. Le projet détaillé, mis au point par une firme allemande pour six millions de marks, se trouve actuellement sur le bureau du ministère allemand de la recherche à Bonn. Paris a manifesté son intérêt à une collaboration, et il est également question des Italiens comme partenaire possible.

Il est peu probable qu'un projet européen de « pont télévisé » verra jamais le jour. Certes, l'organisation spatiale ESA a bien proposé à ses membres un satellite expérimental, H-SAT, de réception directe. Mais après le peu de succès remporté par leur satellite commun (1) Symphonie, les gouvernements de Paris et de Bonn, en tout cas, sont plutôt partisans de ne pas se lancer dans des tentatives coûteuses et de passer plutôt à l'application là où ils pensent déjà dominer la technique : la réception directe par les antennes situées sur le toit des habitations. Mais chez les utilisateurs également — essentiellement les sociétés de télévision privées et semi-publiques, ou, en Allemagne fédérale, la poste, qui exploiterait la technique de diffusion — tout indique que l'on va dans le sens de projets nationaux. L'accord signé le 13 février 1977 à Genève concède cinq canaux de télévision à chaque Etat. Or, le satellite prévu ne peut plus émettre aucun programme en direct et seuls les pays situés sur le même méridien peuvent utiliser le même satellite ; il n'y aura donc guère d'accords entre partenaires, même bilatéraux, en ce qui concerne l'exploitation.

La société allemande qui construit les satellites HV-SAT part de techniques où les Européens sont en avance, même sur les Américains.

C'est ainsi que la charge utile des éléments électroniques a atteint un tel niveau que, malgré les contraintes de poids, ce satellite permet la réception directe. Quant à la technique au sol, elle a elle-même enregistré de tels progrès que l'installation sur le toit des maisons, une fois fabriquée en série, coûtera moins de 1 000 marks.

Enfin les générateurs à cellules solaires, par exemple, le panneau ultra-léger, U.L.P., testé par la société internationale COMSAT, qui produit des satellites, fournissent suffisamment d'énergie électrique pour que le satellite, qui en consomme plus que ses prédécesseurs, puisse remplir sa tâche.

En ce qui concerne certains éléments de la plate-forme, comme la commande de position, ils ont déjà fait leurs preuves sur d'autres satellites, notamment sur les satellites internationaux destinés à la diffusion des actualités du type INTELSTAT V.

Qui paiera ?

Le satellite HV-SAT pèsera près de 1 000 kilogrammes, poids que peut encore supporter la fusée européenne Ariane. Pour un tel poids, il offrira :

— Trois canaux (plus tard cinq) de télévision, dont un pourra être remplacé par douze canaux de radio en stéréo ;

— Une durée de vie globale de dix ans, dont cinq pour l'exploitation proprement dite. Trois satellites par pays, cela suffira donc pour dix ans : les deux premiers seront lancés presque en même temps, l'un commençant immédiatement à fonctionner, l'autre restant en réserve. Au bout de cinq ans, le satellite en réserve prendra le relais et un troisième satellite sera alors lancé qui, à son tour, servira de réserve.

La mise au point — sans le lancement, mais la fabrication du premier satellite opérationnel comprise — reviendra, selon les estimations du ministère de la recherche à Bonn, entre 200 à 300 millions de marks. Le financement de ces travaux pourrait se faire grâce au budget de la recherche, mais, dès qu'une quelconque utilisation commerciale sera en jeu, c'est la poste allemande qui sera priée de contribuer aux frais. Elle devra débourser de 90 à 120 millions de marks pour chaque nouveau satellite.

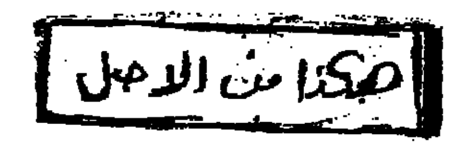
Il ne faut pas oublier les frais de lancement, qui reviendront, selon Bonn, à environ 80 millions de marks si le satellite TV-SAT est lancé par Ariane, la fusée mise au point sous la baguette des Français, mais financée et construite avec la collaboration de la R.F.A. Autre solution : le lancement par le transporteur spatial américain réutilisable. Mais là, on se heurte à un désaccord politique. Selon Bonn, le coût serait alors d'environ 40 millions de marks, le satellite TV-SAT ayant besoin d'environ 5 mètres de soute, y compris ses agrégats lui permettant de passer de l'orbite de la navette à sa propre orbite géostationnaire.

Malgré tout cela, les experts de l'industrie escomptent une forte diminution du coût des émissions ainsi transmises. Actuellement, la diffusion par émetteurs terrestres revient à une seule des chaînes allemandes à 150 millions de marks par an. Quant à la seule note d'électricité pour les trois chaînes de R.F.A., elle s'élève à 50 millions de marks. Avec la télévision par satellites, une chaîne devrait, à l'avenir, ne plus coûter que 20 millions de marks par an.

Pour ce prix, tous les citoyens allemands en possession d'un téléviseur recevraient toutes les émissions, ce qui n'est pas le cas actuellement, où il n'existe pas toujours suffisamment de réémetteurs et où montagnes et gratte-ciel font écran à la propagation des ondes de télévision, qui, rappelons-le, est rectiligne. En revanche, le satellite n'émet pas en lignes parallèles vers la Terre, mais — pour le centre de l'Europe — à partir d'un angle de 30 degrés environ. Son utilisation permettrait donc de supprimer pratiquement touts les blancs de la carte des téléviseurs.

KLAUS-MULLER.

(1) European Spatial Agency.



LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES VUES DE BONN

L'engagement des dirigeants syndicalistes provoque des réactions

LA campagne des candidats aux quatre-vingt-un mandats allemands de la première Assemblée européenne élue au suffrage universel tournera moins autour des problèmes actuels de la Communauté que des questions fondamentales de politique, d'économie et d'idéologie. Les indices fournis par le congrès du parti social-démocrate allemand (S.P.D.) sur l'Europe, qui s'est tenu à la mi-décembre à Cologne et sera suivi des congrès extraordinaires du parti libéral-démocrate (F.D.P.) le 3 février à Aix-la-Chapelle et de l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) fin mars à Kiel, ne prêtent pas à confusion.

Les sociaux-démocrates ont opté pour un programme électoral qui réunit des revendications et des professions de foi socialistes en même temps que de dures attaques contre l'ennemi numéro un, la démocratie chrétienne, sans négliger une démarcation prudente par rapport aux démocrates libéraux. Ainsi trouve-t-on à maintes reprises dans ce programme des formules pleines d'empressement à l'égard de l'aile gauche du parti, ce qui était évité en général dans les campagnes pour les élections au Bundestag ou au Landestag par égard pour le partenaire de la coalition, le parti libéral-démocrate (F.D.P.). Il est question de « changement souhaitable de structure dans l'économie et la société », de la semaine de trente-cinq heures, des droits supplémentaires de contrôle et de cogestion des travailleurs, et de l'interdiction du lock-out.

Manifestement, le parti social-démocrate (S.P.D.) veut se présenter aux élections européennes comme le parti des travailleurs et, ce faisant, se mettre dans la mesure du possible au diapason des autres partis socialistes à tendance de gauche auxquels il est lié dans l'« Union des partis sociaux-démocrates au sein de la Communauté européenne ». La présence vedette de dirigeants syndicalistes sur la liste électorale du parti social-démocrate (S.P.D.) traduit ce dessein : le président de l'Union des syndicats allemands (D.G.B.), Heinz Oskar Vetter, y figure comme candidat numéro deux : le président du syndicat de la métallurgie, Eugen Loderer, comme candidat numéro six ; et le président du syndicat de la chimie, du papier et de la céramique, Karl Hauenschild, comme candidat numéro huit.

La plate-forme électorale

L'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) et l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.), à qui le programme électoral du parti social-démocrate (S.P.D.) reproche leur manque de crédibilité, ont immédiatement relevé le défi. Leur intention est de montrer aux électeurs que les sociaux-démocrates « se démarquent de moins en moins vis-à-vis de l'idéologie communiste », selon la formule du comité central de l'Union chrétienne-démocrate. La C.D.U. entend définir ses propres objectifs à partir du programme du « Parti populiste européen » (E.V.P.) qui réunit les partis chrétiens-démocrates de la Communauté européenne. Ce programme général a été mis au point il y a un an à Bruxelles. Un extrait doit en être proposé comme plate-forme électorale commune en février, au cours d'un congrès de deux jours du parti populiste européen (E.V.P.) à Bruxelles.

Dans la période précédant l'ouverture de la campagne électorale proprement dite, un conflit interne a déjà éclaté, il est vrai, entre les secrétaires généraux des partis frères, l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) et l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.), Heiner Geissler et Edmund Stoiber. M. Stoiber critiqua, non sans sarcasme, le slogan électoral de l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) : « Le bonheur pour les hommes », en le définissant comme « destructif, déroutant et faux ». Ce slogan rappelle, a-t-il dit, une réclame publicitaire pour les produits alimentaires du premier âge. A la suite de cette intervention, l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) lança un nouveau slogan : « Parti populaire contre front populaire ».

Les démocrates libéraux ont pris également leurs distances par rapport aux objectifs socialistes du parti social-démocrate (S.P.D.). Le chef du parti libéral-démocrate (F.D.P.), Hans-Dietrich Genscher, déclara que, si les sociaux-démocrates croyaient pouvoir exiger de l'Europe ce que, depuis le congrès de Godesberg, une partie d'entre eux ne voulait plus réaliser tandis que l'autre partie ne le pouvait plus, « ils s'apercevraient qu'ils promettent le progrès et apportent la régression ». Dans la campagne électorale, M. Genscher veut mener l'offensive sur deux front « contre la tendance simplificatrice des socialistes et contre la raideur des conservateurs ».

Pour ce qui est de la mise en place des candidats, les partis suivent des voies différentes. Au cours de son congrès extraordinaire de Cologne, le parti social-démocrate (S.P.D.) a déjà établi une liste menée par son président, Willy Brandt, qui, il est vrai, ne pourra reprendre son activité politique qu'au printemps, une fois remis d'un léger infarctus. Les démocrates libéraux veulent aussi présenter une liste nationale aux électeurs. Selon toute probabilité, Martin Bangemann, député au Bundestag (candidat tête de liste du Bade-Wurtemberg), occupera la première place sur celle-ci, suivi vraisemblablement par le député au Landtag du Rhin septentrional-Westphalie, Mechthild von Alemann. Pour ce qui est du programme, le parti libéral-démocrate (F.D.P.) veut s'appuyer sur les thèmes électoraux de la Fédération des partis libéraux et démocrates de la Communauté européenne valable pour tous le spartis libéraux d'Europe.

L'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) et l'Union chrétienne-sociale (C.S.U.) ne présenteront aux électeurs que des listes fédérales, dont l'établissement est en cours, et qui doivent être définitivement arrêtées en mars. La liste fédérale de la province la plus vaste, le Rhin septentrional-Westphalie, est déjà fixée, avec Hans Katzer, député au Bundestag, comme candidat tête de liste. Dans le Schlesvig-Holstein, Kai-Uve von Hassel mène la liste de l'Union chrétienne-démocrate (C.D.U.) Au quartier général de l'Union, à Bonn, on affirme : « Nous voulons un large éventail de candidats, venus de toutes les classes d'âge et de tous les niveaux professionnels. Jusqu'à présent, tout se déroule de façon satisfaisante. »

BERNT CONRAD.

Un entretien avec Mme Fabrizia Baduel Glorioso

● La réduction de la durée du travail ne suffira pas à vaincre le chômage
● Les syndicats exigent de participer aux responsabilités dans la restructuration industrielle

déclare le président du Comité économique et social européen

Elue pour deux ans, au mois d'octobre dernier à la présidence du Comité économique et social des Communautés européennes, Mme Fabrizia Baduel Glorioso est la première femme à occuper un tel poste dans l'appareil de la C.E.E. Il n'y avait eu, au reste, qu'un Italien à la précéder dans cette fonction : M. Giustiniani, président de la Montecatini. Avec elle aussi, pour la première fois, les travailleurs sont représentés à la tête du Comité, ainsi que les syndicats italiens. Mme Baduel Glorioso, en visite officielle à Paris où elle rencontre en ce début de semaine le premier ministre français et différentes personnalités politiques, répond pour « Europa » aux questions qu'inspire l'aggravation du chômage sur tout le continent.

« Alors que les prévisions sur l'évolution du chômage sont toujours aussi sombres, comment expliquez-vous l'échec de la conférence tripartite des Neuf sur l'emploi, qui s'est tenue au mois de novembre dernier ?

— L'analyse de la situation économique actuelle n'a pas été poussée jusqu'au bout. Ses causes sont bien antérieures aux crises du pétrole et du dollar. L'après-guerre est vraiment fini. Voici plus de dix ans, en 1968, en France et en Italie, il y a eu des mouvements très forts dans les universités et chez les jeunes travailleurs. Ils n'ont pas proposé de solution, mais ils ont fait sentir qu'ils étaient mal à l'aise dans cette société de consommation. Les jeunes veulent une autre culture, mais on ne leur a pas répondu, même si l'on a parlé de nouvelle société ou de qualité de vie. Une conférence tripartite ne peut résoudre le problème du chômage en tant que tel. Pour cela, il faudrait qu'elle ait une conception de l'emploi qui ressortit d'une culture qui n'est pas la nôtre. Nous continuons à faire confiance aux mécanismes du capitalisme, pour qui le plein emploi arrive comme un effet naturel, pour qui la qualité de la vie se traduit par des choix de consommation privée. Nous avons cru que le capitalisme se déploierait dans les pays en voie de développement. Ce n'est pas arrivé.

» L'Etat, qui, en Europe, a toujours eu un rôle dans le développement des infrastructures économiques et sociales, en est resté là, sans assumer réellement ses responsabilités dans l'économie. On a agi comme si la crise était une grippe, alors que la maladie est profonde.

— Quelle conception du plein emploi proposez-vous ?

— Un libre choix pour tous. Ce n'est possible qu'avec une « programmation » démocratique et souple, naturellement pas du type de celle des pays de l'Est. Toutes les couches sociales doivent y participer. La petite entreprise européenne et la grande sont liées d'une certaine façon aux travailleurs. Quant aux multinationales, elles ne sont pas un danger en elles-mêmes mais elles ont trop de pouvoir. Dans l'anarchie née des crises de tout (GATT, Bretton-Woods, monnaies flottantes, etc.), elles ont tiré leurs profits en faisant leur métier. Mais nous n'avons pas fait le nôtre. Il ne s'agissait pas de les bloquer, mais de les contrôler, ce qui n'est pas facile.

— Que peut faire le Comité économique et social que vous présidez, dont la compétence n'est que consultative ?

— Ce rôle consultatif est utile. Il est important de faire ressortir l'attitude des divers interlocuteurs : entreprises privées et d'Etat, petites ou grandes, agriculteurs, commerçants, banques, professions libérales, coopérateurs, consommateurs. Tous les syndicats sont là aussi, y compris la C.G.T. Il est intéressant de connaître les appréciations de chacun, de savoir quels engagements peuvent être pris.

» Par exemple, employeurs et travailleurs peuvent arriver à se mettre d'accord sur la mobilité de la main-d'œuvre. Mais il y a désaccord sur la priorité dans la restructuration. Pour les patrons, elle doit aller à la compétitivité, aux industries de pointe, à la rationalisation. De plus, ils veulent le profit, car ils ne « savent » pas financer leurs investissements autrement. Ils ont perdu l'autofinancement des années 50 qui leur permettait d'investir où ils voulaient. Et je crois qu'ils ne verront plus jamais de telles marges de profit.

» Pour les travailleurs, la priorité s'appelle le plein emploi. Leur groupe, au Comité économique et social, a donc voté unanimement contre le texte relatif à la restructuration industrielle. Naguère, il pouvait y avoir un regroupement des différentes catégories sur une position nationale. Maintenant, les divergences apparaissent plus nettement au niveau européen.

» Le conseil des ministres ne peut prononcer la réduction de la durée du travail pour l'ensemble des pays membres. Et si un seul pays venait à le faire, il relancerait la concurrence en sa défaveur.

— Si la voie de la C.E.E. est trop lente ou complexe, celle des conventions collectives ne serait-elle pas plus rapide ?

— Certainement. Il y a deux éventualités : ou bien, à travers les expériences de chaque pays, on arrivera à une directive européenne souple ; ou bien s'engagera une négociation collective au niveau sectoriel ou global, en admettant que la même chose ne peut se faire partout. Mais il faut être clair. La réduction de la durée du travail n'apportera pas une augmentation de l'emploi. Elle peut seulement permettre son maintien.

» La grande question est de savoir quelles sont les activités qu'il convient de réduire ou de développer. Il faut restreindre la sidérurgie, les chantiers navals, les fibres textiles, etc. Mais quoi produire ? N'oublions pas que le travailleur européen, et c'est l'orgueil des syndicats, est davantage protégé que l'Américain ou le Japonais. Le panorama est très sombre.

— Les syndicats accepteraient-ils une diminution de salaires contre la réduction de la durée du travail ?

— Les syndicats pourraient demander aux travailleurs, sinon une diminution de leurs salaires (comme cela a été le cas en Grande-Bretagne), du moins un ralentissement de la progression des rémunérations. A deux conditions. La première serait une programmation de créations d'emplois étalée sur plusieurs années. La seconde : que le mouvement ouvrier, c'est-à-dire les syndicats et les partis de gauche, aient plus de pouvoir.

» Un conflit existe donc avec le pouvoir politique, car il ne veut pas comprendre que la participation, pour les salariés, n'est pas un désir, mais une exigence. Jusqu'à présent ils n'ont qu'un pouvoir d'opposition. Il faut réellement leur proposer de partager les responsabilités. Je pense que les syndicats accepteraient, car nous voulons maintenir la société pluraliste européenne.

» L'Europe se trouve dans un moment très grave pour sa survie. On peut revenir au protectionnisme. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt ont raison de vouloir faire l'union monétaire. Comme la quasi-totalité des syndicats, je vais beaucoup plus loin, et je dis qu'il faut une union économique et monétaire pour sauver l'Europe et la faire sortir de la crise. Jusqu'à ce que les élections aient lieu, je tremblerai qu'elles ne soient empêchées par un événement interne dans l'un des pays membres. S'il y a un Parlement européen, le tournant sera pris. »

Propos recueillis par
JOANINE ROY.

Qui sont les « eurocrates » de la Commission ?

(Suite de la page 19.)

« Les cabinets des commissaires, constate un autre fonctionnaire italien, sont un véritable Olympe. Ils trônent au dernier étage, le treizième, du bâtiment de la Commission, le Berlaymont. Ils ont de la moquette dans leur couloir, des ascenseurs directs. Ils sont les seuls à pouvoir échapper à l'air conditionné et leurs fenêtres s'ouvrent. Auparavant, les membres des cabinets venaient souvent des services de la Commission. Maintenant, les commissaires ont de plus en plus tendance à choisir des aides personnelles ou des personnes liées aux partis politiques qui les soutiennent ou encore des spécialistes détachés de l'administration nationale. Les membres des cabinets, qui n'ont pas été formés au sérail, cherchent plus à obtenir des compromis politiques sur les problèmes qu'à faire véritablement fonctionner la Commission. »

Les eurocrates reprochent encore aux cabinets de ne pas faire circuler l'information vers les fonctionnaires concernés. Ils se plaignent de devoir lire chaque matin *Europe*, un bulletin spécialisé publié à Bruxelles par une agence privée, pour connaître les décisions qui les concernent. Notre interlocuteur tient, également, à souligner que les eurocrates ne sont pas soumis uniquement aux pressions des gouvernements des Neuf, mais aussi à celles des « lobbies », dont certains tels l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) ou le Comité des organisations professionnelles agricoles (COPA) sont très puissants à Bruxelles.

Les idéaux perdus

Les « lobbyistes » rencontrent quotidiennement, en jouant au tennis, en déjeunant près de la Commission, lors des cocktails mondains, les fonctionnaires chargés de préparer les dossiers des affaires qui les concernent. En outre, ils connaissent, souvent mieux que les fonctionnaires, les aspects techniques des problèmes qui les intéressent, et ils peuvent influencer les décisions de façon très insidieuse bien avant que les conseils des ministres aient à opérer des choix.

Les fonctionnaires en poste depuis longtemps à la Commission estiment que ceux qui sont arrivés les premiers à Bruxelles étaient animés par un véritable idéalisme « proeuropéen », mais que cette flamme manque maintenant chez les nouveaux fonctionnaires, et est souvent bien affaiblie chez les plus vieux.

« Lorsque je suis venu en 1960, se souvient un fonctionnaire allemand, nous voulions effacer les conséquences de la guerre, construire les bases d'une Europe nouvelle. Bien sûr, il y avait déjà parmi nous des « mercenaires » attirés par les hauts salaires et les conditions de vie facile. Mais ils étaient plus rares que maintenant. Aujourd'hui, les nouveaux fonctionnaires, et cela ne concerne pas spécialement les Britanniques, les Irlandais et les Danois, viennent plus par esprit mercantile ou pour faire une carrière. Un passage à la Commission peut d'ailleurs être un bon tremplin, comme cela l'a été pour Franco Maria Malfatti, qui a quitté la présidence de la Commission pour se présenter aux élections en Italie, ou pour Raymond Barre et Jean-François Deniau, maintenant membres du gouvernement français. »

« Je comprends que des jeunes n'aient plus l'idéal des débuts, ajoute-t-il, car l'Europe des romantiques est devenue l'Europe des boutiquiers. Les progrès sont lents dans tous les secteurs, les Neuf se querellent parfois pour des détails. Le travail de dix ans d'un fonctionnaire peut être détruit en une soirée si, lors d'un conseil, un des pays de la C.E.E. oppose son veto à une directive. »

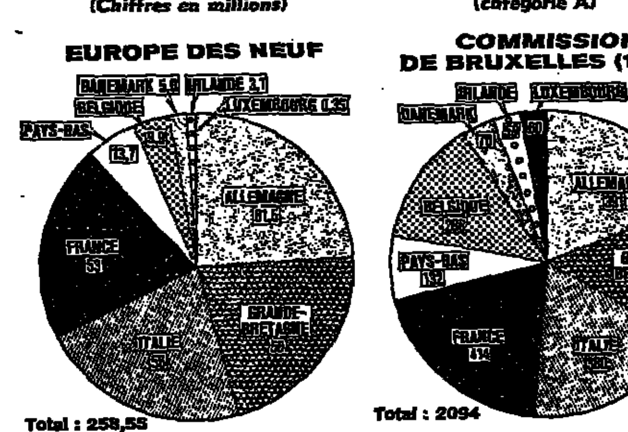
Les fonctionnaires plus récents à Bruxelles reprochent pour leur part aux anciens d'avoir perdu tout contact avec leurs réalités nationales.

« Dans une certaine mesure, constate une fonctionnaire française, nous sommes devenus des immigrés et avons perdu nos racines.

» C'est encore plus grave pour nos enfants, qui ont été élevés dans une ambiance feutrée, coupée des réalités sociales, et qui se retrouvent à l'école européenne avec uniquement des enfants de fonctionnaires. C'est d'ailleurs pourquoi les Danois boudent souvent l'école européenne, qu'ils trouvent d'ailleurs rétrograde, et préfèrent envoyer leurs enfants dans une école danoise. Il est très difficile pour les enfants de fonctionnaires de retourner dans leur pays pour faire leurs études supérieures et ils préfèrent souvent rester dans une université belge. »

POPULATION (1977)
(Chiffres en millions)

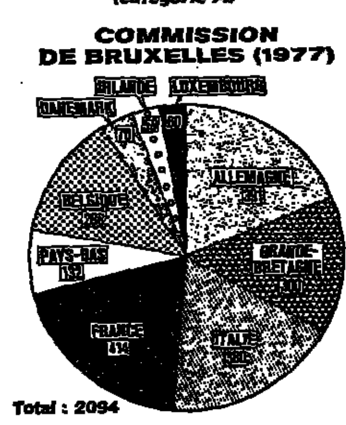
EUROPE DES NEUF



Total : 258,55

FONCTIONNAIRES DE CONCEPTION
(catégorie A)

COMMISSION DE BRUXELLES (1977)



Total : 2094

Pourtant, la plupart des fonctionnaires reconnaissent qu'ils ne se sont pas du tout intégrés dans la vie belge. Certains eurocrates se flattent d'ailleurs de n'avoir aucun ami belge et d'autres exhibent « leur ami belge », l'unique, lors de leurs soirées.

La population bruxelloise n'a pas beaucoup de sympathie pour ces « colons » d'un nouveau genre à qui elle reproche d'avoir fait monter le coût de la vie, d'avoir ruiné l'urbanisme de leur ville et à qui elle suppose des privilèges exorbitants.

Il est vrai que le niveau des salaires est élevé : un fonctionnaire de rang A 4, avec deux ans d'ancienneté dans le grade, aura un salaire mensuel de l'ordre de 130 000 francs belges (19 500 F français environ), y compris son indemnité de dépaysement de 16 %, qui n'est pas versée aux fonctionnaires belges. Une secrétaire ayant six ans d'ancienneté aura un salaire de 50 000 francs belges environ.

Mais les privilèges des fonctionnaires sont moins grands que se l'imagine la population bruxelloise. Les fonctionnaires payent malgré tout des impôts qui sont prélevés à la source. Ils ne peuvent s'acheter une automobile et des meubles hors T.V.A. que la première année de leur séjour. La plaque d'immatriculation « EUR » ne donne aucun privilège spécial — sinon celui d'attirer les contractuels. Quant au magasin d'alimentation de la Commission, qui a attiré les foudres des commerçants bruxellois, il a surtout l'avantage d'être le seul supermarché du quartier.

Les alcools et la viande rouge y étaient moins chers que dans les magasins de Bruxelles, mais les prix vont maintenant être alignés sur ceux du commerce. Les bâtiments de la Commission ont peut-être enlaidi un quartier de Bruxelles, mais ce n'est pas elle qui était responsable des plans d'urbanisme.

Cette coupure entre les fonctionnaires européens et la vie du pays dans lequel ils résident explique en partie la tristesse et le désenchantement d'un grand nombre d'entre eux. Les services médicaux de la Commission mènent d'ailleurs une lutte spéciale contre l'alcoolisme. Les tentatives de suicide, surtout des femmes seules, secrétaires et interprètes qui ne risquent guère de rencontrer à Bruxelles « l'homme de leur vie » sont nombreuses.

Les eurocrates soulignent qu'en vingt ans ils sont toutefois parvenus à créer une pratique du travail communautaire.

« Il est vraiment très enrichissant de travailler à plusieurs nationalités, constate un juriste italien, car en partant de mentalités, de formations, de méthodes si diverses, nous avons malgré tout constitué en certains domaines un embryon d'Europe. Par exemple, les règles concernant le droit des sociétés ou la concurrence sont nettement influencées par le droit allemand. Mais en même temps, nous préférons pour la présentation, la méthode juridique française analytique, claire, concise, même si elle est parfois un peu superficielle et ne prévoit pas tous les cas qui peuvent se poser. La méthode allemande, lourde, répétitive, exhaustive, a été abandonnée. Les Danois, qui viennent d'entrer dans le Marché commun, n'ont pas encore compris cette méthode communautaire et nous présentent encore d'énormes mémorandums, mais ils ne vont pas tarder à comprendre eux aussi. »

Machine à moudre

Si certains journalistes ont tendance à devenir des fonctionnaires à Bruxelles, les fonctionnaires disposent par contre d'assez de liberté pour publier des articles sous leur nom ou pour militer activement dans des partis appartenant à l'opposition dans leur pays. A ce titre, ils ont plus de privilèges que leurs collègues des administrations nationales.

On se rappelle avoir vu deux commissaires, Claude Cheysson et Altierro Spinelli, défiler à Bruxelles contre l'exécution de militants basques en Espagne. Il est vrai que la découverte il y a deux ans de l'existence de questionnaires très poussés pour les fonctionnaires britanniques et allemands ayant accès aux dossiers confidentiels a provoqué un certain scandale.

Ainsi va la machine à moudre les directives et les règlements bruxellois. De l'avis de ceux qui la font tourner chaque jour, la plupart dans l'ombre, il ne faudrait pas qu'elle s'adonne davantage aux lois de Parkinson. Qu'en sera-t-il lorsque la « macédoine » d'aujourd'hui devra incorporer les apports grecs, espagnols et portugais ? On s'arrache un peu les cheveux à tous les étages rien qu'à cette pensée...

FRANCESCA BARBARELLI.

De Pérouse à Bruxelles

AYANT choisi de militer dans le champ du syndicalisme depuis 1953, Mme Fabrizia Baduel-Glorioso est devenue l'une des quelques femmes qui, sans apparaître au premier plan de la vie publique en Italie, y a joué un rôle effectif, sans se voir cantonnée par ses collègues masculins dans les domaines marginaux ou dans ceux de l'idéologie pure.

En 1945, à dix-huit ans, fille d'une famille d'industriels, étudiante à Pérouse, elle milite à la gauche de la démocratie chrétienne. Entrée au département des recherches de la C.I.S.L. (Confédération syndicale démocrate-chrétienne) en 1953, elle devient en 1965 responsable des relations extérieures et entreprend à ce titre des missions d'études dans les pays européens de l'Est et de l'Ouest, puis participe aux délégations auprès de l'O.C.D.E. et du B.I.T.

Ainsi joue-t-elle un rôle actif dans la constitution de la Confédération européenne des syndicats et dans son élargissement aux centrales démocrates-chrétiennes et à la C.G.I.L., avant de devenir membre du Comité économique et social des Communautés européennes.

Une préoccupation a guidé son action, tant dans les organismes internationaux qu'à Rome, où elle appartient à la présidence du Mouvement européen et à l'Institut des affaires internationales : l'avènement d'une Europe non bureaucratique, soutenue par l'ensemble de la gauche, et articulée autour de la S.P.D., du P.S. et des partis de l'eurocommunisme. Mme Baduel-Glorioso, auteur du premier rapport sur la Méditerranée au Comité économique et social, s'est engagée dans la bataille politique pour la libération des colonies portugaises et la lutte contre le régime chilien. Elle s'est spécialisée dans les questions de restructuration industrielle et d'élargissement de la Communauté européenne.

FORUM

Un usage contestable des «droits de l'homme»

M. CLAUDE CHEYSSON, commissaire européen du développement, a déclaré, à la fin de l'an dernier à Lomé, qu'il n'y aurait pas de renouvellement formel de la convention liant la C.E.E. à cinquante-deux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique tant que ceux-ci ne prendront pas l'engagement de *respecter* les droits de l'homme. M. Cheysson s'est fait ainsi l'écho du courant dominant de l'Assemblée parlementaire européenne.

par RENÉ LEJEUNE (*)

La question est capitale. On comprend l'insistance que les Européens, géniteurs du concept des droits de l'homme, mettent à en exiger l'application dans un monde où ces droits sont systématiquement violés par des pays signataires d'une charte qui en garantit l'exercice.

On ne saurait cependant se défendre d'un sentiment de malaise à voir une telle condition liée à une convention de caractère essentiellement économique. Pourquoi, à tout prendre, n'opère-t-on pas de même avec l'Afrique du Sud, le Vietnam, le Chili, l'Union soviétique, la Chine et tant d'autres pays où la Déclaration des droits de l'homme n'est guère qu'un chiffon de papier ? Serait-on plus exigeant avec les pays de la convention parce qu'on considérerait que les termes des échanges commerciaux procèdent plutôt d'une faveur politique que de critères économiques ? Ce que certains considèrent comme une assistance ne doit-il pas, bien au contraire, être interprété comme la première tentative sérieuse de juste rétribution de matières premières et de produits indispensables à l'Europe ? Serait-ce alors parce qu'on aurait gardé un soupçon d'esprit de supériorité du temps où l'on dominait ces peuples ? Leur avait-on demandé, au moment de leur imposer le joug colonial, s'ils considéraient ce joug comme compatible avec l'exercice des droits de l'homme ? D'autre part, croit-on sérieusement que la simple inscription de ces droits en tête d'une convention économique en garantisse l'application ?

L'insistance actuelle des Neuf, dont six furent des puissances coloniales, est, à vrai dire, indécente. En 1976, ils ont signé collectivement une convention honorable avec une cinquantaine de pays qu'ils avaient subjugués du dix-huitième au vingtième siècle. Acte de réparation plutôt que privilège. En 1979, ils grèvent les négociations pour le renouvellement de cette convention de considérations morales et de conditions politiques. Colonialisme mental bien dans la ligne de l'idée de supériorité propre à l'homme blanc. L'Europe n'aurait-elle plus le don d'innovation, à vouloir se traîner ainsi dans une ornière américaine ? On peut être sûr que, si le président Carter n'avait pas placé sa législature sous le signe des droits de l'homme, le débat sur le renouvellement de la convention de Lomé n'aurait pas été lesté de ce poids intolérable.

Oui, intolérable. Faut-il punir une seconde fois des peuples pour lesquels le poids d'une dictature ou d'un régime corrompu et cruel est déjà si lourd à porter ? Qu'on aide plutôt ces pays, sans réserve aucune, à créer les conditions propices à l'exercice des droits de l'homme. Il faut un minimum de confort pour pratiquer la vertu, disait Thomas d'Aquin. Il faut un niveau de vie minimum pour que puisse se généraliser la pratique des droits de l'homme. La grande majorité des pays de la convention respectent d'ailleurs correctement ces droits, sans même toujours bénéficier du niveau de vie minimum.

Au cours de l'année des élections européennes il serait bon que les vieux pays du continent qui avaient réussi à coloniser le monde entier, ou presque, fassent un examen de conscience sur leurs nouveaux comportements, dont l'un ou l'autre est parfois « dominateur et sûr de lui ». Le concept des droits de l'homme, fleur sublime de la philosophie des Lumières, est issu du terreau millénaire du christianisme qui a façonné l'Europe. Que de siècles de misère et de servage pour en arriver là ! Est-il juste, dans ces conditions, de tenter d'imposer à des pays neufs, comme un diktat politique, des valeurs si exigeantes, et si fragiles au demeurant, auxquelles l'homme occidental a finalement réussi à accéder au terme d'une longue et douloureuse quête de dignité et de liberté ? A des pays que, par ailleurs, on a exploité sans grands scrupules pendant des générations. Et auxquels on a hâtivement concédé une indépendance que l'état du monde ne permettait plus de différer. A côté du souci de la liberté et de la dignité il y a une autre valeur chrétienne qui devrait présider au renouvellement de la convention de Lomé, c'est celle de l'humilité.

On comprend que les pays des A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) se refusent unanimement à subir une sujétion politique d'un nouveau genre de la part d'un Occident moralisateur qui se forge à bon compte une conscience vierge. Ce qui est en jeu, ce n'est pas tant un concept moral des plus élevés, mais un sentiment de dignité blessée que le colonisé avait dû si longtemps souffrir en silence dans ses rapport avec le dominateur.

L'Europe a affaire à des peuples indépendants qui ont un sens aigu de leur fierté nationale si récemment et chèrement conquise ; parfois sur les ruines de cultures que la puissance coloniale avait démantelées dans un dessein naïf et stupide d'assimilation. Si certains de ces peuples ont encore un long chemin à parcourir avant de pouvoir être accueillis dans le groupe des démocraties, qui n'englobe encore qu'un homme sur quatre, nous avons nous-mêmes un bout de chemin à faire avant d'être débarrassés des tentations d'hégémonie mentale ou matérielle.

Qu'en cette année faste de la démocratie européenne on reprenne les négociations en vue d'un renouvellement franc et sans prétention d'une convention économique qui a été, à la vérité, un modèle pour les rapports si difficiles à établir entre un Nord passablement pourvu et un Sud souvent si tragiquement démuni. Et qu'en s'y attelant les Européens gardent à l'esprit la vieille parabole de la paille et de la poutre.

(*) Secrétaire général du Centre Robert-Schuman pour l'Europe.

Comment la Chine financera-t-elle son développement ?

Cette procédure s'analyse en un dépôt fait par une banque étrangère dans les livres de la Banque centrale de Chine. Par ce débit les achats sont réglés suivant des termes progressifs, le compte de dépôt étant ensuite crédité à nouveau suivant les échéances du crédit sur lequel les partenaires se sont au préalable entendus. Une procédure plus sophistiquée réside dans ce que l'on appelle les dépôts croisés où, à un dépôt effectué par une banque étrangère dans les livres de la Banque centrale de Chine, vient s'ajouter un dépôt de montant équivalent effectué par cette dernière à l'étranger, mais en yuans, monnaie inconvertible. Enfin, tout à fait récemment, les autorités chinoises ont accepté le principe du « crédit acheteur », qui, pour la première fois, implique ouvertement dans la procédure l'intervention d'un tiers prêteur, banquier et gouvernement.

Paiements différés, dépôts croisés, crédits acheteurs, l'étape suivante pourrait être l'entrée de la Chine sur les grandes places financières du monde. Il n'est pas exclu que, dans un futur peu éloigné, des emprunts en eurodollars soient placés à New-York, Londres, Zurich ou Tokyo avec la garantie de la Banque centrale de Chine. De telles opérations rencontreraient très certainement un grand succès, car le crédit de la Chine est excellent, mais, quelle que soit la forme d'emprunt à laquelle le pays recourt, l'engagement demeure fondamentalement le même et s'analyse en une obligation de rembourser.

Or, partant d'un déficit annuel que l'on peut évaluer à 5 ou 6 milliards de dollars à partir de 1979, supposé financé en totalité par l'emprunt, on arrive, aux conditions habituelles des crédits internationaux, à un endettement net correspondant à une charge annuelle, paiement des intérêts plus remboursement du principal, de 4 à 5 milliards de dollars, soit un peu plus que le montant total actuel des réserves en or et en devises de la Chine. A titre de simple référence, de telles échéances annuelles nécessiteraient, sur la base d'un ratio d'endettement déjà élevé de 20 %, des exportations annuelles de 20 à 25 milliards de dollars en 1984 contre 7 milliards de dollars en 1976, soit au moins un triplement en huit ans. Ces chiffres ont un caractère approximatif. Ils reviennent cependant à peu près constamment dans les propos des spécialistes qui, un peu partout, au Japon, aux Etats-Unis et à Hongkong, surveillent avec un mélange d'étonnement et d'inquiétude le réveil du dragon chinois.

La diaspora chinoise

Ils montrent à l'évidence que le développement de la Chine tel qu'il a été planifié et tel qu'il se dessine dans les contrats passés en 1978 ne pourra pas être financé en totalité par l'emprunt extérieur, d'où l'appel, qui devrait se préciser dans les mois à venir, de la Chine aux investissements étrangers. D'où également, et plus immédiatement, le colossal effort qui va être fait pour augmenter les exportations.

C'est au début de 1978 que, pour la première fois, dans un journal de Pékin, le *Guangming ribao*, la possibilité fut mentionnée de recourir à l'investissement étranger pour alléger la charge financière du développement du pays. Lénine lui-même n'en n'avait-il pas accepté le principe dans les années 20 ? Par la suite, la même idée fut évoquée devant des délégations d'hommes d'affaires français, britanniques et japonais en visite en Chine. Il est certain que, à terme rapproché, des participations minoritaires étrangères seront acceptées dans des sociétés chinoises. Mais ces investissements ne manquent pas de poser nombre de problèmes dont peu, pour l'instant, ont été résolus. L'investissement sera-t-il fait en nature ou accepté également en numéraire ? Quels seront les droits et obligations des différents partenaires sur l'actif et le passif de ces sociétés ? Comment les bénéfices seront-ils partagés et transférés ?

Actuellement, plusieurs négociations sont en cours, dont certaines avec des groupes français, qui devraient aboutir au financement conjoint de projets. L'investisseur, en échange de l'apport en nature sous la forme de savoir-faire, d'ingénierie ou de machines, serait rémunéré durant une certaine période par une partie de la production, dont le prix serait arrêté à l'avance et destiné exclusivement à l'exportation. Ces projets ne concernent pas les secteurs-clés de l'industrie chinoise, mais les biens durables de consommation. Leur impact sur le plan financier est pour l'instant limité dans la mesure où les mécanismes envisagés impliquent beaucoup plus un échange investissement contre production, s'assimilant ainsi, à quelques différences près, aux opérations dites de compensations internes bien connues des sociétés occidentales qui réalisent des projets en Europe de l'Est, qu'à une participation au pouvoir ou qu'à un droit sur les résultats financiers de l'association.

Mais, à plus long terme, d'autres évolutions sont en cours et d'une tout autre nature. Très vraisemblablement, les minorités chinoises du Nanyang, la diaspora chinoise du Sud-Est asiatique, pourraient investir en Chine et jouer un rôle croissant dans la mère patrie.

Hongkong, voie d'accès privilégiée à la Chine, et cela au passage n'est pas sans expliquer nombre de succès britanniques en 1978, est le laboratoire où des expériences se déroulent qui pourraient être étendues sur le continent. La très puissante Banque de Chine et sa consœur, la Nanyang Commercial Bank, leurs épigones, diversifient leurs secteurs d'intervention, poussent leurs pions, se préparent à toutes les évolutions.

Tout dépend du pétrole

A court terme, l'atout essentiel restera l'effort de promotion des exportations : avant tout et dans l'immédiat, l'énergie : charbon et pétrole. La Chine a produit, en 1977, 430 millions de tonnes de charbon, qui couvrent à peu près 90 % des besoins énergétiques totaux du pays. La production devrait atteindre 1 milliard de tonnes en 1987, dont une part croissante serait destinée à l'exportation. Mais c'est dans le domaine du pétrole que les développements les plus spectaculaires sont attendus. En 1977, la Chine a produit 90 millions de tonnes de pétrole, dont 10 millions de tonnes ont été exportés. Depuis 1957, une prospection systématique a été engagée qui porte aujourd'hui ses fruits. Les réserves identifiées s'élèveraient à 5,5 milliards de tonnes suivant les uns, à 10 milliards de tonnes suivant les autres, un chiffre moyen qui représente à peu près entre le tiers et le quart des réserves de l'Arabie Saoudite.

Le problème fondamental pour l'avenir économique de la Chine est de savoir comment ces réserves pourront être transformées en production. Des projections très optimistes avaient été effectuées en 1975 par des bureaux d'études japonais et par la C.I.A., qui concluaient respectivement à 400 millions de tonnes et 200 millions de tonnes produites en 1980. Il semble que, d'après des estimations occidentales plus récentes, confirmées d'ailleurs de source chinoise, la production en 1980 devrait se situer aux alentours de 120 millions de tonnes pour atteindre 180 millions de tonnes en 1982. En supposant que l'augmentation des besoins intérieurs sera de 7 % par an, on arrive à des disponibilités pour l'exportation allant de 25 millions de tonnes en 1980 à 35 millions de tonnes en 1982, soit un revenu cumulé en devises durant la période 1978-1982 d'environ 15-18 milliards de dollars, à comparer aux 30-25 milliards de dollars de besoin de financement estimé plus haut pour la même période.

D'aucuns jugent ces prévisions trop optimistes : le pétrole chinois ne serait pas de très bonne qualité, tous les problèmes techniques afférents à son extraction ne seraient pas résolus mais, à l'évidence, nous sommes bien là au cœur du problème. Le développement économique de la Chine dans les cinq à dix années à venir est grandement dépendant de sa production pétrolière.

Et puis il y a les autres exportations. Dans les conversations qu'elles ont avec leurs interlocuteurs étrangers, les autorités chinoises font toujours référence au principe des échanges équilibrés. Il faut s'attendre à de très fortes pressions pour favoriser sous toutes les formes les ventes chinoises. D'ailleurs à terme, et peut-être plus rapidement que certains ne le croient (dix à quinze ans), la Chine pourrait être en mesure de déverser sur le marché mondial des biens de consommation à des prix très compétitifs. Il est significatif, par exemple, que plusieurs contrats aient été passés avec des sociétés japonaises, Asahi-Glass, Dai Nippon, pour l'édification d'usines destinées à fabriquer des éléments de téléviseurs en couleurs qui ne sont certainement pas destinés à la consommation interne.

Pourquoi la Chine ne serait-elle pas à même, avec l'aide de toutes les sociétés étrangères qui se font concurrence pour l'aider, de fabriquer ou d'assembler, avec des taux d'intégration de plus en plus forts, d'autres biens de consommation durables ? Dans nombre de domaines, elle peut devenir progressivement un redoutable concurrent. Les pays de l'ASEAN risquent d'être les premiers touchés. Déjà l'Indonésie s'alarme des exportations de pétrole chinois vers le Japon, dont elle est traditionnellement le principal fournisseur

Reste à savoir comment à terme va réagir le consommateur chinois. En 1977, le Chinois disposait en moyenne et par an de 370 kilos de grains et de deux mille cent calories par jour approximativement, c'est plus que le seuil physiologique et, comparé à l'état de famine endémique de la Chine en 1950, c'est un succès considérable. Ce n'est pas cependant encore beaucoup. En l'an 2000, lorsque la Chine aura à peu près atteint le niveau de développement industriel des Etats-Unis en 1976, le P.N.B. par tête se situera à 1 000 dollars, niveau actuel du Mexique et du Brésil, six fois moins que celui de la France, et encore cela suppose-t-il que la croissance démographique soit ramenée et maintenue à 1 %.

Dès lors, le problème est de savoir pour combien de temps et dans quelle mesure les dirigeants de la Chine, dans le climat actuel de libéralisation et d'ouverture, pourront maintenir sur la population du pays, paysanne et citadine, la pression importante qui permettra de limiter la croissance de la consommation interne à un niveau suffisamment bas pour réaliser les objectifs de développement arrêtés.

JEAN-MICHEL DUTREY.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AU PLAN — COMMISSARIAT NATIONAL A L'INFORMATIQUE

Centre d'Études et de Recherches en Informatique

ENSEIGNANTS POUR LE C.E.R.I.

ALGER

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE (CERI), *établissement de formation des informaticiens (Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)*

recrute

Pour la rentrée d'octobre 1979

des enseignants en :

- **Technologie des Ordinateurs** : Architecture et Maintenance ;
- **Automatique et Informatique Industrielle** ;
- **Electronique** ;
- **Physique.**
  - **Théorie des Langages et Compilation** ;
  - **Systèmes d'Exploitation des Ordinateurs** : concepts généraux, techniques de mise en œuvre (de préférence le SIRIS 7) ;
  - **Assembleur** (du 10070 de préférence) ;
  - **Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux.**
- **Informatique appliquée à la gestion**, notamment :
  - — **Langages Evolués** (COBOL, PL/1, FORTRAN) ;
  - — **Système de Gestion de Bases de Données** ;
  - — **Méthodologie d'Analyse et de Programmation** (en particulier L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
  - — ***Conception des Systèmes d'Information dans les Organisations.***
- ***Organisation et Méthodes*** (structures, circuits de l'information, imprimés) ;
- **Economie** (Comptabilité Nationale et Planification) ;
- **Gestion des Entreprises** (comptabilité, contrôle de gestion, tableau de bord, stratégie d'entreprises, organisation et structure des entreprises).
  - **Mathématiques** ;
  - ***Statistiques*** ;
  - ***Recherche Opérationnelle.***

Les candidats (toutes nationalités, mais capables d'enseigner en langue française) peuvent être recrutés soit sous contrat de Droit Commun, soit dans le cadre de la Coopération Technique Inter-Gouvernementale.

Les universitaires de nationalité française ont également la possibilité d'exercer sous le régime de la délégation pour une durée de 1 à 6 mois.

Pour postuler, les candidats doivent posséder des titres suffisants (au moins Doctorat 3e cycle ou diplôme d'une Grande Ecole ou Master ou équivalent), une expérience dans leur spécialité et une pratique de l'enseignement.

Ils auront des activités d'enseignement et de recherche et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets développés en entreprise.

LES POSTES OFFERTS seront LIBRES à la rentrée d'Octobre 1979.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE au (y joindre un C.V. détaillé et toutes pièces justificatives des titres et de la qualification).



C. E. R. I.
OUED-SMAR - ALGER
Tél. 76-35-77/78
76-31-56

POUR NEW YORK INGENIEUR AFFAIRES MADE IN FRANCE

Vous êtes ingénieur (de formation ou d'expérience), en constructions mécaniques de préférence. 28 ans mini : le temps d'avoir acquis la solidité nécessaire pour être - après une formation de 6 mois au siège (Courbevoie) - *notre Agent aux U.S.A.* Votre mission : assurer, sur place, une assistance *commerciale efficace*. Prospection, soutien des actions engagées par la *Direction commerciale du département* " Presses". La connaissance de l'anglais est évidemment *indispensable. Parallèlement*, vous veillerez à ce que les stocks "pièces de rechange" soient toujours *prêts* à répondre aux besoins que vous décelez. Et votre *mission ne s'arrête pas là : vous* suivrez les affaires en cours et serez "agent de liaison" entre les clients et le service chargé de la réalisation; le coordinateur avec le service Transport et Montage; l'intervenant dans la phase finale de mise en route. Dix huit mois aux Etats Unis puis, retour en France. Vous resterez notre agent US mais basé à Courbevoie.

Adressez votre CV détaillé et vos prétentions à : B. LA SIERRA - SECIM - 107, *Bd de la Mission Marchand* - 92402 COURBEVOIE.

NEW YORK

rsc carrières

---

marketing researcher

Monsanto, one of the world's largest chemical manufacturers is seeking a professional **marketing researcher** to support its fast growing agricultural business in Europe.

The ideal candidate will join a dynamic marketing team and must have the professional experience and ability to organise agreed marketing research surveys across the european area.

He or she will have a university education with a proven trade record in consumer research. English is a must and two other european languages an asset.

Salary and fringe benefits are competitive and in line with job responsibility.

Write, giving full details of carreer to: Monsanto Europe S.A., att. Mr. J. Verlinden, Av. de Tervuren 270/272, B-1150 Brussels.

Monsanto

EXPANSIAL

Recherche
pour Société Algérienne d'Ingénierie Industrielle

	Référence
• Ingénieur chef de projet industriel pour conception et coordination d'études.	2501 M
• Ingénieur thermicien fluides pour bâtiments industriels.	2540 M
• Ingénieur Sanitaire-Plomberie et Chauffage tous systèmes.	2512 M
• *Ingénieur d'affaires pour suivi et coordination de travaux.*	2547 M
• Ingénieur en organisation industrielle pour conception des équipements (de formation Ingénieur mécanicien).	2529 M

Il est exigé une expérience professionnelle de 5 années minimum.
Il est offert :
- un logement de fonction;
- Sécurité Sociale et retraite Cadre selon Convention algéro-française;
- rémunération nette d'impôts et en partie transférable.

Adresser C.V. détaillé, sous référence correspondante, à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy, 75009 PARIS.

HAVAS CONTACT

SOCIETE
D'ASSISTANCE TECHNIQUE
exerçant en Afrique Francophone et Anglophone et au Moyen-Orient recherche
POUR DES POSTES OUTRE-MER

un spécialiste
DU CREDIT AGRICOLE
(réf. F.A./01)
de formation *supérieure*, ayant expérience d'actions de formation comme enseignant et organisateur-animateur.

un conseiller
DE GESTION
(réf. F.A./02)
formation D.E.C.S. ou équivalent, ayant expérience de l'organisation administrative et comptable ainsi que de la conception de systèmes de gestion.

un spécialiste
DES APPROVISIONNEMENTS ET COLLECTES EN MILIEU RURAL
(réf. F.A./03)
formation supérieure. Expérience coopération agricole souhaitée. Célibataire de préférence.

Adresser C.V. et prétentions en précisant bien la référence du poste choisi s/no 8296 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

ARCHITECTE - URBANISTE
INGÉNIEUR V.R.D.
dans équipe pluri-disciplinaire en ALGERIE (2a.,). Exp. min. 4 a., de préf. ds pays en développement. Adr. C.V. manuscrit photo et prétent. à : SCOPE, 51, r. de Seine, 75006 PARIS.

Organisme de contrôle international
recherche
pour un très important chantier de travaux maritimes en
AFRIQUE DU NORD

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ
minimum 45 ans, ayant une expérience de direction de travaux maritimes (forme de radoub et murs de quais).

Adr. candidature, C.V. et photo à no 1.418, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney, 75002 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par répertoires hebdomadaires. Ecr. Outre-Mer Mutations, 47, rue Richer, Paris-9e.

En Australie, Canada, Afrique, Moyen-Orient, Amérique, Asie, Europe : DES EMPLOIS vous attendent. Demandez le mensuel spécial. MONDEMPLOIS (Serv. M 85), 14, r. Clauzel, Paris-9e.

PETITJEAN & Cie

1er constructeur en Europe de mâts métalliques d'éclairage public et de transport d'énergie B.T., M.T. et H.T., usines en France et à l'étranger recherche pour sa
DIRECTION EXPORT

CHEF DE SECTEUR

Trilingue français, anglais, espagnol
Région : Amérique Centrale et du Sud
Formation : technique , commerciale
Age : 30 ans minimum
5 ans d'expérience vente à l'export biens d'équipement.
Grande disponibilité 50% itinérant
Forte possibilité de travail.

Mission :
- contacter administrations, entreprises, bureaux d'études spécialisés.
- *améliorer et animer le réseau de vente existant* dans ce secteur
- rechercher de nouveaux agents et assurer leur *mise en place*
- suivre les affaires au siège

Adresser dossier de candidature, photo, rémunération incluse à Direction du Personnel *PETITJEAN ET CIE* 510 X - 10080 TROYES CEDEX

DIRECTEUR COMMERCIAL
GRIFFE PRET-A-PORTER FEMININ

Une des plus importantes sociétés européennes de confection dont le siège est en ITALIE, a la licence de fabrication et de distribution pour le monde entier d'une griffe très connue et déjà largement implantée dans le monde. Afin de consolider et de stabiliser les résultats déjà obtenus cette société recherche

UN RESPONSABLE

dont la mission sera de :

- — définir et mettre en œuvre une politique commerciale mondiale ;
- — veiller à la cohérence et à la bonne coordination des exigences commerciales et des impératifs de la production.

LE CANDIDAT AURA :

- au moins 30 ans ;
- une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou Université) ;
- l'expérience de la politique de marque acquise pendant quelques années dans le secteur du prêt-à-porter féminin de haut niveau ;
- la maîtrise des langues : ITALIENNE - FRANÇAISE - ANGLAISE
- le goût et la possibilité d'effectuer de nombreux déplacements (avec résidence principale en ITALIE).

Nous ferons en sorte que le salaire soit motivant pour les candidats qui nous conviendront.

Les personnes intéressées sont priées de bien vouloir adresser une lettre manuscrite avec leur curriculum vitae et une photo à Monsieur BAUFUME, *222, boulevard Saint-Germain* - 75007 PARIS.

TRES URGENT

S.E.D.C.O. - MANGIN - EGLY
recherche
pour ARABIE avec CONTRAT SAOUDIEN

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS D'ÉTUDES

Connaissant normes américaines et technique bâtiment et industrie,
pour 1 AN renouvelable
avec ou sans famille.
Anglais technique indispensable.
Début mission dans un mois.

Ecrire B.P. 80 à :
51302 VITRY-LE FRANÇOIS Cedex

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉTUDES ET DE PROMOTION D'INVESTISSEMENT
A
RABAT
recrute
UN INGÉNIEUR

Grande Ecole, Arts et Métiers, Centrale, Polytechnique.
Expérience : plusieurs années dans le domaine agro-industriel exigée.
Profil : *Chef de projets.*
Ecrire : SEKOM RAOUD, Al Andalous Immeuble Oued Taj, 2e ét. Aviation. Rabat, Maroc T. 521-56

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

DEUX SALES AREA MANAGERS
MOYEN ORIENT AFRIQUE NOIRE

Groupe International Important Constructeur de matériel de transport recherche pour son état major exportation, deux sales area managers - Moyen Orient - Afrique Noire.

28 ans minimum - bilingue anglais.

De formation supérieure, ils auront une expérience pratique de l'exportation des biens d'équipement de préférence dans les pays du Moyen Orient ou d'Afrique Noire.

Hommes d'études et de terrain, ils auront pour mission de consolider nos points *d'appui, d'élargir notre réseau de distribution et* de coordonner le développement de nos activités sur les territoires dont ils auront la responsabilité.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 8500 à : rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75006 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

POUR LA FILIALE D'UNE MULTINATIONALE
CONNECTEURS

Chef du Département Gestion de Production

130/150.000 F an

30 ans min., ingénieur diplômé, il dispose d'une très bonne expérience en gestion informatisée de stocks et contrôle de production, acquise de préférence dans le domaine des PETITES SERIES.
Dès le départ il animera 3 services (total 27 personnes) couvrant l'ordonnancement, le lancement, le planning, les magasins et les expéditions.
Après quelques mois, ses responsabilités pourront être élargies à la fonction de MATERIAL MANAGER où il devra en plus du poste initial couvrir la DIRECTION DES ACHATS. Anglais souhaité.
Siège GRANDE VILLE DU SUD OUEST.

Envoyer CV sous référence 689 M aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion totale assurée.

GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris

POUR IMPORTANTE ENTREPRISE FRANÇAISE
TRES ORIENTEE VERS LES MARCHES INTERNATIONAUX

Futur Chef du Département Lignes

150/180.000 F an

35 ans min., Ingénieur spécialiste des transports d'énergie (BT, MT et HT), il dispose d'une solide expérience acquise comme ingénieur d'études ou d'affaires (avec contacts à haut niveau). Il assistera les ingénieurs commerciaux dans l'établissement des études et des offres. D'abord adjoint au chef du département auquel il est appelé à succéder, sa fonction couvrira :
— l'orientation de la politique de la société en matière de lignes
— l'animation des ingénieurs d'études et technico-commerciaux
— les relations avec la production.
Anglais indispensable. Déplacements à prévoir tant en France qu'à l'étranger.
Siège GRANDE VILLE DE PROVINCE (150 KMS SUD EST DE PARIS).

Envoyer CV sous référence 690 M aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion totale assurée.

GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris

Situé dans une ville universitaire de l'Ouest un organisme financier important recherche pour son Siège Social :

RESPONSABLE PRETS/LOGEMENTS

32 ans minimum, maîtrisant parfaitement les techniques de Prêts, il aura une formation universitaire de base confortée par une formation et une expérience bancaires.

Le contenu du poste :
- Animer une équipe d'une vingtaine de personnes,
- Promouvoir le «Produit Logement» auprès des Professionnels de l'Immobilier,
- Assister techniquement des Correspondants Locaux,
- Représenter la D.G. auprès des instances administratives régionales.

Adresser lettre manuscrite + C.V. technique à No 97.250 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

responsable des comptabilités

MAISON PHENIX GRENOBLE. La Société des maisons PHENIX RHONE-ALPES, en expansion régulière (C.A. 195 millions) recherche pour son siège le Responsable des services comptables. Rattaché au Directeur Financier, il animera directement une équipe de 6 personnes (comptabilités générale et analytique) en coordonnant l'ensemble de leurs activités dans le souci constant de l'utilisation finale des résultats par les différents interlocuteurs externes et internes à l'entreprise. Etablissant le bilan et les situations intermédiaires il s'assurera de la qualité des informations provenant d'unités très décentralisées. Il veillera enfin à l'adaptation constante des procédures comptables aux préoccupations prioritaires d'une Société en pleine évolution.

Ce poste conviendra à un candidat âgé de 29 ans minimum, de formation supérieure (ESC, DECS complet ou niveau équivalent) ayant acquis par une expérience de quelques années au sein de la Direction comptable d'une entreprise importante le sens des responsabilités concrètes et le souci de l'efficacité de son action dans le cadre d'une équipe. La connaissance du secteur bâtiment sera appréciée par la familiarisation qu'elle suppose en matière fiscale.

Prière d'adresser rapidement dossier de candidature détaillé (discrétion et réponse assurées) sous référence 7901-M à notre conseil



CEP lyon
55 montée de choulans
69323 lyon cedex 01
tél. (78) 28.51.65

annecy - grenoble.

Société d'Ingenierie
Implantation récente à LYON
renforce son équipe

MAINTENANCE

Dans ce cadre elle recherche des TECHNICIENS pour leur confier la préparation et la réalisation des interventions sur sites aussi bien en France qu'à l'étranger.

Au cours de ces missions, qui sont prévues pour de courtes durées, ils assureront les relations avec les clients et les fournisseurs.

Eventuellement, il leur sera demandé d'animer une équipe de spécialistes.

Les candidats, de formation électromécanique ou mécanique, doivent justifier d'une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine de la maintenance.
Cette expérience aura été acquise, soit en bureau d'études, soit en usine ou sur chantier.

Adresser votre dossier de candidature s/réf. 5264 à P.LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



Directeur Centre de Formation

LILLE 90 000 F/an +

Organisme national de formation arts graphiques crée à LILLE un centre régional (500 stagiaires/an) et recherche son DIRECTEUR.
Homme de contacts, en liaison directe et étroite avec des responsables professionnels - employeurs, cadres et ouvriers - de la région, il assure avec rigueur et créativité :
. la direction et l'animation du centre,
. le suivi technique et pédagogique des formateurs,
. l'organisation et la gestion des moyens alloués.
Ingénieur AM, ICAM ou similaire, ou BTS arts graphiques plus stages, âgé d'au moins 30 ans, il justifie de cinq ans d'expérience industrielle.
Pratique de la formation d'adultes souhaitée.
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle sous référence 79 101 M à notre Conseil

EMPLOI centor — 13 bis, rue Henri Monnier 75009 - PARIS



TEXAS INSTRUMENTS
FRANCE

Pour faire face à l'expansion de sa gamme de mini-ordinateurs et de terminaux intelligents la division des systèmes digitaux recrute

JEUNE INGENIEUR

pour son SERVICE FORMATION CLIENTS

Grande Ecole ou Maîtrise informatique
désireux d'acquérir une expérience de la formation et une compétence accrue en mini-informatique.

Pour ce poste à pourvoir à PARIS-SUD l'anglais est indispensable, la pratique du COBOL ou du PASCAL souhaitée.

Réf. (DSD 2 79005/1)

INGENIEUR CONTROLE QUALITE

Pour son SERVICE REPRODUCTION DE LOGICIELS

Responsable du suivi et de l'amélioration des méthodes de fabrication, du contrôle technique des originaux d'enregistrement et de la documentation.

Il supervisera dans un second temps une équipe d'inspecteurs contrôle qualité.

Il sera en relation permanente avec les services de logiciel aux U.S.A.

Formation ingénieur (informatique ou option) - Anglais indispensable.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET (NICE).

Réf. (DSD 2 79005/2)

pour son SERVICE ADMINISTRATION VENTE

INGENIEUR D'ORDONNANCEMENT

Il sera responsable des approvisionnements, de la facturation et des coûts, de la gestion des stocks.
Ce poste peut convenir à un Ingénieur généraliste (1 à 2 ans d'expérience, peut être débutant), ayant de bonnes bases d'organisation et des connaissances en informatique.

Anglais indispensable.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET (NICE)

Réf. (DSD 2 79005/3)

RESPONSABLE DU TRANSIT

Pour assurer :
- la coordination du transport du matériel importé et la distribution de ce matériel
- les relations avec les transitaires
- la gestion des stocks de matériel
- la coordination des tests et installations du matériel chez les clients

Expérience similaire exigée - Grande autonomie et aptitude à diriger du personnel - Formation supérieure souhaitée - Anglais.

Poste à pourvoir à VILLENEUVE-LOUBET (NICE)

Réf. (DSD 2 79005/4)

Ecrire avec C.V., photo, prétentions de salaire, date de disponibilité en précisant la référence à Madame LE GUET - T.I.F.
Boite Postale 5 - 06270 VILLENEUVE LOUBET - Tél (93) 20.01.01

INGENIEUR METHODES FABRICATION

POITOU - CHARENTES

L'entreprise (280 personnes) fabrique des accessoires pour l'industrie automobile : baies vitrées, stores, pare-soleil, etc ...
Elle recherche un Ingénieur (AM ou niveau équivalent) qui, dans un premier temps, prendra en charge le service Méthodes - prix de revient.
Par la suite, en tant qu'Adjoint du Directeur d'Usine, il se verra confier la totalité des responsabilités liées à la production, y compris les ateliers de fabrication (formage et usinage des profils d'aluminium et d'inox, anodisation ...).
L'expérience antérieure du produit n'est pas nécessaire, mais l'expérience du travail Méthodes est souhaitée.

France Cadres — 22 rue Saint Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 930 M.



emplois internationaux

Direktrice für junge Kleider

Wir sind ein in Europa bekanntes Unternehmen mit Sitz in West-Berlin.

Der Bewerber muss erfahren sein, über gute Nähund Schnittkenntnisse verfügen und sollte zwischen 25-30 Jahre alt sein.

Ein exzellentes Team zur Ausführung Ihrer Ideen steht zur Verfügung.

Eine Wohnung in der City von Berlin kann besorgt werden.

Wenn Sie Lust haben, in dieser interessanten Weltstadt zu arbeiten und Sie über Deutschkenntnisse verfügen, würden wir uns über Ihre Bewerbung freuen.

JEAN PAUL MODE
HENKE GmbH
Kleiststrasse 23-26
D-1000 Berlin 30, RFA
Telefon : 19-49-30 / 211-60-28.

CLIMATISATION - ELECTRICITE - FLUIDES
B.E. parisien recherche
pour COTE-D'IVOIRE, contrat 3 ans

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

— 5 ans expérience.
— Responsable création service d'exploitation autonome d'un important centre universitaire.
— Rémunération annuelle : 150 000 F.
— Logé, possibilité de suite et d'association au-delà du contrat.

TELEPHONE : 302-62-11.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSEIL
LYON
solide, taux de croissance important
recherche un

CONSULTANT EN ORGANISATION DE PRODUCTION

Profil ● Ingénieur Grande Ecole, 28 à 30 ans ● Expérience indispensable des problèmes de production (conseil ou entreprise) ● Tempérament commercial essentiel ● Personnalité organisée et apte à occuper une fonction autonome.

Missions ● Conduire activement la recherche de nouveaux clients ● Analyser les besoins des entreprises contactées ● Effectuer les projets d'études, les propositions et les négocier ● Assurer les interventions de conseil, leur mise en place et le suivi commercial.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. M.R., à :

AVISO conseil — 49, rue Servient 69003 LYON — RÉPONSE ET DISCRÉTION ASSURÉES

Au premier rang des sociétés de conseils et de services en informatique, nous recherchons pour notre agence de ROUEN

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

désireux de participer à d'importants projets de gestion. Nous leur assurons un plan de formation personnalisé et de larges possibilités d'évolution au sein de notre Groupe. Ecrire ou téléphoner à C. GUICHARD - CAP/SOGETI/GESTION, Palais des Congrès, rue des Carmes, 76000 Rouen.
Téléphoner (35) 88.27.88

CAP SOGETI GESTION

ÉTABLISSEMENT BORDELAIS DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS MARITIMES

étudierait candidature d'un diplômé ESCAE, Sciences Po. ou équivalent, ayant environ 5 années d'expérience dans le domaine commercial ou relations publiques, intéressé par activités

RELATIONS EXTÉRIEURES

(organisation de manifestations, rédaction de dossier d'information, etc.), anglais indispensable.

Env. curric. vitae, photo et prét. sous le nº 7.036 à : « LE MONDE » Publicité - 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (1er), qui transmettra.



2 postes :
STRASBOURG
REIMS

ATTACHE COMMERCIAL DEBUTANT

de formation supérieure (économie ou commerce, de préférence).
Il prendra progressivement en charge une activité variée couvrant tous les aspects du Crédit à la consommation et privilégiant l'efficacité des relations avec la clientèle.
Ce poste est formateur et motivant ;
Il peut permettre d'évoluer vers de plus larges responsabilités.
Ecrire avec c.v. et photo, sous réf. 322 à :
COMPAGNIE BANCAIRE,
Service Orientation Recrutement,
5, avenue Kléber - 75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

BANQUE HERVET
recherche
pour sa succursale d'Orléans

UN CADRE CONFIRMÉ Classe V

auquel nous confierons la responsabilité et la gestion d'un fonds de clientèle de particuliers, qu'il devra entretenir et développer par des actions appropriées de prospection.
Ce poste implique une formation supérieure et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans la fonction. Une bonne connaissance des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles-titres sera très appréciée.

Adresser c.v. lettre manuscrite, photo et prétentions, à BANQUE HERVET
Direction du Personnel.
127, av. Charles-de-Gaulle
92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plein Champs

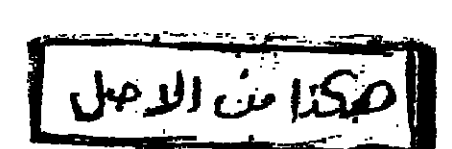
C.R.C.A.M. DE LA CHARENTE-MARITIME
recherche

UN JURISTE DE BANQUE

MAITRISE EN DROIT

Expérience professionnelle au sein d'un contentieux.
Connaissances fiscales.
Connaissances analyse financière et informatique appréciées.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : C.R.C.A.M. - B.P. 42 - 17102 SAINTES CEDEX.



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

140 - 160.000 F

Matériels électroniques professionnels Ouest

Une société française (4 000 personnes) spécialisée dans l'électronique professionnelle recherche *le Chef des Services Administratifs de l'une* de ses unités de production. Sous l'autorité du Directeur de l'établissement et en liaison *fonctionnelle avec le Secrétaire Général de* la société, il sera chargé de la gestion administrative et du personnel (recrutement, gestion des carrières, paie, *formation, relations* avec les représentants du personnel, services sociaux...). Il assurera les relations auprès *des organismes patronaux et socio-professionnels* régionaux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 45 ans, obligatoirement de formation *supérieure, possédera* une expérience professionnelle d'au moins 8 ans dans une formation semblable au sein d'un établissement industriel. *Ecrire sous la référence 232/M à :*

G R H Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.

Toutes les *candidatures seront* traitées *confidentiellement.*

Leader de la Vente Par Correspondance, La Redoute développe des techniques de pointe (Informatique, Automatique, Marketing). Nos moyens et leur amélioration permanente nous amènent à rechercher des

INGENIEURS GENERALISTES

Débutants de haut niveau (Centrale, Mines)

Après formation au sein de petits groupes, nous leur confierons rapidement des missions qui leur permettront d'acquérir une excellente connaissance de l'entreprise et surtout d'affirmer les qualités (contact, animation, innovation, initiative) nécessaires à la prise de responsabilité d'encadrement au plus haut niveau.

Le dynamisme de l'entreprise, sa politique de promotion interne et de mutation favoriseront l'élargissement de leur horizon professionnel.

Pour connaître les postes à pourvoir actuellement (INFORMATIQUE, ORGANISATION) et les secteurs où nous pouvons recruter des Ingénieurs, contacter, sous réf. 9.12.15, la Direction du Personnel, Division Cadres - 57, rue de Blanchemaille, 59100 ROUBAIX ou téléph. (20) 70.92.59, poste 3010.

La Redoute

HAVAS CONTACT

CHEF DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE - ÉVREUX

recherché par une Société de

VENTE PAR CORRESPONDANCE

pivot d'un groupe international

pour assurer la responsabilité technique et humaine de l'ensemble des services informatique (55 personnes, équipement I.B.M. + télétraitement) fournissant des prestations aux sociétés françaises et étrangères du groupe.

Ce poste conviendrait à un homme de formation supérieure (grande école d'ingénieurs ou *commerciale*) avec une *solide expérience* de l'informatique acquise, par exemple, comme Chef de Projet ou Responsable d'un service. *L'âge* est indifférent, *mais* avoir *30* ans n'est pas un handicap. La rémunération, très compétitive, sera fonction de la formation et de l'expérience.

Les candidats sont priés d'envoyer leur C.V. détaillé avec photo s/n° 788622 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

COFIPA

Compagnie Française des Industries Papetières

(C.A. 120 M.)

RECHERCHE

pour son Siège Social **d'ANGOULÊME**

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour son Service Informatique

Connaissances exigées :

STRATÈGE SOUS SIRIS 3

— Connaissances mini-ordinateur appréciées.
— Niveau d'Etudes Supérieures.

Adresser C.V., photo et prétentions à COFIPA - B.P. 34 - 16004 ANGOULEME CEDEX.

Important établissement région LILLE, filiale d'un des plus *grands groupes français, fabricant* des biens d'équipements industriels lourds recherche

un chef service recherche et développement
un chef service équipements

Formation grande école ECP, Mines Nancy ou Saint-Etienne, AM, ICAM, IDN, 30 ans minimum, les candidats devront avoir une solide expérience des *études et méthodes* acquise dans le domaine de la métallurgie et de la transformation des métaux.

Ces deux postes comportent de larges possibilités *d'évolution* dans cette *société* en plein développement.

Adresser dossier de candidature à n° 1395
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

La ville de Saint-Etienne recrute pour son service des Affaires économiques

UN CADRE

ayant formation

ÉCONOMIQUE et TECHNIQUE

Renseign. : Mairie de St-Etienne
Direction du personnel
42007 SAINT-ETIENNE CEDEX

Fabricant petit matériel électrique et électromécanique

recherche

pour son service export

TECHNICO-COMMERCIAL

pour visite des clients Europe. Connaissanc. électricité et petite mécanique souhaitées. Anglais-allemand indispensables. *Lieu de résidence rég.* ROUEN. Déplacements fréquents. Poste motivant et pouvant évoluer en fonction des résultats.

Adress. C.V. et prétentions sous référ. 1.508 à P. LICHAU S.A., B.P. 220 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CENTRE (INTERMINISTER.) D'ETUDES ET D'EXPERIMENTATION DES SYSTEMES D'INFORMATION recherche

CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Expér. min. 8 ans justifiant :
1) d'une formation supérieure en droit du travail et en droit des contrats de l'ADMINISTRATION DE L'ETAT ;
2) d'une expérience en matière de gestion comptable.

Compétence en matière de traitement informatique appréciée.

Env. lettre manuscrite, photo, C.V. et prét., ss pli confidentiel à M. ALBERT RODRIGUEZ CEESI 343, boulevard Romain-Rolland, 13009 MARSEILLE.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Dans la distribution moderne, cette Société régionale a un développement rapide (380 *personnes* - C.A. 200.000.000 F).

Pour accompagner et mieux contrôler cette croissance, elle veut mettre en place un nouveau système de gestion par objectifs. Cette responsabilité sera confiée à un gestionnaire confirmé, diplômé ESC, *d'au moins* 35 ans ayant une bonne expérience de la mise en place des budgets, plan de trésorerie et tableaux de bord.

Lieu de travail : VERDUN.

Salaire : 130.000 F.

France Cadres 22 rue Saint Augustin 75002 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Référence 872 M.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TOURS

recherche

ADJOINT CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ

— âge minimum : 30 ans ;
— *formation* comptable supérieure (D.E.C.S.) ;
— expérience professionnelle similaire ;
— *connaissance de la gestion comptable* dans le cadre d'un système informatique ;
— *qualité d'animation et de commandement* ;
— déplacements fréquents ;
— *potentiel chef de service comptabilité souhaité.*

CONTROLEUR INTERNE

(application des procédures)

— niveau D.E.C.S. ou équivalent ;
— expérience Audit appréciée ;
— aptitude aux contacts ;
— rigueur et objectivité indispensables ;
— déplacements fréquents.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 7 578 à HAVAS, 37047 TOURS CEDEX, qui transmettra. Discrétion assurée.

Directeurs Commerciaux et de Marketing

Biens industriels ou produits grande consommation. Résidence Centre, Centre-Ouest.

Dans le cadre de l'expansion envisagée pour les prochaines années et de l'autonomie donnée à nos différentes branches, nous cherchons des hommes expérimentés capables de prendre en charge la Direction des structures commerciales en place.

Nos candidats doivent avoir une formation supérieure :HEC - ESSEC - Sup de Co et plusieurs années de réussite dans des fonctions similaires ainsi que de réelles qualités de gestionnaire et d'animateur.

L'Importance du Groupe permet d'offrir d'intéressantes perspectives de carrière.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous no 96297, CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

GRENOBLE NEYRPIC

Fabricant de gros équipements énergétiques

Société en expansion (2 000 personnes)

recherche

pour participer à la refonte totale de son INFORMATIQUE DE GESTION

un analyste-concepteur

POSITION CADRE

Fonction :
- Etude et définition d'applications nouvelles
- Animation et contrôle de leur réalisation et de leur mise en place

Expérience :
- *Les* candidats devront avoir assuré des responsabilités équivalentes en Informatique de Gestion, de préférence dans une Entreprise Industrielle

Connaissances et pratique appréciées en :
- Gestion, Comptabilité, Organisation Administrative
- COBOL
- *Matériel* IBM sous OS
- Télétraitement

Adresser CV, photo et prétentions No 96.856 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

---

cnet

recherche pour son nouveau laboratoire de MICRO-ELECTRONIQUE

GRENOBLE

INGENIEUR

niveau Grande Ecole ou Doctorat ayant plusieurs *années d'expérience en* RECHERCHE et DEVELOPPEMENT dans le domaine de la métallurgie du SILICIUM :
- Croissance cristalline.
- Traitements physico-chimiques.
- Diffusion.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé *sous référence* 9058 au :
CENTRE NATIONAL D'ETUDES DES TELECOMMUNICATIONS
B.P. 42 — 38240 MEYLAN

---

180 000 F **35 ans mini**

Directeur organisation, informatique et moyens généraux

Ingénieur grandes écoles ou équivalent

Etablissement bancaire du littoral méditerranéen (750 personnes) appartenant à un groupe important, recherche, dans le cadre d'une politique définie par la Direction Générale pour améliorer la productivité et l'efficacité de la gestion de l'ensemble des services, son Directeur Organisation, Informatique et Moyens *Généraux.*

Il sera responsable de la mise en œuvre de cette politique, de la coordination générale de projets de grande envergure (parmi lesquels la mise en place d'un réseau de télétraitement) et de leur bonne mise en route au niveau des utilisateurs.

Par son action personnelle, il assurera la promotion de méthodes de gestion dynamiques auprès des différents services de l'entreprise.

Il sera hiérarchiquement responsable du *service* organisation, informatique et moyens généraux (100 personnes - matériel : HB 66/20).

Directement rattaché à la Direction Générale, il animera le comité d'organisation chargé de l'élaboration du plan informatique.

Ce poste convient à un collaborateur d'excellent niveau, orienté vers l'organisation, *ayant une expérience minimum de 3 à 5 ans de la conduite de grands* projets, comportant une réalisation informatique et l'encadrement d'effectifs importants - expérience acquise dans toutes entreprises notamment : assurances, banques, industries ou sociétés de conseil - l'expérience bancaire n'est pas indispensable. Lieu de travail : ville attractive de la Côte d'Azur.

sélé CEGOS Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 73481/M à Mme CLERE - Sélé-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES. Discrétion assurée.

FRAIS EMOULU AM, ENI...

Si vous vous connaissez des aptitudes marquées pour la conception et le calcul en *mécanique* et *hydraulique*, si vous connaissez l'anglais et éventuellement l'allemand, nous vous proposons un poste d'Ingénieur Bureau d'Etudes.

Poste évolutif, certes, pour qui se sentira prêt à prendre des responsabilités.

Nous avons les moyens de garantir cette évolution : société de réputation mondiale, spécialisée en grosse mécanique, notre activité est largement orientée vers l'exportation. L'usine où nous vous attendons est située à MAUBEUGE.

Adressez votre lettre de candidature (avec photo et prétentions) et votre CV à : SECIM - BP 19 - 59680 FERRIERE LA GRANDE.

rsc carrières

Organisme Construction Sociale BESANÇON recherche CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER. Env. C.V. manusc. au n° 7.027 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e qui transmettra.

SOCIETE recherche

CADRE

Pr responsabilité d'un service :
— Organisation
— Comptabilité
— Informatique

Salaire mensuel début : 6.000 F.

Adresser curriculum vitae par lettre manuscrite + photo. *Travail en province. Réponse urgente. Ecrire* Agence HAVAS POITIERS, n° 010.055

RESPONSABLE D'UN CENTRE INFORMATIQUE

Le Centre Informatique (CERTI) des Organismes de Sécurité Sociale de la région Bourgogne - *Franche-Comté*

recherche

son responsable

Il doit, sous l'autorité du Conseil d'Administration, assurer le fonctionnement, technique et administratif, du Centre afin de fournir aux utilisateurs (8 CAF et 9 URSSAF) un produit de qualité au meilleur coût. Il élabore le budget annuel et contrôle les dépenses. Il a la responsabilité (recrutement, formation, information) d'un effectif de 40 personnes.

C'est un homme de 35 ans minimum, diplômé d'une grande école (X, Centrale, ...) ou possédant un doctorat universitaire. A la fois technicien et gestionnaire, il justifie d'une expérience réussie de 6 ans minimum à un poste de responsabilité identique. Il a le sens du concret et de réelles qualités humaines (contact aisé, dialogue).

Rémunération attractive en fonction de l'expérience.

Poste pourvu à DIJON, après examen des candidatures par un jury.

Adresser candidature (C.V. + lettre et exigences) sous double enveloppe à :

Monsieur le Président du Conseil d'Administration du CERTI,
8, boulevard Clemenceau - 21033 DIJON CEDEX.

avec mention « *Candidature-Direction* » sur pli intérieur.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES ENCADREES	Le mm col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

PROMOTEUR IMMOBILIER

- 25 000 LOGEMENTS -

cherche pour Département «Opérations»

Chef de Programmes

destiné à assumer la responsabilité de plusieurs programmes immobiliers (construction neuve, locative ou accession, réhabilitation) sur les plans techniques, financiers et juridiques.

Le candidat doit avoir une expérience immobilière acquise dans une société de promotion publique ou privée et de gestion financière des opérations.

Adresser C.V. et prétentions
LE LOGEMENT FRANÇAIS
12, rue Paul Baudry 75008 Paris

PUBLICITÉS RÉUNIES



ROWNTREE MACKINTOSH

Groupe international de chocolaterie confiserie
(Smarties, Kit Kat, Quality Street, Nuts, After Eight, Menier, Lanvin, Chocorêve, etc...)

recherche

2 assistants contrôle de gestion

L'un sera chargé du contrôle des investissements et de leurs incidences sur les coûts de production.

L'autre sera chargé de la préparation des budgets ainsi que de l'analyse et de l'optimisation de la rentabilité des ventes.

Les candidats retenus auront une formation ESC (finances comptabilité), de bonnes connaissances comptables (DECS souhaité) et devront être mobiles.

Nous souhaitons une première expérience dans la fonction et une bonne pratique de l'anglais.

Référence ACG

2 ingénieurs travaux neufs

Ils seront chargés de l'étude et de la réalisation de projets industriels : installation de lignes de fabrication ; développement des capacités de production, de conditionnement et de stockage, etc....

Basés à Noisiel, ces postes conviendraient à des ingénieurs ou techniciens supérieurs justifiant d'une expérience de 5 ans au minimum dans des activités analogues.

Pratique de l'anglais exigée.

Référence ITN

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence correspondante, à :
Direction du Personnel ROWNTREE MACKINTOSH S.A.
NOISIEL 77422 MARNE LA VALLEE CEDEX 2.

FILIALE IMPORTANT
GROUPE INTERNATIONAL
TRAITEMENT DES METAUX NON FERREUX
recherche pour PARIS

CHEF DU PERSONNEL
Assistant du Directeur des Relations Sociales

Ce collaborateur aura à assumer une fonction complète et moderne de Chef du Personnel du siège et à réaliser des études et interventions auprès des établissements du Groupe. Il s'agit essentiellement d'aider à la mise en place des techniques d'amélioration des relations sociales (formation, information, conditions de travail).

Le candidat recherché doit détenir une formation de niveau supérieur (ESC ou équivalent), posséder une expérience (éventuellement courte) en milieu industriel et se comporter en homme de dialogue et de réflexion.

Adresser C.V. + photo + rémunération actuelle sous référence 771 M à

SODECI
140, rue de la Croix Nivert
75015 PARIS

Responsable de Recrutement

90 000 F +

La filiale française d'un groupe international (6 000 personnes en France réparties dans 3 usines, 9 directions régionales, 25 succursales), crée au sein de sa direction du personnel, le poste de responsable du recrutement des cadres et de la force de vente. Nous voyons à ce poste une personne de formation supérieure ayant deux à cinq ans d'expérience du recrutement des cadres dans une entreprise ou un cabinet conseil et souhaitant poursuivre au sein d'une équipe bien soudée dans une société où une évolution ultérieure vers d'autres aspects de la fonction personnel sera possible (après deux ans).

Le poste est à pourvoir en grande banlieue OUEST PARIS mais les missions confiées nécessitent des déplacements fréquents dans toute la France.

Maryse PERCHE vous remercie de lui envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 901112 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

CHEF DE DEPARTEMENT «Tout pour l'Enfant»

Une chaîne de distribution très importante recherche pour un magasin de la région parisienne (13000 m2), un
CHEF DE DEPARTEMENT «Tout pour l'enfant»

Il (ou elle) supervisera et animera un ensemble de rayons (confection garçonnets, fillettes, puériculture, layette, sous-vêtements).

Il (ou elle) sera responsable de la définition et de la réalisation des objectifs commerciaux (C.A., stocks, marges), dans le cadre de la politique commerciale de la Société.

Le (ou la) candidat (e) souhaité (e) aura impérativement une expérience professionnelle de 3 à 5 ans, soit dans les grands magasins, soit dans un magasin spécialisé dans ce type de produit.

Si vous êtes intéressés par ce poste, envoyez C.V. et lettre manuscrite en précisant vos prétentions sous no 97270 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.



Directeur Commercial

250 000 F

Un des premiers Groupes Français recherche un homme de grande classe pour lui confier la responsabilité commerciale d'une branche d'activité.

Responsable du développement du chiffre d'affaires et de la qualité des résultats, il gérera et dirigera un très important réseau de vente.

Ce poste conviendrait à un homme de formation supérieure ou grande école (X, Centrale) ayant d'exceptionnelles qualités d'animateur, de négociateur et une grande disponibilité.

Il doit pouvoir faire la preuve de sa réussite dans une fonction antérieure de Direction Commerciale.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 1077 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

DIRECTEUR ADMINISTRATIF et FINANCIER

PARIS

Filiale d'un important groupe suédois, la Société est spécialisée dans le négoce d'aciers spéciaux qu'elle importe.

Son P.D.G. recherche son collaborateur direct pour lui confier la Direction Administrative et Financière et le Contrôle de Gestion de l'entreprise.

Formation : HEC, ESSEC, ESC ou similaire.
Optimum 35 ans.
Anglais courant impératif.

Adresser C.V. détaillé s/réf.93901M à
Paul Louis QUINIOU
Conseil en Recrutement de Cadres
39 Champs Elysées 75008 Paris.

DEVENEZ RESPONSABLE DE PROJETS INFORMATIQUES DE A à Z

Afin de mieux assister les Départements de Production, l'Informatique de Gestion d'ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER renforce son potentiel et crée, en 1979, plusieurs postes qu'elle propose à des

INGENIEURS-ANALYSTES

(Formation Grande École avec spécialisation en Informatique)

DEBUTANTS
Réf. 7867

Ils se verront confier des projets informatiques qui leur permettront d'acquérir une connaissance de l'entreprise, de ses procédures et de ses systèmes. Ils assureront le développement de chacun de ces projets, de l'analyse fonctionnelle à la mise en route.

CONFIRMES
Réf. 7868

Justifiant de 3 à 4 ans d'expérience, ils seront immédiatement responsables de projets informatiques importants.
Il seront, à ce titre, directement en contact avec les utilisateurs pour définir, développer et mettre en place ces projets.

La nature des interventions de ces ingénieurs doit permettre un rapide élargissement de leurs responsabilités dans l'entreprise et dans le groupe SCHLUMBERGER.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, sont à adresser, sous la référence correspondante, à :

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER



26, rue de la Cavée
92142 CLAMART
CEDEX

HAVAS CONTACT



SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Constructeur de mini-ordinateurs
recherche pour Paris

COMMERCIAUX

(Référence 7910 MD)

Vendeurs chevronnés, ils parlent anglais et devront assister à un stage de 15 jours aux U.S.A.

INGENIEURS SYSTEME

(Référence 7911 MD)

Ils ont 2 à 3 années d'expérience minimum dans le SOFT de base. Ils travailleront en collaboration avec les ingénieurs commerciaux dans l'avant-vente, les démonstrations et l'après-vente. Ils auront une stratégie commune avec les commerciaux.

Pour ces deux types de postes, la rémunération sera proportionnelle à l'expérience.

Adresser C.V., photo et rémunération actuelle au Cabinet Claude VITET - en indiquant la référence 20, rue de la Trémoille, 75008 PARIS.

LE PRINTEMPS

recherche
pour ses entrepôts
à L'ILE SAINT-DENIS

Une assistante sociale confirmée

Ayant une expérience dans une entreprise.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à
Melle BORDET - AU PRINTEMPS
Direction des Relations du Travail
102, rue de Provence - 75009 PARIS



et si nous parlions de vous...

De votre carrière professionnelle. Nombreux sont en effet les cadres de haut niveau qui nous ont rencontrés. Nos CONSEILLERS INTERNATIONAUX ont déterminé leur potentiel professionnel, suscité d'autres motivations, déterminé d'autres objectifs ou même suggéré la recherche d'une nouvelle position afin qu'ils trouvent la possibilité de répondre pleinement à leurs aspirations. Faites comme eux. Appelez-nous, ou écrivez nous pour un entretien confidentiel. Sans engagement. Sans frais.

FREDERICK CHUSID 6, rue de Berri. 75008 Paris
Tél. : 225.31.80 - London W.1 35 Fitzroy St. Sociétés affiliées à l'étranger. Langue anglaise souhaitable. (Nous ne recrutons pas).

DIRECTEUR DES VENTES
FRANCE

Produits Chimiques 130.000 +

Filiale d'un groupe international, nous commercialisons une gamme de produits à usages industriels.

Nous recherchons l'animateur de notre importante équipe de vente. En liaison avec la Direction Générale, il définit sa stratégie de vente et gère de façon autonome l'activité de son service.

Agé de 30 ans minimum, il a une formation Grandes Écoles : Chimie, Agro-alimentaire ou Commerciale et nécessairement une expérience significative de la vente de produits industriels et de l'encadrement.

Connaissance de la langue allemande très souhaitée.

Écrire avec CV détaillé, sous référence 76000, à D. JOUSSET
plein emploi
10, rue du Mail, 75002 PARIS.



SOCIETE QUARTIER ST-LAZARE s'équipant en Juin prochain d'un mini-ordinateur de gestion

recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

De formation supérieure (Maîtrise ou équivalent), ayant environ 2 à 3 ans d'expérience (secteur banque ou assurance apprécié). Capable de prendre progressivement en charge les applications informatiques de la société.

Sera en outre le correspondant des prestataires extérieurs susceptibles de l'aider dans sa tâche.

Formation applications spécifiques assurée.

Envoyer C.V. détaillé sous référence AR 1

Ordis conseil en recrutement
10, rue Auber Paris 9è

Réponse à toute candidature.

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE, PARTENAIRE D'UN GROUPE INDUSTRIEL DE TAILLE INTERNATIONALE, recherche

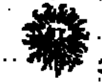
ingénieurs informaticiens

de 2 à 4 années d'expérience pour des postes de :

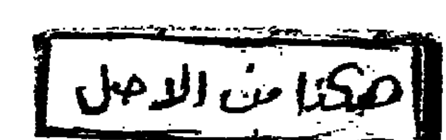
- chefs de projet ;
- adjoints chef de projet.

La préférence sera donnée aux candidats libres rapidement et ayant une bonne connaissance système des mini-ordinateurs.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions sous réf. HOND à



Publicis Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet. 75008 PARIS



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

Agence immobilière d'importance nationale recherche son

DIRECTEUR GENERAL

pour proposer et mettre en oeuvre sa politique de développement visant à l'extension de *ses implantations locales et à l'essor de ses* différentes activités (foncier, vente d'appartements, location,...).
Il est exigé une formation juridique supérieure et une expérience confirmée dans le *domaine de l'immobilier (gestion, foncier,* acquisitions).
Situation brillante pour personnalité efficace et ambitieuse.
Lieu de travail : Paris.

Envoyer c.v., photo et prétentions sous référence 1996 à AXIAL Publicité, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra. Discrétion assurée.

---

gfa GROUPE FRANCE AUDIT

recherche pour sa clientèle un :

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

pour importante entreprise de constructions industrialisées (2.000 personnes environ), banlieue Sud Paris. Il aura la responsabilité de la comptabilité du siège et contrôlera les filiales France et étranger. Diplôme d'expertise - comptable exigé, pratique de groupe et connaissances consolidations demandées.

Rémunération en rapport avec la fonction (Référ. 106).

Adresser C.V. manuscrit et prétentions à G.F.A. Service du Personnel 30, rue Labrouste, 75015 PARIS

OSCAR 1977 EXPORT — POMPES GUINARD

Du développement à la Direction Générale

Depuis une bonne douzaine d'années, vous avez commencé votre carrière dans une usine d'électromécanique. Vous vouliez concrétiser vos études d'ingénieur par la connaissance des hommes que vous avez ainsi découverts et appréciés et par une bonne pratique des *techniques. Vous avez réussi.* Vous avez ensuite abordé des problèmes nouveaux, d'études, de commerce, de gestion, de négociation... Vous avez voyagé et vous travaillez maintenant en anglais sans difficulté. Vous vous sentez prêt à assumer les responsabilités de la Direction Générale d'une des sociétés de notre Groupe.

Si vous veniez nous rejoindre ? Puisque nous complètons notre équipe de Direction Générale pour poursuivre notre expansion au rythme de 15 % par an et réussir de façon significative dans nos activités *traditionnelles et dans les énergies nouvelles, solaire et nucléaire* ...

Vous *commencerez comme* Directeur du *développement.* Vous apprendrez notre Société en étudiant et en faisant évoluer la stratégie d'ensemble. Vous coopérerez avec les directeurs de département pour faciliter la consolidation de leurs différents plans. Vous négocierez les opérations nouvelles d'expansion ou de diversification. *Vous susciterez les remises en cause. Vous ferez des suggestions*...jusqu'au jour où vous prendrez en charge la réalisation de ce que vous aurez préconisé. C'est ainsi que vous accéderez à un poste de Direction Générale en moins de cinq ans...

Avec l'aide de vos collègues, vous vous sentez capable de gagner contre vous-même et nos concurrents ! Ecrivez donc aux conseils en recrutement SIRCA sous référence 794 186 M. Dites-leur vos réussites, vos ambitions, vos réactions à notre projet. Comme nous, ils vous assurent de la plus totale confidentialité. Merci de votre confiance.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

---

chef comptable

FF. 120.000 +

Notre client, une société multinationale, recherche un Chef Comptable afin de lui confier l'ensemble des opérations comptables de deux filiales, situées dans la région parisienne. La personne choisie aura une formation comptable, une expérience réussie de trois à cinq ans, de préférence au sein d'une firme anglo-saxonne et sera parfaitement bilingue anglais-français. Une familiarité avec le système de "reporting" américain, ainsi que des connaissances en Droit Commercial et en fiscalité, sont souhaitables.

Envoyer C.V. et prétentions à I.C.A. sous *la référence* 923-M, qui transmettra. La plus grande discrétion est *garantie dans l'examen des candidatures.*

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

Vous voulez démarrer votre carrière au sein *d'une importante société de conseils et de services* en informatique. Nous avons plusieurs postes à pourvoir à Paris couvrant les principales *applications informatiques :*
- GESTION
- PROCESS
- MICRO-PROGRAMMATION

Vous bénéficierez d'un plan de formation personnalisé. Ecriver ou téléphoner à Yves-Michel DUVAL - CAP/SOGETI-GESTION 20, rue Leriche 75738 Paris Cédex 15 - Tél. 539.22.25

CAP SOGETI GESTION

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche

un ingénieur

Formation Grandes Ecoles ou *Université.*
Expérience d'au moins 2 ans des problèmes financiers de l'entreprise (élaboration de plans ou de budgets, gestion de trésorerie).
Pour l'étude, le *développement et le lancement d'applications* informatiques dans le domaine financier.
Connaissances souhaitées du FORTRAN et PL1 ou APL, de l'OS. IBM.

Lieu de travail : région parisienne.

Adresser C.V. et prétentions à :
CISI, Direction du Personnel, 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

emplois et carrières

IMPORTANT FABRICANT FRANÇAIS

Articles de Puériculture

crée un poste

assistant(e) chef de produit

pour compléter son équipe de Marketing. Ce poste très actif demande une Formation commerciale supérieure, complétée par des stages pratiques de vente ou de marketing.
Les dossiers de candidatures - sous réf. 1661 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SEMS

Société Européenne de Mini-informatique et Systèmes

Filiale THOMSON CSF

recherche dans le cadre de son expansion

DES ANIMATEURS DE FORMATION

- *Référence AF1*
  DÉBUTANTS - BTS ou DUT informatique ou électronique
- *Référence AF2*
  CONFIRMES - 2 à 3 ans d'expérience en formation ou en assistance technique matériel ou logiciel mini-informatique.

FONCTION :
Formation de nos clients à l'utilisation des ordinateurs SEMS.
Anglais souhaité.
Lieu de travail : BANLIEUE OUEST.
Evolution possible vers - Etude - Développement - Support avant-vente - Commercial.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo souhaitée sous la référence indiquée à SEMS - Service du Personnel, 36/38, rue de la Princesse, 78430 LOUVECIENNES.

Ingénieurs commerciaux

La Compagnie Internationale pour l'Informatique Cii HONEYWELL BULL recherche pour s'implanter sur le marché porteur du *TRAITEMENT DE TEXTE et commercialiser* son matériel, combinant fonctionnalités très étendues et facilité d'insertion dans l'entreprise

des **JEUNES CADRES**
(hommes ou femmes)
diplômés de l'Enseignement Supérieur de préférence.

Une expérience d'environ 2 ans acquise dans ce domaine ou dans un secteur d'activité proche serait appréciée.

La rémunération (fixe + commissionnement) est très motivante.

Une évolution de carrière vers des fonctions d'encadrement est envisagée pour les candidats de valeur.

Postes à pourvoir sur région parisienne et lyonnaise.

Adresser c.v. et lettre manuscrite A M. FEYZEAU *André,*
Cie Internationale pour l'Informatique,
4, avenue Charles-de-Gaulle
78150 LE CHESNAY

Cii Honeywell Bull

HAVAS CONTACT

SCHOTT FRANCE
JENA GLAS

Filiale française d'un groupe, leader dans la fabrication de VERRES SPECIAUX pour l'industrie, recherche un

ingénieur technico-commercial

ayant une expérience confirmée dans la vente (5 ans minimum) de composants *électroniques ou de pièces de mécanique de précision.*

Il sera chargé de missions auprès d'industriels français afin de promouvoir nos *produits techniques et de détecter l'application* de technologies nouvelles.

Connaissance parfaite de l'Allemand écrit et parlé. *Poste évolutif.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à Monsieur Le Directeur Général
SCHOTT FRANCE
6, rue des Bateliers — 92110 CLICHY



une des premières sociétés de conseil et services en informatique

RECHERCHE

INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent - (OPTION INFORMATIQUE)

Débutants ou ayant *quelques* années d'expérience, vous êtes passionnés par *les applications* nouvelles de l'informatique.

Au sein d'un département en pleine expansion, nous vous proposons d'enrichir vos connaissances et d'intervenir sur des projets de haut niveau :
- mini et micro-informatique
- *télécommunications, connexions et réseaux*
- développement de langages et systèmes
- bureautique.

Ces développements demandent initiatives et responsabilités et assurent aux *candidats* à fort potentiel une évolution rapide vers des postes de Consultants et Chefs de Projets.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SLIGOS, Direction du Personnel, référence *DLS*, 91, rue Jean-Jaurès 92807 PUTEAUX.

INGENIEURS ANALYSTES
(HOMMES/FEMMES)

Importante Société du secteur *tertiaire recherche des Analystes ayant :*
- *une formation* ingénieur ou maîtrise,
- débutants mais avec option informatique,
- ou 1 à 2 ans *d'expérience en informatique.*

CONNAISSANCES REQUISES :
- COBOL si possible DL1
- MATERIEL : 370/158 et 145.

Lieu de travail : PARIS CENTRE

Evolution intéressante pour candidat de valeur.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la référence 62.07/IA/196 à ADEQUATION 54, avenue de Versailles 75016 PARIS.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT

LA DIRECTION GENERALE DES TELECOMMUNICATIONS
recherche un

ingénieur économiste

PROFIL :
Ingénieur Grande Ecole + Formation économique complémentaire, ENSAE, DEA Econométrie
pour *travaux* de modélisation et de prévision à court et moyen terme liés à la planification des investissements.
Connaissance et/ou première expérience en statistique et *économétrie exigée.*
Le poste est à pourvoir immédiatement.
Envoyer Curriculum-Vitae, photo et prétentions sous référence 6510 à : L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02

APPAREILS ET INSTALLATIONS
POUR LE CONTROLE NON DESTRUCTIF DES MATERIAUX

Nous sommes filiale d'une société allemande de 400 collaborateurs qui développe, produit et vend *dans le monde entier des appareils électroniques,* des systèmes et des installations de contrôle.

Nous recherchons pour la France

INGENIEUR DE VENTE

formation télécommunications, mécanique ou contrôle des matériaux qui soit intéresse par une technologie moderne, ayant le sens des contacts, aimant voyager et connaissant de préférence *la langue allemande.*

Prière d'adresser votre candidature à *Monsieur Kowarski, Directeur,*

FÖRSTER-FRANCE S.A.R.L.,
148, Rue Boucicaut, 92260 Fontenay-aux-Roses
Tél. 350 76 56

FÖRSTER FRANCE

le Seita

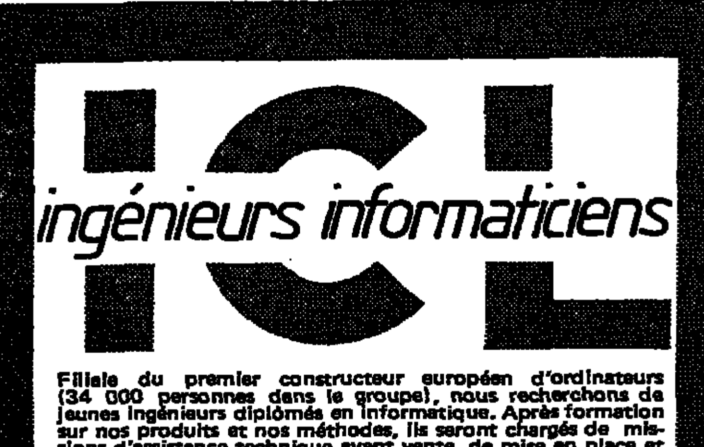
Jeune chef de projet

Le service d'exploitation industrielle des Tabacs et Allumettes, Paris 7e, étoffe son service organisation et informatique (UNIVAC 90/60, 512 K, VS/9). Il recrute un jeune chef de projet pour lui confier la conception et la réalisation d'applications de gestion.

Une formation ingénieur grande école (option informatique) doublée de connaissances en gestion ou une première expérience professionnelle en informatique seront des atouts appréciés.

Une formation complémentaire peut-être envisagée. A terme, larges possibilités d'évolution dans le service ou dans d'autres départements du SEITA.

sélé CEGOS — Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 22010/M à M. L. GUIOMAR - Sélé-CEGOS - 33 quai Gallieni - 92152 SURESNES.



Filiale du premier constructeur européen d'ordinateurs (34 000 personnes dans le groupe), nous recherchons de jeunes ingénieurs diplômés en informatique. Après formation sur nos produits et nos méthodes, ils seront chargés de missions d'assistance technique avant vente, de mise en place et de suivi auprès de notre clientèle moyens ou grands systèmes.

Ilsest souhaitable que les candidats aient une bonne connaissance de l'anglais et soient disponibles pour début avril 79.

Les postes sont à pourvoir à Paris, Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Nancy et Strasbourg.



Les CV avec prétentions et affectation souhaitée sont à adresser sous réf. C 912 à Cogéplan Sélection, Tour de Lyon, 185 rue de Bercy, 75012 Paris à qui nous avons confié cette recherche.

nova-system

La communication vous connaissez. Issue de la publicité, de l'édition ou d'ailleurs, vous connaissez les techniques d'imprimerie, pouvez discuter un projet de maquette, revoir la rédaction d'un texte, bref, on peut compter sur vous pour orchestrer la conception et la fabrication de nos supports d'information et de promotion, brochures, dépliants, films, etc... Et aussi être notre ambassadrice lors des différents congrès et salons auxquels notre position dans la profession nous fait un devoir de participer, en France et dans le monde. Mais qui sommes-nous ? Une puissante société industrielle oeuvrant dans une technologie de pointe. Parce que notre environnement n'est pas très féminin vous pourrez vous y faire remarquer, mettre en valeur votre expérience. Vous utiliserez votre anglais courant. Alors, si la communication est pour vous un véritable métier, et si vous êtes d'accord pour prendre votre nouveau job à Paris puis à Lyon dans le courant de l'été prochain, écrivez vite à : rsc carrières - 92, rue Bonaparte - 75006 PARIS - sous référence 8490 - qui nous transmettra votre petite lettre accompagnée d'un CV. A bientôt pour...

LA COMMUNICATION AU FEMININ

rsc carrières

ENSEMBLES CLES EN MAINS A L'EXPORTATION

Nous sommes une société française d'ingénierie et de construction de grosses unités industrielles. Nous recherchons pour la préparation et la réalisation de nouvelles affaires à l'étranger 2 ingénieurs expérimentés pour leur confier les postes suivants :

CHARGE D'OFFRES — *Réf. 5257*

Intégré au sein de notre Division Travaux, il y est chargé de rassembler, étudier et mettre en forme tous les éléments d'offres concernant les montages et les essais de nos équipements (personnel à mettre en place, outillage de manutention, travaux de montages et essais, etc ...)

CORRESPONDANT DE CHANTIER — *Réf. 5258*

Il coordonne l'ensemble des actions liées à la réalisation, sur le site, d'un contrat. Notamment, il veille à la bonne organisation matérielle du chantier, constitue et forme les équipes de travail, contrôle l'avancement des travaux d'ingénierie (sortie des spécifications de montages et essais) et participe à la définition de la politique d'achats de marchés de travaux. Prévoir des déplacements fréquents sur le chantier.

Ces postes basés à Paris, intéressent des ingénieurs AM ou équivalent possédant une expérience approfondie de l'entreprise générale à l'exportation et ayant si possible, passé quelques années sur gros chantiers pétrochimiques, nucléaires ou sidérurgiques. La connaissance de l'anglais courant est indispensable.

Prière d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la réf. du poste choisi à P. LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



INGÉNIEURS

• Ingénieur Électronicien

ISEN - ISEP - ENSEEIHT
pour conception et réalisation de pupitres de mesures électroniques en fabrication.
Référence Th

• Ingénieur Électronicien

ISEN - ISEP - ENSEEIHT
pour travaux de laboratoire sur circuits linéaires basse fréquence.
Référence Al

• Ingénieur Électronicien

AM - ESE
ayant des connaissances en Technologie Electronique et micro-électronique, ou structures aéronautiques et si possible en mécanique fine pour bureau dessins études avancées.
Référence Gr

• Ingénieur

AM - SUP. AÉRO.
pour Bureau d'Etudes mécaniques. Equipements électroniques avioniques.
Référence Ti

Adr. C.V., photo et prétentions en précisant bien la référ., à Mme CHARRIER - THOMSON C.S.F., 48, rue Guynemer, 92138 ISSY-LES-MOULINEAUX.

électronique avancée

Nous faisons des EQUIPEMENTS de TELECOMMUNICATION d'AFFAIRES avec succès (40 % de croissance l'année dernière, autant prévu cette année) grâce au dynamisme conjugué de nos techniciens et de nos commerciaux.

La vente de Licences aux Etats Unis nous confirme dans la détermination d'investir sur les hommes de développement technique.
Nous recherchons plusieurs :

INGENIEURS MICRO-PROCESSEURS

pour notre Laboratoire d'Etudes et Développement, afin de leur confier aussi rapidement que possible la conception et la réalisation partielle ou complète de systèmes organisés autour de micro-processeurs.

Nos exigences professionnelles sont d'ordre technique et humain :

- technique : connaissances étendues et expérience pratique des matériels et logiciels de micro-processeurs (langage Assembleur en particulier).
- humain : créativité, rigueur, méthode, opiniâtreté, volonté d'apprendre et capacité à faire germer et cultiver les idées autour de soi.

Si vous ajoutez à cela une volonté de progresser professionnellement, vous trouverez chez nous des chances très sérieuses d'y parvenir.

Lieu de travail : Paris Ouest.

Envoyer C.V. détaillé et lettre manuscrite sous référence 6489-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

La DIVISION SIMULATEURS ET SYSTEMES ELECTRONIQUES de notre Société recrute des

ingénieurs électroniciens

DEBUTANTS OU AYANT QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

pour remplir les fonctions suivantes :

MISE AU POINT ASSISTANCE TECHNIQUE

Après participation à la mise au point, détachement d'environ 1an auprès de nos clients étrangers pour aider à la maintenance de nos simulateurs.
Très bonne pratique de l'anglais indispensable.
(Réf. IC.79.6.M)

FORMATION

Enseignement théorique et pratique donné aux clients sur le fonctionnement et l'entretien de nos simulateurs.
Très bonne pratique de l'anglais indispensable.
(Réf. IC.79.7.M)

REDACTION TECHNIQUE

Développement de la documentation de maintenance de nos simulateurs.
Bonnes connaissances de l'anglais nécessaires.
(Réf. IC.79.8.M)

Lieux de travail : TRAPPES (78) banlieue Ouest de Paris ou CERGY PONTOISE (95) banlieue Nord Ouest. Desserte assurée par lignes SNCF.

Adresser C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. ci-dessus à B. LETOURNEUX Service Recrutement IC, LMT. Division Simulateurs et Systèmes Electroniques, B.P. 116 - 78192 Trappes Cedex.

LMT

ingénieur, études et réalisation de machines automatiques

futur chef de service ; 40 km est de Paris

Notre vocation est de fabriquer des composants électroniques passifs faisant appel à des technologies de pointe ; nos fabrications nécessitent des machines automatiques complexes, que nous étudions et réalisons. Âgé de 30 ans minimum, vous êtes ingénieur diplômé (AM, ECAM, ICAM, IDN,...) et possédez une expérience de cinq ans au moins de la conception et de la mise au point de machines automatiques de précision, destinées à produire et contrôler de très petites pièces en grande série.
Nous vous confions l'animation de notre service "machines nouvelles", qui comprend le bureau d'études et les services électrique et mécanique (40 collaborateurs).
Ecrire à A. LEROUX, à Paris, réf. 3529 LM.

chef du département comptabilité et informatique

Une entreprise française de services (sept centres régionaux d'exploitation, 600 salariés, 400 MF) cherche pour son siège à Paris, dans un agréable quartier d'affaires, un chef comptable. Il dirige les services comptables - comptabilité générale, paye, bilans et comptes d'exploitation - et informatique - qu'il modernise et rend plus opérationnels ; en tout 17 salariés qu'il dirige et contrôle. Il a en outre la responsabilité de l'établissement et du contrôle du budget et prépare pour le directeur administratif et financier, dont il dépend, des plans de trésorerie et de financement.
Ce cadre de 33 ans minimum, de formation supérieure, SUP de CO + DECS, est un excellent praticien de la comptabilité et un bon utilisateur de l'informatique.
Ecrire à G. BARDOU, à Paris, réf. 3526 LM.

responsable des études informatiques — Lyon

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique de dimension internationale, et cherchons, pour notre site central à Lyon un responsable des études. Notre matériel : IBM 370 plus 40 terminaux, sous DOS/VS et CICS. Votre mission : sous l'autorité du responsable informatique, animer l'équipe en place et coordonner l'ensemble des études du groupe.
Vous avez, de préférence, une formation de niveau ingénieur en informatique (INSA ou MIAG) et une expérience de plusieurs années acquise en tant que chef de projet dans une SSCI ou dans le service informatique d'une grande entreprise.
Ecrire à P. BUCCAÏ, Carrières de l'Informatique, à Lyon, réf. 506 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON

CADRE COMPTABLE

Vous avez un diplôme d'une Grande Ecole Commerciale, une expérience de 2 à 4 ans en comptabilité ou en audit au cours de laquelle vous avez acquis des connaissances de droit fiscal français et des procédures comptables anglo-saxonnes.

Votre parfaite maîtrise des problèmes comptables vous permet de diriger et d'animer une équipe.

Vous serez intégré au service comptable et plus particulièrement chargé de la surveillance de l'ensemble des opérations comptables. En plus, nous attendons de vous une participation active à la mise en place de nouveaux systèmes informatiques et procédures internes. Ceci suppose que votre expérience professionnelle vous ait également habitué à des systèmes comptables informatisés.

Envoyer C.V. à CONTROL DATA Direction du Personnel - Tour Gamma A - 195, rue de Bercy 75582 PARIS CEDEX 12.

Plain Chantal



UN GRAND DE L'INFORMATIQUE

RESPONSABLE FINANCES EXPORTATION

Groupe International Constructeur de remorques, semi-remorques et containers recherche pour s'intégrer à l'équipe de ses services financiers un responsable finances exportation.

28 ans minimum - bilingue anglais

ayant une solide expérience de 3 à 5 ans en secteur bancaire (engagements, changes) ou industriel (direction financière).

Homme d'étude et de relations, il sera chargé de la recherche, de l'obtention et de la gestion de financements destinés à l'exportation. Il assurera le montage et le suivi des crédits et engagements, la gestion de la trésorerie en devise et les contacts avec les organismes publics et les banques.

Adresser CV, photo et prétentions à Claire BOURGEOIS Département Personnel et Relations Humaines - Etablissements TRAILOR - 3 RN 10 - COIGNIERES 78311.



rsc carrières

POUR IMPORTANTE SOCIETE FRANÇAISE GRANDS SYSTEMES DE
TRANSMISSION DE DONNEES
Ingénieur Système Confirmé

115/130.000 F an

30 ans min., doté d'une solide formation supérieure, il aura à suivre la conduite d'importants projets en relation avec des interlocuteurs de haut niveau.
Ses connaissances ont été acquises dans les domaines :
MINI ou MICRO INFORMATIQUE — TELE-INFORMATIQUE
RESEAUX et TERMINAUX D'ORDINATEURS.
Une expérience de réalisations en électronique ou logiciel est très souhaitée ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.
Siège PROCHE BANLIEUE PARISIENNE.
Envoyer CV sous référence 687 M2 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion totale assurée.

GFC 110 rue de Sèvres, 75015 Paris

offres d'emploi

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

INGÉNIEUR RESPONSABLE MAINTENANCE MOYENS de PRODUCTION

SFENA

JEUNES INGENIEURS ENSI OU EQUIVALENTS

SOCIETE FIDUCIAIRE FRANÇAISE

1) experts comptables stagiaires

2) réviseurs confirmés

CREDIT OFFICER

هكذا من الاصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

offres d'emploi

THOMSON-CSF

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P. *ou équivalent*

- débutants ou avec première expérience.
- intéressés par des activités techniques en laboratoire et des *études* « *systèmes* » de Télécommunications.

Adr. C.V. détaillé. photo. prétent. à TH C.S.F., Division Faisceaux Hertziens, Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 LEVALLOIS.

GROUPE
CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES
MECANIQUE FINE
développant des matériels de notoriété mondiale implanté dans plus de 30 pays recherche pour usine en banlieue parisienne

INGENIEUR RESPONSABLE MAINTENANCE des MOYENS de PRODUCTION

(RATTACHE AU CHEF DU SERVICE ENTRETIEN-USINE)

MISSION :
- Assurer la maintenance des moyens de production de l'usine (1000 machines dont un parc important de machines ultra modernes) dans les meilleures conditions de coût et de délai
- Diriger un atelier (60 personnes environ) de réparation de machines outils
- Lancer des appels d'offres et choisir les entreprises sous-traitantes, suivre et contrôler leurs prestations.

PROFIL :
- Présenter une expérience d'au moins 5 années dans le domaine de la réparation machines-outils
- Etre diplômé d'une école d'ingénieurs
- Faire état de qualités d'organisation et de gestion.

Adresser lettre, C.V., photo et prétentions sous le no 96453 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SFENA

DIVISION PILOTAGE ET SYSTEMES

RECHERCHE

JEUNES INGENIEURS ENSI OU EQUIVALENTS

attirés par l'Aéronautique et désirant participer à

L'ÉTUDE ET LA CONCEPTION DE SYSTEMES DE PILOTAGE AUTOMATIQUE

Les postes proposés concernent soit :

a. la phase d'analyse théorique qui implique des connaissances en :
— mécanique du vol,
— automatique.

b. la phase de développement des matériels qui implique la connaissance des techniques numériques :
— matériel (microprocesseur);
— logiciel.

Lieu de travail : *VELIZY-VILLACOUBLAY*

Envoyer C.V. et photo à :
S.F.E.N.A.
B.P. 59 - 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY
S/s Réf. I.016

SOCIETE FIDUCIAIRE FRANÇAISE
recherche
pour immédiatement ou *délai à convenir*

1) experts comptables stagiaires

•

2) réviseurs confirmés

Niveau D.E.C. – D.E.C.S. – B.T.S.
ou plusieurs années d'expérience comptable
Allemand / *Anglais* / Italien appréciés
Déplacements Province et Etranger à envisager.
Adresser CV *détaillé*, photo et prétentions à
Monsieur R. JEANPETIT
3, Avenue Percier 75008 Paris

OFFSHORE BANKING UNIT IN BAHRAIN
is seeking

CREDIT OFFICER

Main functions :
- Assessment of risks.
- Credit analysis.
- Review of guarantees.
- Cash flow projections, etc.

Please write to :
BAII, 12, place Vendôme
75001 PARIS

MICRO-ORDINATEURS

RESPONSABLE COMMERCIAL

Cette société d'informatique, filiale d'un groupe bancaire, a des activités multiples : service bureau, temps machine, conseil, soft, *systèmes, hardware*... Elle vient de conclure un accord de distribution avec l'un des tout premiers fabricants mondiaux de micro-ordinateurs. *Pour commercialiser cette gamme de produits, elle crée un* nouveau département.

Pour prendre en charge cette nouvelle activité, elle souhaite rencontrer un professionnel de la vente, systèmes et hardware, *mini ou périphériques*, capable, de part son expérience, de bâtir et d'animer un réseau revendeur O.E.M., S.S.C.I.

Autonome et responsable, il étudie et négocie les contrats et les marchés, *il anime les ingénieurs commerciaux*, il dirige et contrôle l'assistance technique et la maintenance, il gère ses budgets.

La notoriété du groupe, le « challenge » et les conditions offertes sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser sous réf. M 6293 A, CV complet à François Sanchez *qui étudiera confidentiellement votre candidature.*

egor 5 rue Meyerbeer, 75009 Paris

D.FEAU entreprises

recherche, dans le cadre du développement de son DEPARTEMENT LOCAUX INDUSTRIELS (usines, entrepôts)

2 COLLABORATEURS

— 35 ans minimum.
— Ayant le sens de la négociation.
— Expérience similaire appréciée.
— Rémunération motivante basée directement sur les résultats.
— Possibilité d'une carrière intéressante au sein du Groupe.

Envoyer C.V. manuscrit + photo récente, à :
D. FEAU S.A., Secrétariat Général,
132, boulevard Haussmann - 75008 PARIS
(discrétion assurée).

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER à PARIS
recrute pour son
Département Informatique
(IBM 370/148)

PROGRAMMEURS Confirmés

Titulaire du Bac + DUT ou BTS Programmation.
3 à 4 ans d'expérience professionnelle au minimum.
Connaissance parfaite du langage COBOL ANS et bonne pratique de l'Assembleur.

Rémunération intéressante. Avantages sociaux.

Adresser curr. vitae et prétentions à n° 97.162, *CONTESSE Publicité*
20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES — Produits diététiques — Paris

100 - 130.000 F

Une société française (100 p.) spécialisée dans la diffusion de produits diététiques pour enfants et nourrissons recherche le Responsable de ses Services Comptables. *Sous l'autorité du Directeur Général*, il établira les budgets et il suivra les investissements. Il sera responsable de la comptabilité (comptes d'exploitation, de pertes et profits, bilans trimestriels...). Il gérera la trésorerie et il assurera les relations avec les banques. Il sera de même chargé de la gestion des contrats d'assurances *et du système de* participation du personnel. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation DECS, ESC, ECCIP..., possédera plusieurs années d'une *expérience professionnelle* analogue acquise dans une société industrielle ou commerciale. La connaissance de l'allemand ou de l'anglais serait tout particulièrement appréciée. Ecrire *sous référence* 234/M à :

G. R. H. Conseils

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



HISPANO-SUIZA

cherche
pour son Centre de BOIS-COLOMBES

INGENIEURS DE CALCULS

SUPAERO, CENTRALE, A & M, INSA,
ENSI (option génie mécanique)

- pour calculs de dimensionnement, de comportement dynamique
- et d'études de structures d'environnement de

TURBOMACHINES INDUSTRIELLES

Expérience minimum 5 ans en calcul de structures.
Très bonnes connaissances en résistance de *matériaux, en mécanique générale* et en calcul informatique.

Adresser lettre avec C.V. et photo aux
Relations du Travail - HISPANO SUIZA
333, Bureaux de la Colline
92213 ST-CLOUD Cedex



Pour faire face à son développement rapide



ALLIANCE INFORMATIQUE

recherche

CHEFS DE PROJETS (Réf. M.911)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS (Réf. M.912)

PROGRAMMEURS (Réf. M.913)

Expérience dans la réalisation d'applications de gestion en temps réel sur mini-ordinateurs appréciée.

POSTES A POURVOIR A : PARIS et NANCY

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence du poste et le lieu de travail à
ALLIANCE INFORMATIQUE
Tour Neptune - Cedex 20
92086 PARIS - LA DEFENSE

---

serete ingénierie

fonction personnel
recrutement

Vous avez une formation supérieure, quelques années d'expérience de la fonction (dans l'industrie de préférence) et une bonne connaissance de la langue anglaise.
Nous sommes une société d'ingénierie de près de 900 personnes, intervenant en France et à l'Etranger.
Nous vous proposons au départ la responsabilité du recrutement du personnel.
Cette activité vous conduira naturellement à d'autres interventions, gestion des carrières et des rémunérations par exemple, puis gestion complète du personnel d'une unité opérationnelle.

---

chef de projet
INFORMATIQUE

Une Banque parisienne du secteur privé, équipée d'un 370/138 sous DOS recherche un Chef de Projet.

De formation supérieure, il devra posséder une expérience d'au moins 4 ans comme chef d'un projet important (5 à 10 personnes) ou comme adjoint au Responsable Informatique.

Il est demandé une connaissance de méthodes d'analyse, du Cobol, du télé-processing et du secteur bancaire.

EVOLUTION RAPIDE VERS LE POSTE de CHEF de SERVICE INFORMATIQUE pour un candidat de valeur.

Adresser C.V., photo et salaire demandé sous la référence 81.87/CP/192 à ADEQUATION, 54, avenue de Versailles, 75016 Paris.

Adequation
CONSEIL EN RECRUTEMENT



THOMSON-CSF

COMPTABLE expérimenté

pour traiter comptabilité fournisseurs, stocks, immobilisations

D.E.C.S., niveau D.E.C.S ou B.T.S.
Responsabilité de 15 personnes

Env. C.V. + photo au SERVICE DU PERSONNEL, 68, av. Pierre-Brossolette. — 92240 MALAKOFF.

CAP SOGETI SYSTEMES

POUR ASSURER SON DEVELOPPEMENT ANNUEL A PREVU DE RECRUTER en 1979

100 INFORMATICIENS

Nos besoins dans l'immédiat sont :

- **20 analystes programmeurs** Réf. 9021
DUT, AFPA, 2 ans d'expérience
ASSEMBLEUR IBM 370, GEMAP, COBOL, PL1

- **12 ingénieurs confirmés** Réf. 9022
3 à 6 ans d'expérience dans les secteurs banques, *assurances, télécommunications, transports.*

- Les nouveaux collaborateurs seront intégrés dans des équipes dynamiques.
- *Ils* seront associés à des opérations variées et de haut niveau : conseil, études techniques conduite de projets.
- *Le sens des responsabilités* et l'aptitude à la communication sont indispensables.

Envoyer CV, prétentions et photo, en précisant la référence à Melle Christine JACQUEMINET
CAP SOGETI SYSTEMES
92, Boulevard du Montparnasse
75682 PARIS CEDEX 14

Crédit Martiniquais FORT-DE-FRANCE
BANQUE RÉGIONALE EMPLOYANT 300 PERS.

recherche

ADJOINT AU RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

130.000/150.000 F brut annuel

Mission :
Ce cadre, âgé de 27 ans minimum, sera *plus spécialement* chargé de la mise en œuvre des projets informatiques de la *clientèle au sein d'un centre informatique* de 25 personnes, équipé d'un IBM 115/2 et d'un IBM 138 orienté télétraitement (CICS) et ultérieurement DB/DC.

Qualités :
— Compétence technique approfondie.
— Sens de l'*encadrement*.
— Goût des contacts commerciaux.

Disponibilité :
Le candidat devra être libre rapidement.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à M. CHANTEBEL - *Crédit Martiniquais*
B.P. 570 - 97206 FORT-DE-FRANCE CEDEX.

---

jeune cadre

Diplômé Sciences-Eco - Ecole de Commerce ou équivalent - dégagé des O.M.

Nous sommes un Groupe de Compagnies *d'Assurances qui souhaitons améliorer nos relations* avec nos clients et leur offrir un service de qualité dans une gamme de produits susceptible de leur apporter des réponses à leurs problèmes:
- de prévoyance • d'épargne • de placements
- de gestion de leur patrimoine.

Pour nous rejoindre, il faut vouloir faire carrière *dans un poste technico-commercial dont* la maîtrise vous sera donnée après une formation appropriée.
D'autres orientations sont possibles à Paris ou en Province.
Secteur en constante expansion.

Envoyer c.v. manuscrit, photo et niveau de rémunération souhaité sous référence 96 au
Groupe PRESERVATRICE
Département du Personnel - 18, rue de Londres
75439 PARIS CEDEX 09.

Important Groupe du secteur tertiaire
recherche pour son
DEPARTEMENT FINANCIER

RESPONSABLE DE PRODUIT

Cadre de formation économique et financière, expérience de la promotion de produits financiers.

Envoyer photo, CV + lettre manuscrite
sous N° 7094 à PARFRANCE P.A.
4, rue Robert Estienne 75008 Paris
qui transmettra

offres d'emploi

MEDECINS

Important Institut de recherche médicale Banlieue Sud, recherche

1/DOCTEUR EN MEDECINE

30 ans minimum possédant ou terminant une thèse de 3ème cycle en Sciences ou les certificats nécessaires à la présentation d'une thèse d'Etat.

Il s'agit d'un poste évolutif pour lequel nous recherchons un candidat de valeur aussi bien sous l'angle de la personnalité que sur le plan des connaissances et des aptitudes scientifiques.

(Référence 29/71)

2/DOCTEUR EN MEDECINE

ayant une bonne expérience clinique si possible en endocrinologie pour service d'exploration fonctionnelle.

De grandes capacités de synthèse et le sens des relations humaines sont indispensables dans ce poste où l'on traite l'ensemble des résultats obtenus.

(Référence 29/72)

Pour ces 2 postes adressez votre candidature à J. de BRESILLON en précisant la référence choisie

SEREP 82, Bd Malesherbes 75008 PARIS

Important Groupe Electronique

recherche

PLUSIEURS INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour responsabilités d'un domaine de produits et d'une clientèle bien déterminée.

- Formation universitaire ou grande école électronique.
- Anglais courant indispensable, 3e langue souhaitée.
- Expérience de quelques années en électronique professionnelle.
- Déplacements de courte durée France et étranger.

Lieu de travail : PARIS

Adr. C.V. man., photo (retournée) et prétentions sous le no 97.499 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.



roussel-uclaf

recherche

pour son **Service de Droit Social** au sein de la **Direction des Affaires Juridiques** (Paris)

un juriste confirmé

Il se verra confier des études et consultations en matière de droit social et de droit de la sécurité sociale pour l'ensemble des Sociétés et Etablissements du Groupe.

Sa compétence s'étendra également au règlement de litiges dans ce domaine.

Ce poste conviendrait à un juriste de formation (minimum licence en droit) pouvant justifier d'une expérience de quelques années dans la fonction droit social, acquise soit en entreprise, soit en profession libérale, et possédant un goût réel pour les contacts humains.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. sous référ. 6196/F à **A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS** (qui transmettra).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

appartenant à un Groupe Français de taille européenne (10.000 personnes)

recherche

Un Analyste-Programmeur

Afin de l'intégrer au sein d'une équipe ayant déjà réalisé des projets en temps réel et bases de données selon des méthodes de développement I.P.T. sur I.B.M. 370/138 (matériel devant évoluer à court terme vers une puissance supérieure).

Le candidat recherché aura une formation de type DUT complétée par des connaissances en DL 1 et CICS acquises au cours d'une première expérience de 2 ans minimum.

Adr. candidature, C.V. détaillé, photo (ret.) et prét. sous le numéro 97.192, à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS - Cedex 01.

LE MONITEUR

DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT

Nous sommes la principale publication d'un important groupe de presse spécialisé dans la Construction, l'Environnement, le Cadre de Vie. Nous recherchons un

RESPONSABLE COMMERCIAL

28 ans environ, de formation commerciale supérieure. Dynamique et imaginatif, il maîtrise toutes les techniques de la vente ; il aura la responsabilité du développement d'un marché : animation et contacts à haut niveau avec les annonceurs et les agences.

Une première expérience dans la presse ou la publicité est appréciée. Rémunération motivante.

Envoyez votre C.V. avec photo et rémunération souhaitée à Jacques GUY - « LE MONITEUR DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BATIMENT », 17, rue d'Uzès - 75002 PARIS.



Matériel informatique périphériques compatibles Mini-Ordinateurs

recrute

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Possédant une première expérience de vente de biens d'équipement à haut niveau

Une solide formation de base en informatique sera exigée pour être retenu à ce poste qui présente de réelles opportunités de développement professionnel

Adresser votre candidature à la Direction des Relations Humaines **Compagnie Française BASF** 140, rue Jules-Guesde 92303 Levallois-Perret

bleu

GROUPE EN EXPANSION

recherche

JEUNES CADRES COMMERCIAUX

Leur profil :

- avoir acquis expérience commerciale ;
- posséder bonne culture générale ;
- disposer qualités d'élocution et de présentation.

Responsable du développement sur leur secteur, ils auront des contacts à tous niveaux, exigeant faculté d'adaptation, souplesse du contact, dynamisme affirmé.

Formation assurée par la Société

Poste à pourvoir à PARIS

Adresser C.V., photo et prét. ss le no 788.582 M à : Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

---

cadre comptable

DECS ou équivalent

PARIS — BANLIEUE NORD

Une importante Société recherche pour Paris - Banlieue Nord un CADRE COMPTABLE D.E.C.S. ou équivalent. Il devra : coordonner le travail d'une petite équipe de comptables - vérifier les bilans - contrôler les déclarations fiscales - recevoir les commissaires aux comptes.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 9179 à :



IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE VILLAS

recherche

POUR DIRIGER BUREAU D'ETUDES V.R.D.

INGENIEUR

DIPLOMÉ E.T.P. ou similaire

35 ans environ

- ayant une certaine pratique des contacts avec toutes les administrations et les entreprises concessionnaires concernées ;
- connaissant métrés et prix travaux V.R.D.

Il sera responsable de l'ensemble des études, depuis la 1re enquête jusqu'à l'établissement des marchés.

Envoyer curric. vitae, photo et prétentions à : PUBLI-BOURSE (référence 750) 7, place de Valois. — PARIS (1er).

DIRECTION FINANCIÈRE D'UN GROUPE BANCAIRE (PARIS-8e)

recrute

CADRE FINANCIER

Chargé de :

- création et lancement PRODUITS D'EPARGNE ;
- relations avec investisseurs ;
- lancement d'emprunts obligataires.

Ce sera un :

- homme d'expérience venant soit d'une Direction Financière, soit d'un Service Titres d'un organisme similaire.

Il aura naturellement de bonnes connaissances en mathématiques financières et en législation bancaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions, no 4.640, PUBLICITES REUNIES, 112, boulevard Voltaire, 75011 Paris.

EN VUE DE CREER SON ACTIVITE DE CONSEIL EN TELEPHONIE UN GROUPE DYNAMIQUE

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

de quelques années d'expérience dans le domaine ou dans un domaine similaire.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à : REGIE-PRESSE, no T 010.958 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Syndicat Professionnel du Secteur Tertiaire

recherche un

ADJOINT

au Délégué Général

Il secondera le Délégué Général dans ses actions concourant à la promotion de la profession et sera plus particulièrement chargé de l'exploitation et de la diffusion de l'information auprès des adhérents.

Cette fonction conviendrait à un candidat d'environ 30 ans, possédant formation supérieure (Droit, Sciences Po...), ayant acquis bonnes connaissances de droit du travail dans une entreprise ou un syndicat professionnel. Il devra allier précision dans l'information, goût du contact et facilité rédactionnelle.

Ecrire avec C.V. et rémunération actuelle sous réf. 75998 à Catherine ROZES, plein emploi 10, rue du Mail, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE PROXIMITE PARIS

Filiale du Groupe THOMSON

recherche :

DEUX ANIMATEURS DE FORMATION

sur matériel électrotechnique de haut niveau en liaison avec ordinateur

Les candidats auront une formation électrotechnique et électronique (V1), des connaissances en automatisme à commandes logiques, l'habitude et le goût des contacts humains et des qualités pédagogiques.

5 ans de pratique minimum.

Ecrire avec curric. vitae à M. BORDAT - B.P. 111, 93203 SAINT-DENIS - CEDEX 01.



société française duco

recherche pour ses LABORATOIRES d'étude de résines et peintures

Ingénieurs

diplômés Ecole de Chimie.

Chimistes

B.T.S. ou D.U.T.

Une expérience dans le domaine des peintures est souhaitable.

Lieu de travail : STAINS (93).

Envoyer C.V. et photo au Service du Personnel, 43, rue Victor-Renelle, 93240 STAINS.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

recherche

pour Paris uniquement

- **JEUNES INGÉNIEURS EN ORGANISATION**
- **JEUNES INGÉNIEURS INFORMATICIENS**

DEBUTANTS ou 1 à 2 ans d'expérience FORMATION : Grandes Ecoles ou Université

Réponse avec C.V. + prétentions à

B. N. P.

Direction de la Prévision et de l'Organisation, 5, rue Sainte-Cécile, 75009 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INGÉNIERIE PÉTROCHIMIQUE A VOCATION « EXPORTATION »

recherche pour REALISATION DE PROJETS INDUSTRIELS

INGENIEURS

possédant expérience de 3 à 5 ans

Pratique langue anglaise indispensable.

Adr. C.V. détaillé et prét., sous référence 4.172, à SPERAR, 12, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

Un Important Organisme Secteur Tertiaire (2.000 personnes) PARIS

recherche pour son service

ORGANISATION et INFORMATIQUE

UN ANALYSTE

de formation supérieure

pour participer au développement de nouvelles applications au sein d'une équipe jeune pourvue de moyens modernes (370/158 réseau télétraitement national).

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous no 97.326, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société Française

d'électronique

(MATERIEL HAUTE FREQUENCE) leader mondial sur son marché

recherche

2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORTATION

PROFIL REQUIS :

- Ingénieur, 28 ans minimum ;
- Formation électronique : E.S.E., E.N.S.E.A. ou équivalent ;
- Connaissance matériel H.F. Si possible T.V. ;
- Expérience commerciale et aptitude à la négociation ;
- Espagnol et/ou anglais parlé indispensable ;
- Nation. française ou Marché commun.

Déplacements : 40 % du temps.

Priorité sera donnée aux candidats dotés de sens commercial et d'esprit d'équipe.

Rémunération liée à l'expérience.

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo + prét., sous référence E 444, à EURO MEDIA FRANCE, 48, rue de Provence - 75009 PARIS. Discrétion assurée.

BANQUE PRIVÉE

recherche

CADRES COMMERCIAUX

Crédits Promoteurs

Pour REGION PARISIENNE

Niveau études supérieures

Connaissance droit immobilier

Connaissance du milieu professionnel

Expérience bancaire souhaitée

ATTACHÉ COMMERCIAL

pour son agence de DIJON

Formation B.P. Banque

Expérience démarcheur de plusieurs années

Adr. C.V., photo, sous le numéro T 010915 M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

banque

BANQUE INTERNATIONALE

en pleine expansion recherche

CAMBISTE

35 ans environ, anglais courant, plusieurs années d'expérience.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. 6509-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Dans le cadre du développement important de ses ventes de systèmes d'informatique industrielle (process control)

FOXBORO FRANCE S.A.

recherche

DES INGENIEURS D'APPLICATIONS

Qualifications requises :

- Expérience réelle de l'instrumentation et des systèmes informatiques de contrôle-commande des procédés industriels (ou formation de haut niveau en informatique).
- Connaissance souhaitée, mais non indispensable, de langages de programmation haut niveau (Basic ou Fortran).
- Anglais courant.
- Disponibilité.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions, à : FOXBORD FRANCE S.A., 92, 98, bd Victor-Hugo, Clichy (92115), à l'attention de M. J. LESIEUR.

Sté Internationale produits pétroliers pr l'industrie recherche

CADRE

Formation commerciale ou technique

27 ans env., 2 à 3 années d'expérience de la vente, pour prise en charge produits en développements. Anglais, allemand appréciés.

Adr. C.V. man. av. photo et prét. à ALBISETTI, 39, rue de la Bienfaisance - 75008 PARIS.

Importante Société spécialisée dans les produits chimiques pour l'agriculture recherche

Ingénieurs agro/agri

pour promouvoir ses produits au niveau international. Expérience des cultures tropicales et pratique de la vente des produits phytosanitaires sont souhaitables.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est requise. La connaissance d'autres langues étrangères est vivement souhaitée.

Ces postes seront basés soit à Paris, soit directement à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. ss réf. 6194/F à A.M.P 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS (qui transmettra).

هكذا من الاصل

offres d'emploi

ARTHUR D. LITTLE
cherche
pour Département Télécom/Electronique Europe
basé à Paris

CONSULTANT, 32 ans minimum

8-10 ans expérience professionnelle internationale dans un ou plusieurs des domaines industriels suivants : télécom-informatique-semi-conducteurs. Habitude des contacts à haut niveau nécessaire.

Profil souhaité : Grande École technique, formation complémentaire spécialisée, langue anglaise écrite et parlée, autres langues très appréciées (allemand, etc.).

Les candidatures seront traitées avec la plus grande discrétion et devront être adressées avec curriculum vitae détaillé au

DIRECTEUR DU PERSONNEL, ADL-FRANCE
230, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS
Il ne sera répondu qu'aux candidats correspondant rigoureusement au profil décrit.

Important Groupe électronique professionnelle

recherche :

JEUNE INGENIEUR
Diplômé Grande École

débutant ou ayant quelques années expérience pour étude et développement matériel électronique de haute technicité associant circuits transistorisés et dispositifs hyperfréquence.

Adr. C.V., photo (retournée), ss le nº 97.498 à : CONTESSE Publ., 20, av Opéra, Paris-1er, qui tr.

INGÉNIERIE DE L'INNOVATION

est une activité en développement qui consiste à réaliser des Projets Industriels à caractère NOVATEUR marqué.

Cette activité requiert des Ingénieurs qui, partant des connaissances approfondies en mécanique des fluides, thermique, thermo-dynamique, génie chimique, combustion..., ont choisi de mettre en œuvre des procédés nouveaux intégrables dans des ensembles industriels.

L'INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

que nous recherchons désire se réaliser au sein d'une équipe travaillant dans des secteurs avancés (économie d'énergie, énergie solaire, nucléaire...).

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à

BERTIN & Cie
C. LEMAIGNAN - B.P. nº 3 - 78370 PLAISIR.

L'Institut DANIEL-GAYERIE-EIBEINDER développe et diffuse les applications de la « Théorie des cohérences ».
— Cette naissance d'une nouvelle école demande de l'enthousiasme et des compétences.
Nous souhaitons rencontrer pour participer à nos activités des

ANIMATEURS (TRICES) DE FORMATION

en Relations Humaines, disposant d'au moins une partie de leur temps, pour animer des stages en entreprises.

Nous demandons :
— Une bonne expérience de l'animation de séminaires en relations humaines en entreprise.
— Une connaissance et un vécu personnel des concepts psychanalytiques.
— Une connaissance de l'animation de groupe de développement personnel ou psychodrame.
— Une démarche de recherche personnelle.
Formation à nos approches spécifiques assurée.

Ecrire pour nous donner toutes indications utiles et expliciter rapidement votre intérêt pour cette annonce à :
l'Institut D.G.E., 57, quai de la Seine, 93400 St-Ouen

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
de la région parisienne
Constructeur de matériel de manutention
recherche :

INGÉNIEURS - ÉLECTRONICIENS AUTOMATICIENS
(Etudes, laboratoire)

Diplômés ESE, AM, INSA ou équivalent.
Débutants ou possédant 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines laboratoire, bureau d'études, logique câblée, programmée, micro-processeurs.

Les candidats seront disposés à accepter des déplacements de courte durée dans les pays de la Communauté européenne.

La connaissance de l'anglais est vivement souhaitée.

Avantages sociaux. Restaurant entreprise. Horaire souple 5×8.

Adr. C.V. détaillé, photo et prét., ss numéro 97 185, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr

---

ASSFO - TT
recherche dans le cadre de son
Développement National

Animateurs de Stages
(travail temporaire, services, sous-traitance)

Pour actions ponctuelles PARIS, PROVINCE.

Adresser C.V. en précisant domaines, et lieux possibles d'interventions à ASSFOTT, 16, rue d'Athènes, 75009 PARIS.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
BRANCHE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche pour banlieue NORD-OUEST

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

DEBUTANT (Supélec ou équivalent).
Chargé d'études appliquées pour développement de produits industriels

Nationalité française - Anglais souhaité

Adr. C.V. dét. + photo ss le nº 97.159 à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er).

SUCCURSALE FRANÇAISE D'UN GROUPE EUROPEEN
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR EXPÉRIMENTÉ

D.U.T. ou équivalent sur I.B.M. 370/115 sous DOS/V.S.
Quartier ETOILE - Restaurant - 13 mois et demi.
Envoyer C.V., photo et prétentions à nº 96 601, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

SOCIETE PRIVEE recherche

INGÉNIEUR
GRANDES ECOLES ou équivalent

Pour études de circuits analogiques et numériques. Une expérience de 2 à 3 ans dans la conception d'équipements militaires serait appréciée.

Nationalité française exigée.

Env. C.V. détaillé et prét. sous nº 97.097 à L.C.T. 18-20, rue Grande-Dame-Rose, 78-Vélizy-Villacoublay

---

IMPTE SOCIETE CCIALE
quartier Bourse
recherche
pour poste temporaire
Direction du Personnel

UN COLLABORATEUR DÉBUTANT
FORMATION JURIDIQUE

Statut cadre. Contrat 6 mois. 4.600 F par mois. Chargé d'assister le Directeur du Personnel dans les tâches quotidiennes de gestion.

Env. C.V., lettre manuscrite, *photo à nº 97.179, Contesse Pub* 20, av Opéra, Paris-1er.

FRANCO-ANGLAISE DE LEVAGE S.A.
recherche pour son implantation *à 95380 Louvres, voie nº2* zone industrielle

CHEF COMPTABLE expérim.
Paie, déclarations fisc., soc., comptab gener., analyt., compt anglo-saxonne appréciée.
Env. C.V à l'attention de la Direction générale.

SOCIETE EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES rech.

INSPECTEURS MAINTENANCE

A qui elle confiera après formation l'installation et la maintenance d'équipements en France, BTS électronique, bonne connaissance de l'anglais, expérience *similaire appréciée.* Disponibilité pour courts déplacements. Env. C.V. et prétent à D STANESCO

ITS FRANCE
32, pl. de la Loire, Silic 441 *94593 RUNGIS Cedex.*

Jeune société d'enquêtes statistiques rech. pour supervision du Bureau d'Etudes

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

connaissant le domaine des sondages et des études de marché. Langage informatique exigé.
SON PROFIL : *dynamique,* ambitieux, possédant le sens des responsabilités et de l'engagement. Disponible, enthousiaste, esprit de *décision et d'organisation.* Poste d'avenir.

Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à SEAD, 8, rue Darwin, *75018 PARIS.*

Importante Société de Produits chimiques, *Paris-8e, recherche* pour son départ. Informatique :

PROGRAMMEUR
GAP II - CCP IBM 3/15
évolution IBM 38.
Expérience professionnelle *exigée* · 2 ans minimum.
Le candidat devra être jeune et dynamique.
Poste à pourvoir *immédiatem.* Adresser candidature + C.V. + *prétentions sous référ.* 8 300 à : P LICHAU S.A., B.P. 220. 75063 Paris, Cedex 02, qui tr.

T. I. T. N.
Société de systèmes et services en informatique
recherche
pour le développement de ses activités systèmes *temps réel* sur mini et micro-ordinateurs.

INGÉNIEURS
Grande Ecole ou maîtrise d'informatique débutants (option informatique) et confirmés.

ANALYSTES PROGRAMMEURS
I.U.T.
POUR TRAVAUX LOGICIEL temps réel.
Expérience MITRA appréciée.
Envoyer C.V., photo et prét. à : T I.T.N., 5, *rue Gustave-Eiffel,* 91420 MORANGIS.

IMPORTANTE SOCIETE
EQUIPEMENTS INDUSTRIELS
recherche pour
TRAITEMENT DES EAUX
INDUSTRIELLES POTABLES
ET RESIDUAIRES

TECHNICO-COMMERCIAL
pour calculs rédaction et suivi devis.

Conviendrait à
TECHNICIEN SUPERIEUR
option traitement des eaux.

Adress. C.V., photo et prétent. sous référence 4.149 à SPERAR. 12, r. J.-Jaurès, 92807 Puteaux.

Agence recherche

ATTACHÉ (E)
de relations publiques
TRES EXPERIMENTEE.
Ecrire à CHORUS,
5, rue de Chazelles, 75017 Paris.

Société d'Expertise Comptable
recherche

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES PLUS D.E.C.S.

Avec première expérience *professionnelle, entreprise* ou cabinet (2 ans minimum), *pour mission commissariat aux* comptes, analyse financière, assistance et surveillance comptable. Mobilité Outre-Mer exigée (détachement n'excédant pas 4 mois) Adresser C V et prétentions, à S.F.E.C F., 1, avenue Hoche, PARIS 8e

---

Ste instruments électroniques
recherche

AT 2 - AT 3
pour plate-forme (logique)

AT 1
avec brevet électronique, dégagé o.m., ayant déjà pratique et connaissances en logique/analogique/câblage pour travail Paris et déplacements province.

AT 3 - ATP
Jeunes ingénieurs pour études sur micro-ordinateurs.
Ecrire ou se présenter SAF, *45, rue des Boulets, 75011 Paris.*

IMPTE SOCIETE PARIS
recherche

JEUNE ANALYSTE

— 1 an d'expérience en informatique de gestion (minim.).
— Disponible *rapidement* pour *s'intégrer à une équipe* dynamique chargée de mettre en place le plan informatique (mini-ordinateurs reliés à un ordinateur central).

Adr. C.V. détaillé, photo et prét. Nº 97.019, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Banque Etrangère Centre Paris cherche

ADJOINT AU CHEF DU PORTEFEUILLE
EFFETS très bonne expér. *requise. Ecr. sous réf.* 8.305 à P. LICHAU S.A., B.P 220, 75063 Paris Cedex 02, q tr.

SODETEG - T.A.I.
recherche des

INSPECTEURS DE MAINTENANCE INFORMATIQUE

Bonne expérience MITRA - SOLAR et périphérique pour : PARIS *débutants* à 2-3 ans d'expérience. Réf. 903.
ROUEN expérience d'au moins 3 ans. Réf. 904.
Une bonne formation *informatique de départ.* le permis de conduire VL est exigé pour ces postes.

Formation technique continue assurée.
Avantages sociaux intéressants

Adr. C.V. détaillé, prét. délai de disponibilité, sous référence choisie à :
SODETEG - T.A.I. Service *du Personnel,* B.P. nº 11, 78530 BUC.

Recherche pr travail à mi-temps TRADUCT. ou TRADUCTRICE connaiss. l'anglais et/ou l'allem. pour traductions ou révisions de textes de brevets.
Ecr. nº 7.025, « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

PROMOTEUR cherche pour programme immobilier NORD de PARIS

« COMMERCIALISATEUR »
ayant exp. locaux commerciaux. Adr. C.V., prét. à Mme Bourdu C.I.R.P., 33, avenue du Maine 75755 PARIS Cedex 15.

SODAC BABYLISS cherche pour départements ELECTRO-BEAUTE et LUMINAIRE
ADJOINT direction commerciale 25 a minim., libre rapidement.
Grande disponibilité pour déplacements province.
Env. C.V. + photo à SODAC, *65, rue du Théâtre, 75015 Paris.*

Pour important projet *aéronautique, recherchons*

AGENTS TECHNIQUES DESSINATEURS EXPER.
Se présenter ou envoyer C.V.
EU-SELEC *63, avenue Franklin-Roosevelt,* Paris (8e)
225-61-10 256-37-20

Société instruments électroniques *recherche*

DESSINATEURS E 2
1) pour C.I.
2) pour tôlerie fine/ *schémas électriques.*
Ecrire ou se présenter : SAF, *45, rue des Boulets, Paris (11e).*

IMPORTANTE SOCIETE
ENTREPRISE GALE rech.

AGENT ADMINISTRATIF
Libre suite, pr serv. TRANSIT. Poste France et étranger. Langue anglaise exigée.
Ecr. nº *788.641 M Régie-Presse,* 85 bis, r Réaumur, 75002 Paris.

IMPORT BUREAU D'ETUDES
région parisienne - recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT
(SUPELEC, IEG ou similaire) *pour études électriques domaine* infrastruct. (France et étrang.). Cantine 13e mois 5 semaines congés payés - Avantages socx Ecr. avec C V. : SAFEGE, 76, r. *des Suisses, 92000 NANTERRE.*

ORGANISME FINANCIER
recherche

RESPONSABLE EXPLOITATION INFORMATIQUE
connaissant traitement moyens règlement.

Adr. C.V. et prétent nº 97.183 CONTESSE PUBLICITE, 20, av de *l'Opéra, Paris-1er.*

IMPORTANTE SOCIETE
DE PUBLICITE
(quartier Bourse)

recherche
de toute urgence

COLLABORATEUR (TRICE) EXPÉRIMENTÉ (E)
Pour service Recouvrement.
Contrat temporaire : six mois.
Restaurant d'entreprise
Avantages sociaux

Ecrire avec C.V., photo et prétentions, *s/nº* 604 M, à *REGIE-PRESSE,* 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris, qui trans.

CONSULTANTS IMMOBILIERS INTERNATIONAUX offrent *rémunération exceptionnelle à*

JEUNE FEMME dynamique douée pour la prospection intensive et les relations professionnelles
Formation et salaire de base assurés, courrier et photo à KFR, 16, pl. Vendôme, Paris-1er.

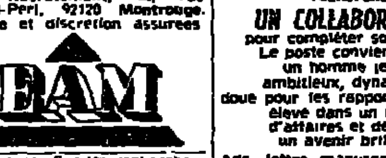
Opératrice mécanographe
comptable ou facturière.
Téléph. : 336-43-33, PARIS-13e.

EAM

Filiale française d'une très *importante société internationale* leader sur le marché de l'instrumentation scientifique,
recherche

RESPONSABLE SERVICE MAINTENANCE
(DUT ou BTS électronicien ou équivalent).
● *Electronique NIM CAMAC.*
● Analyseur et systèmes.
● Electro-chimie et Electro-optique.
Profil expérience maintenance *exigée, sens de l'organisation,* bonne compréhension langue anglaise.

Adr. lettre man., C.V. et photo *s/réf* 904 à *Mlle de Clinchamps,* EAM Recrutement, 14, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge. Réponse et discrétion assurées



Importante Société recherche pour LA DEFENSE

UN CHEF PROJETS
Grande Ecole
connaissant CICS.
Libre rapidement.
Tél. 292-06-77 pour rendez-vous, *60, boul. Malesherbes, Paris-8e.*

Société COMMERCIALISATION FILIALE GROUPE ALLEMAND

PARIS-SUD

CADRE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

— Formation D.E.C.S.
— Expérience de 10 années.
— Expérience informatique souhaitée.
— Langue allemande de préférence ou anglaise.

Le poste proposé comporte d'importantes responsabilités à l'échelon de Direction.

PROMOTION RAPIDE ASSUREE

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence 343/A, *Claude Debray Conseil,* 78, rue Olivier-de-Serres, 75739 PARIS CEDEX 15.

Cie d'Assurances équipée d'un IBM 370/138
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS
*DEBUTANTS ou 3 ans expé*rience maxi. Diplômés I.U.T. ou équivalent.
Lieu de Travail : 92-CLICHY
Ecr. avec C.V. et prétentions *à la PROTECTRICE,* Service Informatique, 50, rue Henri-Barbusse, 92110 CLICHY.

I. P. C.
recherche

— INGÉNIEURS
— ANALYSTES-PROGRAMMEURS
pour application T.R. développement de logiciel de base sur minis (type *MITRA POP 11 - NOVA, etc.)* Gestion industrielle IBM 370

Tél. pr rendez-vs au 058-24-75, ou env. C.V., à I.P.C., 2, sq. Arago, 78330 FONTENAY-LE-FLEURY

BANQUE PRIVÉE
Quartier MONTPARNASSE
recherche :

GRADÉ-COMPTABLE

Expérience confirmée en comptabilité générale. *Aptitude au commandement.*

Adr. lettre manuscrite avec C.V. et prét., nº 97.247, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er.

Organisme Para Public
Paris
recherche

URGENT
pour poste de

RESPONSABLE D'ÉTUDE

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
(X - ESPCI - ENST - ESE)

— 30 ans minimum
— Expér. recherche très apprec.
— Bonne capacité d'animation
— *Goût de la synthèse*
— Motivation pour sujets liés au développement technologique.

Ecrire avec C.V. et prétentions, *nº T 010997 M, REGIE-PRESSE,* 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

---

Importante Société de services à succursales multiples *recherche* pour PARIS

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

— Niveau d'études : ingénieur *ou* B.T.S.
— Expérience du commercial souhaitée.
— Minimum 30 ans.
— Dynamique.
— Habitué aux contacts humains et commandement.

Il sera DIRECTEUR d'une agence de PARIS où il assumera la gestion commerciale et administrative

Salaire fixe + avantages.

Env. C.V. + photo + prétent., nº 8.921, PUBLIFOP, 100, rue de Richelieu, 75002 PARIS qui transmettra

---

ACTION CONSEIL
rech. une aide-comptable (système OSBO), excell. présentat., expérience du travail en Agence *de publicité souhaitée.* Salaire X 13 Libre de suite Env C.V. + *prétentions* Action Conseil, 139, rue du Faub. St-Honoré, 75008 PARIS.

SOCIETE DE MECANIQUE

ADJOINT AU RESPONSABLE DES RECHERCHES
Ingénieur ou universitaire.
Expérience service technique ou recherche et développement, bureau d'études, labo essais moteurs marins, *Diesel* ou industrie pétrolière.
100 à 150.000 F/an.
Ecrire ss/référ. à SWEERTS nº 1 686 B.P 269, 75424 Paris Cedex 09 qui transmettra.

INGÉNIEURS
d'APPLICATION INFORMATIQ. *même* débutants pour suivi projet mini et moyens systèmes.
OPE 71, boulevard Sébastopol (2e) 233-49-57.

Recherche pour cours vacances *Pâques en province* professeur de mathématiques classes terminales C.
Ecr UBI, 38, r des Mathurins, PARIS-8e, qui transmettra.

SOCIETE PARISIENNE
D'ASSUREURS CONSEILS
recherche

UN COLLABORATEUR
pour compléter son équipe.
Le poste conviendrait à un homme jeune, ambitieux, dynamique, doué pour les rapports humains, élevé dans un milieu d'affaires et désirant un avenir brillant.
Adr lettre manuscrite, C.V. et photo à nº 97.309 CONTESSE P., 20, av. Opéra, 75040 Paris c. 01.

INGÉNIEUR
BUREAUX D'ETUDES

Connaissances mécanique *précision.*
Expérience souhaitable en turbot machine, palier à gaz, machine tournante, pour responsabilité.
Projet complet équipement aéronautique.
Pratique langue anglaise.

Ecr. avec C.V., photo ss/réfer. 1.673 à SWEERTS, BP 269, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmett.

Société située 60 km sud Paris recherche

TECHNICO-COMMERCIAL
pour visite clientèle existante *Paris et Province,* niveau études supér. de préfer Ecr. avec C.V sous références nº T 010.975 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

---

LE CENTRE D'INFORMATIONS FINANCIERES recherche

COLLABORATEURS COMMERCIAUX
— Très bonne présentation.
— *Goût contacts à haut niveau.*
— Formation assurée.
— Situation d'avenir.
— Rémunération importante.
Téléphoner pour rendez-vous au *574-33-33 +.*

ECOLE PRIVEE
cherche

PROFESSEUR QUALIFIE
en sciences/physique, classe seconde et première.
Tél. : 607-60-74.

Cabinet
EXPERTISE COMPTABLE
recherche

REVISEUR confirmé
pour travaux AUDIT et *EXPERTISE très variés* commissariat et formation.
Envoyer C.V détaillé :
GRAMET NAHUM
174, rue de Courcelles, Paris-17e

IMPORTANTE SOCIETE
recherche

7 FORTES PERSONNALITÉS

Nous vous proposons après une formation intensive un poste de

DELÉGUÉ CONSEIL

auprès des dirigeants des P.M.E.
Il faut :
— Avoir une excellente *culture générale,*
— Etre apte à négocier au plus haut niveau.
Ceux-ci devront être capables de devenir nos

FUTURS RESPONSABLES

Si cette fonction vous intéresse, téléphonez les 5 et 6 février, à M. ARTOUS au 886-11-24 pr rendez-vous ou envoyez C.V. à ZENITH PUBLICITE, s/nº 557 36, avenue Hoche, 75008 PARIS

SOCIETE DE COURTAGE réassurances internationales MARITIME - AVIATION recherche pour son SERVICE COMMERCIAL

J.H. *diplômé d'études* commerciales supérieures
EXCELL. PRESENTATION, DYNAMIQUE, SERIEUX
TRES BON ANGLAIS *écrit, parlé.* ESPAGNOL et/ou ALLEMAND souhaité.
Libre de suite Adresser C. V. + photo + prétentions, à : A.M.P., sous référ. 6.188/F, *40, rue Olivier-de-Serres,* 75015 PARIS, qui transmettra.

---

offres premier emploi

STAGE REMUNERE
19 MARS - 28 JUIN 1979

ASSISTANTS (ES) DE DIRECTION DE PERSONNEL
— GESTION DE PERSONNEL
— GESTION DE LA FORMATION
Stage de formation profession. pour des personnes à la recherche d'un premier emploi et titulaires d'un diplôme de 2e cycle de l'enseignement supérieur
REUNION D'INFORMATION
Renseignements et inscription le 20 février à 14 h.
I.F.A.C.E.
Chambre de Commerce
79, av de la République, 75011 PARIS

---

représentation offres

Nous sommes une entreprise moyenne mais un des tout premiers fabricants français et européens de matériel pour le nettoyage à sec et la blanchisserie-teinturerie.

Nous recherchons

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

fixe + commission + frais.
Formation technique assurée.
Niveau Ecole de Commerce *apprécié mais non exigé* ou ingénieurs aimant la vente.

Postes à pourvoir :
— *Région parisienne,*
— Rhône-Alpes,
— Méditerranée,
— Nord.

Adresser curriculum vitae avec photo à LEMAIRE, 40, rue Boucher-de-Perthes, 59100 ROUBAIX en rappelant nécessairement la référence B T. 1143.

TRILUX

Fabrique d'appareils d'éclairage fluorescent recherche pour son secteur parisien comprenant arrondissement 17 + département 18, un

V.R.P. MC

30 ans min., connaiss. éclairage, introduit auprès grossistes, installateurs, administration industries.

Notre marque est déjà implantée.
Rapport immédiat.

Envoyer lettre + curr. vitae + cartes actuelles, à

Luminaires TRILUX
B.P. 5 - DUTTLENHEIM - 67120 MOLSHEIM.

Fabricant allemand JOUETS *bois et ANIMAUX PELUCHE* cherche
REPRESENTANT
sur Paris et environs.
Contacts peuvent être pris au Salon du jouet Paris, du 10 au 16-2-79. Bon salaire pour personne efficace.
Ecr. *de suite à SCHARRER* UND KOCH, AM WOLFSGARTEN, D. 8581 MISTELBACH.

Imprimerie offset banlieue Ouest, PLAT et ROTATIVE
recherche collaboration REPRESENTANTS (TES) LIBRES
pour brochures techniques. Liasses auto-copiantes
IMPRIMES ADMINISTRATIFS ET PUBLICITAIRES.
Tél. 965-36-90 le matin.

---

capitaux ou proposit. com.

Créez votre propre affaire commerciale en adhérant à une chaîne nationale de magasins de produits naturels, alimentation saine, beauté. Téléphoner au *784-49-55,* les *Magasins de la Nature, 2, allée des Cerisiers,* 92250 La Garenne-Colombes.

Achète parts
CHASE SELECT. FUND
Tél. (90) 94-81-01.

Créez une agence matrimoniale, 45.000 F tout compris. Ecr à *Fidelio, 116, Chps-Elysées, Paris.*

Rech contacts commissionnés *pouvant procurer travaux* d'agencement de cuisine.
Tél. : 020-35-14.

Rech. particulier pour investissement. M. HEBERT, 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATION SUR L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
Extraits du sommaire :
● Les 3 types de C.V. : rédact., *exemples, erreurs à éviter.*
● La graphologie et ses pièges.
● 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans.
● Réussir entretiens, interviews.
● *Les bnes réponses aux tests.*
● Emplois les plus demandés.
Pour informations, écr. CIDEM, *6, sq. Monsigny, 78 Le Chesnay.*

travail à domicile

Demande

J.F. rech. trav. dactylo à mon domicile. - Bonne orthographe. *Travail soigné sur IBM à boule.* T. 261-80-22 (poste 44-06), H.B.

J.F., tous travx dactylo secrét. composition, curr. vit., courrier, thèses, Mémoires. Trav. soigné. Tél. : *707-72-09, 337-52-77.*

travaux à façon

ENTREPRISE. Sérieuses *références, effectue rapidement* tous travaux peinture, décoration et coordination tous corps d'état. Devis gratuit. 368-47-84, 893-30-02.

perdu-trouvé

Perdu passep. suisse nº 1172487. *Michel Magnin,* 97, route de Thonon, 1222 Vésenaz, Genève, SUISSE.

cours et leçons

Anglais, 26 a., Cambridge univ., qualifié droit, enseigne anglais Paris (5e), 325-61-41, apr. 15 h.

automobiles

5 à 7 C.V.

NEUBAUER PEUGEOT
Vendent
104 et 104 S
d'exposition. 0 km.
Garantie totale.
Prix très intéressant.
Tél. M. GERARD : 243-02-43.

8 à 11 C.V.

Part. vd GRANADA GUIA 2600, 1977, 56.000 km, tr. belle, BA, TO, DA, 5 jantes alu, 4 pneus nfs, T. 259-43-69 à part. 19 h.

+ de 16 C.V.

PORSCHE 924
Injection. Février 1978, *bordeau tissus gris,* glaces teintées. 28.800 km d'origine PV. 62.000 F.
ALLOUCHE. Tél. : 532-70-00.

P. à P. vds JAGUAR TYPE E, 4,2 l, décapot., mod. 62, état exc. 50.000 F. 329-78-67, ap. 19 h.

locat.-autos

A LA JOURNEE
R5 TL - 104 - 48 F + km
PEUGEOT 604 - 109 F + km

504-01-50

box-parking box-parking

A VENDRE
2e TRANCHE PARKINGS
en ÉTAGES
Grand garage CARDINET, 114, rue Cardinet, PARIS-17e - Sur place mardi-jeudi 16 h. à 19 h.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	46,00	52,62
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	12,58
IMMOBILIER	32,00	36,61
AUTOMOBILES	32,00	36,61
AGENDA	32,00	36,61
PROP. COMM. CAPITAUX	85,00	97,24

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	27,00	30,89
DEMANDES D'EMPLOIS	6,00	6,86
IMMOBILIER	21,00	24,02
AUTOMOBILES	21,00	24,02
AGENDA	21,00	24,02

demandes d'emploi

Si vous êtes un groupe de

PROMOTEURS - CONSTRUCTEURS

dynamique et de premier plan, à la recherche d'un DIRECTEUR pour de nouveaux projets.

Je suis un Ingénieur Polytechnicien

de 40 ans avec large expérience de direction générale de projets immobiliers internationaux de grande envergure.
Plus de 2.000 logements réalisés.

Disponible immédiatement
Rémunération 250.000 F net
Contact au plus haut niveau uniquement

Ecrire sous n° 788.578 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

Recherche entreprise de second œuvre Bâtiment pour y exercer la fonction de

DIRECTEUR COMMERCIAL

45 ans
— Expérience vente, organisation et gestion commerciale ;
— Excellent négociateur et homme de terrain ;
— Connaissance parfaite du milieu bâtiment (architecte, engineering, entreprise) ;
— Animateur expérimenté d'équipes d'hommes.
Ecrire n° 649, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

CHEF de CHANTIER, 42 ans, Monteur - Tuyauteur - Soudeur arc et autogène, rech. emploi stable Paris, région parisienne. Salaire mensuel désiré : 4.800 F. Téléphoner 991-68-18, après 17 h.

J.F. 29 a., traductrice et interprète diplômée. Franç., ital., anglais. Expér., excell. présent., disponibilité, ch. situat. Ecrire n° T 010.947 M REG.-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

demandes d'emploi

Cadre de gestion financière. Homme 35 a. rech. situation dans P.M.E. Libre rapidement. M. AISSANI. Téléph. : 508-09-31.

Spécial. documentation 5 ans exp. sur C.E.E. affaire culturelles information et doc. comm. international ch. poste évolutif avec rémunération motivante. Ecr. n° 87.525 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

DOCUMENTALISTE diplômée licence histoire/géographie. Bilingue anglais, espagnol/portugais lu., expér. profession. domaine habit. cherche emploi mi-temps ou temps complet, Paris ou banlieue Ouest. Ecrire n° T 010.954 M, REG.-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. H. 26 ans, libre de suite, licencié droit privé+I.A.E., exp. profession. dont stage banque. Ch. situat. ds banque, service juridique financier - entreprise cabinet. Ecrire . D. GOURDON 129, r. de Sèvres, 75006 Paris.

JEUNE FEMME DACTYLO 8 mois expérience, cherche place stable. Tél. : 837-94-21.

Jne Hme, 25 ans, dégagé O.M. recherche emploi dans EXPORTATION, RELATIONS internationales, diplômé Sciences Po (ECOF 1), maîtrise droit des affaires, anglais, espagnol, portugais courants, 1 an expér. chbre de commerce du Portugal. T. 555-04-66 matin.

Dame 59 ans cherche poste ATT. DE PRESSE, disques ou édit. musicales, référ. sérieuses. TEL. : 533-96-26.

Cinéaste 29 a., assist. réalisateur caméraman, monteur étud. ttes propos. (France, étranger) dans gde Sté réalisation films industriels ou publicitaires. Ecr. Margue, 20, r. des Favorites, 75015 PARIS. Tél. : 531-60-48.

J.F. excellente présentation lic. psy., 1 an expér. hospitalière cherche place stable. Ecr. n° T 010.911 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 24 ans, ARCHITECTE D'INTERIEUR dipl. ENSAAMA 1 a. exp. agce ch. place stable. Ecr. à T 10.963 M REGIE-PR., 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Diplômé de l'enseign. supérieur J.H. lic. Sc. Eco, niveau certif juridique DECS. Anglais lu, Etudie ttes formes d'empl. sédent. stable dans banques, assurances et établissements financiers. Ecr. n° 6.987 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 28 a., CAP COMPT., capacité DROIT, 2e année DROIT, rech. emploi., expér. 9 ans banque. Ecr. n° 653, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Expert-Comptable mémorialiste 34 ans, audit, fiscalité, conseil de gestion, redressement d'affaires, recrutement, excellent négociateur, recherche activité à temps partiel ou à durée déterminée. France ou étranger. Téléph. : 005-75-46, le matin.

Documentaliste femme, méthodique, efficace, resp., sens du contact, sér. réf., désire trouver situat. architect., décorat., édit., presse ou divers. Libre immed. Ecr. n° 654 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne fille, 23 a., Bac G2, Maîtrise Droit Affaires, D.E.C.S., étudierait ttes propositions d'emplois. Ecr. n° 7.030 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 24 a., libéré O.M., Niveau certificat d'études comptables du DECS, 4-5 a. expér., rech. emploi ds entreprise parisienne. Rémun. souhaitée 65.000 par an. Ecr. n° 6.988 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 26 ans, maîtrise sc. hum. spécial IFACE (ch. de com. de Paris) et long stage CESA (ch. de com. de Paris) ch. emploi stable. Etud. ttes propositions. Salaire souhaité 60.000 F. Ecr. n° 601 M. REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

Japonais, 25 a., lic. Japon, USA langue angl. maîtrise, France sociologie industr., ch. emploi dans société française, expér. en exécution de projet. Etudierait toutes propositions. Ecr. n° 8.994 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

COMMERCE INTERNATIONAL Cadre sup., 41 a., anglais-allem. Direction export, 10 a. expér., ch. poste responsab. commerce internat., marchés compensat. Libre 1er mars. Ecr. n° 7.004 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Cadre de gestion, 34 a., Lic. en droit, 10 a. d'exp. gestion financière, budgets, trésorerie, pratique des relations publiques, sens de l'organisation, de la rigueur et de la discrétion, ch. situation stable. Ecr. n° 638 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 24 a., docteur Sc. Eco., célib., ch. emploi form. rech. enquêtes, ttes régions et pays Ecr. n° 7.022 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., titul. D.U.T. animation socio-culturelle, cherche emploi. Examinerait ttes propositions. D. Chaveroux, 33870 VAYRES.

demandes d'emploi

CADRE expér. internationale

Bien introduit haut niveau Afrique noire, monde arabe, cherche collaboration avec firmes sud-américaines, canadiennes, scandinaves, espagnoles, secteurs industriel, financier, grands travaux, pour action promotionnelle et négociations.

Ecrire sous n° 657 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 09.

INGENIEUR, 27 ANS. Mécan. fluides et énerg., en déb. exp., ch. situat. évolutive. Etud. ttes propos. Préf. rég. Méditer. Libre de suite. Ecr. n° 7.019 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JURISTE parlant parfait. arabe, diplômé notaire ayant sens contacts humains, généraliste et spécialisé baux commerciaux, droit immobilier successoral. Expér. de grand cabinet international rech. poste similaire, étudierait toutes propositions. Paris-Prov. Ecr. n° 97.310, Contesse Publ., 20, avenue Opéra, Paris-1er.

Jeune Femme 26 ans, animatrice socio-culturelle, CAPASE, 4 ans d'expér. ch. place à resp., libre le 1er septembre 1979. Ecr. n° 7.020 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ING. documental. en retraite ch. temps partiel documentat., édit., publications scientifiques. Ecr. n° 646, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens ,75427 Paris-9e.

JH 27 a. lib. OM DESS Fiscalité applic., lic. Sc. éco., cert. jurid. DECS doctorat d'Etat droit en préparat. rech. sit. entrep. ou cab. Ecr. P. Jauny, 51, rue de Normandie, 92400 Courbevoie.

DIRECTEUR FINANCIER, ADMINISTRATIF, 45 a., très dynamique, efficace, niveau expert-comptable, connaissant anglais, comptabilité américaine et anglo-saxonne, informatique.,organisation, gestion modernes, rech. situation, préf. Normandie. Ecr. JD/207, Havas (B.P. 907), 76002 Rouen.

INGÉNIEUR
HAUT NIVEAU
ayant créé lancé et consolidé en Amérique du Sud, une filiale d'entreprise, rentre prochainement en France. Recherche sur Paris ou province direction de filiale sud-américaine. Ecr. R.P., poste Y4 56, r. Fontaine-au-Roi, 11e q. t.

INGENIEUR INFORMATICIEN niveau D.E.C.S. Responsabilité service, 5 a. expérience dans :
- mise en place système multi trait.
- Conduite de projets variés en batch et temps réel.

Cherche poste de respon. en AFRIQUE FRANCOPHONE. Ecr. n° 788.579 M Rég.-Presse 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CADRE D'ENTREPRISE BATIMENTS
Gros œuvre - Second œuvre Responsabilités - Ch.situation FRANCE ou ETRANGER
UNDREINER-GIGAREL, 15, av. de la Veinerie, 91230 Montgeron.

EXPERT COMPTABLE FINALISTE
7 ans expér., révision P.M.E. et entreprise internationale, désire apporter sa collaboration à cabinet en développement. Ecrire à n° T 010.990 M Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 23 ans, débutante, maîtrise droit des affaires + DESS banque, CHERCHE SITUATION Tél. : 870-63-25

CADRE - 35 ans
responsable administratif et commercial société prestation de serv. à l'étranger, excell. conn. contrats export et négociations transit douane, 14 ans expér., dont 8 Afrique du Nord, allem., anglais courants, notions arabe, ch. sit. ident., accepte voyages. Ecr. à T 11.001 M REGIE-PR. 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e).

Je suis un professionnel de la presse technique et spécialisée et je recherche un poste de

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
dans une entreprise de presse dynamique. Etudes universitair., 35 ans. En 10 ans, j'ai directem. participé à la création ou à la direction d'une quinzaine de magazines. Ecrire références à n° T 010.977 M REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URBANISTE
I.U.P. + S.F.U.
Français, anglais, italien
- 10 ans expér. professionnelle aménagement du territoire.
- Conseil de collectivités locales et D.D.E.
- Gde pratique P.O.S., S.D.A.U. ctre ville, équip. coll. public
- Compétence et rigueur dans exécution des missions, habitude de négociation contrats.

Cherche poste à responsabilité DS ORGANISME PUBLIC OU PRIVE, COLLECTIV. LOCALE Paris, province, étranger. Ecr. n° T 10.920 M. Rég.-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Région LYONNAISE
CADRE SUPERIEUR
37 ans, autodidacte, 20 ans expérience diversifiée, exploitation industrielle, gestion, organisation, pratique des relations sociales, 5 ans d'expérience. Direction paie. Dynamique, efficace et homme de terrain, recherche poste DIRECTEUR D'ETABLISSEMENT ou ADJOINT A DIRECTEUR GENERAL, D'EXPLOITATION ou DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES. Ecr. à 97.327 CONTESSE PUB., 20, avenue Opéra, PARIS (1er).

AGENT DE MAITRISE
recherche
place st. rayon 30 km Lagny. Coef. 285, format. outilleur mouliste et mécanique génér., rectif. de profil. Etudie tte proposit. Ecr. SELLIER René, 12, route du Moulin-Bourcier, Chanteloup, 77400 LAGNY.

Jne H., dég. O.M., avec CAP et EFA N et B laboratoire et prises de vue, 2 ans exp. labo couleurs et reportage mariage. ch. place stable dans labo. prof Moskalik Didier, 29, rue du Château, Nanteuil-les-Meaux. Tél. : 009-06-30.

CHEFS D'ENTREPRISE
L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CHEF D'ATELIER. — 57 ans. Longue expérience mécanique générale, connaissance organisation méthodes achats approvisionnements. Stage gestion de production Aframp.
RECHERCHE : poste à responsabilité en fabrication ou S.A.V. Paris ou Cergy-Pontoise. (Section BCO/DK.)

J.P. 30 ans. — Sciences Po Paris, Maîtrise sociologie, anglais courant. Expérience en formation et stimulation d'un réseau de vente, promotion et publicité.
RECHERCHE : poste chef produit (dans cosmétiques, mode, produits luxe et sophistiqués). (Section D.)

ANALYSTE FINANCIER. — J.F. 26 ans. Maîtrise et D.E.A. de Sciences gestion, option finance Paris Dauphine. Bon niveau anglais. 2 ans d'expérience. Service documentation bancaire.
RECHERCHE : poste dans organismes financiers Paris. R.P. (Section BCO/DK.)

DOCTEUR. — Ingénieur chimie. Macro-moléculaire (1978). 27 ans. Expérience R.M.N. carbone 13. Diplôme de l'E.N.S.C. de Toulouse (1974).
RECHERCHE : poste correspondant à formation et expérience. (Section E.)

s'adresser à: ANPE
AGENCE SPÉCIALISÉE DES INGÉNIEURS ET CADRES 12, rue Blanche 75436 PARIS CEDEX 09 tél. : 280.61.46 poste 71.

secrétaires secrétaires secrétaires

Secrétaire

Responsable de la Gestion du Personnel de plusieurs sociétés d'un Groupe International, je recherche MA SECRETAIRE possédant parfaitement sa technique (anglais souhaité, frappe, sténo, classement), intéressée par tout ce qui touche les relations humaines.

Puissance de travail et haut pouvoir d'adaptation, intégration à une équipe jeune et dynamique.

Rémunération intéressante (50 à 60 000 F./an) et nombreux avantages sociaux.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo (retournée) sous réf. 4236 à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens. 75002 Paris qui transmettra

et qui s'engage à répondre à toutes les candidatures.

pour seconder 2 cadres supérieurs

nous cherchons

une secrétaire bilingue très qualifiée

30 ans minimum, possédant au moins B.T.S.

Vous assurez un travail général de secrétariat et devez faire état de très bonnes connaissances de la langue anglaise.
Vous avez également des fonctions d'accueil et d'organisation
Nous vous proposons un ensemble d'activités variées, intéressantes rémunérées en fonction de votre expérience.
Lieu de travail : Paris 9e.

Une information complète et un rendez-vous immédiat vous seront donnés en appelant sous référence 102 du lundi au vendredi, de 8 à 19 heures.

Emploi Information 609.95.95

Importante Société de Publicité quartier BOURSE

recherche pour son service du Personnel (3 personnes)

UNE COLLABORATRICE EXPÉRIMENTÉE

capable assurer secrétariat et tenue des dossiers, pouvant aider à la paie. Très bonne dactylo, ordre, méthode et discrétion indispensables. Restaurant d'entreprise, avantages sociaux.

Ecrire avec curriculum vitae, photo et prétentions sous le numéro 603 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS, qui transm.

CRÉDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

spécialisé dans le financement de la petite et moyenne entreprise recherche pour sa délégation Région Parisienne :

SECRÉTAIRE - RÉDACTRICE

Ayant :
— B.T.S. ou D.U.T. gestion ou 2 ans faculté Droit ou Sciences Eco ;
— de solides connaissances comptables et juridiques ;
— bonne dactylographie et goût pour les tâches administratives.

La fonction comprend :
— l'étude de dossiers de crédit ;
— l'appréciation du risque ;
— la réalisation du contrat de prêts ;
— des contacts avec les banques et les clients.

Expérience analogue appréciée mais non indispensable. Salaire environ 50.000 F l'an.

Stage de formation rémunéré de 2 à 3 mois. Début du stage : 18 mars.

Env. C.V., Service Personnel Chcl, sous référ. SP, 78, rue Olivier-de-Serres, PARIS (15e).

ROUSSEL UCLAF
DIVISION AGRO-VETERINAIRE

1) UNE SECRETAIRE BILINGUE ANGLAIS
(allemand apprécié)
parfaite maîtrise de la langue anglaise, connaissance sténo anglaise.

2) UNE SECRETAIRE TRILINGUE ALLEMAND-ANGLAIS
(langues parlées, lues et écrites)
Connaissance de la sténo allemande et anglaise très appréciée.

Pour ces deux postes : expérience du secrétariat commercial impérative. Sens de l'initiative, des responsabilités et de l'organisation.

Envoyer C.V., photo et prét. à ROUSSEL UCLAF, Service du Personnel, 163 avenue Gambetta 75020 PARIS

Importante Société proximité Porte de Clichy, recherche pour son Président-Directeur Général :

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Parfaitement bilingue. Anglais et solides connaissances d'Allemand ou Italien. 30 ans minimum, dynamique et expérimentée. Position cadre. Salaire intéressant X 13.

Lettre manuscrite avec photo récente, C.V. détaillé et prét. à n° 58.082 B. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Agence marketing promotion des ventes, secteur diffusion presse, recherche une

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
— 25 a. min. + expér. profess.;
— Tr. organ., rapide, autonome;
— Parfaite sténo-dactylo;
— Aisance dans les contacts;
— Suffisam. dispon. pr être une collabor. efficace et solide ;
— Libre immédiatement.
Ecrire av. C.V. + photo + prét., Jacques STRIL, 21, rue Rollin, 75240 Paris Cédex 05.

FRANCO-ANGLAISE DE LEVAGE S.A.
rech. pr s/impl. à Louvres 95380 voie n° 2 zone industrielle.
DACTYLO D'AGENCE
expérience commerciale. Nombreux contacts téléphoniq., dynamique et esprit d'initiative. Env. CV à l'att. de la Dir. Gale.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au **296-15-01**

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt.

HALLES SOCIETE ERI vend sur place MAGNIFIQUE RENOVATION STUDIO, GD 2 P. DUPLEX tt cft, poutres, cuis. aménagée. 105, rue ST-DENIS, 15 à 18 h.

2e arrdt.

HALLES SUPERBE 120 m2 Prix 625.000 F
Gd séjour, 2 chbres, tt confort. Imm. rénové, caractère, calme. Affaire à visiter - Tél. 233-62-46.

3e arrdt.

MARAIS 180 m2 + combles
2e étage. A aménager. 293-62-16.

5e arrdt.

MONGE. - Immeuble P. de T., 4 Pièces, 3e étage, soleil, sans vis-à-vis. Téléphone : 633-47-23.

PROX. MONGE - ODE. 95-10 petite terrasse SEJOUR + CHAMBRE, 50 M2, CARACTERE, SUR JARDINET.

128, RUE MOUFFETARD DU 2 PIECES AU 5 PIECES. Sur place, les mardis et jeudis, de 14 h à 18 h. 30. — 755-98-57.

6e arrdt.

MONTPARNASSE. - Duplex de 125 m2 6e/7e étage, séjour, 4 chambres. — Tél. : 567-22-88.

SAINT-ANDRE-DES-ARTS merveilleux 2 Pièces, 75 m2, soleil, calme. — GEFIC CTI. Téléphone : 723-78-90 poste 325.

COUR DE ROHAN Elégant 2 Pièces, duplex, tout confort, poutres, environ 50 m2, caractère. Téléphone : 325-10-62.

VIe Saint-André-des-Arts Bel imm., asc., chff. cent. STUDIO tout confort, 215.000 F. COTIMO, Mme Toppo - 783-62-74

RENNES CLASSIQUE 4 p. au SOLEIL ETAT RARE - 320-73-37

14e arrdt.

MONTPARNASSE bel immeuble P. de T., duplex, 6e/7e étage, 130 m2 + chambre service. Téléphone : 359-68-84.

15e arrdt.

CHARLES-MICHELS
5 P. Tt conft - Immeuble 1970 LOGGIA - PARKING
Cotime Mme TOPPO - 783-62-74

81, RUE DESNOUETTES
PORTE-DE-VERSAILLES
Imm. neuf. 5 P. S/place tous les jours, sauf lundi et mercredi, de 14 h à 19 h - 259-63-63.

16e arrdt.

AV. VICTOR-HUGO
Duplex moderne 3 pièces, 80 m2, 5e étage, terrasse 45 m2, 2 park. MICHEL & REYL - 265-90-05

17e arrdt.

44, AV.GRANDE-ARMÉE
Très bel immeuble 1920
Restauration de qualité
APPARTEMENTS
5 PIECES 160 m2 environ Entièrement équipés
IMPORTANTE RECEPTION, 2 chambres, 2 bains, soleil. Visites les mercredis de 14 h à 18 h 30, ou tél. 755-98-57.

WAGRAM URGENT RECENT 4 P.
Tt conft. 90 m2. IMPECCABLE. 5.600 F le m2. — Tél. 828-27-70.

PORTE CHAMPERRET
2 pièces, bains, 50 m2, 5 ét., tt confort, 350.000 F, calme, soleil. MICHEL & REYL - 265-90-05

20e arrdt.

PORTE MONTREUIL. Bel imm. s/square, 2 Pces, cuis., wc, S. d'eau, 115.000 F avec 25.000 F. Propriétaire : 720-89-18, P. 33.

7 000 AFFAIRES A VENDRE A PARIS ET 120 KM AUTOUR
Maisons, Appartements, Propriétés, Terrains, Bureaux, Commerces, etc.
SELECTION GRATUITE PAR ORDINATEUR
Venez, téléphonez ou écrivez
CIMI Tél. 227.43.58
Centre d'Information de la Maison de l'Immobilier
FNAIM
27 bis, av. de Villiers, PARIS 17e

7e arrdt.

RUE UNIVERSITE 100 m2, rez-de-chaussée, Immeuble tout confort. Tél. : 567-22-88.

8e arrdt.

8e Living double, 2 chambres, terr., plein soleil, 325-32-77.

Sur PARC MONCEAU
Elégants APPTS IMMEUBLE CATEG. EXCEPTIONNELLE
Du 2 P. au 7 P. **704-88-18**

9e arrdt.

DANS HOTEL PARTICULIER du 8e siècle, façade classée : beau studio, neuf, tout équipé, 195.000 F. Téléphone : 256-13-72.

10e arrdt.

PRES GARE DE L'EST 78, rue du Fg-Saint-Denis, bât. fond, 3e étg. gche, 65 m2, 3 P., cuis., wc, S. de B., tél., soleil. Prix 290.000 F. Tél. : 508-03-90.

11e arrdt.

REPUBLIQUE. Immeuble neuf, studio, cuisine en alcôve, grde terrasse, S. de B. : 155.000 F, crédit 80 %. Tél. : 720-89-18.

Part. vend, quartier calme, ds immeuble moderne, tt cft, asc. **STUDIO** entrée, salle de bains, wc indép., petite cuis. aménagée, part. meublée, cave, 7 ét. ensoleillé av. balc. s/jard. M. Robiot à part. 19 h, 805-59-41, ou gard., 6, r. G.-Bertrand - 17e.

12e arrdt.

Me Nation, immeuble 74, beau séjour, hall, 2 chbres, cuisine équip., wc, bns, dressing, balc. 405.000 F. Téléphone : 346-63-85.

92 Hauts-de-Seine

ST-CLOUD MAGNIFIQUE 4 PIECES double exposition, beau living, entrée marbre 7 m2, balcon-terrasse 24 m2, box, cave. SOFIAM - 602-97-72

CHATILLON-SOUS-BAGNEUX près Métro - 4-5 P. tt cft, tél., 3e étage, PARKING. 250.000 F. Crédit. - 346-11-76.

ST-CLOUD 110 m2, vue, plein sud, 5 pièces dont 1 indép. + duplex, jardin, tél., box, grande cave. 770.000 F. Propriétaire (matin) : 771-68-78.

94 Val-de-Marne

VINCENNES. - Résidentiel : 2 Pièces, depuis 208.000 F. Entièrement équipés dans belle restauration. Sur place, ce jour, de 14 à 19 heures, 38, avenue Franklin - Roosevelt. GEFIC - CTI - 723-78-90.

95 - Val-d'Oise

ST-GRATIEN PRES ENGHIEN VILLA de caractère, séjour 40 m2 + 2 pièces, cuis., 1er ét., 3 chbres, bains, remise 45 m2, gar., jard. 850 m2, 750.000 F. - 989-31-74.

Région parisienne

60 - Oise

CHANTILLY-GOUVIEUX
lisière forêt, proche golf et chevaux, 28 minutes Paris - Nord, INVESTISSEUR ET SOLIDE : petit immeuble à la Mansart, construction de haute qualité, appartements de 1 à 6 Pièces, quelques duplex, 4.500 F le m2. Piscine prévue et tennis sur le domaine. « PARC DES AIGLES » Téléphone : (4) 457-32-62.

Province Province

MEGÈVE « LES OISEAUX »
A 5 minutes à pied de la vie du village
VOTRE APPARTEMENT
dans un chalet mégevan, calme et ensoleillé.
Livraison immédiate.
Rens. : COPRA, 110, r. de Longchamp, 75116 Paris. Tél. : 504-87-51 - Mme LEVENBERGER.

MERIBEL-LES-ALLUES (73) 2 Pces + cuis., bains, tt conft, loggia, 19 m2, vue imprenable, état impeccable, entièrement meublé pour 7 personnes. Libre. Agce SIMON CHOFFEE, 17, rue Neuve, Lyon-1er. - Téléphone : (78) 28-94-38.

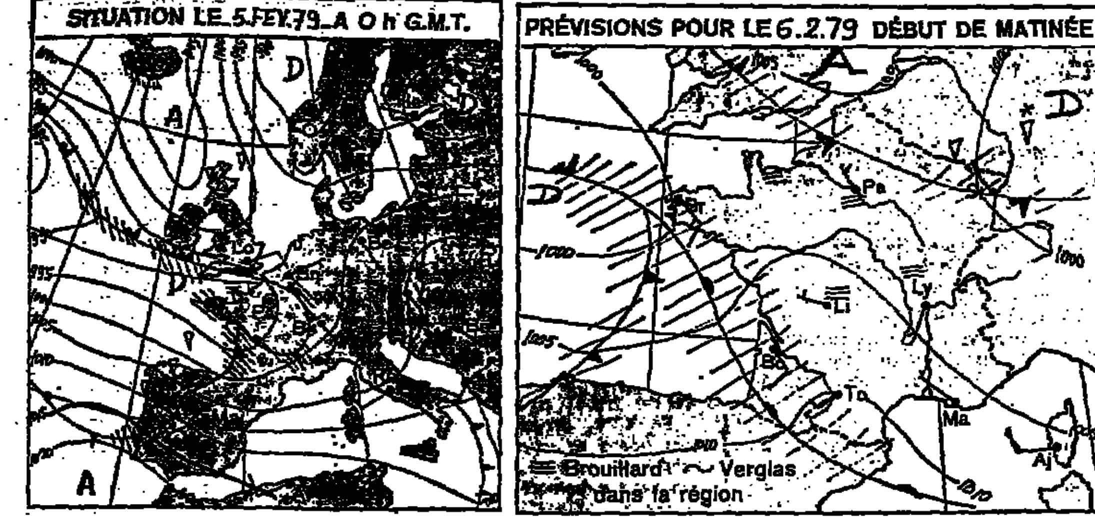
ANTIBES - Plein centre
Part. à part. vds appt résident. 4 pièces, cuis., 1 s. bains. Tél. Téléph. : 929-39-75

LES HOUCHES
Au pied du télésiège, magnifique studio 35 m2, bains, w.-c., dans immeuble entièrement rénové, vue sur chaîne mont Blanc.
Prix 135.000 F avec 30.000 F.
AVIS rue Joseph Vallot, CHAMONIX - (16) 50-53-05-60 ou 757-51-61.

هكذا من الاصل

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 février à 0 heure et le mardi 6 février à 24 heures :

Au cours de ces deux jours, un courant perturbé de sud-ouest continuera à circuler des Açores à l'Europe occidentale. Il intéressera l'ensemble de la France, mais un peu d'air froid persistera encore le matin dans l'extrême nord et nord-est du pays.

Mardi 6 février, le temps restera doux pour la saison, sauf, peut-être, le matin, de la Flandre au nord de l'Alsace, où l'on observera encore des températures de 1 °C à 3 °C. Le ciel sera généralement couvert, et il y aura de nombreux brouillards le matin. Il pleuvra en début de matinée au voisinage de l'Atlantique, et ces pluies, intermittentes, gagneront progressivement les autres régions au cours de la journée et de la nuit.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 février ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Ajaccio, 15 et 11 degrés ; Biarritz, 17 et 13 ; Bordeaux, 14 et 12 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 5 et 4 ; Cherbourg, 3 et 3 ; Clermont-Ferrand, 13 et 8 ; Dijon, 7 et 7 ; Grenoble, 10 et 6 ; Lille, 1 et 0 ; Lyon, 10 et 8 ; Marseille, 16 et 9 ; Nancy, 4 et 4 ; Nantes, 12 et 9 ; Nice, 14 et 8 ; Paris Le Bourget, 2 et 2 ; Pau, 17 et 11 ; Perpignan, 17 et 10 ; Rennes, 12 et 8 ; Strasbourg, 4 et 2 ; Tours, 12 et 9 ; Toulouse, 14 et 12 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 24

Températures relevées à l'étranger : Alger, 20 et 14 degrés ; Amsterdam, 3 et —2 ; Athènes, 16 et 14 ; Berlin, 3 et —5 ; Bonn, 1 et 0 ; Bruxelles, 4 et 0 ; îles Canaries, 21 et 14 ; Copenhague, 0 et —5 ; Genève, 9 et 6 ; Lisbonne, 16 et 15 ; Londres, 5 et 2 ; Madrid, 12 et 13 ; Moscou, —2 et —5 ; Nairobi, 26 et 16 ; New-York, 2 et —4 ; Palma-de-Majorque, 17 et 7 ; Rome, 16 et 12 ; Stockholm, —9 et —21.

Transports

● *Réservation ouverte pour les vols vacances.* — La réservation pour les vols vacances d'Air France est ouverte depuis le jeudi 1er février dans les agences de voyages et les bureaux d'Air France. La compagnie nationale invite ses passagers à réserver leur place sans tarder étant donné le nombre limité de sièges. Les destinations qu'Air France desservira à tarif réduit à compter du 15 mai prochain sont les suivantes : New-York, les Antilles, Athènes, Istanbul, Tel-Aviv, Londres et Palma aux Baléares.

Visites, conférences

MARDI 6 FEVRIER

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 15 heures : 58, rue de Richelieu, Mme Allaz : « la Bibliothèque nationale ».

15 heures : 17, quai d'Anjou, Mme Colin : « l'hôtel de Lauzun ».

15 heures : Devant la façade, statue de la Danse, Mme Meyniel : « l'Opéra de Paris ».

15 heures : 1, rue de l'Oratoire, Mme Pennec : « Les ordres religieux de Paris au dix-septième siècle » (Caisse nationale des monuments historiques).

14 h. 30 : 21, rue Cassette : « La condition de la femme dans l'Egypte ancienne » (Arcus).

15 heures : Marches de la façade : « l'Opéra » (Mme Hager).

CONFERENCES. — 18 heures et 20 heures : 13, rue Etienne-Marcel : « Le plein épanouissement du cœur et de l'esprit » (entrée libre).

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 4 février 1979 :

UN DECRET

● Relatif à la mise en concurrence de certains marchés publics de travaux et de fournitures dans le cadre de la Communauté économique européenne.

DES AVIS

● Aux exportateurs relatifs au tarif des prélèvements, des taxes et des montants compensatoires monétaires applicable aux exportations vers les pays tiers ;

● Aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles et des montants compensatoires monétaires applicables à l'importation en provenance des pays tiers.

Vie pratique

MAGASINS SACCAGÉS : LES POSSIBILITÉS DE REMBOURSEMENT

Les propriétaires de magasins endommagés ou pillés dans le cadre de mouvements populaires violents peuvent se faire rembourser. C'est ce qu'indique le Centre de documentation et d'information de l'assurance (C.D.I.A.).

Les personnes lésées ont la possibilité de se retourner contre la commune (pour Paris s'adresser à la préfecture de police) afin d'obtenir le remboursement des dégâts. L'article 116 du code de l'administration communale précise que les communes sont civilement responsables des dommages résultant « *des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non, soit envers des personnes, soit contre des propriétés publiques ou privées* ».

D'autre part, la plupart des commerçants possèdent une assurance « bris de glace » pour les vitres, vitrines, devantures, enseignes. Ce contrat couvre en général le bris par accident (caillou, maladresse d'un passant, grêle). Toutefois, certains contrats excluent le remboursement des glaces brisées à la suite de grèves, émeutes ou d'un mouvement populaire. Mais il est possible d'obtenir une extension de garantie moyennant surprime.

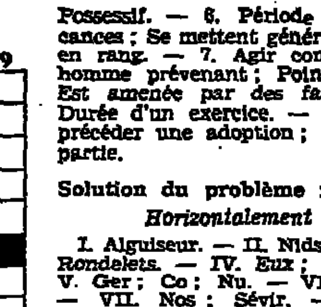
Les commerçants ont, en outre, la faculté de souscrire une assurance spéciale « grèves, émeutes et mouvements populaires » qui garantit les dégâts matériels survenus aux biens au cours de pareils événements.

De plus, précise le Centre de documentation (1), les attentats commis dans le cadre d'une action concertée par un groupe peuvent être couverts par une extension spéciale du contrat incendie explosion.

(1) 2, rue de la Chaussée-d'Antin, 75 009 Paris, tél. 824-96-12.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2300



HORIZONTALEMENT

I. Ce qu'on fait parfois pour rien ; Au troisième, on est déjà bien fatigué. — II. Morceau de diamant ; Nom qu'on peut donner à une grosse envie. — III. Qui pourront donc résister. — IV. Grands ouverts, quand on dévore ; Se laissa aller. — V. N'est pas tournée par un honnête homme ; Précède un traitement. — VI. Avoir une attitude très attachante ; N'est pas muette quand elle est borgne. — VII. Faire l'ouverture. — VIII. Endroit où l'on peut siffler ; Très utile quand on veut monter. — IX. Circulait en Chine ; Ennemi de la presse. — X. Bien joués. — XI. Cri qui peut amener des poursuites ; Nom d'artiste.

VERTICALEMENT

1. N'a vraiment pas besoin d'un timbre quand elle n'a pas d'enveloppes. — 2. Peut être bouclée ; Préfixe ; Peuvent outrager. — 3. Peut rendre les mêmes services qu'un bidet ; Pas imposé. — 4. Que l'on ne pourra donc pas toucher. — 5. Pour faire la peau ; Possessif. — 6. Période de vacances ; Se mettent généralement en rang. — 7. Agir comme un homme prévenant ; Point. — 8. Est amenée par des facteurs ; Durée d'un exercice. — 9. Peut précéder une adoption ; Agir en partie.

Solution du problème n° 2299

Horizontalement

I. Alguiseur. — II. Nids. — III. Rondelets. — IV. Eux ; Néo. — V. Ger ; Co ; Nu. — VI. Obus. — VII. Nos ; Sévir. — VIII. Trima ; Ali. — IX. Tubs ; E.C. — X. Scellés. — XI. Eetion.

Verticalement

1. Arrogantes. — 2. Or ; Ca. — 3. Générosité. — 4. Dû ; Mule. — 5. Inexcusable. — 6. Sil ; Osé ; Set. — 7. Eden ; Va ; Si. — 8. Ustensile. — 9. Sou ; Ricin.

GUY BROUTY.

● *Les Floralies internationales de Paris.* — Organisées par la *Ville de Paris, en collaboration* avec les professionnels, et en particulier avec l'Association internationale des producteurs de l'horticulture, les Floralies internationales de Paris auront lieu du 11 mai au 4 juin prochain au Parc floral de Paris, à l'orée du bois de Vincennes (Parc floral de Paris-Bois de Vincennes, 75012 Paris. Tél. 374-60-49).

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	128 F	235 F	343 F	450 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	228 F	435 F	643 F	850 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	155 F	290 F	425 F	560 F
II. — SUISSE - TUNISIE	203 F	385 F	568 F	750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

L'immobilier

constructions neuves

BOULOGNE (92)
57, RUE DES TILLEULS
4 P., 5 P., STUDIO, CHBRES
S/place mardi et jeudi 14 h à 19 h 359-63-63 - 604-52-97
LIVRAISON EN COURS

appartem. achat

Rech. appts 1 à 3 Pces, PARIS, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, avec ou sans travx. Paiem. cpt chez notaire. — Tél. : 873-23-55.

Sté recherche appts même à rénover, secteurs : 11e-12e-19e-7e. Pour R.-V. GIERI : 873-05-81.

Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e) - 566-00-75, rech., Paris 15e et 7e, pour bons clients, appts ttes surfaces et immeubles. Paiement comptant.

appartements occupés

RÉPUBLIQUE. Rue Moret, bon immeuble, parfait état, 2 Pièces, cuisine, wc, S. d'eau chauffage, loyer : 9.000 F annuel. Bail : 6 ans. Prix : 98.000 F. Propriétaire : 720-89-18, P. 28.

QUAI BLERIOT
bel immeuble P. de T., ascens., 4 Pces, tout conft, occupé dame seule, catég. 2 B. Libération du loyer probable. Prix : 285.000 F. Créd. Vr Prop., mardi, 14 h. 30-16 h. 30, 1, bd Exelmans (16e).

150.000 - AV. 30.000 F
PETITE MAISON PARTICUL. Living, 2 chbres, cuis., salle de bains, s/jard., dans imm. en copropriété pr. O.R.T.F. BUTTES-CHAUMONT. Bail libre jusqu'en mars 1986. Loyer mensuel 750 F indexé. Voir propriétaire : 11, rue des SOLITAIRES Mardi, de 14 h 30 à 16 h 30.

locations non meublées Offre

Paris

TROCADERO MAGNIFIQUE 8 P., 277 M2 dont BELLE RECEPT. + SERV. Poss. prof. 5.950 F. - 723-50-00.

5e MOUFFETARD. 2 p. ren., s. bs, coin cuis. équip., 1.800 F chges compr. 535-12-61, ce jour et mardi, 8 h. à 20 heures.

locations meublées Demande

Paris

SERVICE ÉTRANGERS
Pour cadres mutés PARIS, rech. du STUDIO au 5 PIECES LOYERS GARANTIS par stés ou ambassades - 285-11-08.

locations non meublées Demande

DIPLOMATE recherche appart. de réception 7e, 16e nord ou 8e - 742-62-65.

1.500 à 2.000 F maxi charges comprises par mois, ch. appt 2 gdes p. au 3 pces, wc, cuis., s. bs, 13e, 14e, 15e. Tél. 734-27-20 mat. jusq. 11 h., soir à part. 6 h.

Région parisienne

CADRE Sté INTERNATIONALE rech. belle VILLA proche banl. Ouest - 742-62-65.

Etude cherche pour CADRES villas, pavill. ttes banl. Loyers garantis 4.000 F maxi. 283-57-02.

fonds de commerce

Vend institut soins esthétiques, 3 cabines + magasin vente parfumerie, matériel moderne. Prix intéress. Compt. 40.000 F p. solde larges facilit. 280-20-43.

locaux commerciaux

PORTE CLICHY, 150 m. métro, pptaire vd local commerc. 40 m², idéal pour dépôt, bur. Prix 120.000 F + possibilité studio tt cft, jard., 70.000 F - 966-42-92.

Boutiques

15e IDEAL PLACEMENT
Dans un quartier en plus-value constante
Boutique louée 28.800 F annuel
Prix : 240.000 F
Local à usage de bureau 21.600 F annuel - 180.000 F
PROPRIETAIRE - 873-11-01

MORSANG
Centre comm., vd pas-de-porte ts commerces, 96 m² dont 8 m. de vitrine - Téléph. 904-39-06.

Particulier recherche parfumerie région ouest Paris. Ecrire au n° T 010.944 M, REGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris. Agence s'abstenir.

bureaux

1 à 20 BUREAUX tous quartiers
Locations sans pas-de-porte
MAILLOT 293-45-55
ST-LAZARE

Part. loue bureau 110 m², 2 lig. téleph. moderne aménage, loyer annuel 47.000 F + charges. Reprise 20.000 F - Tél. 249-05-51.

Domicil. artisan et commerç., siège S.A.R.L., rédaction d'actes statuts, informations juridiques, secrét., tél., telex, bur. A partir de 100 F par mois.
Paris 10e, 11e, 15e, 17e,
355-70-88 - 229-18-84.

PL. DU CHATELET
1.200 m2 immeuble de bureaux à vendre ou à louer
225-76-15 - 225-43-56

propriétés propriétés

A VENDRE
YONNE, 160 km PARIS
1) 190 ha dont 145 ha FORET et 7 ha ETANG.
2) 145 ha dont 85 ha FORET et 8 ha ETANG.
Belles chasses, petit et gros gibiers.

LOIRET, 160 km PARIS
PROPRIÉTÉ
Maison maîtres (ancienne ferme aménagée)
Maison gardien - Belle grange - Sur 10 ha.
Me CAUQUY, 45420 Bonny-s/Loire. T. (39) 31-60-23.

VIENNE
Sur les rives de la Creuse
Superbe MOULIN
magnifiquement restauré, couverture refaite à neuf
Rez-de-chaussée : vaste salle de 70 m2, cuisine, cellier, salle d'eau, w.-c., 1er étage : séjour 70 m2, 2e étage : 2 chambres, salle de bains, wc, une terrasse couverte donne sur un bras de rivière. Terrain 1.900 m2 en partie en île.
Prix 500.000 F, possib. crédit.

S.I.T.E.
55, place du Général-de-Gaulle, 86000 POITIERS
Tél. 16-49-88-86-38

Tous renseign. Bureau de Paris 59, rue La Boétie, Paris 75008. Tél. 563-55-66

immeubles

PROX. PALAIS-BOURBON
Très bel imm. sur 4 niveaux. Téléphone : 645-63-33, le matin.

terrains

Beau terrain à bâtir, 1.000 m² avec 26,50 m. façade, situé haut. Château-Thierry, eau, électric., proche ville, gare. Prix 98.000 F. Tél. 208-35-29, heures bureau.

échanges

Echange 2-3 pièces, 60 m², 8e arr. 1.200 F contre 4-5 pces, 6e arr. Tél. : 633-99-44.

pavillons

SAINT-MAUR
PAVILLONS NEUFS
Sur sous-sol total 170 m2 habitables, 7 PIECES. Entièrement terminés. - Finitions au choix. Sur terrain de 285 à 400 m2. Sur place samedi et dimanche, de 14 à 18 h. 38, av. BARBES

EPINAY-S/SEINE, beau pavill 1959, sur s.-sol av gar., séjour, 3 chbres, grenier aménageable, tout confort, 200 m2 terrain : 340.000 F. Téléphone : 826-88-46.

SARCELLES - CENTRE
Pavillon à vendre près gare et commerces, 600 m² terrain - Tél. 990-66-94, de 13 à 15 h. et après 17 h. 30.

villas

BOURG-LA-REINE
Calme, près centre très résidentiel - Living 40 m2, salon 16 m2, 1 chambre 35 m2+5 chbr. 2 s. de bains, 3 w.-c., garage 2 voitures. - Chauffage mazout. Terrain 1.300 m2. - 1.800.000 F.

L'HAY-LES-ROSES
Liv. 55 m2, 6 chbres, 3 s. de bains, sous-sol complet, sauna, salle de jeux. Chauff. mazout. Jardin 1.350 m2 clos de murs. Garage. - Prix : 1.600.000 F.

LETRANGE 106, av. du Gal-Leclerc
92-Bourg-la-Reine — 663-42-45

GARD (entre Uzès et Alès). Part. vend villa provençale 3-4 pièces, tt conft, 2.000 m², vue. Tél. : 288-20-33

fermettes

INDRE
Sur 5.000 m2 de terrain
Magnifique FERMETTE
entièrement restaurée, située dans la région de VALENÇAY, composée d'une vaste entrée, séjour rustique de 35 m2, 5 chambres, salle d'eau, belle dépendance attenante, eau, électricité. Prix 200.000 F. Possibilité crédit.

S.I.T.E.
38, rue Grande, 36000 CHATEAUROUX
Tél. 16-54-22-03-56

Tous renseign. Bureau de Paris 59, rue La Boétie, 75008 Paris Tél. 563-55-66

châteaux

POUR COLLECTIVITE
Hôtel, division appartem., etc., 30 km, GARE 800 m.,
CHATEAU 45 Pces, communs, 13 ha. parc. Références exigées. MICHEL & REYL - 265-90-05.

villégiatures

PARIS-LONDRES centre
Aller et retour. Avion + autocar 295 F tarif visite. T. 202-46-00.

MANCHE - Loue juillet belle villa bord mer, 4-5 personnes, 6.000 F tt confort, jardin, vue, calme complet. Ecr. à HAVAS SAINT-LO n° 4.616.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente s/saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de Paris le JEUDI 22 FEVRIER 1979, à 14 heures, EN UN LOT :
UN IMMEUBLE de 2 étages (Cont. 450 m2) sis à PARIS (11e)
8, passage de Ménilmontant et 2, rue Victor-Gelez
(anciennement Cité des Bleuets)
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
Pour tous renseignements, s'adresser à Me Jacques SCHMIDT, avocat, 17, rue Faraday, 75017 Paris, tél. 227-71-10, et sur place pour visiter.

VENTE au Palais de Justice à Bastia, le 21 FEVRIER 1979, à 9 heures
UNE PROPRIÉTÉ à SAN-GAVINO-DI-TENDA (Hte-Corse)
d'une SUPERFICIE TOTALE de 843 ha 69 a 19 ca
Mise à Prix 1.000.000 F. Rens. chez Me MAESTRACCI, avocat à Bastia, 4, rue Miot. Tél. : 31-00-53.

Vente Palais de Justice CRETEIL. Jeudi 22 février 1979 - 9 h. 30
Propriété cce 424 m2 - CHAMPIGNY-S.-MARNE (94)
30, rue Jean-Savu. Hall. Living. 4 chambres. 2 cuisines. 2 salles de bains, w.-c. SOUS-SOL : garage. JARDIN
M. à Px : 600.000 F S'adr. Me BOISSEL, avoc. Paris (2e) 36, r. des Petits-Champs. Tél. 296-62-84

VENTE s/saisie au Pal. de Just. à Paris, JEUDI 22 FEVRIER 1979, à 14 h.,
EN UN SEUL LOT :
UN IMMEUBLE à ANTONY (92)
27-29, avenue Armand-Guillebaud
élevé sur un terrain de 1.000 m2 comprenant :
MAGASIN - BUREAUX - RÉSERVE
3 APPARTEMENTS - 1 STUDIO
MISE A PRIX : 750.000 FRANCS
S'adresser pour tous renseignements à :
Me A.-R. CERVESI, avocat à la Cour d'Appel de Paris, 166, bd Haussmann, Paris (8e), tél. 227-19-94 et 766-10-85 ; et à tous avocats postulant près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil ; sur les lieux pr vis. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

VENTE sur licitation au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 19 FEVRIER 1979, à 14 heures,
EN UN SEUL LOT, UN
IMMEUBLE à usage commercial et d'habitation
Contenance : 1.149 m2
sis à
VILLENEUVE-LA GARENNE (92)
83, quai Alfred-Sisley (anciennement quai d'Argenteuil)
et UN FONDS DE COMMERCE DE DÉBIT DE BOISSONS
exploité dans la partie commerciale de l'immeuble.
LIBRE DE LOCATION, mais occupé. - MISE A PRIX : 335.000 FRANCS,
à concurrence de 301.500 F pour l'imm. et de 33.500 F pr le fonds de comm. S'adr. pour tous renseignements à Me BRILLATZ, avocat, 18, av. Bugeaud, Paris (16e), tél. 727-09-94 ; Me Yves MIRA, avocat, 3, rue de Choiseul, Paris (2e), tél. 747-88-87 ; et à tous avocats postulant près les Trib. de Gde Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre, et Créteil. PRET possible du CREDIT FONCIER DE FRANCE et de la BANQUE GRINDLAY OTTOMANE.

Vte S/Sais. Palais Justice de Meaux (77), mercredi 14 février, 14 heures
PROPRIÉTÉ à VILLEPARISIS
(77), 116, avenue E.-Varlin
M. à Px : 60.000 F. Renseignem. à :
Me NORET, avoc., 434-00-27,
Meaux (77), 19, place Henri-IV.

Vte S/Sais. Palais Just. Pontoise (95) Jeudi 15 février 1979 à 14 heures
PAVILLON à ARGENTEUIL
(95) 190, rue Henri-Barbusse avec JARDIN - Cce 266 m2
MISE A PRIX : 60.000 F
S'ad. à Me BUISSON, avocat, Pontoise (95). - Tél. : 032-31-62.

Vte S/Sais. immob. Pal. de Justice Paris, le JEUDI 22 FEV. 1979, à 14 h.
UN APPARTEMENT
au 5e ét. dr., bât. B, sur cour, compr. entr., 2 pces, cuis., déb., w-c, LOT 43 CAVE n° 11 au ss-sol, bât. B, LOT 79 dans un IMMEUBLE à PARIS (11e)
157, BD VOLTAIRE
MISE A PRIX : 30.000 F
S'adr. pr rens. à Me G. BLIAH, avoc., 43, r. Richelieu, Paris-1er, 296-29-32 et 296-03-74. Ts av. pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, Versailles. Sur place pour visiter.

régions

EN ILE-DE-FRANCE

UNE CAPITALE MIEUX TENUE ?

M. Chirac va prendre plusieurs mesures pour améliorer la propreté de Paris

Comment sauver Paris de la saleté qui l'envahit et l'enlaidit ? M. Jacques Chirac présentera au cours des prochaines semaines un « plan d'action » pour rendre la capitale plus propre.

Le maire devrait notamment annoncer : la création d'un véritable service du nettoiement à l'Hôtel de Ville, la généralisation de la collecte en sacs et par conteneurs des ordures ménagères, la pose de milliers de corbeilles à papiers et une action d'information commençant par la publication d'un livre sur la « propreté de Paris », tiré à cent mille exemplaires.

Paris est loin d'être plus sale que la plupart des grandes villes du monde de dimension comparable. Elle consacre chaque année à l'enlèvement des ordures ménagères et au nettoiement des rues des sommes importantes (806 millions de francs en 1979) et pourtant l'impression générale est que la capitale est mal tenue. S'il n'est pas possible à toute heure du jour d'intervenir pour remédier aux conséquences normales ou abusives de l'activité d'une cité où vivent 3 500 000 personnes, il est possible en revanche de développer, par une meilleure organisation des services de la Ville une action en faveur de la propreté.

C'est à cette conclusion que sont parvenus les membres du groupe de réflexion sur la propreté de la capitale créé à la demande du maire. Les services de la Ville ont d'abord fait un sondage auprès des Parisiens. Pour 82 % d'entre eux, il apparaît que les détritus et papiers jetés à terre représentent la gêne principale. Viennent ensuite les excréments des chiens (68 %) « *qui transforment les trottoirs en véritables patinoires* », et, bien loin derrière, le ramassage des ordures.

Partant de ce sondage et de diverses enquêtes auprès des services de la Ville, ce groupe de travail vient de proposer au maire un certain nombre de solutions.

● *Création d'un service central du nettoiement.*

Il n'y a pas, à l'heure actuelle, de service du nettoiement proprement dit à l'Hôtel de Ville. Il existe, simplement, héritage du passé, un « centre d'action pour la propreté de Paris », aux faibles moyens et, répartis dans différents services, les éboueurs, les balayeurs et les conducteurs des bennes de la Ville. Le maire va donc proposer la création d'une direction des services du nettoiement comme il existe une direction de la voirie, une direction de l'aménagement urbain ou une direction des affaires culturelles. Cette direction qui regroupera tous les services concernés par le nettoiement sera supervisée par M. Gilbert Gantier (U.D.F.), adjoint au maire, chargé de la propreté.

Cette direction disposera donc des 806 millions inscrits au budget. Il est à remarquer à ce sujet que 80 % des dépenses occasionnées par la lutte pour la propreté de la capitale sont des dépenses de personnel. Ce qui explique que le budget consacré au nettoiement ait augmenté de 23 % en 1979 à la suite de la longue et dure grève des éboueurs et conducteurs de benne aux mois de novembre et décembre derniers.

● *Généralisation de la collecte en sacs et par conteneurs*

Ces collectes commencées dans le centre de Paris en sacs et dans le quinzième arrondissement par conteneurs ont donné toute satisfaction. Elles remplacent efficacement les poubelles traditionnelles, qui sont bien souvent en mauvais état et répandent sur les trottoirs une partie de leur contenu. Enfin, ces collectes présentent l'avantage d'être moins salissantes et moins pénibles pour les éboueurs dont le nombre par camion-benne passe de trois à deux. Le personnel rendu ainsi disponible peut être affecté à d'autres opérations, et tout particulièrement au balayage et au lavage des trottoirs et des rues.

Reste une question qui demeure toujours en suspens : celle de la privatisation des services du nettoiement, comme cela est le cas dans pratiquement toutes les communes de la région Ile-de-France. La Ville de Paris affirme que cette question n'est pas à l'ordre du jour. Mais après la série de grèves à répétition des éboueurs, à la fin de l'année dernière, les responsables de la Ville n'ont pu éviter de se demander si des entreprises privées ne seraient pas capables d'éviter le retour de tels mouvements.

JEAN PERRIN.

Le métro : 5 millions de pollueurs

Le métro de Paris, emprunté journellement par près de 5 millions de voyageurs, représente 700 000 mètres carrés de quais et de couloirs nettoyés par 400 ouvriers de jour et 335 ouvriers de nuit. Cet entretien est confié à plusieurs entreprises spécialisées.

Les stations sont balayées manuellement (travail difficile à mécaniser) au moins deux fois dans la journée et une fois en soirée. Les entreprises concessionnaires sont tenues d'enlever les taches, graffiti et affiches « sauvages » apposées sur tous les revêtements et de ramasser les papiers et détritus se trouvant sur le sol des quais, couloirs, salles de distribution et de vider les corbeilles à papier.

Les sols en asphalte sont traités avec un produit anti-poussière, et le procédé du « balayage humide » (emploi d'un large balai recouvert d'une toile en fibre synthétique humidifiée) remplace les arrosages et balayages traditionnels.

Dans le R.E.R. — le nettoyage quotidien est permanent de jour, et mobilise des équipes importantes. Des balayeuses aspirantes et des arroseuses sont utilisées pour le nettoyage nocturne des grandes stations. Toutes les nuits, un train dépoussiéreur circule et aspire sur la plate-forme des voies papiers et détritus.

Les voitures du métro urbain sont balayées, désinfectées et dépoussiérées chaque nuit. Leur nettoyage complet, encore entièrement manuel... a lieu tous les quinze jours. Les ateliers modernes du R.E.R. permettent de réaliser un grand nettoyage tous les trois jours. Ils sont équipés de machines à laver automatiques pour l'extérieur des voitures.

En bref...

● *Le contrôle des implantations industrielles.* — Répondant à une question écrite de M. Louis Perrein, sénateur socialiste du Val-d'Oise, le ministre de l'environnement et du cadre de vie fait le point sur les conséquences des procédures d'agrément et les redevances spéciales auxquelles sont soumises les entreprises désirant s'installer en Ile-de-France. Il écrit notamment ceci :

« Ces dispositifs ne « *paraissent pas avoir d'effet négatif sur la création d'emplois dans la région. Le nombre des refus d'agrément est limité, un refus pour vingt-cinq décisions, entre le 1er janvier 1971 et le 31 décembre 1977), et les surfaces industrielles dont la construction est autorisée demeurent fort importantes : 450 000 mètres carrés en 1975, 482 000 mètres carrés en 1976, 583 000 mètres carrés en 1977.* »

● *L'autoroute à Mantes.* — Dans une récente lettre, M. Joël Le Theule, ministre des transports, estime qu'il ne saurait être question d'envisager la solution d'une couverture même partielle de l'autoroute de Normandie dans sa traversée de Mantes-la-Ville (Yvelines). « *Cette couverture* », écrit le ministre, « *serait d'un coût hors de proportion avec le supplément de protection qu'elle assurerait* ». M. Le Theule propose la construction rapide d'un écran acoustique en béton de quatre mètres de hauteur, entre l'échangeur de Mantes-Est et celui de Mantes-Sud. Les élus refusent cette solution. — *(Corresp.)*

● *Les resquilleurs du métro.* — La R.A.T.P. estime que, chaque jour, quatre vingt mille voyageurs du métro « resquillent », c'est-à-dire franchissent les composteurs automatiques sans billet. Ce chiffre est fourni par les agents de la Régie qui, en civil, surveillent, sans intervenir, les accès de certaines stations.

Un voyageur sautant par-dessus le tourniquet n'est d'ailleurs pas nécessairement un fraudeur ; certains d'entre eux, selon la R.A.T.P., le font « pour le sport », puisqu'ils peuvent fournir une carte orange en règle en cas d'interpellation.

POINT DE VUE

Leurs chiens et nos trottoirs

par AUBERT LEFAS (*)

J'AI eu l'occasion, il y a quelque temps, de me rendre à titre privé à Leningrad. J'ai pu ainsi voir de fort belles choses sur le plan culturel que, en dépit d'un accroissement louable des échanges artistiques entre la Russie et la France, il est difficile ou même impossible de voir chez nous, la réciproque étant probablement vraie... J'ai aussi été, malgré la brièveté de mon séjour là-bas, à même de faire certaines comparaisons qui, objectivement, ne m'ont pas paru être toujours à l'avantage de mon pays...

L'une d'elles a trait à l'état d'entretien des voies publiques qui m'a semblé être beaucoup plus satisfaisant à Leningrad qu'à Paris. C'est ainsi que j'ai pu déambuler d'un bout à l'autre de la plus longue artère de Leningrad, la fameuse « Perspective Nevski », sans être gêné par le moindre immondice... Or, je défie quiconque de soutenir qu'une promenade aussi agréable, à ce point de vue, soit possible actuellement pour un piéton parisien qui voudrait se rendre, en flânant, de la place de la Concorde à l'arc de triomphe de l'Etoile, en passant par les Champs-Elysées, ou vice versa...

J'ai eu la curiosité de chercher la cause de cette différence surprenante, toute à l'honneur de la « Venise du Nord ». Je n'ai pas eu à me creuser beaucoup la cervelle pour trouver la clé de cette énigme... Si les rues de Leningrad sont plus propres que celles de Paris, c'est principalement, sinon exclusivement, parce qu'à Leningrad il est interdit de faire sortir les chiens, même tenus en laisse, sur la voie publique, alors qu'aucune restriction de cette sorte n'existe à Paris...

Je m'attends à ce que mes propos sur ce sujet mécontentent les centaines de milliers de Parisiens qui hébergent à leur domicile des chiens de toutes races et de toutes tailles, sans avoir le moindre souci des saletés qu'ils répandent sur le domaine public. Négligeant volontairement l'aspect fâcheusement inesthétique de cet état de choses, je me bornerai à souligner le danger grave qu'il fait courir, notamment aux personnes âgées, pour lesquelles une chute due à une malencontreuse glissade sur le trottoir aboutit trop souvent à une rupture du col du fémur...

Sans préconiser l'intervention de mesures autoritaires inspirées de celles qui sont efficacement appliquées en Union soviétique, mais qui n'ont aucune chance d'être adoptées chez nous, je pense qu'il serait possible, sans déroger aux libertés essentielles dont nous jouissons... et parfois abusons, de limiter les inconvénients de la situation actuelle.

Taxer ou informer ?

1) Tout d'abord, il faut renforcer les services municipaux de nettoiement de la voie publique. On dit que nos édiles songent sérieusement à prendre des mesures de cet ordre.

2) Peut-être pourrait-on utiliser l'arme fiscale ? Pendant plus d'un siècle, de 1855 à 1971, une « taxe sur les chiens » a été perçue en France, au profit des communes, dont c'était d'ailleurs une ressource obligatoire. Malgré des relèvements successifs, le taux de cette taxe était très modique, et tenait compte d'une façon assez judicieuse de l'utilité économique des chiens (chiens de garde notamment). Il y avait même certaines exonérations totales, comme celle qu'avait édictée, en faveur des anciens combattants, une loi de 1920.

Pourquoi a-t-on, presque clandestinement, supprimé cette taxe en 1971 ? Probablement parce que son rendement était jugé trop faible par rapport aux frais de recouvrement. Peut-être aussi, par désir louable, en principe, de simplification administrative. Mais les technocrates qui, sans doute, sont à l'origine de cette mesure, n'ont certainement pas tenu compte du problème que posait pourtant, déjà, à l'époque, la prolifération des chiens dans une ville de plus en plus dense.

On me dira sans doute que ce qu'une loi a pu faire (celle du 2 mai 1855 relative à l'établissement d'une taxe municipale sur les chiens), qu'une autre loi a pu défaire (la loi n° 71-411, du 7 juin 1971, qui supprime, dans les départements autres que ceux du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la taxe sur les chiens, une troisième loi peut le refaire !... Mais ce dernier vœu est plus facile à émettre qu'à réaliser, à cause de ses implications politiques évidentes...

3) C'est pourquoi, en définitive, le libéral convaincu que je me targue d'être se permet de préconiser qu'une campagne soit organisée par les personnes physiques ou morales, publiques ou privées qualifiées, en vue d'inciter, par tous les moyens (articles de presse, affiches, radiodiffusion), les propriétaires de chiens d'appartement à faire quelques efforts pour diminuer les nuisances que leur négligence cause aux personnes qui, par raison ou par goût, s'abstiennent de l'agrément et aussi des frais inhérents à l'élevage de la gent canine à domicile et qui ont l'impression, en sortant dans la rue, que leurs voisins, souvent plus fortunés, leur font injustement mener une vie... de chien !

(*) Conseiller d'Etat honoraire.

La solution new-yorkaise : un balai ou 120 F d'amende

Pour la première fois, ce jeudi 1er février, un New-Yorkais, propriétaire de chien, sera tombé sous le coup d'un arrêté municipal voté en août dernier à New-York. Il devra payer 25 dollars d'amende (environ 120 F) pour ne pas avoir nettoyé le trottoir après le « passage » de son compagnon.

Les responsables municipaux se contentaient depuis le mois d'août de donner un avertissement aux contrevenants. La municipalité new-yorkaise, devant la recrudescence du laisser-aller des propriétaires, a décidé cependant de se montrer plus sévère. Désormais, toute personne surprise en flagrant délit de pollution canine devra payer immédiatement 25 dollars d'amende, et 100 dollars si elle ne fait pas preuve de bonne volonté.

L'adoption et l'application de cet arrêté font le bonheur des magasins spécialisés : ils vendent désormais un appareil composé d'un manche et d'un petit sac plastique, qui permet aux New-Yorkais de nettoyer le passage après la promenade de leur chien. — (A.F.P.)

A PROPOS DE...

LA SÉCURITÉ SUR LE PÉRIPHÉRIQUE

Vitesse : danger

Le périphérique parisien a été construit de 1955 à 1973. Son trafic sur les sections les plus larges est de deux cent trente mille véhicules par jour. Le périphérique est-il dangereux ?

En 1978, dix-sept personnes ont trouvé la mort sur le périphérique parisien ; en 1977 on en avait dénombré vingt et une. Signe particulier des accidents mortels du périphérique : la moitié se produisent en semaine, la moitié le dimanche.

Quant aux accidents graves, on en comptait soixante-seize en 1978, et sept cent deux accidents légers, soit près de deux par jour.

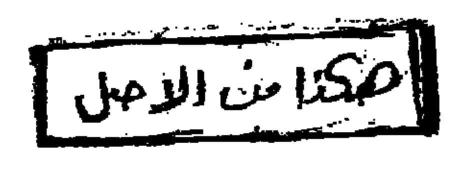
Quelles sont les causes de ces accidents ? « Le périphérique a été conçu pour soulager la circulation parisienne, *explique-t-on à la préfecture de police ;* or il accueille également aujourd'hui le trafic banlieue-banlieue et le trafic de transit. Quant aux poids lourds, ils envahissent à certaines heures de la journée deux files de circulation d'un périphérique qui n'a pas été fait pour eux ». *C'est cette densité du trafic qui explique la multiplicité des accidents légers et accrochages durant la semaine.*

D'autre part, le périphérique est une voie rapide mais non autoroutière. Il n'y existe pas de bande d'arrêt d'urgence. En raison de la circulation intense, le moindre incident bloque deux files de circulation.

Selon la préfecture de police, la principale cause des accidents sur le périphérique est la vitesse excessive des automobilistes, contre laquelle les forces de l'ordre ne pouvaient jusqu'à présent pas grand-chose : en effet, les R 5 de la police n'avaient pas le temps de prendre des clichés des contrevenants : ceux-ci, les apercevant, freinaient, afin de ne pas dépasser la vitesse autorisée de 80 km/h. D'autre part, l'absence de bande d'arrêt obligeait les véhicules de police à escorter les automobilistes en infraction jusqu'à la sortie la plus proche. L'expérience des caméras fixes, tentée un moment, fut abandonnée car les automobilistes apprirent rapidement leur emplacement. La police parisienne va donc prochainement être équipée d'appareils de contrôle de vitesse mobiles.

Dernière expérience, concluante, qui va être étendue : les médecins se déplaceront désormais à moto sur le périphérique. La densité de la circulation ne permettait pas en effet aux ambulances d'arriver assez rapidement sur les lieux des accidents.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



Champagne-Ardenne

NOGENT-SUR-SEINE : la centrale des Parisiens

Depuis jeudi 1er février, une enquête *publique* concernant le projet de construction d'une *centrale* nucléaire à Nogent-sur-Seine *est ouverte dans dix* communes de l'Aube et une commune de Seine-et-Marne. L'enquête, qui touche environ 10 000 habitants, sera close le jeudi 29 mars. *Le projet d'E.D.F., connu* depuis cinq ans, consiste à ériger sur le bord de la Seine deux réacteurs de 1 300 mégawatts et deux tours de réfroi*dissement. Il suscite de vives polémiques.*

De notre envoyé spécial

Nogent-sur-Seine. — La Seine semble savourer ici ses dernières vacances. Paresseuse, multipliant les méandres, elle coule lente*ment sur 30* mètres de large à l'ombre des peupliers, des saules et des frênes. Sauvage encore, elle inonde ses rives chaque hiver et parfois sur plusieurs kilomètres de large. Sur ses berges incertaines, couvertes d'une véritable forêt-galerie, poussent les roseaux et les iris. *Nulle péniche* sur ses eaux, nulle voiture sur ses bords. C'est ici le paradis des col-verts et des *hérons*, des brochets et des chevreuils. Seuls connaissent cette rivière-là les pêcheurs, les chasseurs et les canoéistes.

Nous ne sommes pourtant qu'à 80 kilomètres à l'est de Paris, aux confins de trois départements : la Seine-et-Marne, la Marne et l'Aube. La Seine, vaste coulée verte, est encore intacte. Mais *ces marais inhabités*, que l'on croyait à jamais préservés, seront bientôt conquis à leur tour. E.D.F. a décidé d'y déverser sur 100 *hectares, 3 millions* de mètres cubes de gravier. Sur cette plate-forme à l'abri des crues *doivent* s'élever, en effet, deux *réacteurs* de 1 300 mégawatts dont les coupoles atteindront 70 mètres de haut et deux tours *de refroidissement* de 165 mètres. Coût de l'opération en francs 1978 : 5,5 milliards.

Ainsi en ont décidé l'établisse*ment public et le* gouvernement. Le projet, connu depuis 1974, est, après maintes hésitations, soumis à l'enquête publique. Les habi*tants d'une dizaine de communes* de l'Aube, dont ceux de Nogent-sur-Seine, bourgeoise petite cité de cinq mille âmes, sont invités à formuler leur avis. L'épais dossier déposé dans les *mairies réfute* d'avance toutes les objections et, puisque les différents services *publics* ont *donné* leur aval préalable, le résultat de l'« enquête » ne fait aucun *doute*. La centrale de Nogent sera dé*clarée d'utilité publique*, et, sauf événement imprévisible, sera construite.

Les ingénieurs de l'E.D.F. ont trouvé le site *à leur goût. Il se* trouve à proximité d'un grand carrefour de lignes haute-tension *venant de Paris, de Belgique*, d'Alsace et des Alpes. La centrale, qui produira 15 milliards de kWh en 1986, pourra alimen*ter la région Champagne - Ar*denne, dont la seule unité de production est le réacteur franco*belge* de Chooz, *situé* tout au nord, sur la frontière. Selon E.D.F., qui estime que les besoins régionaux vont plus que doubler *dans les vingt ans*, les deux tiers du courant seront utilisés localement. Le reste (5 milliards de kWh par an) filera vers Paris *par une ligne nouvelle de 80 kilo*mètres de long. Nogent sera la centrale nucléaire la plus proche de la capitale.

Dans *deux décennies, les neuf* centrales thermiques qui éclairent la région parisienne devront être abandonnées. L'E.D.F., qui *estime qu'à cette date les besoins* électriques de l'Ile-de-France auront encore doublé (100 milliards de kWh !), compte sur les centrales *géantes* du littoral de la Manche, du Val-de-Loire et sur celle de Nogent.

Que le comité du bassin Seine-Normandie, responsable de la *gestion des eaux*, ait *objecté* à l'installation de réacteurs en amont de la capitale, qu'André Jarrot, *alors* ministre de la qualité de la vie, ait, en 1975, *donné* un avis *défavorable*, que Paul Granet, ancien secrétaire d'Etat à *l'environnement et député*, apparenté à l'U.D.F., de la 3e circonscription de l'Aube, ait émis plus que des réserves, que la mu*nicipalité de Nogent se soit parta*gée par moitié sur le projet, que la plupart des communes alentour *soient* opposées, que toutes les associations locales et régionales clament leur refus catégorique, que dix mille personnes *aient manifesté sur le site* en juin 1977, importe peu. E.D.F. a engagé 10 millions de francs supplémentaires pour réaliser une *étude d'impact* et *son calendrier* s'en est trouvé retardé de deux ans. Voilà tout ce qu'elle a concédé.

Les *travaux* de la *centrale* auront, il est vrai, d'importantes retombées. Pendant six ans, mille cinq cents travailleurs vont peupler les caravanings *et* les cités provisoires d'une quinzaine de villages. Plus tard, trois cents *employés E.D.F.* resteront à demeure à Nogent, à Romilly et à Provins. Communes et département se partageront le pactole représenté par les 26 millions de francs de la taxe professionnelle.

Réactions en chaine

Autres « avantages ». Veut-on réduire les crues de la Seine et relever *ses* basses eaux ? On projette la construction du barrage-réservoir Aube *qui noiera 2 000 hectares* et dont E.D.F. assurera partiellement le financement. Veut-on alimenter Nogent en eau *chaude et d'hypothétiques* indus*tries* en vapeur ? E.D.F. a fait des études et affirme que la centrale pourrait y pourvoir. Veut-*on encore curer* la Seine de *Bray* à Romilly pour *faire* remonter sur 50 kilomètres de plus les péniches de gabarit *international ?* E.D.F. est sollicité de récupérer les graviers pour sa plate-forme. Bref, l'irruption de l'entreprise nucléaire provoque un jeyser de rêves modernistes. Cette fraction de la vallée de la Seine, pittoresque et improductive, va en*fin entrer dans* l'ère industrielle.

Pour le reste, c'est-à-dire les menus inconvénients de cet immense chantier, on trouvera les réponses dans le *dossier soumis* à l'enquête. L'E.D.F. a promis de creuser des bassins et de laisser des arbres *autour* de la *centrale*. Le plus sérieusement du monde des architectes prétentent « insérer » dans un paysage plat comme la main *l'ouvrage*, ses tours géantes et sa procession de pylônes partant dans trois direc*tions*.

Dans la Seine on *ne pompera* que 5 m. cubes d'eau à la seconde *et on en* rejettera 3,5 avec une *différence* de température de 1 degré seulement. Les panaches de vapeur d'eau n'atteindront les agglomérations voisines que quelques *jours par an*. Les *produits* détartrants et l'eau de javel employés pour nettoyer les conduites ne causeront pas la moindre contrariété aux *poissons*... Tout est prévu pour que les crues dont l'écoulement pour*rait être entravé par la* centrale ne noient pas les villages d'amont. La nappe phréatique ? Elle restera pure comme source puisque l'*ensemble des ouvrages* E.D.F. est posé sur une gigantesque cuve étanche. Les émanations ordinaires de gaz radio*actifs et les écoulements d'eau* chargée de tritium? Ils ne dépasseront pas les normes imposées par le ministère de la santé. En cas d'écoulements *radioactifs* intempestifs ? Des citernes sont prévues sous la centrale pour les *recevoir. Les Parisiens* peuvent continuer à boire l'eau de Seine l'esprit serein.

Ces assurances apaiseront-elles les inquiétudes ? La Fédération *auboise* de *protection de la nature*, les Amis de la Terre (1) et plusieurs comités locaux ne veulent pas s'en laisser conter. Ils organisent *des « assises nucléaires »* dans la banlieue de Troyes, les 2 et 3 mars. En pleine enquête publique des scientifiques hostiles aux centrales *viendront ouvrir* eux aussi leurs dossiers. En tout cas les associations demandent que l'enquête publique ne soit pas cantonnée à une dizaine de communes dans un rayon de 5 kilomètres autour de la centrale, *mais qu'elle touche toutes les* collectivités locales concernées dans l'Aube et huit départements de la région parisienne. Elles exigent, *comme ailleurs*, la publication du plan Orsec Rad. Les écoutera-t-on plus qu'ailleurs ?

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Fédération auboise de protection de la nature : *30*, boulevard Victor-Hugo, 10 000, Troyes. Collectif Nogent : 3, rue de la Bûcherie, *75 005*, Paris.

Bretagne

Le conseil général subventionnait à son insu les restaurants administratifs de Quimper

De notre correspondant

Quimper. — Depuis un an, qua*rante-sept personnes, vacataires des restaurants administratifs, étaient* rétribuées par le conseil général du Finistère, et ce à son insu. Coût de ces largesses : 1 342 000 F. Cette *prodigalité aurait pu durer encore quelque temps, si un fonctionnaire* par *« zèle démocratique »*, selon les uns, par *« rancune »* à l'encontre du dynamique directeur de ces établissements, selon d'autres, n'avait tout *révélé aux élus. Mais ceux-ci, à la fin de l'année dernière*, décidaient de se taire. Toutefois, la commission des finances du conseil général refusa le crédit de 1,7 million de *francs qui lui était demandé pour* 1979.

Privés de cette aide providentielle, les restaurants envisagèrent d'augmenter leur prix et prétextèrent pour ce faire la suppression de la subven*tion du conseil général* (1).

Les confidences s'ajoutant aux confidences, bientôt toute l'opération put être reconstituée. Malgré la place accordée par la presse régionale a l'affaire, *la préfecture, embarrassée, demeurait muette*. Les conseillers généraux qui, en privé, n'hésitaient pas à parler de *« prélèvements illicites dans le budget du département »*, voire d'*« escroquerie »*, se gardaient de toute déclara*tion officielle*.

Quant aux syndicats, ils ne voulaient considérer les choses que sous leur seul aspect social et s'opposaient aux hausses décidées par la direction des restaurants *administratifs affirmant que « c'était au préfet de trouver une solution »*.

Car, entre-temps, le prix des repas était passé de 3 à 4 francs. Comme le soulignaient les habitués de ces restaurants : *« Pour les deux mille cinq cents personnes qui y déjeunent quotidiennement — dont mille cinq cents fonctionnaires — et qui gagnent en majorité moins de trois mille francs par mois, cela fait une dépense supplémentaire annuelle de l'ordre de 900 francs »*.

Une première manifestation a été organisée le 30 janvier. Qu'importe : élus et administration restaient silencieux. A une délégation syndicale, le préfet, M. Pierre Jourdan, indiqua qu'il y avait bien un problème mais *« qu'il lui fallait réfléchir »*.

Il était difficile de lui jeter la pierre puisque de fraîche date *nommé à Quimper — (ses deux prédé*cesseurs ayant été limogés à quatre mois d'intervalle) — il se retrouvait avec, sur les bras, une affaire dans laquelle il n'était pratiquement pour *rien. Quant aux élus*, il apparut bien vite *qu'ils craignaient autant d'être* accusés d'incompétence pour n'avoir rien deviné, que de complicité pour n'avoir rien dévoilé.

Déjà, le parti communiste réclame une *commission d'enquête*. M. Jos Youinou, conseiller général P.S. de Quimper, souligne, pour sa part, que son parti, minoritaire au sein de l'assemblée départementale, n'a pas, *de ce fait, accès à tous les documents. « Cette affaire illustre, et avec quelle clarté, la justesse des critiques que j'ai déjà exprimées sur le fonctionnement du conseil général et sur la préparation du budget. Au projet de budget élaboré et présenté par le préfet doit être joint, comme le prévoit la loi, un rapport de la commission départementale. Cela n'a pas cours dans le Finistère. »*

JEAN LE NAHOUR.

(1) Le président du conseil général du Finistère est le sénateur Louis Orvoën (Union centriste des démocrates de progrès) ; le maire de Quimper est M. Marc Bécam, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur.

● *Des manifestations contre la suppression* de certains arrêts de trains ont eu lieu le 4 février en Bretagne à Messac (Ille-et-Vilaine), Plouaret (Côtes-du-Nord) Quimperié, Rosporden (Finistère) et Hennebont (Morbihan).

A Quimperié, le rapide Quimper-Toulouse a été arrêté par un groupe d'élus conduit par M. Louis Le Pensec, député (P.S.) du Finistère. A Hennebont, deux cents personnes ont bloqué le Quimper-Paris, tandis qu'à Plouaret plus de mille cinq cents personnes avaient répondu à l'appel du comité de défense. En Ille-et-Vilaine, *trois cents personnes* manifestaient devant la gare de Messac, dont le maire, M. Heuzé (sans étiq.) et le conseil municipal avaient pris place à Redon à bord du Quimper - Rennes. Celui-ci a été stoppé à l'entrée de Messac. M. Alain Madelin, député (U.D.F.), qui participait à cette manifestation, a été quelque peu pris à parti par les manifestants.

La *direction régionale* de la S.N.C.F. a rappelé dans un communiqué que depuis le 1er octobre 1978 il y a eu en Bretagne *suppression* de dix arrêts et création de trente-neuf arrêts nouveaux dans les vingt gares principales, alors que la desserte ferroviaire comprend *désormais* deux nouveaux trains sur Rennes-Brest, deux sur Rennes-Paris et quatre sur Rennes-Quimper.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Le port de Marseille en 1978

De notre correspondant régional

Marseille. — *1978* a été une mauvaise année pour le port de Marseille. *Le trafic n'a été que de 96 632 000 tonnes et se traduit* par une diminution de 3,9 % par rapport à 1977. Ce recul, comparable en pourcentage à celui enregistré par les autres grands ports européens, est dû à la baisse sensible du trafic des hydrocarbures.

***Sur le plan financier*, le port marseillais a subi une perte *d'exploitation* d'environ *50 millions* de francs, *à laquelle s'ajou*tent 22 millions de francs de créances impossibles à recouvrer sur le secteur de la réparation navale, soit un déficit représentant au total environ 15 % du chiffre d'affaires.**

Les responsables du *port* autonome demeurent cependant confiants en l'avenir. Le doublement de la ligne ferroviaire S.N.C.F. le long du Rhône, l'achèvement des autoroutes de pénétration européenne vers l'Italie, la Suisse et l'*Allemagne*, la termi*naison (prévue pour 1980)* de la liaison fluviale Fos-Lyon et en 1981 de la liaison directe du port de *Fos* au Rhône, constituent des perspectives favorables à court terme. Le montant des investissements prévus en 1979 tourne au*tour* de *240* millions de francs.

Pour le président du port autonome de Marseille (PAM), M. Fabre, l'année 1978 a eu *« des aspects roses et des aspects gris »*. La plus grande satisfaction réside dans la bonne tenue du trafic des marchandises diverses. Pour la *première fois dans l'histoire* du port, il aura dépassé le chiffre de 8 millions de tonnes. Cette progression comme celle des marchandises en vrac est due essentiellement au trafic engendré par la zone industrielle de Fos, *et plus particulièrement* à l'activité de l'usine Solmer qui n'a pas souffert de la crise de la sidérurgie.

L'*examen* de la *répartition des* trafics par modes de transport montre la part croissante prise par les navires porte-conteneurs, *qui est* passée de *16 % en 1975* à 24 % en 1978, tandis que le trafic assuré par des navires classiques tombait de 59 % à 46 %. *Parti* avec un retard important dans le trafic des conteneurs, Marseille a désormais presque rattrapé *Gênes et progresse nettement plus* rapidement que Le Havre. En 1970, le port marseillais n'avait traité que 10 000 unités contre *108 000* pour Le Havre. *Les chiffres* de 1978 sont respectivement de 205 000 et 394 000 et l'écart entre les deux ports a encore diminué d'environ 10 % entre 1977 et 1978.

Le point « gris » est celui du *trafic des hydrocarbures. De l'année record* 1974 à 1978, le port de Marseille a perdu 21,3 millions de tonnes, soit plus de 22 %, et la part relative du trafic des produits pétroliers dans le trafic global est passé de 86,8 % à 78,4 %.

Dans le secteur des lignes régulières, si une *dizaine* de lignes *ont été* abandonnées pendant le second semestre par les armateurs, vingt-quatre ont été créées dans l'année, dont les plus récentes sont des lignes *sur* le golfe du Mexique et le sud des Etats-Unis, ainsi que vers les côtes atlantique et pacifique de l'Amérique et la mer *Rouge*. *« Cela démontre*, a souligné M. Fabre, *que la situation n'est pas aussi sombre que certains ont voulu la décrire et que le service rendu par le port de Marseille continue à être apprécié par beaucoup d'armateurs. »*

GUY PORTE.

Languedoc-Roussillon

DES EAUX PLUS PROPRES POUR LA GRANDE-MOTTE ?

La station balnéaire de la Grande - Motte (Hérault), qui *dresse ses célèbres pyramides sur* le littoral du Languedoc fait l'objet d'une réponse du ministre de l'environnement et du cadre *de vie* à une question de M. Bernard Deschamps, député communiste du Gard (*Journal officiel* du 27 janvier).

Bien que la station reçoive des estivants depuis des années, son usine d'épuration des eaux *n'est pas encore terminée*. En 1978, elle pouvait traiter les effluents de 30 000 habitants. C'est beaucoup trop en hiver, où *la station* ne dépasse guère 3 000 âmes, mais tout à fait insuffisant en été, où l'on compte jusqu'à 60 000 vacanciers. Résultat : *« à partir de la mi-juin 1978*, constate le ministre, *la station a vu son rendement diminuer jusqu'à devenir nul »*.

Les baigneurs n'en ont pas souffert, car l'émissaire de l'usine d'épuration va se jeter, non en mer, *mais*, bizarrement, dans le canal du Rhône à Sète qui, lui-même est en communication avec l'étang de l'Or. *Le député* du Gard et ses électeurs y ont constaté durant tout l'été *« des déversements d'eau putride »*.

Face à cette situation qui porte préjudice aux pêcheurs *locaux*, *le ministre* répond que les installations de la Grande-Motte ont été récemment agrandies. Elles sont *désormais* en *état* d'épurer *les* rejets *de* 43 000 habitants.

[Le ministre oublie qu'une station d'épuration ne fonctionne, au mieux, qu'à 80 % de sa capacité. La Grande-Motte épurera donc pendant la *saison* prochaine les effluents de trente-cinq mille estivants. Pour les vingt-cinq mille autres on compte sans doute sur la nature. Voilà qui devrait préoccuper M. François Delmas, *secrétaire* d'État à l'environnement, ancien maire de Montpellier et justement, député de l'Hérault. — M. A.-R.]

POINT DE VUE

Être conseil en recrutement aujourd'hui...

par GILBERT MILLET (*)

ÊTRE conseil en recrutement dans cette période inquiète et troublée où les entreprises les plus dynamiques cherchent une efficacité nouvelle, *c'est maîtriser et mettre au service de ces entreprises deux compétences étroitement liées.*

L'une concerne les structures et les modes de direction adaptés à notre époque et l'autre les sciences de l'homme — psychologie et psychosociologie — appliquées au choix des dirigeants dont ces entreprises ont aujourd'hui besoin.

C'est au confluent de ces courants que doit se situer le conseil en recrutement. Nous sommes parfois déçus de voir se perpétuer, dans certains articles d'information ou de vulgarisation, une image vieille de trente ans sans que soient même esquissées les orientations nouvelles ou les évolutions techniques, comme si le bouillonnement des recherches en « management » et en psychologie appliquée n'avait rien changé dans la pratique du recrutement.

Le recrutement a toujours placé au centre de sa pratique la notion d'adaptation : rechercher un homme « bien adapté » à une fonction, une équipe, une entreprise ; trouver un « profil » d'individu répondant à un « profil » de poste. Mais il se peut qu'un problème apparemment simple achoppe sur des difficultés imprévisibles ou inexplicables : il est des recrutements longs et malaisés qui échouent au moment des décisions : soit que l'entreprise ne puisse se résoudre à engager un candidat, soit que les candidats ne veuillent accepter le poste proposé.

Une communication faite en août 1978 au congrès international de psychologie appliquée de Munich analysait ces recrutements « interminables » qui deviennent brusquement faciles à résoudre dès lors que les « demandeurs » du recrutement purent exprimer et clarifier leurs besoins réels et souvent leurs craintes : recrutement d'adjoints perçu comme des remplaçants en puissance ou de « managers de haute formation » au sein d'une équipe de créateurs peu diplômés.

Il faut saisir cette dimension affective bien que sa manifestation soit souvent discrète ou voilée, il nous faut instaurer et conduire une réflexion en groupe de l'équipe dirigeante pour analyser la véritable demande et les causes de blocage.

Certaines théories de management mettent l'accent sur la nécessité pour l'entreprise de disposer d'une capacité fondamentale à s'autoperfectionner, c'est-à-dire à intégrer ses propres expériences vécues et à repenser et remanier elle-même, et de façon permanente, ses propres structures et modes de fonctionnement.

D'autre part, certains concepts comme ceux de « systèmes ouverts » ou « systèmes fermés » appliqués à l'entreprise apportent au choix des hommes un éclairage nouveau. Une organisation trop fermée sur elle-même, n'admettant en son sein que des collaborateurs semblables à ceux en place, s'étiole et se sclérose. Comme par un bizarre phénomène d'entropie, trop ouverte sur l'environnement, elle risque de perdre son identité.

Ces approches nouvelles concernent pour l'instant des entreprises que leur vocation place dans la nécessité de devoir s'adapter, de façon très souple et rapide, à des situations changeantes ou à un environnement mouvant : services, techniques de pointe, ingénierie, distribution.

Il est évident que ces approches impliquent une conception différente de la notion d'adaptation. Il ne s'agit plus dans ces cas de trouver la pièce manquante d'un puzzle, mais d'introduire dans une structure un homme parfois différent, sans doute difficile à intégrer mais porteur d'originalité et, pourquoi pas, d'une éventuelle atypie.

Psychologie, *psychosociologie*, sont des mots qui semblent faire peur, puisque, aussi bien, on n'ose les prononcer et que certains parlent d'un « déclin » des psychologues.

Sans entrer dans des discussions de procédures ou de techniques, nous devons constater que le choix pertinent d'un collaborateur ne peut se limiter à l'inventaire des connaissances ou de l'expérience acquise. La réussite « *ailleurs* », si brillante soit-elle, n'est pas l'unique certitude du succès.

Le recrutement exige que, en plus des connaissances et des expériences, on prenne en compte la créativité, l'imagination, l'aptitude fondamentale à se renouveler, le sens profond de l'animation, ce qui nécessite une approche incontestablement psychologique. Alors le mot de « psychologie » ne fait-il pas peur à ceux qui redoutent de ne pouvoir maîtriser ces techniques ?

Nous ne reprendrons pas ici la vieille querelle qui a si souvent opposé les psychologues de formation et les non-psychologues.

Si le psychologue se glorifie de n'être que psychologue et si le non-psychologue se fait aussi gloire de ne pas être psychologue, les deux ont tort. Au regard du bon sens qui veut qu'en ce métier difficile la connaissance de l'autre et des autres passe en priorité par les sciences humaines.

Ils ont tort au regard de leurs clients qui leur demandent le plus souvent de leur faire précisément l'apport de techniques différentes de celles qu'ils maîtrisent.

Une enquête effectuée par ETAP auprès de mille cinq cents directeurs et cadres concernés par le problème du recrutement et choisis au hasard (et non parmi les partisans de telle ou telle pratique) montre que parmi les formations souhaitées pour les conseils en recrutement vient, en priorité, la formation de psychologue.

Nous connaissons des ingénieurs diplômés ou des H.E.C. qui sont d'excellents conseils en recrutement. Et nous pensons qu'ils sont ces excellents conseils non parce qu'ils sont ingénieurs ou H.E.C., mais parce qu'ils sont aussi devenus des psychologues.

A l'inverse, les psychologues savent aussi faire l'apprentissage de l'industrie.

∴

Il faut aussi que le conseil en recrutement mesure bien son action dans la conjoncture actuelle économique ou sociale. Il doit s'inspirer d'une déontologie exigeante correspondant aux sensibilités des hommes d'aujourd'hui, participer à la révolution des grands problèmes de travail.

L'activité du conseil en recrutement a été très liée à la presse. Donner une large publicité aux besoins exprimés par l'industrie en utilisant largement les annonces nous paraît de nature à favoriser une mobilité dont on sait qu'elle domine certains aspects du problème actuel de l'emploi des cadres. Mais utiliser aussi la presse pour une information rédactionnelle sérieuse et approfondie, non seulement sur notre profession mais aussi sur l'évolution des formations, des techniques, des structures, pourrait sans doute décrisper certains rapports entre l'homme et l'industrie.

(*) Codirecteur de l'ETAP (Étude du travail et Application psychotechnique).

Le comité d'entreprise au-delà de l'arbre de Noël ou de la cantine

Les bonnes œuvres, comme les bonnes mœurs, évoluent au fil du temps. Et le comité d'entreprise, né en 1945 (1), n'est plus seulement l'organe de gestion de ces bonnes œuvres que certains y voyaient alors. L'institution s'est élargie, devenant digne de toutes les interrogations. Au cours du colloque récemment organisé en son honneur à l'université Paris IX-Dauphine par la revue *Droit social*, juges, juristes, avocats, universitaires, chefs d'entreprise et représentants de comités se sont affrontés à peu près à égalité. « Le chef d'entreprise et le comité d'entreprise », sur ce thème, M. J.-J. Dupeyroux, directeur de *Droit social*, a réussi à attirer quelque huit cents personnes venues écouter une quinzaine d'éminents intervenants. Tout aussi inespérée fut l'attention portée aux débats, malgré le ton, tour à tour de prétoire, d'université, ou d'antichambre syndicale, la nécessaire technicité de certaines explications, et même la retransmission concurrente du match France-Irlande à la télévision au cours de l'après-midi du 20. Est-ce l'inquiétude sur le devenir du comité d'entreprise à l'heure des restructurations ou le souci de voir des pouvoirs mieux précisés ?

En dehors de rares remarques hargneuses, un certain consensus s'est manifesté entre représentants d'employeurs et de salariés. Fort de son bilan positif, le comité d'entreprise doit évoluer. La réflexion quitta rapidement le droit pour le fait, lorsque la parole fut à la salle. On comprit alors mieux l'intérêt suscité. Pour certains responsables de P.M.E., avocats ou membres d'un comité d'entreprise, ce fut l'occasion d'une consultation compétente et gratuite. Pour ceux, comme pour des responsables de grosses entreprises, présents, mais discrets, la présence conjointe de M. Paul Malaval, conseiller à la chambre criminelle de la Cour de cassation et de M. Jean Laroque, président de la chambre sociale de cette cour — et qui présidait le colloque, — permettait de « prendre la température » de la Cour de cassation et de sa jurisprudence actuelle. Des soupçons portant sur de récentes divergences entre les deux chambres, Paul Malaval fit d'ailleurs fi avec humour. Enfin pour d'autres, juristes, avocats ou universitaires, l'occasion fut bonne de montrer leurs talents de conseiller...

Les thèmes étudiés au fil des séances ont de fait couvert le large champ de compétences du comité d'entreprise.

L'œuvre sociale et sa gestion

Tout d'abord, sa définition, basée sur l'unité économique et sociale qu'est l'entreprise ou l'établissement. Quels pouvoirs respectifs ont le comité central et les divers comités d'établissement ? Que deviennent ces pouvoirs à l'heure des restructurations ? De quelle direction responsable dépendent-ils ? Il serait souhaitable qu'en cette matière comme dans d'autres la loi achève ce que la jurisprudence et les tribunaux ont commencé. Enfin l'entreprise peut-elle s'organiser comme elle le veut sans que les travailleurs du comité d'entreprise aient leur mot à dire ? On précisa ensuite comment se fait l'information sociale et économique du comité d'entreprise, nécessaire à son bon exercice, tout particulièrement en ce qui concerne les licenciements ou la formation professionnelle. La première journée permit d'aborder ces problèmes même si le sentiment de « *faire du trapèze volant* » entre les différentes interventions, évoqué par M. J. Dupeyroux, fut partagé par beaucoup d'autres.

La matinée du lendemain, animée par des universitaires, fut consacrée à la définition de l'œuvre sociale et sa gestion, aux conflits éventuels que celle-ci peut faire naître. Quelle est l'autonomie du comité par rapport au chef d'entreprise qui lui accorde la subvention de fonctionnement ? Pour M. Maurice Cohen, il faut préserver l'importante conquête sociale que sont les œuvres sociales du C.E. Mais leur extériorité par rapport au statut du salarié fut critiquée.

Ainsi la cantine, à la limite de la vie personnelle et de la vie professionnelle du salarié, passe-t-elle parfois de la responsabilité du C.E. à celle directe de l'employeur. Est-ce souhaitable ? Pour le président Laroque, cela peut ne pas être gênant si l'on songe que la cantine est nécessaire pour assurer l'accomplissement du travail.

Enjeu de pouvoir discuté, comme cela apparut au colloque, les œuvres sociales sont-elles un instrument de libération ? Quelqu'un souhaita qu'elles soient satisfaites par des organes extérieurs à l'entreprise, pour que dans les divers aspects de sa vie — vie professionnelle et vie personnelle — le travailleur ne soit pas soumis à la seule et même autorité. Ces nécessaires évolutions du C.E. ne se font pas sans interrogations ni sans litiges.

Le délit d'entrave

La dernière séance du colloque fut consacrée aux problèmes de la contrainte exercée sur l'employeur pour qu'il applique ses obligations et plus précisément au délit d'entrave. Cette notion n'est pas expressément décrite par la loi. Et « *si l'on ne peut même pas s'appuyer sur un délit de justice, à quelle branche juridique peut-on s'accrocher ?* » regretta Mᵉ Josette Minoret-Gibert, avocate. « *Comment s'y retrouver*, ajouta vivement un chef d'entreprise, *le C.E. ayant à sa tête un président qui n'en est pas un — et un secrétaire qui ne l'est guère plus ?* » Au-delà de la querelle de terminologie, il s'agit bien des droits et obligations du chef d'entreprise, membre et président de droit du C.E. Le ton monta quelque peu, la discussion oscilla entre la dramatisation faite par certains avocats et employeurs, inquiets de la facilité avec laquelle on cite en direct, en correctionnelle — « *une infamie* » — et la revendication tatillonne faite par certains représentants du C.E. — « *faire signer tout propos de l'employeur par lui-même* ».

« *Si l'on cite un peu facilement, le prévenu est rarement présent en personne* », rappela le président Laroque. Le nombre d'infractions ayant fait l'objet de poursuites pénales reste ridiculement bas. Enfin, des revendications trop tatillonnes ne vont-elles pas à l'encontre d'une « *simplification souhaitable du contentieux* », ajouta M. Laroque. « *Heureusement le plus souvent, les intérêts communs ont permis des solutions de bon sens et d'équité, même si juridiquement la solution est incertaine. Organisme institué dans l'entreprise en vue d'une collaboration du personnel et de l'employeur, le C.E. doit pouvoir remplir son véritable rôle. Il faut le lui permettre, et, sur ce point, il y a accord entre les deux chambres* », précisa encore le président (2).

Les textes, pour une fois un peu brefs, sont plus un cadre qu'une réglementation complète des comités d'entreprise. Et pourtant cela intéresse des millions de salariés. Comparés aux difficultés quotidiennes affrontées par les C.E., les litiges sont peu nombreux. Faut-il en conclure avec le président Laroque que la négociation, l'intervention de l'inspection du travail, et peut-être le rapport des forces en présence ont joué un rôle considérable ?

La question, comme d'autres, resta sans réponse. Mais qui ne répond pas consent.

DANIELLE ROUARD.

(1) Sur les 38 000 entreprises de plus de 50 salariés — seuil imposé par la loi — 26 300 ont un comité d'entreprise. Près d'une entreprise sur deux (41 %) entre 50 et 100 salariés n'en n'ont pas, mais 96,16 % de celles de plus de 1 000 salariés en ont un. La répartition selon la dominante syndicale, pour l'année 1976 — derniers résultats publiés par le ministère du travail — place la C.G.T. en tête (41,6 %) des sièges, puis la C.F.D.T. (19,1 %), les non-syndiqués (14,6 %), F.O. (9,3 %), autres syndicats (7 %), la C.G.C. (5,3 %) et la C.F.T.C. (2,7 %). Mais dans les entreprises de 50 à 99 salariés, ce sont les non-syndiqués (49,6 %) qui viennent en tête.

(2) Le compte rendu du colloque sera publié dans un prochain numéro de *Droit social* (3, rue Soufflot, 75005 Paris).

reprise
de Noël
tine

délit d'entrave

DANIELLE ROUARD.



AVANT LA RENCONTRE ENTRE M. BOULIN ET LES SYNDICATS

Les fédérations de « métallos » posent mardi au ministre du travail trois séries de questions

Après les déclarations de M. Edmond Maire, *secrétaire général de la C.F.D.T.*, et de M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., (lire ci-contre), une semaine sociale importante *s'ouvre* avec la *rencontre*, le mardi 6 février, entre M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, et les représentants des cinq fédérations de syndicats de la métallurgie. Les syndicats vont poser au ministre des questions portant sur trois aspects du problème sidérurgique :

● Les solutions économiques, c'est-à-dire la possibilité pour les entreprises de créer des emplois nouveaux ;

● La réduction du nombre des licenciements prévus : on suggère la création d'une cinquième *équipe pour les travailleurs postés et la réduc*tion générale de la durée du travail (semaine de trente-cinq heures) dans la sidérurgie, mais M. Maire lui-même ne *croit* guère que cela soit possible immédiatement dans un seul pays européen ;

● *Enfin, les solutions sociales* : pour les travailleurs dont le licenciement sera inévitable, les syndicats réclament l'extension de la *préretraite pour les uns et des cours* de formation pour les autres.

L'ordre du jour de la réunion de mardi paraît donc très chargé. Même s'ils n'espèrent pas de réponse immédiate à toutes ces questions, les syndicalistes attendent évidemment sur plusieurs points, des *engagements fermes* de la part du gouvernement. Le climat de cette journée sera une sorte de test pour les négociations prévues ensuite par M. Raymond Barre, au triple niveau national, régional (avec *les groupes industriels*) et local (au sein des entreprises concernées).

Une rencontre d'un tout autre caractère est *prévue* pour mercredi entre MM. Séguy et Maire. Les deux leaders vont rechercher, une *fois de plus, les moyens de retrouver une* unité d'action tactique, que les attaques portées par le secrétaire général de la C.F.D.T. à l'encontre du P.C.F. et de la C.G.T. — *accusés de* xénophobie » (lire page 8) — ne sont pas de nature à favoriser. Pour M. Maire, l'unité d'action doit être à l'image de celle réalisée dans les bassins sidérurgiques, car il dénie l'utilité finale des journées d'action nationales. Cependant, le leader de la C.F.D.T. aura pu prendre connaissance entre-temps, avec intérêt, des déclarations de *M. Séguy concernant* la politique contractuelle dans les secteurs public et nationalisé.

*Le samedi 3 février, des sidérurgistes d'Usi*nor-Denain avaient de nouveau bloqué la circulation sur *l'autoroute* A-2 (Paris-Bruxelles) *au poste de péage* de Thun-l'Evêque, entre Valenciennes et Cambrai. En Lorraine, la Confédération des syndicats médicaux français a fait savoir qu'elle approuve « la solidarité effective marquée par les praticiens de Longwy avec la population affectée de plein fouet par les licenciements ».

Près de vingt-quatre mille salariés ont déjà été concernés en vingt et un mois par la précédente convention

2460 licenciements, 7550 départs, 5200 mutations, 8670 préretraites

De notre correspondant

Metz. — Les négociations qui s'ouvrent mardi 6 février, entre *M. Robert Boulin et l'ensemble des* organisations syndicales de la sidérurgie, et qui portent sur l'aspect social *du deuxième plan de restruc*turation, prévoyant 21 750 suppressions d'emplois, dont 14 000 environ en *Lorraine, risquent d'être difficiles.* Le gouvernement et le patronat entendent tout mettre en œuvre pour aboutir le plus rapidement possible à la mise en place d'une convention de protection sociale. Celle-ci doit *prendre* le relais des dispositions agréées en 1977 par le seul syndicat F.O. dans *le cadre du premier plan* de restructuration, et qui expirent le 30 avril.

Du côté *des syndicats, cette pre*mière rencontre est perçue d'une façon sensiblement différente : ils *voient, en effet, en* M. Boulin un coordonnateur avec lequel ils veulent aborder l'ensemble des problèmes. *Le gouvernement ne refuse pas de* telles discussions, mais, si l'on en croit M. André Giraud, ministre de l'industrie, il souhaite que soient menés des pourparlers séparés. En d'autres termes, il ne *s'agit pas d'ouvrir* des négociations tripartites (syndicats, gouvernement, patronat) comme le réclament *l'ensemble des* syndicats.

L'arme usée de la préretraite

En tout état de cause, l'élaboration *d'une nouvelle convention de* protection sociale ne sera pas chose facile. L'objectif est de limiter au maximum *le nombre des licenciements* effectifs. Selon une première hypothèse, une reconduction pure et simple *de la* convention de 1977 aboutirait à licencier entre 14 600 et 16 400 personnes. En conséquence, la *convention* de 1977, qui a *permis* de mettre en préretraite les salariés âgés de plus de cinquante-six *ans et huit mois* et en dispense d'activité une partie du personnel sidérurgique âgé de plus de cinquante-quatre *ans, devra* être élargie. Pour ce faire, le seul moyen disponible consisterait à abaisser *encore* l'âge de la *pré*-retraite, jusqu'à cinquante ans dans certains cas.

L'application du texte *de 1977* a permis, entre avril 1977 et janvier 1979, de mettre globalement en pré-retraite 8 671 personnes dans l'ensemble des trois groupes sidérurgiques (Sacilor-Sollac, Usinor et Châtillon - Neuves - Maisons). D'autre part, il a été *procédé à 2 464 licenciements, 4 206 mutations internes*, 717 mutations dans les filiales et 322 reclassements hors sidérurgie, *tandis que les départs naturels attei*gnaient le nombre de 7 552. Au total, la convention a touché 23 834 *personnes* (11 724 à Sacilor-Sollac, 9 277 à Usinor et 2 833 à Châtillon-Neuves-Maisons). Ces chiffres, notam*ment dans le domaine de la pré*retraite, montrent que le système a déjà été largement utilisé, et il sera *donc très difficile de* continuer à en tirer les mêmes bénéfices dans le but de limiter les licenciements.

Un coup d'œil sur la pyramide des âges dans les groupes sidérurgiques le fait clairement apparaître : *fin* 1978, dans les trois groupes, le nombre de salariés âgés de plus de *cinquante-quatre ans n'est plus que* de 4 740 ; le nombre de salariés qui atteindront la barre des cinquante-*quatre ans dans le cours* de l'année est, quant à lui, de 2 303, soit un total de 7 043, dont 3 111 à Sacilor, 2 969 à Usinor et 963 à Châtillon-Neuves-Maisons.

Sans préjuger le résultat des négociations, on voit mal, dans ces conditions, comment les pouvoirs publics pourraient éviter d'aboutir à un nombre de licenciements effectifs au moins *égal, sinon supérieur*, à *10 000. C'est peut-être ce qui explique* cette crainte du syndicat F.O. qui déclare : « *Aucune convention ne peut répondre à la dimension du problème posé. Les licenciements de fait seront massifs.* » D'autre part, une question reste en suspens : c'est le *coût d'une telle vague de pré*retraites. Il sera lourd, mais il apparaît qu'en tout état de cause les licenciements coûteraient encore beaucoup plus cher.

Au cours des négociations, les syndicats pourraient aborder un autre problème : l'étalement des suppres*sions d'emploi. Le patronat entend* aller relativement vite. Les syndicats, de leur côté, au vu des chiffres du premier *plan de restructuration*, restent très méfiants. Le cap de 16 200 suppressions d'emplois, *annoncé lors des négociations* du printemps 1977, a été dépassé. En effet, entre le 1er avril 1977 et le 1er *janvier 1979*, soit en vingt et un mois, la déflation d'effectifs a été de 18 829, dont 9 119 à Sacilor-Sollac, 7 201 à Usinor et 2 509 à Châtillon-Neuves-Maisons. En outre, entre le 1er *janvier et le 1er mai 1979*, 1 239 départs sont encore prévus. Ainsi, au total, en deux ans, les trois groupes *sidérurgiques auront vu leur effectif* baisser de quelque 20 000 personnes.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

● *La société lorraine de produits alimentaires* (SOLPA), située à Homécourt (Meurthe-et-Moselle), a déposé son bilan jeudi 1er février. Spécialisée dans la charcuterie emballée, cette entreprise, qui emploie cinq cents personnes et *qui est contrôlée* depuis 1963 par le groupe allemand Herta, a *été autorisée* à poursuivre ses activités.

M. Edmond Maire : nous espérons que le ministre aura quelque chose dans les poches

Invité du Club de la presse d'Europe 1, M. Edmond Maire, dont on trouvera, page 8, les *déclarations* sur le « nationalisme du P.C. », a dit, à propos de la politique sociale du gouvernement :

« *Avez-vous vu comment, après une première période où, apparemment, le gouvernement s'en désintéressait, les régions étaient laissées à des promesses de quelques créations d'emplois ? Eh bien, l'irruption sur le terrain d'un sang nouveau, d'un sursaut ouvrier, a amené M. Barre à faire intervenir le ministre du travail, qui va recevoir les fédérations syndicales. C'est un « quitte ou double » de la part du gouvernement. Nous espérons que M. Barre n'a pas pris cette rencontre avec les fédérations syndicales comme un moyen de gagner du temps. Nous espérons que M. Boulin, effectivement, aura quelque chose dans les poches pour cette rencontre, qu'il aura des éléments nouveaux permettant d'apporter des solutions positives aux travailleurs de la sidérurgie. Si tel n'est pas le cas, je suis convaincu d'avance que ce qui n'aurait été qu'une manœuvre sera ressenti comme un facteur d'accélération de la colère, et les réactions seront sans aucun doute très vives.* »

A propos de la violence qui s'est manifestée ces jours derniers en Lorraine, M. Maire déclare : « *La révolte de ceux qui n'ont aucun espoir de travailler, ni aujourd'hui ni demain, ces actes qui peuvent se produire ici ou là, sont inévitables. Il y a longtemps que nous l'avons dit. MM. Barre et Giscard d'Estaing sont en train de déstabiliser profondément la société française, la société civile, et cela est grave de conséquences pour les années à venir. Mais, en Lorraine, plus précisément, et dans le Nord, ce n'est pas encore non plus de cette violence individuelle, marginale, qu'il s'agit. Il commence à s'agir d'une colère de masse (...). Lorsqu'une action de masse dans un pays est totalement ignorée, lorsque rien ne se produit d'important, lorsqu'on peut, dans toute une région, dans toute une industrie, protester, agir, sans que rien ne se passe, aucune négociation importante, alors on pousse les groupes, qui peuvent être de plus en plus importants, à se révolter et à employer des moyens qui risquent, en effet, d'être dangereux, de se retourner contre eux, ici ou là. Mais où est la responsabilité ? Nous disons qu'elle est clairement du côté du gouvernement.* »

Deux conditions

Pour sortir de la crise, il faut précisément, selon M. Maire, un changement de développement. Selon lui, le programme commun de la gauche avait « *trop présenté l'avenir en blanc par rapport au noir actuel* ». Et d'ajouter que « *il n'y a pas de sortie de la crise* » aujourd'hui, « *sans un appel à une action collective sur un projet cohérent de changement* », notamment dans les habitudes de consommation, et l'on ne peut y arriver que par un développement des luttes ouvrières, « *à deux conditions* ». D'abord, explique M. Maire, « *une action de masse* ». Or les journées nationales qui ont eu lieu au cours de toutes ces dernières années « *ont rarement donné lieu à une véritable action de masse* ». Ensuite, il faut aussi qu'il y ait « *un objectif précis qui puisse être traité avec l'interlocuteur d'en face, aujourd'hui, par exemple, le SMIC* ». Il faut aussi, plus spécifiquement, « *une action nationale « sidérurgie ». Mais nous ne croyons pas,* ajoute M. Maire, *que, autour de la sidérurgie, nous puissions mobiliser massivement les travailleurs français.* »

M. Maire a, d'autre part, réfuté l'accusation de « collaboration avec le gouvernement », alors que la C.F.D.T. condamne la politique de M. Barre. Interrogé sur les affinités des militants de la C.F.D.T. avec les différentes tendances du parti socialiste, le secrétaire général de la C.F.D.T. a répondu : « *On peut penser que, pour des raisons historiques, de démarches politiques, le courant Rocard-Mauroy doit avoir un nombre important de sympathisants dans la C.F.D.T. (...). Le courant CERES compte également dans la C.F.D.T. un nombre de sympathisants non négligeable. Enfin, les réalistes, c'est-à-dire, ceux qui ont choisi le P.S. avant 1964 et à l'époque, souvent, ce n'était pas au CERES qu'ils l'ont fait, mais du côté de la Convention des institutions républicaines, ils seraient aujourd'hui plutôt du côté de l'opinion de M. Mitterrand.* » Mais la centrale « *ne souhaite pas du tout intervenir* » dans les « *débats du P.S.* », même si elle souhaite qu'ait lieu un tel débat. M. Maire conclut :

« *Les solutions à la crise demandent un effort d'autocritique, de regard sur le passé, de dépassement de nos insuffisances, de dialogues entre nous, ce qui est très important. Et même si par moment cela prend un aspect polémique, comme actuellement sur le problème de l'Europe, entre nos camarades communistes et nous, l'union des forces populaires suppose cet effort d'introspection, d'analyse, de remise sur le chantier de nos solutions.*

M. Séguy : la C.G.T. s'oppose à toute amputation du pouvoir d'achat

« *Il est vain d'attendre des organisations de la C.G.T. qu'elles souscrivent à une amputation du pouvoir d'achat des salariés* », a notamment déclaré M. Georges Séguy au congrès de la fédération C.G.T. des P.T.T., réuni à Nanterre (Hauts-de-Seine). *A la veille* des négociations salariales qui doivent s'ouvrir dans les secteurs public et nationalisé, le secrétaire général de la C.G.T. a ajouté : « *De ce point de vue, il est évident que l'élaboration d'un indice des prix dont la validité pourrait être reconnue par toutes les parties contractantes lèverait un obstacle de taille dans la perspective d'une véritable politique contractuelle.* »

M. Séguy a poursuivi : « *Nous nous sommes interrogés sur la portée et les conséquences des accords séparés, notamment dans la fonction publique et le secteur nationalisé. (...) Nous en avons tiré la conclusion qu'il est indispensable d'argumenter largement afin notamment qu'aucun de ceux qui se complaisent dans la collaboration de classes ne puisse s'attribuer le mérite de telle ou telle concession partielle uniquement due à notre action.* »

Mais, a affirmé le leader de la C.G.T., « *il n'a jamais été question de nous assigner* a priori *comme un but en soi l'objectif de signer un accord et*, a fortiori, *préalablement à l'ouverture de la négociation, les concessions susceptibles d'aboutir à un compromis acceptable.* »

Au terme de ce congrès, les 760 délégués ont adopté, samedi *3 février*, un programme d'actions revendicatives basé sur une amélioration du pouvoir d'achat, la création de 50 000 postes de titulaires et la réduction à trente-cinq heures de la durée hebdomadaire du travail. Le congrès a élu M. Louis Viannet au poste de secrétaire général, en remplacement de M. Georges Frischmann, qui sera présenté par le parti communiste aux élections européennes. Né en 1933, M. Viannet a commencé sa carrière aux chèques postaux. Il est membre de la commission exécutive confédérale de la C.G.T. et du comité central du P.C.F.

L'Élysée ne partage pas les analyses pessimistes qu'inspire le climat social

Le président de la République ne partage pas le diagnostic des hommes politiques, des syndicalistes et des commentateurs, qui estiment que l'on assiste à une large et profonde dégradation du climat social. Ce jugement, dit-on dans l'entourage du chef de l'Etat, procède d'une généralisation abusive à partir de situations locales : Longwy n'est pas la Lorraine, Denain et Valenciennes ne sont pas le Nord-Pas-de-Calais, et ces deux régions ne sont pas la France. Certains secteurs connaissent des difficultés graves, mais les Français ont conscience que, dans l'environnement international, leur situation est loin d'être la plus mauvaise et que les politiques menées dans les autres pays n'ont pas donné de meilleurs résultats, tandis que, en France, le gouvernement maintient le pouvoir d'achat et le niveau d'activité.

Les collaborateurs de M. Valéry Giscard d'Estaing attribuent néanmoins au climat social la baisse de l'indice de confiance du chef de l'Etat, la première de cette importance depuis septembre 1978, enregistrée par la SOFRES pour le Figaro-Magazine *(57 % contre 62 % en décembre ; voir* le Monde *daté 4-5 février). D'une part, expliquent-ils, M. Giscard d'Estaing bénéficiait d'une « sur-cote » exceptionnelle, et il était prévisible que la conjoncture réduirait cette « anomalie » ; le niveau auquel a été ramené l'indice reste très élevé. D'autre part, devant les effets de la crise de la sidérurgie dans leur région, M. Pierre Mauroy, président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, et M. Pierre Messmer, président du conseil régional de Lorraine, se sont adressés au chef de l'Etat. Celui-ci est alors apparu comme un « recours », dont l'intervention n'a pas produit (et ne pouvait pas produire) les résultats espérés par certains, qui ont été déçus. Ces deux données expliquent que M. Giscard d'Estaing, selon son entourage, ne s'inquiète pas de cette baisse d'indice.* — P. J.

JEANNE D'ARC VICTIME DE LA CRISE

Epinal. — L'invitation faite au président de la République d'assister, en mai prochain à Domrémy (Vosges), aux cérémonies organisées pour le cinq cent cinquantième anniversaire de la croisade de Jeanne d'Arc, vient d'être annulée. Motif : la situation économique et sociale de la Lorraine.

M. Albert Voilquin, sénateur des Vosges (groupe de l'union des républicains indépendants) *et président* de l'Association touristique du pays de Jeanne d'Arc, explique : « *Ces cérémonies doivent être sobres et modestes. Nous n'avons pas le droit de faire des dépenses somptuaires dans la conjoncture économique actuelle.* »

M. Voilquin ajoute toutefois *qu'il n'est pas question de passer* l'événement sous silence, car l'exemple de Jeanne d'Arc doit, selon lui, « *dans le cadre de son courage, de sa volonté et de son énergie, redonner espoir et confiance aux Lorrains* ».

CONJONCTURE

SELON L'INSEE

Les hausses de prix à la production risquent de s'accélérer nettement jusqu'au début de mars

« La demande globale reçue par l'industrie, qui s'était stabilisée à la mi-1978, a nettement progressé en fin d'année. Le redressement est surtout prononcé pour les biens intermédiaires, secteur où la demande était jusqu'ici restée peu active », écrit l'INSEE au vu de son enquête trimestrielle dans l'industrie.

« Les commandes de biens d'équipement augmentent à présent lentement, et la demande continue de croître modérément pour les biens de consommation. Dans les trois groupes d'industries, la demande étrangère a contribué de façon notable à l'amélioration des carnets de commande au quatrième trimestre », note l'INSEE, qui ajoute que *« les perspectives formulées par les chefs d'entreprise correspondent à une faible croissance de la demande adressée à l'industrie au premier trimestre 1979. »*

L'INSEE écrit que les marges de capacité disponibles se sont légèrement réduites d'octobre à janvier, mais restent tout de même importantes. Aussi la baisse des effectifs devra-t-elle se poursuivre au cours des prochains mois.

Des ajustements substantiels

Les prix à la production ont augmenté en moyenne de 0.6 % par mois du début d'octobre au début de janvier. Les hausses sont assez fortes pour les biens de consommation et les biens intermédiaires, modérées pour les biens d'équipement. L'INSEE ajoute : *« Les hausses envisagées pour les deux premiers mois de 1979 sont nettement plus fortes. Les chefs d'entreprise annoncent en effet des ajustements de prix substantiels au cours de cette période, notamment dans le secteur des biens intermédiaires. Cependant, la modération de leurs anticipations pour l'ensemble des prix donne à penser que cette accélération serait temporaire. »*

En ce qui concerne les salaires, la hausse moyenne du taux horaire indiquée par les industriels est de 2.5 %, du début d'octobre au début de février, soit 0,8 % par mois (1). *« Les perspectives formulées par les chefs d'entreprise correspondent à un ralentissement des hausses de salaires au cours des mois à venir »*, conclut l'INSEE.

(1) Ce chiffre qui correspond à une augmentation d'environ 2,4 % du taux de salaire horaire au quatrième trimestre 1978 est à rapprocher de la hausse de 2,9 % enregistrée au quatrième trimestre 1977.

MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DES COURS DES MÉTAUX

La fin de la semaine dernière a été marquée par une hausses des cours des matières premières sur les marchés commerciaux internationaux. L'indice Mody's — base 100 au 31 décembre 1931 — a ainsi atteint vendredi 2 février un niveau inégalé, à 1 018,30 (+ 6,90). La flambée de cours a été particulièrement vive sur les métaux qui, dans le sillage du cuivre (au plus haut depuis 1974) ont vu leur prix progresser rapidement. Notons qu'en l'espace de cinq semaines, la hausse atteint à Londres 30 % pour le platine, 24 % pour le plomb, 20 % pour le cuivre, et 12 % pour l'argent.

Ce mouvement est-il appelé à se prolonger ? Les experts sont partagés. Certains estiment qu'il n'est pas exclu que l'on assiste en liaison avec les événements du Proche-Orient à une escalade des cours comparable à celle qui avait suivi le quadruplement des prix du pétrole fin 1974 ; d'autres, en revanche, pensent que le mouvement spéculatif actuel devrait se ralentir dans la mesure où l'économie mondiale tourne encore au ralenti.

● *Démographie : rectificatif.* — L'ordre de classement des pays les plus peuplés que nous avons publié dans notre numéro daté 4-5 février, en reproduisant une dépêche de l'*A.F.P.* analysant le nouvel annuaire démographique des Nations unies, comptait une double inexactitude. Le Nigéria (78,98 millions d'habitants en 1977, selon la Banque mondiale) aurait dû s'intercaler entre le Bangladesh et le Pakistan ; le Mexique (64,2 millions) aurait dû se placer entre le Pakistan et l'Allemagne fédérale.

AFFAIRES

A Manufrance : le plan de redressement du nouveau P.-D.G. exigera des « sacrifices »

De notre correspondant

Saint-Etienne. — Alors que la mise en règlement judiciaire de Manufrance était donnée pour imminente, on apprenait, le samedi 3 février, que M. René Fasano, l'un des deux représentants des familles au conseil, venait d'envoyer sa démission d'administrateur de Manufrance, au P.-D. G. M. Mestries. Dans la lettre qu'il lui a adressée M. Fasano explique ainsi sa décision : *« La remise en cause lors du conseil d'administration du 23 janvier (à la suite de pressions de toutes sortes) des décisions prises le 28 novembre (mesures absolument indispensables et évidentes pour sauver les exploitations encore rentables de la société), le refus total des représentants de la municipalité et de vous-même d'accepter une solution judiciaire dont l'urgence est extrême et qui permettrait d'espérer un redémarrage de la société, montrent à l'évidence que la capacité réelle du conseil d'administration d'influencer l'entreprise est nulle, le problème étant devenu, si besoin était, totalement politique et municipal. »* M. Fasano estime donc que sa présence au conseil est devenue inutile.

Une « hâte surprenante »

Cependant, un règlement judiciaire de Manufrance prononcé en ce début de semaine témoignerait d'une *« hâte surprenante »*, indique-t-on dans les milieux proches de la municipalité. Ainsi, M. Bruno Vennin, adjoint socialiste au maire communiste de Saint-Etienne et l'un des deux représentants de la ville au conseil d'administration, estime que *« les pouvoirs publics, en brusquant les opérations pour démanteler Manufrance, pour briser la résistance du personnel et des syndicats, poursuivent une opération politique qui sera d'abord désastreuse pour la région stéphanoise et ensuite pour les auteurs de cette manœuvre qui auront à faire face à la colère politique (...). Forcer au dépôt de bilan sans une solution qui préserve les chances d'un redémarrage véritable, conduit à la liquidation et au dépeçage pur et simple »*.

« Campagne d'intoxication », comme le prétend M. Vennin, ou simples *« rumeurs »* ? Toujours est-il que M. Mestries a jugé dimanche 4 février *« excessives et empreintes d'un défaitisme certain »* les appréciations antérieures à son arrivée visant à *« toujours faire croire que Manufrance n'est pas une entreprise viable »*. Après avoir noté que les besoins de financement immédiat, pour être *« certes importants, peuvent être ramenés à des niveaux raisonnables »*. M. Mestries annonce qu'il présentera dans les plus brefs délais aux actionnaires un plan *« déjà arrêté dans ses grandes lignes »*, et qui exigera *« des sacrifices de la part de toutes les parties en présence »*. La parole est maintenant au tribunal de commerce de Lyon.

P. C.

LES PROFESSIONNELS DE LA MAILLE SONT OPTIMISTES

Les industriels de la maille, qui tiennent leur salon du 3 au 6 février à la porte de Versailles, à Paris, sont plutôt optimistes. L'année 1978 a permis un léger redressement de la situation de leurs entreprises (sous-vêtements, collants, chaussettes, vêtements pour enfants, pull-over, etc.).

Selon la Fédération de la maille, le chiffre d'affaires de la branche a atteint 10 milliards de francs, soit 10 % de plus que l'année précédente, ce qui correspond à un maintien de la production en volume. Le ralentissement des importations (3,4 milliards de francs en 1978) découlant du renouvellement de l'accord multifibres a permis, en effet, un relatif assainissement du marché. La faible croissance des exportations (+ 5,6 % en 1978, contre + 12 % en 1977) n'a cependant pas permis à la branche d'équilibrer sa balance commerciale, qui reste déficitaire d'environ 700 millions de francs. Enfin, pour la première fois depuis plusieurs années, le solde des disparitions et des créations d'entreprises a été largement positif (quatre-vingts créations contre quarante-deux défaillances), bien que, du fait de la taille des firmes disparues, le solde en matière d'emplois soit resté négatif (trois mille emplois perdus en 1978).

Les perspectives pour l'année 1979 apparaissent plus favorables. Le taux d'investissement des entreprises du secteur devrait progresser après plusieurs années de stagnation à un niveau faible (2,5 % du chiffre d'affaires). La rentabilité eds entreprises devrait également, selon la Fédération, s'améliorer du fait de la libération des prix. Enfin, les industriels espèrent en 1979 une amélioration du solde de la balance commerciale de la branche, et une diminution du nombre des suppressions d'emplois.

Faits et chiffres

Affaires

● *M. Batteux devient président de Cibié.* — M. Armand Batteuxteux a été nommé président-directeur général de la société Cibié-Projecteurs, premier fabricant français de systèmes d'éclairage pour véhicules automobiles, devenue depuis deux ans filiale de S.E.V.-Société d'équipements pour véhicules (groupe Ferodo).

M. Batteux remplace à ce poste M. Pierre Cibié, désormais président d'honneur, dont le mandat avait été prolongé pour permettre la mise en place des nouvelles structures du groupe. Avec l'arrivée de M. Batteux, l'homme de Ferodo, qui devient aussi P.-D.G. de Marchal, une nouvelle étape est franchie dans la réorganisation du groupe S.E.V. et de ses filiales industrielles.

● *L'activité des entreprises de travaux public,* en novembre 1978, a retrouvé son niveau de 1977, en raison Vde conditions climatiques favorables, avec un montant de travaux de 5 559 millions de francs, tandis que les commandes (3 667 millions de francs) ont progressé de 3,6 % sur octobre 1978. Cependant, ce rattrapage, selon la Fédération nationale des travaux publics, ne suffit pas à compenser le retard accumulé au premier semestre. En onze mois, le total des travaux réalisés n'a progressé que de 4,2 %, ce qui est bien inférieur à la hausse des prix.

● *Volkswagen prend le contrôle de Chrysler do Brasil.* — Chrysler Corp., le troisième constructeur américain d'automobiles, a vendu à Volkswagen 67 % du capital de sa filiale brésilienne Chrysler do Brasil pour une somme de 50 millions de dollars. Aux termes de l'accord, les deux usines d'assemblage de Chrysler, dans la région de Sao-Paulo, qui emploient 3 450 salariés, continueront de fabriquer des véhicules Chrysler. Chrysler do Brasil a une capacité de production de 32 000 voitures et de 6 000 camions par an. Elle détient environ 2 % du marché brésilien.

Etranger

HONGRIE

● *Budapest. Le gouvernement hongrois* a décidé de cesser d'aider et de subeventionner les entreprises incapables de produire des marchandises d'une qualité qui permette de les écouler dans les pays industrialisés occidentaux. En principe, cette élévation générale de la qualité devra être atteinte en 1980, mais des exceptions seront consenties

MONNAIES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep + ou Dep −		DEUX MOIS Rep + ou Dep −		SIX MOIS Rep + ou Dep −	
$ E.-U. ..	4,3220	4,3280	— 140	— 105	— 290	— 250	— 825	— 765
$ can. ...	3,6015	3,6080	— 140	— 100	— 280	— 230	— 780	— 710
Yen (100)	2,1435	2,1490	+ 75	+ 115	+ 165	+ 215	+ 380	+ 445
DM	2,2925	2,2975	+ 45	+ 60	+ 100	+ 115	+ 280	+ 310
Florin	2,1260	2,1310	— 25	— 5	— 40	— 5	— 20	— 10
F B. (100)	14,5830	14,6105	— 245	— 130	— 465	— 300	—1085	— 690
F. S.	2,5310	2,5365	+ 110	+ 145	+ 255	+ 300	+ 785	+ 865
L. (1 000).	5,0972	5,1077	— 285	— 225	— 570	— 500	—1565	—1430
£	8,5610	8,5740	— 520	— 455	—1090	— 990	—2900	—2835

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	3 3/8	3 3/4	3 1/2	3 7/8	3 11/16	4 1/16	4 1/16	4 7/16
$ E.-U.	10	10 3/8	10 3/16	10 9/16	10 1/8	10 5/8	10 5/8	11
Florin	7 1/8	7 5/8	7	7 1/2	7	7 1/2	6 11/16	7 3/16
F. B. (100)	9	10 1/2	7 3/4	8 1/2	7 3/4	8 5/8	8 1/4	9 1/2
F. S.	— 1/8	+ 1/4	— 1/16	+ 5/16	— 1/16	+ 5/16	+ 3/16	+ 9/16
L. (1 000).	11 3/4	12 1/4	12 5/8	12 15/16	12 1/2	13 1/2	12 3/4	13 5/8
£	12 1/2	13 1/2	13 3/4	14 5/8	13 3/4	14 5/8	8 1/4	8 1/2
Fr. franc..	6 1/4	6 3/4	7 1/16	7 9/16	7 5/8	8 1/8	8 5/16	8 13/16

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



LES MARCHÉS FINANCIERS

Bulletin mensuel de la Cob

QUATRE-VINGT-TROIS SOCIÉTÉS ONT MAL INFORMÉ LEURS ACTIONNAIRES

Lors de la publication des résultats semestriels, quatre-vingt-trois sociétés françaises (sur six cents) n'ont pas suivi les recommandations de la Commission des opérations de Bourse (COB) en matière d'informations dues aux actionnaires. Celle-ci considère cet état de fait « *d'autant plus regrettable* » qu'elle a depuis longtemps attiré l'attention des dirigeants de sociétés sur ce point.

Après réclamations, la COB a reçu soixante-dix-sept lettres de sociétés d'engageant à l'avenir à mieux informer leurs actionnaires. Au 5 février, il restait six « irréductibles » qui n'avaient pas répondu. Voici leurs noms : Fonderies franco-belges, Immobilière et commerciale de l'Est, Lièges des Hamendas, papeteries Canson et Montgolfier, Pyrénéenne d'entreprises industrielles, Société d'exploitation d'usines métalliques.

B. A. L. O.

Le *Bulletin d'annonces légales obligatoires*, daté 5 février, publie notamment les insertions suivantes :

Société nationale ELF-Aquitaine. — Répartition à partir du 12 février des 3 021 244 actions de 50 F créées en représentation de l'augmentation de capital de 755 311 100 F à 906 millions 373 300 F par incorporation de réserves (une pour cinq anciennes). De même, répartition de 331 860 certificats pétroliers nouveaux (un pour cinq).

Foncia Crédit. — Cotation des 288 620 actions émises en rémunération de l'apport des titres Crédit universel.

Dresdner Bank AG. — Cotation des actions créées par suite de la conversion d'obligations.

Société des parcs de la ville de Cannes « SOPAC ». — Cotation des obligations avec le concours de la C.A.E.C.I.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 6 3/4 %

LONDRES

Rendu prudent par les résultats de la dernière *enquête* effectuée par le « Financial Times » auprès des entreprises, le marché revire à la baisse. Recul des industrielles, des pétroles et des fonds d'Etat. Seules les mines d'or progressent rapidement.

Or (ouverture) (dollars) ... .. contre 239 30

VALEURS	CLOTURE 2 2	COURS 5 2
Beecham	615 ...	613 ...
British Petroleum	926 ...	928 ...
Courtaulds	111 ...	111 ...
De Beers	446 ...	462 ...
Imperial Chemical	365 ...	364 ...
Rio Tinto Zinc Corp.	278 ...	280 ...
Shell	588 ...	590 ...
Vickers	180 ...	181 ...
War Loan 3 1/2 %	28 5/8	28 5 8
*West Driefontein	30 3/8	31 1/4
*Western Holding	27 1 4	27 5,8

(*) En dollars U.S., net de prime sur le dollar investissement.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES. — Emission d'un emprunt de 1 milliard de francs divisé en obligations de 2 000 francs dissociables en deux séries de « bons » de 1 000 francs : « A » à huit ans portant intérêt de 9,30 % et « B » à quinze ans portant intérêt de 10 %.

PERRIER S.A. — Bénéfice net provisoire au 30 septembre 1978 : 44,36 millions de francs contre 37,02 millions de francs.

PFIZER. — L'exercice 1978 s'est soldé par un bénéfice net de 206,3 millions de dollars contre 175,4 millions en 1977.

PHILIP MORRIS. — Bénéfice net pour 1978 : 408,58 millions de dollars contre 334,93 millions.

SIEMENS. — Le dividende de l'exercice clos le 30 septembre 1978 a été fixé à 8 DM par action (inchangé).

AUSSEDAT-REY. — « Globalement, le résultat de l'exercice 1978 devrait être voisin de l'équilibre », a indiqué le président de la *société*.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 29 déc. 1978)

	1er fév.	2 févr.
Valeurs françaises ..	101,8	102,3
Valeurs étrangères ..	108,7	108,6

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	87	87,8

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES
Base 100 : 29 décembre 1972

	26 janv.	2 fév.
Indice général	112,3	111,1
Assurances	180,8	178,9
Banq. et sociétés financ.	99,7	98,5
Sociétés foncières	99,8	99,6
Sociétés investiss. portef.	125,3	124,5
Agriculture	104,9	105,8
Aliment., brasseries, distill.	111,3	109,4
Autom., cycles et 1. équip.	122,4	119,9
Bâtim., matér. constr., T.P.	130,3	126,7
Caoutchouc (ind. et comm.)	69,7	69,4
Carrières salines, charbon	103,2	103,6
Constr. mécan. et navales	103	101,9
Hôtels, casinos, thermal.	142,7	143,4
Imprimeries, pap., cartons	82,1	80,9
Magas., compt. d'exportat.	101,2	100,7
Matériel électrique	136,9	134,8
Métall., com. des pr. métal.	40,2	39,6
Mines métalliques	93,1	89,1
Pétroles et carburants	88,6	89,9
Prod. chimiq. et ds.-chim.	156	150,9
Services publics et transp.	104,2	103,9
Textiles	124	123,2
Divers	132,2	130,4
Valeurs étrangères	107,8	109,2
Valeurs à rev. fixe ou ind.	140,3	141,4
Rentes perpétuelles	49,4	55,8
Rentes amortis., fonds gar.	220,1	223,1
Secteur industriel publ. à rev. fixe	99,7	99,7
Secteur industriel publ. à rev. ind.	304,2	305,9
Secteur libre	110,5	110,9

INDICES GENERAUX DE BASE 100 EN 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	245,8	247,7
Val. franç. à rev. variable	778,2	769,9
Valeurs étrangères	793,3	807,1

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	88,8	87,8
Produits de base	53,2	53,8
Construction	125	122,7
Biens d'équipement	90,9	89,9
Biens de consom. durables	120	116,5
Biens de cons. non durabl.	92,2	90
Biens de consom. aliment.	99,8	96,9
Services	142	139,6
Sociétés financières	103,6	102,7
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	204,2	202,9
Valeurs industrielles	77,4	76,6

BOURSES REGIONALES
Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	109,7	109,8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	2 2	5 2
1 dollar (en yens)....	202 30	201 75

BOURSE DE PARIS - 2 FÉVRIER - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPÉRATIONS FERMES SEULEMENT
o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2 2	COURS DES BILLETS échangés de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 307	4 324	4 28
Allemagne (100 DM)	229 520	229 520	228
Belgique (100 F)	14 582	14 588	14 25
Pays-Bas (100 fl.)	212 550	212 610	210 50
Danemark (100 krd)	83 050	83 190	82
Norvège (100 k)	83 950	83 840	82 50
Grande-Bretagne (£ 1)	8 643	8 568	8 50
Italie (1 000 lires)	5 090	5 108	5 10
Suisse (100 fr.)	253 150	252 850	251
Suède (100 krs)	97 970	97 960	96 75
Autriche (100 sch.)	31 340	31 310	31 50
Espagne (100 pes.)	6 143	6 175	5 90
Portugal (100 esc.)	9 055	9 070	9
Canada ($ can 1)	3 584	3 605	3 555
Japon (100 yens)	2 125	2 140	2 07

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2 2
Or fin (kilo en barre)	31980	31850
Or fin (en lingot)	31950	31905
Pièce française (20 fr.)	270 10	272
Pièce française (10 fr.)	219	218 50
Pièce suisse (20 fr.)	270 40	269 70
Union latine (20 fr.)	240 10	240 10
Souverain	295	292 50
Pièce de 20 dollars	1304 ..	1299 50
Pièce de 10 dollars	723	720
Pièce de 5 dollars	489	...
Pièce de 50 pesos	1240	1240
Pièce de 10 florins	246 ..	248

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

AU LIBAN

Des incidents entre casques bleus et Palestino-progressistes provoquent un regain de tension

De notre correspondant

Beyrouth. — Deux incidents, samedi au Sud-Liban dans lesquels étaient impliquée la FINUL (Forces intérimaires des Nations unies pour le Liban), ont provoqué un regain de tension. Ils se sont produits avec les forces palestino-progressistes, alors que les tirs et accrochages des dernières semaines mettaient plutôt en cause les milices chrétiennes soutenues par Israël.

Le premier incident a eu lieu à Qana, entre le contingent fidjien et des fedayin relevant du F.P.L.P. du Dr Habache. Ayant eu un tué et plusieurs blessés, les Fidjiens ont accusé les soldats de l'ONU d'avoir « exécuté » leur camarade et menacent de se venger. Lors du second incident, quatre officiers norvégiens et un civil libanais ont trouvé la mort : leur hélicoptère s'est écrasé, *« accidentellement, selon toute vraisemblance »*, souligne un communiqué émanant d'Oslo. Mais les Palestino-progressistes annoncent, dans leur version de l'incident de Qana, avoir *« abattu »* un hélicoptère.

Depuis le début de son déploiement en mars 1978, la FINUL a déjà eu dix-neuf morts : cinq Norvégiens, cinq Sénégalais, quatre Iraniens, trois Français, un Fidjien, un Suédois, et plusieurs dizaines de blessés.

Le gouvernement libanais s'efforce, de mettre au point un plan de sauvetage du Sud en trois volets : arrêt des opérations palestiniennes, pour lequel il demande l'intervention des pays arabes ; arrêt des opérations israéliennes, pour lequel il demande l'intervention des grandes puissances ; envoi progressif dans la zone de la FINUL de trois mille soldats libanais qui lui, requiert la coopération des uns et des autres. Les conditions dont les différentes parties assortissent leur acceptation de principe ne laissent cependant pas d'illusions sur les chances de succès de ces démarches et maintiennent au Sud-Liban un climat explosif. Le délégué du Liban à l'ONU, M. Tuéni, l'a souligné en affirmant qu'*« Israël paraît songer à envahir les pays arabes à travers le Sud-Liban »*.

Parallèlement, à Beyrouth, la situation, sans être réellement tendue, est caractérisée par des tirs et des accrochages quotidiens entre milices chrétiennes et troupes syriennes de la FAD. Cependant hormis quelques zones (centre ville et banlieue sud et sud-est), la vie se déroule normalement dans la capitale.

LUCIEN GEORGE.

Manifestation devant l'ambassade d'U.R.S.S. contre l'exécution de trois Arméniens

Une centaine d'Arméniens ont manifesté, devant l'ambassade soviétique à Paris, boulevard Lannes, le samedi 3 février, pour protester contre l'exécution en U.R.S.S. de trois contestataires arméniens, MM. Zatikian, Stepanian et Bagdassarian, accusés de terrorisme et jugés à huis clos (*le Monde* du 1er février). Les manifestants arboraient une grande banderole réclamant *« la liberté pour les patriotes emprisonnés en République socialiste soviétique d'Arménie »*. Ils scandaient : *« A bas le terrorisme d'Etat ! »*, et : *« L'Arménie saigne à Moscou ! »* Les grilles de l'ambassade étant fermées, c'est à travers les barreaux que M. Jean-Paul Sartre, présent à la manifestation, a jeté une lettre adressée à l'ambassadeur par le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens (tél. : 205-68-84). Le philosophe, qui était courtoisement mais fermement invité par les policiers à changer de trottoir, a déclaré pour expliquer sa présence : *« Les Français doivent montrer un peu de sympathie, de solidarité envers l'Arménie. Ils en avaient en 1915 quand le grand massacre a eu lieu... Le problème arménien est méconnu ici et dans les pays européens, et même aux Etats-Unis, où ils sont pourtant nombreux. Il faut agir avec les Arméniens et réclamer avec eux leurs droits à l'U.R.S.S. »* — Dh. D.

Ce lundi 5 février, la Fédération révolutionnaire arménienne et le Comité de défende de la cause arménienne (tél. 824-63-89) organisent un meeting de protestation à 20 h 30, à la Mutualité.

De son côté, le Comité pour la libération des prisonniers politiques arméniens appelle à un meeting de solidarité le lundi 26 février, à 20 h 30, Maison des mines, 9, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris, afin de soutenir Robert Nazarian. Ce dernier, diacre et physicien, membre fondateur du Comité d'Arménie soviétique pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, a été condamné en septembre 1978 à cinq ans de camp et deux ans d'exil.

A Strasbourg

LES AGRESSEURS DU MINISTRE AUTRICHIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Les policiers strasbourgeois ont appréhendé, dimanche 4 février, les auteur sde l'agression commise dans la nuit du 1er au 2 février contre le ministre autrichien des affaires étrangères, M. Willibald Pahr (*le Monde* du 3 février). M. Ali Mezaach, âgé de dix-huit ans, auteur de plusieurs vols, et un jeune mineur de seize ans, avaient abandonné la carte d'identité de M. Pahr à Schiltigheim, dans la banlieue de Strasbourg, où ils habitent. L'enquête devait rapidement aboutir à l'interpellation des deux garçons, qui avaient mis plusieurs de leurs amis dans la confidence de l'agression.

POUR UN « PROJET DE SOCIÉTÉ SOCIALISTE »

M. Elleinstein : commençons par voir ce qu'il ne faut pas faire

Le club des droits socialistes de l'homme, présidé par M. Bercis, membre du P.S., a tenu samedi 3 février, à Paris, son premier colloque, sur le thème : « Méthodologie pour un projet de société socialiste ».

M. Jean Elleinstein, membre de ce club, a indiqué que, sans pour cela se substituer aux partis auxquels les uns et les autres appartiennent, les membres du club veulent engager une réflexion afin de faire avancer la gauche dans cette *« nouvelle voie »* de transformation socialiste de la société qui ne soit, a-t-il rappelé, ni la social-démocratie ni le communisme tel qu'il a été mis en œuvre. Ce projet, a dit M. Elleinstein, pour être crédible, pour pouvoir obtenir le consensus des Français, *« ne peut nier les réalités économiques »*. Il doit en tenir compte, non pas *« pour gérer ces réalités, mais pour les dépasser et les transformer »*. *« Commençons par voir ce qu'il ne faut pas faire avant de voir ce qu'il faut faire »*, a-t-il ajouté.

A titre d'exemple de ce qu'il ne fallait pas faire, M. Elleinstein a souligné *« les contradictions et les ambiguïtés du programme commun de la gauche »*, précisant : *« Les négociateurs communiste de 1972, dans la mesure où ils n'ont pas clairement posé le problème des filiales, portent une responsabilité considérable »* dans l'échec qui s'est produit cinq ans plus tard.

Participaient également à ce colloque MM. Georges Sarre, animateur du CERES, membre du bureau exécutif du P.S., l'amiral Antoine Sanguinetti et M. Léo Hamon, ancien ministre, gaulliste d'opposition.

● *Corse : trois ans de prison pour détention d'explosifs.* — Un agent forestier d'Ajaccio, M. Guy Colonna, trente ans, trouvé en possession de 10 kilos d'explosifs, a été condamné samedi à trois ans de prison, dont vingt mois avec sursis par le tribunal de grande instance d'Ajaccio (Corse du Sud).

Au Pays basque espagnol

LE DIRECTEUR FRANÇAIS DE L'USINE MICHELIN DE LASARTE EST BLESSÉ DANS UN ENLÈVEMENT MANQUÉ

Saint-Sébastien (A.F.P.). — Enlevé ce lundi 5 février dans la matinée par des inconnus armés, M. Georges Rouzier, directeur de l'usine Michelin de Lasarte, près de Saint-Sébastien, au Pays basque, a été libéré peu après. Il serait cependant légèrement blessé, indique-t-on de source policière.

Les ravisseurs avaient également enlevé deux gardiens de l'usine, la plus importante de la société Michelin en Espagne. Leur sort n'est pas précisé.

LA COMMISSION DE BRUXELLES DEMANDE A PARTICIPER A LA NÉGOCIATION NUCLÉAIRE DE VIENNE

La Commission des communautés européennes, se prévalant d'une décision de la Cour européenne de justice, a demandé il y a environ une semaine à l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne à participer de plein droit à la négociation en cours sur « la protection physique » des matières, installations et transports nucléaires. Par ce geste la commission tente de se faire reconnaître un droit, mais pour négocier valablement elle doit avoir reçu un mandat du conseil des ministres des communautés qui en discutera vraisemblablement mardi 6 février.

La Cour européenne, dont les décisions sont sans appel, avait été saisie par la Belgique. S'appuyant pour la première fois sur l'article 103 du traité d'Euratom, qui fait obligation aux Etats de se conformer à ses avis dans les négociations internationales portant sur les domaines couverts par le traité, la Cour avait décidé, le 19 novembre, que la Communauté européenne devait siéger en tant que telle (c'est-à-dire être représentée par les commissions) et de plein droit à la négociation de Vienne, où elle n'est qu'observateur.

Cette affaire met dans l'embarras le gouvernement français, MM. Debré et Chirac ayant vivement attaqué l'arrêt de la Cour européenne (« le Monde » des 11 et 25 janvier).

La mort d'un notaire

« JE VAIS ME LE FAIRE »

Sept jeunes gens ont été arrêtés, samedi 3 février, à Cherbourg (Manche), dans le cadre de l'enquête ouverte après la mort, la veille, d'un notaire de Saint-Sauveur-le-Vicomte (Manche), M. Jacques Lauvrière, quarante ans, victime d'une agression le 31 janvier, en fin de journée.

Deux d'entre eux, MM. François Guizzardi vingt ans, et Pascal Hozo, dix-neuf ans, inculpés de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », ont été écroués à la maison d'arrêt de Cherbourg. Cinq autres membres de la même bande — dite « bande des stars » — ont également été inculpés, quatre d'entre eux pour « non-assistance à personne en danger de mort », et le cinquième pour recel.

M. Lauvrière regagnait sa voiture, sur le front de mer à Cherbourg, lorsqu'il croisa la « bande des stars ». M. Guizzardi, selon ses propres déclarations, l'aurait alors interpellé, puis, le voyant hâter le pas, aurait annoncé à ses camarades : « Je vais me le faire. » Au premier coup de poing, M. Lauvrière titube ; au second, il plie les genoux ; un coup de pied le jette au sol. D'autres horions pleuvent. Avant d'abandonner leur victime, les « stars » la dépouillent de sa montre et de sa gourmette. Ce sont ces bijoux qui permettront de confondre les agresseurs.

M. Guizzardi avait été renvoyé en novembre 1978 du centre d'engagement de la marine nationale.

Le premier congrès des professions libérales s'est tenu à Paris

Cette fois, c'est fait : les professions libérales se sont lancées sur la scène sociale. Constitueront-elles cette troisième force située, comme elles l'affirment, quelque part entre le monde des salariés et celui des patrons ? On n'en est pas encore là. Le premier congrès national qui a réuni à Paris, les 2 et 3 février, pour la première fois, la majorité des syndicats représentatifs de ces professions, n'a pas provoqué un vaste mouvement de foule.

Une « prise de contact »

Quatre à cinq cents presonnes tout au plus, pour la plupart responsables nationaux ou locaux, bref des militants mais des militants bien sages en vérité, qui écoutaient tranquilles et discutaient sans passion. Pas de cris, guère de débat, ce premier congrès fut surtout une *« prise de contact »*.

Cela dit, c'était déjà une prouesse de réunir deux jours durant un ensemble hétéroclite dont la caractéristique commune la plus évidente est l'individualisme. Des plus connus : médecins, avocats, notaires et architectes, aux plus obscurs : sages-femmes, vétérinaires, huissiers, experts de tout poil, graphologues, cartomanciennes, etc., la liste des professionnels libéraux est longue et leurs intérêts très divers.

Jusqu'à présent, aucune organisation n'était parvenue à fédérer les quelque deux cent cinquante mille membres de cet ensemble. L'U.N.A.P.L. (Union nationale des associations de professions libérales) a réussi ce tour de force. Ce n'est pas un hasard.

La « concurrence déloyale » de l'administration

C'est que ces professions, longtemps privilégiées, se sentent aujourd'hui menacées et mal à l'aise face à l'image que l'opinion se fait d'elles. Certes, leurs revenus restent pour la plupart confortables — selon l'INSEE, ils se classent en seconde position juste après les industriels et les gros commerçants — mais l'installation des jeunes devient de plus en plus hasardeuse et la constitution d'une retraite problématique. Surtout, l'étau fiscal se resserre. Généralisation des règlements par chèque, renforcement des moyens de contrôle, multiplication des prestations sociales (tiers-payant, aide judiciaire, Sécurité sociale, etc.). *« Pendant des décennies, nous avons bénéficié de la complicité de l'administration fiscale. Aujourd'hui, les mécanismes actuels ne le permettent plus »*, affirme M. Tinayre, président de l'U.N.A.P.L. Les professions libérales s'exaspèrent des différences de traitement qui, sur le plan fiscal comme sur le plansocial, les séparent de ceux qu'ils considèrent comme leur homologues : les cadres supérieurs.

Enfin, la *« concurrence déloyale »* de l'administration les choque. Tous. Quelle que soit la profession, les exemples abondent. C'est, pour les professions « techniques » (architectes, géomètres, etc.) l'autorisation donnée aux fonctionnaires ingénieurs des ponts et chaussées ou du génie rural, de s'intéresser à la clientèle privée hors de leurs heures de travail. Le ministère de l'équipement aurait ainsi diffusé récemment une circulaire demandant aux collectivités de préférer les services de l'Institut géographique national à ceux des géomètres « libéraux », quitte à se faire rembourser par l'Etat la différence entre le coût des prestations (celles de l'I.G.N. sont 2,8 fois plus cher !).

C'est pour les notaires, les actes *administratifs* exécutés par les services préfectoraux, et pour les professions juridiques, la création des *« guichets uniques »* centralisant les formalités administratives nécessaires à la création d'une entreprise au sein des chambres de commerce.

Sujet inépuisable. Les professionnels se rassemblent dans la défense de l'individu contre la *« machine technocratique »*, allant jusqu'à parler de *« nationalisation silencieuse et indirecte »*. Emportés par l'indignation, ils vont même jusqu'à critiquer l'hôpital concurrençant les cliniques privées, à suggérer que la Sécurité sociale pourrait être avantageusement remplacée par un système d'assurance individuelle...

Ces inquiétudes étaient partagées par la quasi-totalité des congressistes. En revanche, le désir de l'U.N.A.P.L. de changer l'« image de marque » des professions libérales suscitait des réactions moins unanimes. Il n'était que de voir les regards gênés, mêlés de quelques ricanements, lorsque, emporté par son élan, le rapporteur général du congrès expliqua que les professions libérales n'étaient pas toutes exercées par des « nantis ».

Qu'importe les « bavures », les professions libérales ont atteint au cours de ce congrès leur principal objectif : être reconnues de l'opinion et des pouvoirs publics. Ces « libéraux » pouvaient-ils d'ailleurs recevoir un autre accueil ? « Indispensables », leur « esprit d'initiative », leur « sens de la responsabilité », ont été loués tant par M. Jacques Barrot, ministre du commerce et de l'artisanat, venu ouvrir le congrès, que par le président de la République lui-même, dont le message personnel fut vivement applaudi. — V. M.

Le numéro du « Monde » daté 4 et 5 février 1979 a été tiré à 533 118 exemplaires.

A B C D E F G